

# Le patrimoine industriel, III

---

Sous la direction de Gracia DOREL-FERRÉ



*Les hauts fourneaux de Nijni-Tagui, (Oural). A l'arrière-plan, les bâtiments d'administration, de style néo-classique, des Démidov, les fondateurs de l'entreprise au XVIII<sup>e</sup> siècle.  
(Photo GDF mai 2008)*



*Les ateliers ferroviaires d'Agua Calientes (Mexique). Ce sont les plus vastes d'Amérique latine (90 ha environ).  
La halle de réparation des locomotives a été transformée en salle de congrès.  
On a laissé en place le pont roulant qui supportait des charges de 60 tonnes.  
(Photo GDF, février 2008)*

# Nouvelles recherches, nouvelles problématiques

---



*La centrale de la Compagnie italo-argentine d'électricité de Buenos Aires en cours de transformation, pour devenir le futur palais de la musique. © GDF, 2007*

**1. D'autres domaines**

**2. D'autres approches sociales**

**3. Déconstruire, réutiliser, réhabiliter**



*Une manufactory emblématique : le Dijonval à Sedan*  
© Gracia Dorel-Ferré



*L'usine Motte aménagée en centre commercial à Roubaix (2007)*  
© Gracia Dorel-Ferré



# Des manufactures aux usines

## L'industrie lainière française, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles

*Dans l'industrie lainière, l'organisation de la production a vu se succéder ou a combiné différemment selon les lieux et les époques toutes les formes possibles : le travail à domicile, le petit atelier urbain, la manufacture et l'usine. Mais, pendant longtemps, son impact sur le bâti est resté très discret car elle était installée dans des maisons d'habitation qu'il n'a été nécessaire de réaménager – et encore de manière limitée – que lorsque la production a cessé d'y être familiale, le fabricant y regroupant plusieurs opérations. C'est la fabrication de draps fins au XVII<sup>e</sup> siècle, puis la mécanisation de la production au XIX<sup>e</sup> siècle qui ont appelé la construction de bâtiments plus vastes spécifiquement conçus pour le travail de la laine.*

Cependant, tant qu'il s'est effectué à la main, rien dans les techniques de production n'exigeait une adaptation fonctionnelle du bâti, si bien que l'architecture des manufactures royales a épousé le modèle aristocratique dominant. Au contraire, la mécanisation et l'extension de la production ont imposé la construction de grandes usines, à l'architecture plus fonctionnelle, où les matériaux nouveaux, nés de la révolution industrielle, le fer et la brique, remplaçaient la pierre des anciennes manufactures. Cependant, d'une région à l'autre, la chronologie de l'évolution a beaucoup varié tant elle était dépendante des traditions locales, des ressources et des mentalités du patronat, et de l'organisation productive dominante.

Aujourd'hui, alors que les métiers ont cessé de battre dans tant de lieux dont le nom est inséparable de la longue histoire du travail de la laine, bien des témoignages de cette activité ont disparu sans plus laisser de traces, les bâtiments ayant été détruits et les machines vendues aux ferrailleurs ; d'autres, au contraire, ont été préservés mais, lorsqu'ils ont trouvé une seconde vie, leur histoire et leur fonctionnement productif ont parfois perdu beaucoup de leur lisibilité. C'est dire que le patrimoine industriel est fragile et que son degré de conservation comme la qualité de la restauration sont très variables d'un site à l'autre, mais de Sedan à Roubaix en passant par Villeneuve, bien des lieux de production continuent heureusement

de témoigner de la longue histoire d'une industrie qui a longtemps fait vivre des régions entières.

Le propos de cet article est essentiellement descriptif puisqu'il vise à reconstituer les formes successives de l'organisation de la production en mettant l'accent sur l'aménagement de l'espace productif, le langage architectural et les matériaux employés. On distinguera donc schématiquement deux périodes principales : le temps des manufactures et celui des grandes usines, tout en faisant bien sûr toute leur place à la diversité des situations et aux évolutions. Enfin, cette étude ne serait pas complète si elle n'abordait pas les problèmes que posent le sauvetage et la réhabilitation de l'héritage matériel de l'industrie lainière.

## L'âge des manufactures

Partout, au XVII<sup>e</sup>, la production d'étoffes de laines, qui selon Roland de la Platière nécessitait 26 opérations successives, faisait appel au travail dispersé et était partagée entre ville et campagne. C'est le développement de la fabrication de draps fins à partir du milieu du siècle qui modifia la donne en rendant nécessaire une organisation plus concentrée du travail, l'entrepreneur réunissant chez lui la totalité des opérations afin de pouvoir exercer un

contrôle effectif sur le travail et d'assurer la qualité de la production<sup>1</sup>. Néanmoins, par souci d'économie, les premières manufactures ont été installées dans d'anciens bâtiments plutôt que dans des constructions nouvelles. C'est seulement à un stade plus avancé que les plus grands manufacturiers disposèrent des ressources suffisantes pour financer l'achat de terrains et la construction de bâtiments adaptés à la production de draps. Si la manufacture concentrée se distingue d'abord par la générosité de ses proportions, c'est qu'il fallait des bâtiments assez grands pour accueillir plusieurs centaines d'ouvriers, les équipements, les magasins et même des logements. Mais ces lieux de production affirmaient aussi de manière ostentatoire leur statut de manufactures du roi, c'est-à-dire dotées de privilèges, d'où « leurs dimensions hors normes, la clarté de leur plan, la qualité des matériaux, le traitement des façades, (qui les) rattachent à la lignée des palais plutôt qu'à celle des ateliers »<sup>2</sup>. Les manufactures de Sedan, Abbeville, Villeunevette et Louviers comptent parmi les plus brillants témoignages de ce parti pris architectural qui est aussi un choix de politique industrielle.

## 1/ Le Dijonval à Sedan

C'est en 1646 que Nicolas Cadeau et deux autres marchands parisiens reçurent de Richelieu le privilège de fabriquer des draps noirs et de couleur façon de Hollande<sup>3</sup>. Cadeau fonda alors le Dijonval à Sedan qui, jusqu'à l'expiration du privilège vingt plus tard, fut la seule manufacture française de draps fins. Sa création, comme celles des manufactures fondées sous Colbert, répondait à la volonté du pouvoir royal de doter l'industrie d'une réglementation destinée à assurer la qualité des tissus et de substituer une production nationale aux importations de draps de Hollande et d'Angleterre. Le Dijonval est le plus emblématique des châteaux-usines construits à une époque où l'architecture industrielle ne se distinguait guère de l'architecture aristocratique alors dominante. Aussi rien d'étonnant à ce que après avoir vu Sedan, Zola ait évoqué dans *La débâcle* ces « fabriques de draps grandes comme des Louvres aux façades d'une majesté royale »<sup>4</sup>. Néanmoins, la forme actuelle de la manufacture du Dijonval

n'est pas le résultat d'un programme d'ensemble mûrement réfléchi mais d'une construction évolutive<sup>5</sup>.

Créée à partir de parcelles et de locaux dispersés, la manufacture construite par étapes par la famille Cadeau avait un plan en forme d'équerre réunissant un grand logis à pilastres flanqué d'une chapelle, une aile à fonction industrielle et une teinturerie. Il n'en reste plus grand-chose aujourd'hui. La seconde manufacture, celle des Paignon qui ont acquis le Dijonval en 1711, résulte d'un effort de regroupement des activités et d'organisation de l'espace. Paignon fit construire un nouveau bâtiment de 25 travées sur trois niveaux, percé d'un porche et organisé autour d'un pavillon central surmonté d'un campanile abritant une horloge et une cloche, et prolongé de chaque côté par deux ailes courbées en fer à cheval, chacune abritant un bel escalier suspendu à jour central de forme ovale. Ce grand bâtiment, bien éclairé par 94 baies, abritait la plupart des opérations industrielles, à l'exception du tissage qui était dispersé en ville et alentour. Derrière ce bâtiment, détruit par l'incendie de 1870, se trouvait un grand jardin encadré par deux pavillons d'angle. Le séchage des draps s'opérait sur des rames dans les prés et les vergers qui entouraient la manufacture. Le développement de l'activité et le souci d'harmoniser l'architecture de la manufacture incitèrent le successeur des Paignon, Nicolas de Quatremère à détruire l'aile du XVIIe et à faire construire deux longues ailes à deux niveaux d'une ordonnance plus simple et encadrant une longue pelouse. Les bâtiments sont faits de moellon équarri et les cadres des fenêtres de pierre de taille avec un arc segmentaire au sommet. Au XIXe, l'installation d'une machine à vapeur par les Bacot qui avaient acquis le Dijonval en 1820 et la mécanisation progressive de la production qui s'ensuivit sont à l'origine de nombreux remaniements que l'on connaît grâce au plan Bacot de 1832. Même si à Sedan existaient d'autres manufactures d'allure nobiliaire comme celle des Gros Chiens, l'originalité du Dijonval tient à la régularité de son architecture et à la splendeur de son ornementation. La manufacture ferma ses portes en 1960, après plus de 300 ans d'activité. Classée monument historique en 1980 et restée pratiquement à l'abandon, elle a été acquise en

<sup>1</sup> J.-F. Belhoste, « Naissance de l'industrie de drap fin en France à l'âge classique », in *La Manufacture du Dijonval et le drap sedanais 1650-1850*, Châlons-sur-Marne, Cahiers de l'Inventaire, n° 2, 1984.

<sup>2</sup> Denis Woronoff, *Histoire de l'industrie en France du XVIe siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 1994, p. 154. Voir aussi J.-F. Belhoste, « Les manufactures de draps fins en France aux XVIIe et XVIIIe siècles », *Revue de l'Art*, 1984, p. 26-38.

<sup>3</sup> Sur le privilège de 1646 et ses suites, cf. G. Gayot, *Les draps de Sedan 1646-1870*, Paris, Editions de l'EHESS-Terres Ardennaises, 1998, p. 45-56.

<sup>4</sup> Cité par Gérard Gayot et Bruno Lassaux, « Manufactures et usines dans une citadelle : Sedan (XVIIe-XIXe siècle) », *Revue du Nord*, n° 320-321, avril-septembre 1997, p. 50.

<sup>5</sup> M. Daumas, *L'archéologie industrielle de la France*, Paris, Laffont, 1980, p. 111-115. Pour une étude plus détaillée, cf. P. Bertrand, « Le Dijonval : histoire des bâtiments », in *La manufacture du Dijonval, op. cit.*, p. 98-111. Intéressantes reproductions dans J.-F. Belhoste, P. Smith, *Patrimoine industriel Cinquante sites en France*, Paris, Editions du Patrimoine, 1997, p. 32-33, et plan Bacot de 1832 dans G. Dorel-Ferré (dir.), *Atlas du patrimoine industriel de Champagne-Ardenne*, CRDP de Champagne-Ardenne, 2005, p. 30.

décembre 2005 par Histoire et Patrimoine, une société spécialisée dans la réhabilitation d'immeubles anciens, afin de transformer la manufacture royale en résidence de luxe<sup>6</sup>.

## **2/ Villeneuve : une petite ville manufacturière en Languedoc**

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le Languedoc comptait plusieurs manufactures royales mais celle de Villeneuve était la plus ancienne<sup>7</sup>. Fondée en 1675 par Pierre Bayle, un drapier de Clermont-l'Hérault, elle a reçu deux ans plus tard le privilège de fabriquer des draps fins – les londrins – pour l'exportation vers les Echelles du Levant. La manufacture a changé cinq fois de propriétaire. Le dernier, la famille Maistre qui l'a acquise en 1803, a abandonné les londrins pour les draps pour l'habillement des troupes. La manufacture qui vivait désormais au rythme des commandes publiques a vu ses ventes décliner avant de cesser définitivement son activité en 1954.

C'est vers 1730 que le site a trouvé sa physionomie de petite ville industrielle que nous lui connaissons aujourd'hui : ordonnée selon un plan carré, autour d'une place rectangulaire où s'élève une fontaine-abreuvoir et de rues particulièrement larges, elle est entourée d'un mur de clôture percé de trois belles portes. Les bâtiments de la place abritaient un éconamat, des boutiques d'artisans et une chapelle. Cinq blocs de bâtiments édifiés entre 1677 et 1740 formaient une petite cité ouvrière, chaque tisserand ayant ainsi son logement (en 1681, on en comptait déjà 66) : le métier à tisser était installé au rez-de-chaussée, alors que la famille vivait à l'étage. Alimenté par un canal, un long bassin fournissait l'eau qui faisait mouvoir les foulons (quatre au XVIII<sup>e</sup>) et était indispensable à plusieurs opérations de fabrication. Le manoir de fabrique, surmonté d'un campanile, abritait le logement du directeur et des ateliers. Au XVIII<sup>e</sup>, il y eut de nouvelles constructions et des embellissements, notamment l'aménagement d'un parc à la française, transformé en jardins potagers au siècle suivant. La porte principale qui conduit à Clermont, distante de 3 km, porte sur l'entablement l'inscription « Manufacture royale », les Maistre rajoutant sur un fronton celle de « Honneur au travail ». Ce changement de devise témoigne d'un véritable changement de civilisation : alors que la plupart des ouvriers de la manufacture royale travaillait à la main à domicile, les Maistre ont regroupé la main-d'œuvre dans des ateliers mécanisés mus par des machines à vapeur.

Dans l'industrie textile française, Villeneuve représente un exemple unique de construction d'une manufacture

en pleine campagne, et c'est l'homogénéité de son architecture, jusqu'ici bien conservée, qui fait sa valeur. Au début des années 1970, après avoir rassemblé les parts des descendants de la famille, Camille Maistre a créée une copropriété qui a permis la vente à des particuliers de certaines parties du village. Ce fut le départ d'une série de restaurations qui se poursuivent aujourd'hui, alors que de son côté la municipalité procédait à des travaux d'aménagement (tout-à-égout, repavage des rues et de la place, éclairage public), ce qui a permis à une nouvelle population de s'installer et de maintenir vivante la petite cité.

## **3/ La manufacture des Rames à Abbeville**

Protestants hollandais venus avec leurs ouvriers et leurs machines, les Van Robais<sup>8</sup> s'installèrent à Abbeville où, avec le soutien de Colbert qui était désireux d'acclimater en France la fabrication des draps façon de Hollande, ils édifièrent en 1665 en bord de Somme des ateliers et un moulin, mais l'extension de l'activité amena la dispersion de la fabrication « par toute la ville ». Aussi, en 1708, décidèrent-ils de réunir toutes les opérations afin d'avoir « tous les ouvriers rassemblés sous une même clé » et ainsi de pouvoir surveiller la fabrication. Ayant acquis des terrains à la sortie ouest de la ville, ils y firent construire la manufacture des Rames. En 1714, on y trouvait les ateliers de teinture et de tissage, des laveries, des magasins, une forge, des logements ouvriers et un grand corps de bâtiment qui abritait les bureaux et le logis des Van Robais.

Cette proto-fabrique constituait alors un ensemble imposant comprenant notamment plusieurs corps de bâtiments qui délimitaient une cour d'honneur traitée en jardin à laquelle on accédait par un portail monumental flanqué de part et d'autre d'un pavillon. La maison de maître qui ferme la cour est en pierre de taille alors que les autres bâtiments sont en brique. Si cette manufacture n'a pas la majesté du Dijonval, en revanche, la recherche de l'ornementation surprend, le portail notamment étant orné de belles sculptures allégoriques. Les bâtiments ont été gravement endommagés par un incendie en 1992 alors que leur restauration était en cours. Aujourd'hui, ils sont dans un état qui ne permet pas leur visite.

## **4/ La manufacture Decrétot à Louviers**

Fils d'un fabricant de Louviers, Jean-Baptiste Decrétot prit à la mort de son père la direction de la maison familiale dont il développa les affaires. C'est afin de réunir toutes les opérations de la fabrication qu'il fit construire en 1779 une manufacture qui, en raison de la date tardive de sa fondation,

<sup>6</sup> *L'Ardennais*, 3 janvier 2006 ; *Le Moniteur*, 16 mars 2007.

<sup>7</sup> M. Dumas, *op. cit.*, p. 98-106 ; J.-F. Belhoste, P. Smith, *op. cit.*, p. 30-31 ; J.-F. Belhoste et alii, *La Cité de Villeneuve. Guide du visiteur*, Carcassonne, Centre d'archéologie médiévale du Languedoc, 1987.

<sup>8</sup> M. Dumas, *op. cit.*, p. 106-111.

ne porta que peu de temps le titre de manufacture royale. Arthur Young, qui la visita en 1788, affirmait que c'était « la première fabrique de draps du monde » car, nulle part, on ne fabriquait des tissus aussi beaux et aussi variés !

A Louviers, la manufacture Decrétot<sup>9</sup> se distinguait des manufactures existantes par l'ampleur de ses proportions, un meilleur éclairage des ateliers assuré par des vitrages de grandes dimensions, la régularité des façades et la qualité des matériaux. Elle s'organisait selon un plan en H, avec cour d'honneur pour l'accueil des visiteurs : deux longues ailes parallèles de trois étages (sans compter les combles) rythmés chacun par douze baies, étaient réunies par un corps de bâtiment perpendiculaire à peu près au tiers de leur longueur. Le bâtiment transversal était précédé par un escalier monumental à double volée. L'ensemble était fermé par un mur de clôture à arcatures, percé par un portail d'entrée donnant sur la rue de l'Hôtel de ville. A Louviers, les bâtiments industriels étaient construits en brique (ou plus rarement en pierre) pour le rez-de-chaussée, quand les étages étaient à pans de bois, le recours à la pierre demeurant généralement limité au chaînage et au bandage des constructions. Cependant, on note au XVIIIe siècle une substitution progressive de la brique au pan de bois. La manufacture Decrétot illustre et amplifie cette évolution qui vise à donner durée et beauté au bâtiment industriel : la pierre de taille y est utilisée pour les entrées d'honneur, la brique, enduite de plâtre, pour les façades visibles, et le pan de bois pour les arrières.

La manufacture a été vendue en 1810 au grand manufacturier Guillaume Ternaux ; celui-ci ayant fait faillite en 1830, elle a alors été reprise par Houel et convertie en fabrique de courroies puis de chaussures ; l'activité industrielle s'y est poursuivie jusqu'en 1887. Elle a été cédée en 1900 à la Ville qui y a aménagé des logements. Toute la partie située à l'ouest du corps central a aujourd'hui disparu mais ce qui subsiste de la manufacture est néanmoins imposant et évocateur. En mauvais état de conservation, elle a besoin d'une restauration de grande ampleur.

## II. Le temps des usines

Le passage de la manufacture à l'usine est souvent difficile à reconstituer car les différences entre les entreprises et les bâtiments sont souvent bien peu sensibles<sup>10</sup>.

### 1/ Une architecture de transition

C'est la mécanisation du travail qui a entraîné une évolution du bâti. La anciennes manufactures royales se sont adaptées à l'évolution des techniques : elles ont adopté la machine à vapeur et remodelé l'espace productif pour accueillir les nouveaux équipements. C'est ainsi que, au Dijonval, où les Bacot louaient locaux et force motrice à une douzaine de fabricants qui n'avaient pas les moyens de se doter d'une machine à vapeur, les cloisons et les murs de refend du corps principal ont été enlevés afin de faciliter l'installation des métiers (une cinquantaine) et des arbres de transmission<sup>11</sup>.

Parallèlement, de nouvelles entreprises ont été créées mais, par souci d'économie, elles se sont le plus souvent installées dans des bâtiments de remploi – maisons de ville, moulins, châteaux et couvents – qu'elles ont réaménagés – plus ou moins – pour s'adapter aux exigences productives. A Bischwiller, dans le Bas-Rhin, l'architecture vernaculaire était dominante, à tel point qu'on a pu décrire cette petite cité drapière comme « un conservatoire de fabriques anciennes » dont la présence dans le paysage urbain est si discrète qu'elle se signale seulement par un porche cocher à linteau légèrement cintré<sup>12</sup>.

L'appropriation du bâti existant a trouvé ses limites lorsque le fabricant souhaitait des bâtiments fonctionnellement mieux adaptés aux contraintes industrielles. Cependant, les différences entre les nouvelles usines et les manufactures n'étaient encore que de degré. C'est ce que montre assez la comparaison entre la manufacture Decrétot et l'usine édifée par Ternaux à Louviers en 1804. La seconde n'a pas l'apparence monumentale et classique de la première, la disposition des bâtiments y obéit à des contraintes fonctionnelles, la maison de maître n'y occupe pas une position centrale, et les murs sont en brique.

### 2/ Une architecture spécifique

L'industrie textile, quelle que soit la fibre utilisée, a partout adopté dans la première moitié du XIXe siècle le modèle du bâtiment élevé sur plusieurs étages, l'éclairage des ateliers étant assuré par de nombreuses et vastes baies. Ce bloc massif, de plan rectangulaire, pouvait être composé de trois à six étages et compter jusqu'à plusieurs dizaines de croisées à chaque niveau. Les usines textiles de Mulhouse sont les exemples les plus caractéristiques de cette architecture qui répond à un souci fonctionnel

<sup>9</sup> M. Daumas, *op. cit.*, p. 115-116; J.-M. Chaplain, *Louviers, cité drapière: 1680-1840*, Seyssel, Champ Vallon, 1984, p. 194-199 ; Conférence « Les drapiers de Louviers », de B. Bodinier, Président de la Société d'études diverses de Louviers et de sa région, 20 novembre 2004.

<sup>10</sup> M. Daumas, *op. cit.*, p. 281-285.

<sup>11</sup> B. Lassaux, « Le textile sedanais au fil de l'eau dans la première moitié du XIXe siècle », in *L'eau industrielle L'eau industrielle, Les Cahiers de l'APIC*, n° 2, 2002, p. 77. ; P. Bertrand, « Le Dijonval : histoire des bâtiments », *op. cit.*, p. 109.

<sup>12</sup> P. Fluck, *Les Belles Fabriques Un patrimoine pour l'Alsace*, Strasbourg, Jérôme Do Bentzinger Editeur, 2002, p. 137.



simple : disposer à chaque niveau d'un plateau d'un seul tenant suffisamment solide pour supporter le poids des machines et faciliter la circulation des ouvriers et des matériaux. Notons toutefois que ce modèle simple tolère les particularités régionales : en Alsace, par exemple, le bloc-usine porte un toit à coins coupés<sup>13</sup>.

Le paysage usinier a été bouleversé par une innovation radicale venue d'Angleterre : les sheds. Composés de deux versants inégaux, les sheds sont vitrés sur leur partie exposée au nord, la plus courte, de façon à faire obstacle à la pénétration directe des rayons du soleil. Le bâtiment en étages est alors souvent remplacé par une vaste halle en rez-de-chaussée couverte de sheds, la charpente pouvant être mixte – bois et métal – ou entièrement métallique, et comporter généralement plusieurs nefs. Ce type de bâtiment se diffuse à partir du milieu du siècle comme « le type même de la nouvelle usine »<sup>14</sup>.

Cependant, sa diffusion a rencontré bien des pesanteurs. C'est le cas notamment à Elbeuf. Reconstitués vers 1860, les établissements Flavigny que l'on connaît bien grâce à la description qu'en a donnée Turgan<sup>15</sup>, témoignent de la lenteur de l'évolution : d'un côté, l'éclairage des bâtiments en étages avait sans doute été bien amélioré par à la substitution de larges baies à arc en berceau aux baies en plein cintre ou à linéaire caractéristiques des anciennes manufactures, mais de l'autre, on ignorait toujours les sheds pour les bâtiments à un seul niveau qui étaient couverts de toits en tuile à versants égaux. Autre exemple de résistance de l'élévation en étages face à la concurrence des sheds et des fermes métalliques : créée vers 1870, l'usine de filature et de tissage Clarenson s'élevait sur cinq niveaux, les façades avec essentage d'ardoises étant percées de nombreuses baies très serrées, seules celles du dernier niveau étant cintrées, alors que le cintrage des baies était habituellement utilisé aux niveaux inférieurs pour leur assurer un meilleur éclairage<sup>16</sup>. Classé et restauré, le bâtiment principal subsiste comme témoignage des hésitations des industriels devant les exigences de la civilisation industrielle.

A vrai dire, l'usine bloc n'a jamais disparu. Le plus souvent, le nouveau paysage industriel juxtapose le bâtiment à étages et la halle en rez-de-chaussée. En revanche, on

assiste partout au triomphe de la brique qui remplace la pierre et le bois. C'est que, devenue moins chère, elle est désormais le matériau de base. Cependant, elle masque souvent une ossature de métal. C'est le cas notamment lorsque des baies surdimensionnées de façon à laisser passer plus de lumière réduisent la brique à un quasi squelette et rendent possible une « véritable transparence des façades »<sup>17</sup>.

L'emploi de la brique et du métal autorise toutes les déclinaisons esthétiques : adoption du modèle néo-paladien avec pilastres et attiques, architecture plus sobre qui cherche d'abord le rationnel et le fonctionnel, rêverie néogothique qui multiplie les créneaux et les tours et donne aux usines des apparences de châteaux. Les habitudes régionales n'ont pas disparu pour autant ainsi que le signalait le filateur roubaisien Mimerel : « Dans le Nord on ne voit que l'utile dans les établissements de l'industrie, dans le Haut-Rhin, on voit le grand, le beau, de là des constructions plus dispendieuses »<sup>18</sup>.

### 3/ Le complexe industriel de Roubaix-Tourcoing

Naturellement, il ne saurait être question de faire un tour de France des « territoires de la laine »<sup>19</sup> car cela excéderait les limites de cet article. On se bornera donc à l'examen de trois cas bien typés : Roubaix-Tourcoing, Elbeuf et Vienne.

L'usine emblématique de Roubaix est bien sûr la filature Motte-Bossut<sup>20</sup>, même si on y a davantage travaillé le coton que la laine. C'est un ensemble complexe, en brique, dont la construction s'est étendue des années 1840 jusqu'aux années 1920, mais la chronologie des constructions successives est difficile à retrouver tant les bâtiments d'âges différents y sont enchevêtrés. Le point de départ est la construction en 1843 par Louis Motte d'une filature de coton aux dimensions démesurées pour l'époque que les Roubaisiens ne tardèrent pas à appeler « l'usine monstre ». Cette énorme bâtisse de cinq étages a entièrement brûlé en 1866. La production a alors repris dans une annexe édifiée en 1862 et qui n'était séparée de la maison mère que par un pont sur le canal de Roubaix. Construite selon le procédé *fire-proof* (les colonnes de fonte supportent des poutrelles métalliques et des

<sup>13</sup> P. Fluck, *op. cit.*, p. 145.

<sup>14</sup> C. Cartier, *L'héritage industriel, un patrimoine*, Besançon, CRDP, 2002, p. 22.

<sup>15</sup> J. Turgan, *Les grandes usines*, Paris, Michel Lévy frères, T. 5, 1865, p. 68-125.

<sup>16</sup> M. Daumas, *op. cit.*, p. 284.

<sup>17</sup> P. Fluck, *op. cit.*, p. 164.

<sup>18</sup> Cité par D. Woronoff, *op. cit.* p. 249.

<sup>19</sup> J.-C. Daumas, *Les territoires de la laine. Histoire de l'industrie lainière en France au XIXe siècle*, Villeneuve d'Ascq, PU du Septentrion, 2004.

<sup>20</sup> J. Grislain, M. Le Blanc, « L'art de bâtir chez les Roubaisiens, la filature Motte-Bossut 1853-1985 », *La Revue du Nord*, n° 265, t. 67, avril-juin 1985, p. 485-515 ; M. Daumas, *op. cit.*, p. 290-293 ; *Patrimoine industriel, op. cit.*, p. 60-61 ; C. Lesage, « La sauvegarde du patrimoine industriel : l'exemple de l'usine Motte-Bossut à Roubaix (Nord) », *L'archéologie industrielle en France*, 1989, n° 17-18, p. 95-97.

voûtains de brique) et flanquée dès l'origine d'une tour d'escalier et d'une cheminée crénelée, elle a été doublée en 1876 d'un édifice d'égale importance auquel une passerelle la reliait. En 1891, un nouveau corps de bâtiment est construit sur le passage public : c'est le bâtiment des « palliers », c'est-à-dire des escaliers. Richement décoré de bandeaux et d'arcades, éclairé par d'immenses baies et couronné d'un haut pignon à redents, il réunit les deux nefs préexistantes, toutes deux hautes de cinq étages. Au-delà du gigantisme, ce qui fait l'originalité de cet ensemble c'est son esthétique d'inspiration néo-gothique. Les façades crénelées et les deux tours en demi-hors-d'œuvre qui marquent l'entrée monumentale, donnent à l'usine un aspect de forteresse médiévale, même si la grille d'entrée en fer forgé évoque plutôt celle d'un château de style classique. Les élégantes façades des ateliers construits à l'ouest de l'entrée à la fin des années 1860 ont un petit air flamand que leur confèrent leurs pignons à redents. Il a fallu attendre les années 1920 pour que, comme dans les longs bâtiments qui bordent la rue des Tuileries, on renonce à une décoration superfétatoire et adopte une architecture plus rationnelle, ce qui leur donne une apparence plus moderne. L'usine a été inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1978, avant même l'arrêt de l'activité qui n'est survenu qu'en 1982 ; on y a depuis installé le Centre des archives du monde du travail (CAMT).

Si le triomphalisme et l'ornementalisme sont largement présents dans les deux villes lainières jumelles, nulle part ils ne sont « aussi prétentieux » (Maurice Daumas). Lorsqu'on retrouve l'inspiration néo-gothique dans d'autres usines, c'est toujours sous une forme moins ostentatoire. C'est le cas, par exemple, de la filature Vandenberghe-Desurmont, édifée à Tourcoing en 1866, dont le caractère médiéval est moins accentué : elle le doit surtout à la tour maçonnée aux allures de donjon qui enfermait l'escalier et la cheminée, aujourd'hui arasée. Cette belle usine d'allure très massive a échappé à la destruction grâce à son investissement en 1995 par un IUT<sup>21</sup>. En tout cas, prétentieux ou plus discret, cet éclectisme est caractéristique des usines textiles de l'agglomération. A la fin du siècle, les industriels ont fait le choix d'une architecture plus rationnelle, sans fioritures excessives, aux lignes régulières, où le fini architectural était demandé à la mise en valeur des volumes, l'éclairage à de larges baies à linteaux métalliques et la décoration à l'utilisation de brique blanche et de corniches en ciment sur fond rouge.

Cette tendance s'est affirmée avec plus de force encore dans les reconstructions postérieures à la première guerre mondiale. On la distingue notamment dans la filature La Lainière à Roubaix, la plus moderne d'Europe, ou encore dans l'usine Louis Lepoutre et Cie à Tourcoing<sup>22</sup>.

De plus, à la fin du XIXe siècle, l'architecture est marquée par l'introduction du béton armé. La première usine textile construite en béton, la filature Six à Tourcoing date de 1897. Les bâtiments y sont rythmés par un ordre monumental de pilastres disposés toutes les trois travées et l'entablement porte le nom, l'activité et la date de fondation de l'entreprise. Les ateliers, en mauvais état, ont été détruits vers 1980 ; c'est maintenant le tour des bureaux, aujourd'hui désaffectés, d'être menacés<sup>23</sup>. Les Etablissements François Masurel frères de Tourcoing représentent peut-être la plus belle réussite locale de l'architecture en béton armé. Construite en 1945, la filature possède une belle façade ordonnée et continue en retour, grâce à un plan arrondi, et des baies tout en longueur divisées par des bandes filantes en béton<sup>24</sup>.

L'héritage de l'industrie dans le tissu urbain de Roubaix-Tourcoing est bien loin de se limiter aux seuls lieux de production. Très diversifié, il embrasse en effet à la fois des bâtiments dédiés aux services collectifs comme la condition publique, les hôtels patronaux, d'inspiration classique pour ceux bâtis XIXe (Amédée Prouvost, ou Voreux) ou plus contemporaine (la villa Cavroix construite par Mallet-Stevens) pour les plus récents, et enfin les logements ouvriers, qu'il s'agisse de courées, d'alignements monotones ou de cités-jardins<sup>25</sup>.

Entre table rase et embaumement, l'équipe municipale a su faire le choix de la réhabilitation et de la reconversion. C'est ainsi que l'usine Rossel a été transformée en studios de danse pour les Ballets du Nord, que l'usine MCR Prouvost a accueilli des logements, et que la magnifique condition publique construite en 1901 par l'architecte roubaisien Albert Bouvy a été transformée en 2003 en maison culturelle, la structure interne disparaissant cependant complètement pour permettre l'aménagement d'un auditorium et d'une salle de spectacle. Malgré ces belles réussites, le tissu urbain de l'agglomération est profondément mité car de nombreuses usines ont été détruites.

#### 4/ Blin et Blin

A Elbeuf, qui était spécialisé dans la fabrication d'étoffes en laine cardée, unies et nouveautés, où aucun fabricant,

<sup>21</sup> « L'activité lainière à Roubaix-Tourcoing en images », in *Roubaix-Tourcoing et les villes lainières d'Europe*, Villeneuve d'Ascq, PU du Septentrion, 2005, p. 72.

<sup>22</sup> « L'activité lainière à Roubaix-Tourcoing en images », *op. cit.*, p. 78-19.

<sup>23</sup> « L'activité lainière à Roubaix-Tourcoing en images », *op. cit.*, p. 81.

<sup>24</sup> « L'activité lainière à Roubaix-Tourcoing en images », *op. cit.*, p. 87.

<sup>25</sup> « L'activité lainière à Roubaix-Tourcoing en images », *op. cit.*, p. 51-53, 92-93, et 94-95.

pas même Charles Flavigny, ne concentrait l'ensemble des opérations de la draperie et où le paysage industriel était dominé par de hautes et vétustes fabriques à pans de bois et fenêtres étroites, l'installation après l'annexion de l'Alsace d'industriels venus de Bischwiller, a marqué une rupture profonde. D'une part, dans une ville où prévalait jusqu'alors la dispersion de la production, les Blin ont regroupé et mécanisé toutes les opérations de fabrication dans ce qui fut la première et la plus importante usine intégrée d'Elbeuf (le personnel employé est passé de 409 salariés en 1876 à 1601 en 1899) ; d'autre part, l'usine construite en 1872 a représenté le triomphe de l'architecture industrielle.

En 1872, l'établissement formait un losange irrégulier d'une superficie de 7 345 m<sup>2</sup> qui s'ouvrait par un portail solennel donnant sur une vaste cour d'honneur bordée d'arbres, avec au centre une grande pelouse. Il associait alors trois types de bâtiments : de grands corps de bâtiments en longueur de trois ou quatre niveaux sous combles abritant le tissage et les apprêts, des bâtiments bas situés en bordure de rue pour les bureaux et les magasins, et enfin des bâtiments en rez-de-chaussée couverts de sheds pour la filature. C'est afin de répondre aux besoins d'une entreprise en expansion que l'usine n'a cessé par la suite de s'agrandir en suivant trois modalités complémentaires : l'acquisition de parcelles proches où étaient élevés de nouveaux bâtiments, la densification de l'espace usinier par la construction de bâtiments dans les espaces encore vacants entre les constructions existantes, et la surélévation des bâtiments bas. En 1883, l'établissement articulait deux ensembles compacts organisés chacun autour d'une machine à vapeur. La filature formait une grande halle de 4 000 m<sup>2</sup>, sur huit travées de 4,5 m de large, autour de laquelle se groupaient les foulons et les ateliers de teinture. Quant au tissage, il occupait un grand bâtiment de trois étages, que joxtaient les ateliers des apprêts. Les bâtiments annexes – écurie, menuiserie, atelier de réparation, entrepôt des métaux... – étaient rejetés à la périphérie de l'usine. En 1896, elle avait été augmentée, d'une part, d'un grand bâtiment de trois étages sous combles qui abritait les magasins des laines et des fils et les ateliers de triage, d'épincetage et de rentrayage, et de l'autre, d'un ensemble de bâtiments bas où étaient implantés des ateliers d'échardonnage, d'encollage, d'ourdissage, de séchage, de louvetage et de tissage. Le plan de 1896 fait découvrir de nouvelles extensions qui portaient la superficie de l'usine à 22 000 m<sup>2</sup>. En débordant de l'îlot primitif, elle avait annexé les voies publiques et tout un réseau de placettes, de cours et de passages structurant l'ensemble.

Alors qu'elle avait été admirée à sa construction comme un modèle de rationalité, l'usine avait beaucoup perdu de sa cohérence au fil des agrandissements, même si la restructuration réalisée en 1919 lui en a rendu, mais en revanche son aspect monumental s'était encore renforcé et cet ensemble énorme, massif, fermé sur lui-même, dominé par de hautes cheminées, ne pouvait manquer d'impressionner. Voûtains de briques pour la protection contre l'incendie, colonnes de fonte, fermes métalliques, larges baies cintrées qui prenaient presque toute la hauteur de l'étage et sheds représentaient autant d'éléments caractéristiques d'une architecture résolument industrielle. La qualité des façades mérite d'être soulignée, mais la décoration était d'une grande sobriété : tout en empruntant au vocabulaire classique (pilastres, frontons centraux, corniches à modillons), elle devait beaucoup à l'alternance de briques rouges et jaunes et à l'utilisation d'éléments d'architecture métallique (têtes de chapiteaux, consoles et têtes de tirants en fonte ouvragée). Globalement, l'architecte avait su associer efficacité fonctionnelle et esthétique<sup>26</sup>.

Frappée par la crise du textile, l'entreprise ferma ses portes en 1975. Au milieu des années 1970, Elbeuf était un véritable cimetière d'usines (des 46 entreprises lainières recensées en 1950, une seule demeurait en activité), et l'usine Blin, laissée à l'abandon, attendait que le temps et les bulldozers accomplissent leur œuvre. Bien décidée à « réinvestir la ville », la municipalité lança en 1978 un projet de réhabilitation de l'usine qui prévoyait l'aménagement de 164 logements et d'équipements sociaux et artisanaux. Elle le mena à bien avec l'aide de l'agence d'architecture Reichen et Robert. Il y eut peu de modifications structurelles – destruction des cheminées et des cuves, renforcement des planchers, fixation des colonnes de fonte –, alors que les fenêtres en plein cintre et les éléments décoratifs des façades étaient conservés. Les passages intérieurs furent transformés en voies publiques et l'usine ainsi réinsérée dans l'espace urbain. Achevée en 1983, cette opération de réhabilitation peut être considérée comme une belle réussite car elle a permis de donner une seconde vie à un élément essentiel du patrimoine industriel elbeuvien sans pour autant lui enlever sa lisibilité fonctionnelle et historique<sup>27</sup>.

## 5/ Vienne :

Spécialisée dans la fabrication de tissus bon marché à partir de laine renaissance, Vienne était caractérisée par une division du travail très poussée entre les entreprises. Vers 1840, la ville comptait peu de véritables usines et la plupart des ateliers était installée dans des maisons

<sup>26</sup> J.-C. Daumas, *L'amour du drap. Blin et Blin, 1827-1975. Histoire d'une entreprise lainière familiale*, Besançon, PUFC, 1999, p. 200-208.

<sup>27</sup> J.-C. Daumas, op. cit., p. 599-604. Voir aussi J.-C. Daumas, « Blin et Blin, un monument de l'industrie », *L'archéologie industrielle en France*, n° 30, juin, 1997, p. 13-20.

particulières. En 1838, John Collier y fit bien construire une « usine monstre » de 900 m<sup>2</sup> au sol, équipée d'une machine à vapeur, mais c'était pour la louer « par appartements » à de petits fabricants. En 1843, il n'existait encore que trois véritables usines, dont une seule, montée par la famille Badin Lambert, rassemblait tous les stades de fabrication depuis le triage des laines jusqu'aux apprêts. En 1870 encore, la concentration avait si peu progressé que l'administration déplorait « l'extrême dissémination de l'industrie des draps ». Cependant, dans les années suivantes, Vienne connut une « pleine mutation », les industriels construisant de vastes usines qui s'étendaient sur 2 km le long de la vallée de la Gère transformée en « un véritable chantier ». De plus, les incendies qui ont ravagé plusieurs établissements ont fourni l'occasion d'agrandissements et d'embellissements, si bien qu'une fois reconstruits, on a pu parler d'« usines d'apparence grandiose »<sup>28</sup>. Il reste que, lorsque l'intégration de la production était réalisée, elle n'aboutissait pas toujours à la réunion de toutes les opérations dans une même usine. C'était notamment le cas de la société Pascal-Valluit qui a rassemblé à partir de 1917 sous une même raison sociale trois usines distinctes qui appartenaient déjà aux mêmes propriétaires et qu'où implantées sur un même site, ont conservé leur organisation propre jusqu'en 1935. Toutefois, d'un point de vue architectural, elles formaient un « ensemble sans précédent »<sup>29</sup>. La plus ancienne, l'usine de Bécheviennne a été construite en 1816 dans la vallée de Levau. Elle a été agrandie en 1884 selon les plans de l'architecte Georges Boutin qui édifia deux corps de bâtiments parallèles, de forme rectangulaire, le premier comprenant trois étages et le second deux. Les étages sont soutenus par des colonnes de fonte ; la toiture est à double pente et dissimulée par un attique. Au contraire, pour les bureaux et la conciergerie, on a fait le choix de l'architecture vernaculaire. Un nouveau bâtiment a été ajouté en 1905 : c'est un parallélépipède qui comprend deux niveaux soutenus par des colonnes de fonte et éclairé par de larges baies à arc segmentaire ; il est surmonté par un attique qui dissimule la toiture en sheds et qui est décoré de quatre frontons triangulaires placés dans les angles. Quant à « l'ancienne » usine, elle a été construite en 1860. Elle comportait deux corps de bâtiments parallèles. Si l'architecture des ateliers était sobre, en revanche, la décoration des bureaux a été particulièrement soignée : le bâtiment est couronné d'un attique surmonté d'un fronton qui laisse passer le massif de l'horloge, laquelle est encadrée par deux petits pilastres. Enfin, la « nouvelle »

usine a été édifée en 1870 sur un vaste terrain. Le bâtiment le plus ancien a été élevé en brique et les fenêtres à arc segmenté y étaient mises en valeur par une agrafe centrale. Celui dit « des échantillons » (mais ce n'était vraisemblablement pas sa destination originelle) possède un toit à quatre pentes ; sa façade, ornée d'arcs en plein cintre et de petits pilastres en brique, est surmontée d'un fronton triangulaire. Quant au bâtiment qui accueillait la machine à vapeur, il a été construit dans le style caractéristique de Boutin.

La manufacture Pascal-Valluit est tout à fait représentative de l'industrie lainière viennoise : d'abord par la dispersion des bâtiments que l'intégration de la production n'a pas fait disparaître, mais aussi par leur conception et le recours au vocabulaire classique, encore que les références à l'architecture vernaculaire ne soient jamais bien loin.

## Conclusion

La manufacture royale et l'usine représentent deux formes successives d'organisation matérielle de l'industrie aux significations historiques très contrastées. Avec la manufacture royale, l'affirmation emphatique du statut l'emporte sur la logique productive, quand l'usine privilégie au contraire les contraintes économiques et emploie des matériaux, nés de la révolution industrielle, qui permettent de s'y adapter efficacement. Mais la transition de l'une à l'autre n'a été ni simple ni linéaire, et ce n'est que peu à peu qu'a pris forme une architecture adaptée aux contraintes de la production. Bien plus, les choix esthétiques des entrepreneurs ont été d'une étonnante diversité : si certains ont choisi la sobriété, d'autres ont succombé à la tentation du triomphalisme et de l'ornementalisme. De surcroît, chaque ville lainière avait ses traditions architecturales propres, et de l'une à l'autre les choix esthétiques des entrepreneurs ont été très contrastés, si bien que l'industrialisation s'est accompagnée de l'affirmation de styles régionaux qui ont durablement marqué le paysage. En tout cas, ce n'est que progressivement que s'est dégagée une esthétique nouvelle où la forme était l'expression manifeste de la fonction et qui, plutôt que de recourir aux vocabulaires architecturaux du passé, jouait avec les matériaux et les volumes. Elle a sans doute trouvé sa plus haute expression avec le béton armé.

La crise de l'industrie lainière a multiplié les usines abandonnées que technocrates et élus, avec la bénédiction de la Datar, ont souvent entrepris de faire disparaître rapide-

28 P. Blanc, *La draperie à Vienne*, Vienne, Savigné Imprimeur, 1869 ; P. Bodin, « Quelques éléments sur l'industrie viennoise », in *Indiennes et brocarts. L'industrie textile en Bas-Dauphiné*, Documents d'ethnographie régionale, vol. 20, 2000, p. 107-116.

29 La description qui suit est empruntée à P. Bodin, « Un exemple d'architecture industrielle. Les anciens établissements Pascal-Valluit à Vienne en Isère », *Le monde alpin et rhodanien*, 2e et 4e trimestre, 1996, p. 184-194.

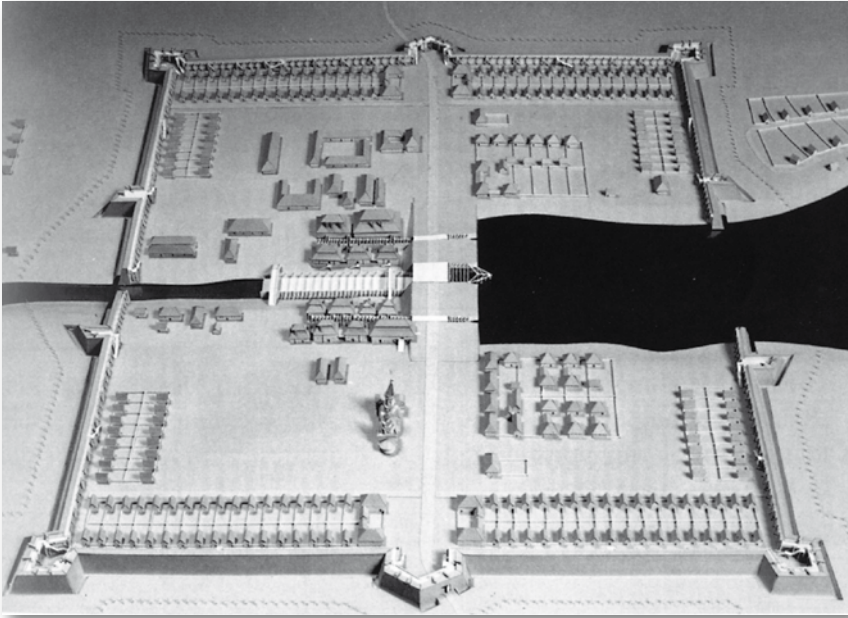


ment, comme s'il s'agissait d'oublier au plus vite une aventure qui avait mal fini, au risque d'effacer jusqu'au souvenir d'une activité pourtant indissociable de l'histoire locale. Si beaucoup d'usines ont été détruites dans une indifférence quasi générale, d'autres sont aujourd'hui à leur tour menacées de disparaître sans que cela suscite autre chose que des mobilisations sporadiques. Certes, à Elbeuf comme à Roubaix, des municipalités audacieuses ont réussi à sauvegarder des éléments importants du patrimoine de l'industrie textile locale. Quant à la reconversion annoncée du Dijonval à Sedan, si longtemps laissé à l'abandon, c'est une excellente nouvelle car son sauvetage passe évidemment par sa réutilisation plus que par une improbable muséification. Cet exemple rappelle assez que la survie des témoi-

gnages matériels les plus significatifs de l'industrie dépend de la capacité des opérateurs à leur trouver une nouvelle affectation économiquement viable qui ne défigure pas leur signification historique ni ne prive la population locale de sa mémoire. La difficulté varie évidemment avec l'échelle de l'opération car le problème se pose pas dans des mêmes termes bien différents selon que l'on a affaire à un établissement isolé ou, comme à Roubaix-Tourcoing, à une agglomération manufacturière où les vestiges de l'industrie sont très nombreux<sup>30</sup>. En définitive, bien loin d'être propre à l'industrie lainière, tout cela est d'une très grande banalité car c'est, en fait, le lot de toutes les régions frappées par une désindustrialisation brutale et massive qui cherchent à tâtons un chemin vers l'avenir.

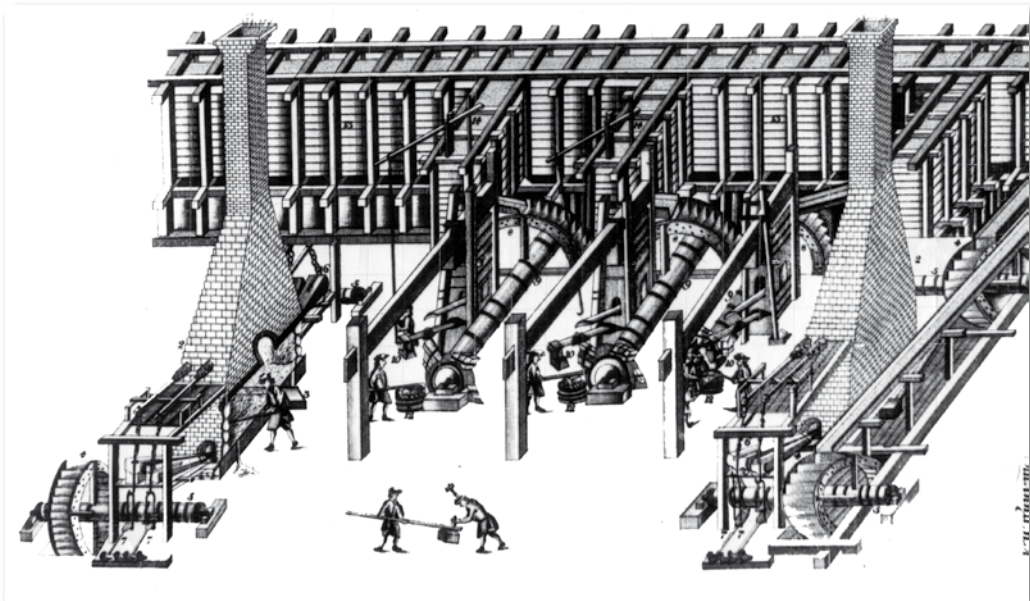
---

<sup>30</sup> J.-C. Daumas, « L'usine, la mémoire et l'histoire », in J.-C. Daumas (dir.), *La mémoire de l'industrie. De l'usine au patrimoine*, Besançon, PUFC, 2006, p. 15-18.



*Ekaterinbourg vers les années 1730 (reconstitution de l'auteur)*

© A. Barabanov



*Intérieur de l'atelier des hauts-fourneaux d'Ekaterinbourg dans les années 1730, in Schlatter, I, Description détaillée de la fonderie et de l'industrie minière, Saint Petersburg, 1763*

© A. Barabanov

# Les ouvrages hydrotechniques de l'oural ancien

*Si les résultats de fouilles et les archives alimentent les études en patrimoine industriel, les objets techniques ont aussi leur place. Nous n'avons pas de mal à placer les machines dans cette dernière catégorie. D'autres objets techniques nous sont moins familiers, et pourtant, spectaculaires par leur mode de construction, leur nombre, leur densité, leur signification historique. C'est le cas des barrages de l'Oural, autour desquels se sont formées les ville-usines qui ont fonctionné sans interruption, du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours, et ce, malgré la rudesse des hivers, les fleuves gelés plusieurs mois pas an, les communications malaisées, les distances énormes. Ces barrages en bois et en argile, d'une architecture sophistiquée, constituent aujourd'hui un patrimoine original, tant comme objet technique que du fait du paysage industriel qui les intègre. Son classement sur la liste du patrimoine mondial serait très justifié. Malheureusement, la prise de conscience tarde à se faire et les destructions irréversibles sont en train de modifier, à une vitesse effrayante, le paysage ouralien.*

*Il existe peu d'ouvrages en langue française sur la question. Le plus récent est la thèse magistrale de Roger Portal sur l'Oural au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui fut publiée en 1950 ! (GDF)*

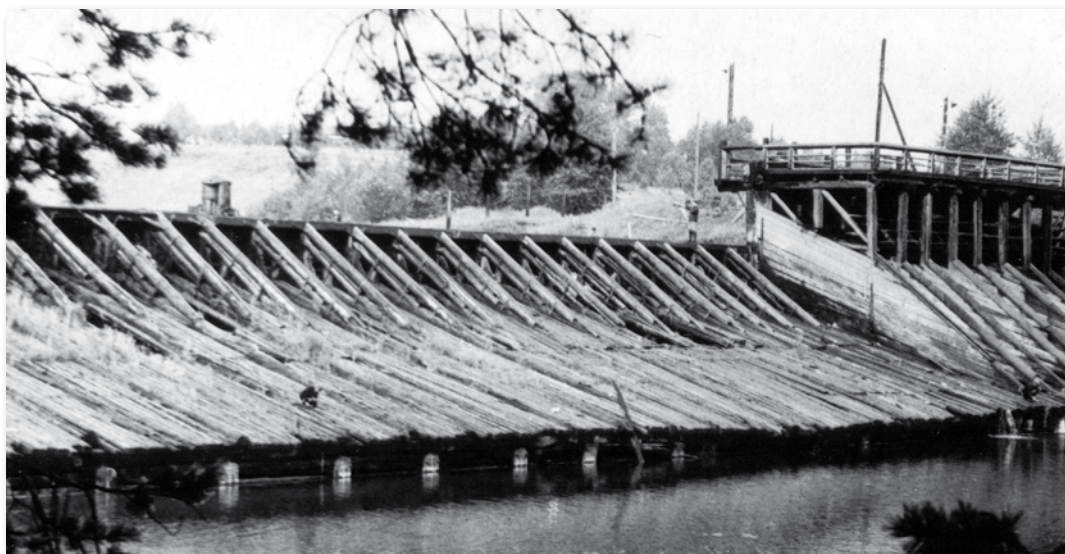
L'histoire de l'expansion industrielle en Oural, qui est une des plus grandes régions économiques et culturelles de Russie, est étroitement liée à la construction et à la reconstruction des installations hydrauliques ; au XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, ces dernières servaient de sources d'énergie et sont toujours utilisées pour fournir en eau les entreprises industrielles, les villes et les villages. Composantes majeures de l'architecture industrielle de l'Oural, ces installations ont exercé une grande influence sur l'urbanisme de la plupart des villes ouraliennes et les ont rendues uniques en leur genre. On a parlé à leur sujet de villes-usine. Leur histoire remonte au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

## Les premières installations hydrauliques au début du XVIII<sup>e</sup> siècle

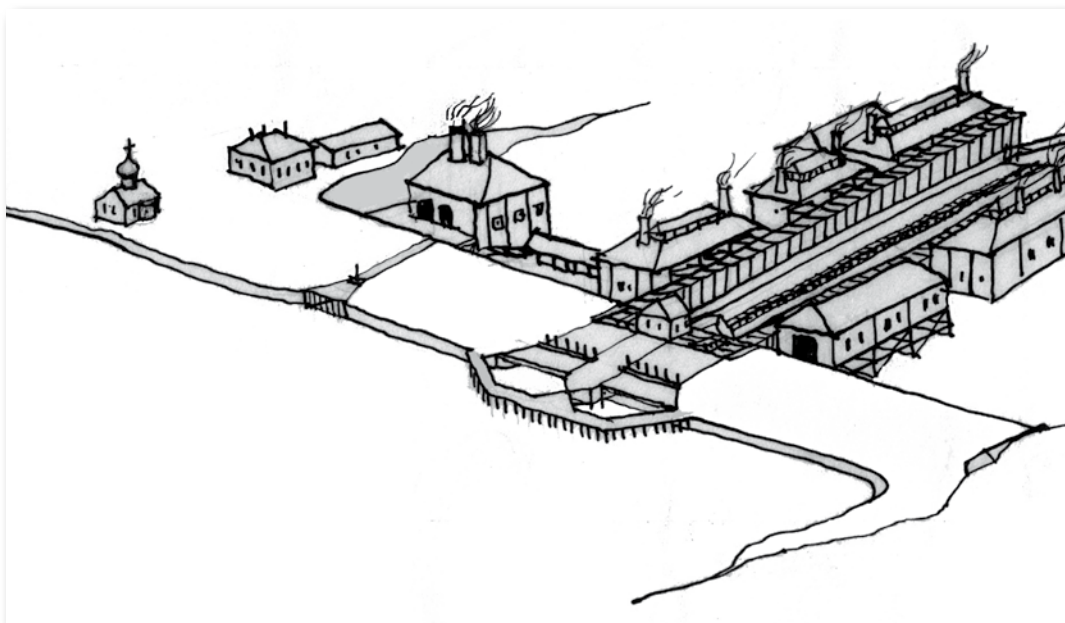
Dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, on savait que l'Oural moyen regorgeait des gisements riches en minerais. Pierre le Grand ordonna sa mise en valeur et son exploitation par l'établissement d'usines métallurgiques autour desquelles se formèrent les premiers noyaux de peuplement. Dans le premier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, on érigea les installations hydrauliques dans l'Oural moyen, avant tout ; mais dans le deuxième quart de

<sup>1</sup> L'histoire des ouvrages hydrotechniques plus détaillée est présentée dans : Barabanov, A. « Les monuments de l'art hydraulique de l'Oural du XVIII<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle ». dans DOREL-FERRE G. (dir) *L'eau industrielle, l'eau industrieuse*. Cahier de l'APIC n°2. CRDP de Champagne-Ardenne, 2002, pp. 136-168  
Quant aux villes-usines, pour lesquelles les informations en langue française ou anglaise manquent cruellement, on se reportera à notre note de lecture dans ce même volume.

<sup>2</sup> « Nœud hydraulique » est le terme générique donné pour toutes sortes de barrages aménagés



*Le barrage à crête déversante du nœud hydraulique Neivo-Chatanski en 1974*  
© A. Barabanov



*L'usine de Zlatooust à la fin du XVIII siècle (reconstitution de l'auteur)*  
© A. Barabanov



ce siècle, ce type de construction se répandit dans la partie ouest de l'Oural ou cisouralienne, vers la ville de Kougour. Dans ce premier demi-siècle, on construisit plus de 65 installations hydrauliques et usinières dans l'Oural. En établissant ces premiers nœuds<sup>2</sup> hydrauliques, on avait tenu compte des connaissances qu'on avait accumulées lors de la construction des usines en Russie centrale, au XVII<sup>e</sup> siècle, mais on a dû aussi tenir compte des caractéristiques naturelles de l'Oural : le caractère capricieux des torrents, le climat rude, le régime glaciaire spécifique ... Il en résulte que les premiers barrages ouraliens furent deux ou trois fois plus larges que ceux de Russie centrale. Pour laisser passer les eaux des crues printanières, on construisait des déversoirs à un niveau très bas qui favorisait le débit des eaux au printemps.

## Matériaux et constructions

Les matériaux essentiels employés dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour construire ces installations et d'autres bâtiments usiniers, étaient le bois et l'argile. À cette époque, on se servait très rarement de la pierre dans les constructions hydro-techniques ; on l'utilisa cependant dans la construction des nœuds hydrauliques de Souksoune (1729) et de Sysstret (1732). D'habitude, on aménageait dans le corps d'argile du barrage un ou, plus rarement, deux évacuateurs de crues, qu'on appelle encore « les déversoirs » et qui servaient à laisser passer les eaux printanières ; on installait aussi des conduites industrielles qui servaient de prises d'eau et transportaient l'eau de l'étang de retenue dans les ateliers, jusqu'aux roues à eau. Comme on l'a indiqué plus haut, la grande innovation fut l'aménagement des évacuateurs de crues à un niveau bas. Cela permit d'augmenter le volume utile du réservoir et assura davantage la sécurité aux moments des crues violentes. Des brise-glaces protégeaient les déversoirs et parfois, les prises d'eau, des glaces flottantes et des ordures ; le principal brise-glace appelé « la cour printanière » se trouvait au-dessus du déversoir et était plus grand que ses auxiliaires. Une conduite spéciale en bois aménagée dans la partie inférieure du barrage, faisait s'écouler les eaux printanières et protégeait les évacuateurs de crues. Des installations en bois (conduites, tuyaux et puits) dirigeaient les eaux des prises d'eau vers les ateliers. Il est à noter que dans les usines ouraliennes, ces conduites étaient de même section sur toute leur longueur ; c'est pourquoi la profondeur du cours d'eau dans les conduites est toujours environ de quatre mètres. L'eau se tient à un niveau plus élevé que les roues à eau, elle les fait tourner, grâce à quoi il n'est pas besoin de placer du feu au centre de ces roues pour les rechauffer, afin qu'elles ne gèlent pas.

## Le barrage d'Ekaterinbourg

Les installations hydrotechniques de l'usine d'Ekaterinbourg sont typiques de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Construit en 1723, le grand barrage sur la rivière Isset, avec son évacuateur de crues et ses conduites d'eau, était l'édifice le plus grand de l'usine. Il faut remarquer que ces installations coûtèrent à elles seules deux fois plus que tous les autres bâtiments de l'usine. La longueur du barrage d'Ekaterinbourg était de 209 mètres, 42,5 mètres de largeur et 6,5 mètres de hauteur. Le niveau d'eau du réservoir était de 3,6 mètres. Le barrage se divisait en quatre parties : un trop-plein ou un déversoir pour laisser passer les eaux printanières le coupait au milieu ; ces deux parties étaient coupées à leur tour par deux conduites d'eau, ou prises d'eau, qui fournissaient l'énergie hydraulique nécessaire dans les ateliers.

On utilisa essentiellement du bois et de l'argile pour construire le barrage d'Ekaterinbourg. Le corps du barrage, fait en argile bien damée, était renforcé dans son socle par deux rangs parallèles de cages de poutres, hautes de 2,1 / 2,8 mètres, remplies d'argile damée, revêtues de palplanches parfaitement ajustées, pour prévenir les infiltrations de l'eau. Dans le même but, toutes les conduites du barrage étaient équipées de ponts-évacuateurs en bois, inclinés vers l'étang. Les galeries latérales étaient renforcées de cages de poutres remplies d'argile damée et revêtues de palplanches horizontales. Pour renforcer ces galeries, on utilisa aussi les poutres à l'épart. Le long du barrage, on aménagea une pente d'argile dense ; la pente inférieure fut renforcée par du gazon. La régulation du niveau d'eau dans l'étang et son écoulement dans les conduites furent réalisés par des vannes en bois qu'on montait et descendait à l'aide de poutres et de pinces de fer. Le brise-glaces, installé au-dessus du déversoir, avait une forme rectangulaire et formait la « cour de trop-plein », une construction massive de pilotis, reliés en haut des poutres.

Dès l'origine, les conduites industrielles du barrage d'Ekaterinbourg furent aussi protégées par des brise-glaces rectangulaires ; à la fin des années 1720, ceux-ci furent remplacés par des grilles en bois faites de poutres posées verticalement. Était une grande construction, le brise-glace contrastait avec le corps allongé du barrage de terre, et influença beaucoup l'architecture du nœud hydraulique d'Ekaterinbourg et d'autres villes ouraliennes. Le trop-plein dérivait les eaux de printemps ; c'était un tuyau en bois, posé sur des pilotis et long de 149 mètres ; il protégeait le lit de la rivière de l'affouillement par le cours d'eau. Le trop-plein constituait l'élément le plus grand, après le barrage en terre, dans l'ensemble des installations hydrauliques ; le déversoir en bois et le brise-glace, formant « la tête » du déversoir, constituait une structure dynamique qui transperçait le barrage en terre et dirigeait le courant d'eau.

Ainsi, l'ensemble des installations hydrauliques d'Ekaterinbourg avait des formes plastiques, d'une réelle beauté

architecturale. Très caractéristiques, elles occupaient une place importante dans l'ensemble de l'usine. Les conduites d'eau fournissaient en eau les ateliers. Des coudes, appelés à l'époque « des béquilles », s'écartaient de la conduite principale et transportaient l'eau par des rigoles, ou « des descentes », jusqu'aux roues à eau. Une conduite était comme une carcasse construite de barres en bois ; à l'intérieur de ses trois côtés, elle était revêtue de planches bien ajustées, et posée sur des pilotis. Des traverses consolidaient au-dessus des bords de la conduite et retenaient la poussée des eaux. Des vannes installées au bout de chaque coude devant la rigole réglaient l'écoulement de l'eau sur les roues. Guénnine témoigne que l'usine d'Ekaterinbourg avait une conduite qui fournissait en eau 33 roues à eau, était longue de 121,5 mètres, large de 2,5 mètres et haute de 4,3 mètres, sans tenir compte de la hauteur du pilotis. La construction massive des conduites d'eau attiraient l'attention par leurs dimensions gigantesques et leurs formes monumentales ; elles jouèrent un rôle important dans l'agencement spatial du nœud hydraulique d'Ekaterinbourg et dans le développement ultérieur de la ville.

### Le barrage de Bym

Vers la fin de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, on construisit principalement dans le centre de la région cisouralienne un type de nœud hydraulique où le déversoir correspondait aux installations de conduite d'eau et de prises d'eau. Il faut remarquer qu'en Russie centrale, on employait traditionnellement des branches sèches mélangées avec de l'argile (mélange appelé « slagne ») dans la construction des barrages à moulin ; cette tradition influença beaucoup la manière d'organiser les barrages dans cette région.

L'exemple caractéristique d'installation de ce type est le nœud hydraulique de la cuivrière de Bym, construit en 1733-36 au confluent de deux rivières, Youjny Bym et Séverny Bym, au sud-ouest de la ville de Koungour. Entre deux montagnes assez élevées, on construisit un barrage long de 170 mètres, large de 34 mètres, haut de 8,5 mètres. Dans les soubassements du barrage, on aménagea deux tranchées remplies d'argile damée pour prévenir l'infiltration des eaux. Le corps du barrage en argile damée fut renforcé en haut par des branches sèches cimentées avec de l'argile ou « slagne » ; en bas, par des cages de poutres. Au milieu du barrage, on installa un trop-plein en bois, long de 60 mètres. Un brise-glaces triangulaire protégeait en haut la bouche de l'évacuateur de crues. La caractéristique principale du barrage de Bym est l'absence de trous spéciaux pour les conduites d'eau qu'on coupait habituellement dans le corps du barrage. La conduite d'eau venait directement du trop-plein. Au début, le système d'eau ne prévoyait que des conduites

d'eau, mais l'académicien I.F. Guerman écrit que dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le réseau hydraulique de l'usine représentait un système compliqué de tuyaux cylindriques en bois et de « puits d'eau ». Ces derniers étaient des châteaux d'eau et des installations de distribution, à partir desquels l'eau était transportée sur les roues à eau d'une cuivrière et d'une scierie qui se trouvaient des deux côtés du trop-plein. Des cages de poutres supportaient le fondement des conduites d'eau. Cette construction fut souvent utilisée dans plusieurs installations hydrauliques de cette époque. Les installations hydrauliques construites sur ce schéma se caractérisent par leur construction compacte et elles étaient donc plus économiques. Ce schéma a été utilisé pour l'usine de Nijné-Yougovski (1734-35), d'Ouinsk (1749) et pour d'autres. L'idée de réunir le trop-plein et la conduite d'eau était si bonne qu'on l'utilisa souvent, plus tard, dans la construction de nouvelles installations et dans la reconstruction de vieux dispositifs ouraliens.

## Les innovations techniques dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle

La deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle vit le développement croissant : de constructions d'usines dans l'Oural du sud, du nord et dans la région cisouralienne ; on trouva de nouvelles solutions pour construire des installations hydrauliques, on améliora de vieux procédés de construction. On établit près de 105 nœuds hydrauliques. Cette époque vit apparaître deux nouveaux types d'installations hydrauliques : des déversoirs jumelés et auxiliaires, dont la fonction était de prévenir les grandes crues qui détruisaient souvent les barrages, et dans la région de Kama et dans l'Oural moyen, on construisit un nouveau type de nœud hydraulique avec un déversoir double en bois.

### Le barrage de Votkinsk

Les installations de l'usine de Votkinsk, construite en 1759, sont typiques de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. I.Guerman témoigne que les barrages comme celui de Votkinsk « sont organisés d'une façon identique dans presque toutes les usines de Russie et de Sibérie ». « Entre deux montagnes assez petites », on construisit un barrage long de 812 mètres, large en haut de 43,5 mètres, en bas de 85 mètres, haut de 9,6 mètres. Le major A.S. Moskvine dirigeait la construction.

Dans les soubassements le long du barrage, on aménagea quatre tranchées d'argile, renforcées de cloisons de palplanches qui empêchaient l'infiltration de l'eau. En construisant le barrage, on alterna l'argile damée avec des

« pailles, des aiguilles, des scories et d'autres déchets ». On perça dans le barrage trois orifices : un pour la conduite d'eau et deux pour les trop-plein, « parce qu'on trouva qu'un trop-plein était insuffisant pour l'écoulement des eaux printanières ». Ces trop-plein et la conduite d'eau furent équipés de ponts-évacuateurs de crues, posés sur le fondement de cages de poutres. Les trop-plein, longs de 100 mètres, furent installés sur des pilotis. Dans les bouches des évacuateurs de crues, on aménagea des vannes qui représentaient des écrans protecteurs en bois, posés sur deux rangs, qu'on déplaçait à l'aide de barres-tringles de manoeuvre (qu'on appelait à l'époque « des tire-poêles »), à l'aide de pinces et de supports de bois. Les deux trop-plein de Votkinsk étaient protégés par des brise-glaces triangulaires, dont les angles extérieurs coïncidaient et formaient une muraille qui brisait les glaces. Ces trop-plein représentaient une structure unique de déversoir double, qui fut utilisé dans deux édifices : une petite hôtellerie placée sur le barrage entre deux évacuateurs de crues, et un hangar à faire des roues, qui achevait la composition de l'évacuateur gauche. Le système d'installation hydraulique de Votkinsk, et d'autres usines ouraliennes de l'époque, présentait aussi un système de conduites d'eau avec des coudes latéraux, les « béquilles ». La construction des conduites de Votkinsk ne se différençait pas de celles d'Ekaterinbourg, mais les premières furent posées sur le fondement de cages et de pilotis. La consultation des archives prouve que les usines de Votkinsk, de Bym et quelques autres avaient des conduites d'eau complémentaires en bois. Les conduites transportaient de l'eau dans les coudes, d'où elle coulait par des rigoles sur les roues à eau. En construisant le barrage de Votkinsk et celui de Bym, on réunit le déversoir et la conduite d'eau : outre la conduite principale, on installa, d'abord dans l'évacuateur de crues droit, puis dans le gauche, des prises d'eau, d'où l'eau était transportée par la conduite d'eau vers une affinerie, puis sur les roues à eau d'une scierie et d'un moulin. Le schéma d'installation hydraulique d'Ijevsk (1760) répète celui de Votkinsk. Les schémas des installations de Tchermoz (1761), de Nerdvinsk (1781) et ceux d'autres usines y ressemblent beaucoup.

### **Le barrage de Zlatooust**

Un autre type de nœud hydraulique avec déversoir jumelé se répandit dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans l'Oural du sud. L'usine de Zlatooust en est l'exemple le plus caractéristique. Elle fut installée en 1761, au confluent des rivières Tesma et Ai. Les fondations du barrage de Zlatooust étaient longues de 209 mètres mais à son sommet le barrage était long de 266 mètres ; sa largeur était en bas de 38,5 m, en haut de 32 m. Sa hauteur était de plus de 9 m. Le barrage avait une conduite d'eau et un évacuateur de crues, jumelé avec un déversoir. On aménagea une tranchée en argile le long du socle du barrage pour prévenir l'infiltration des eaux ; les bouches

des déversoirs furent renforcées de cages de poutres et de cloisons de planches. Ces bouches étaient protégées par des ponts-évacuateurs de crues, posés sur des pilotis ; leurs côtés étaient renforcés par des cages de poutres en mélèze, remplies d'argile damée. La cage principale, qui isolait les déversoirs, servait de socle pour le corps de garde qui achevait parfaitement la composition du barrage. Le déversoir de Zlatooust était large de 30,5 m et long de 310 m ; ces dimensions le distinguaient des autres barrages. Une cage de poutres, remplie de pierre et de laitier de fonte, divisait en deux le déversoir posé sur des pilotis. Il était protégé par un brise-glaces formé de deux rangs de pilotis, reliés en haut par des poutres traversières et longitudinales, sur lesquelles on avait mis un plancher. Le déversoir était l'élément le plus remarquable, par sa massivité particulière, son esthétique, les grosses conduites d'eau en bois posées des deux côtés. Les installations hydrauliques de Katav-Ivanovsk (1755), de Koussa (1787), d'Arti (1789) et d'autres usines ressemblaient à l'usine de Zlatooust, par leur construction.

## **Les ouvrages hydrotechniques au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles**

Les procédés essentiels, qu'on avait employés au XVIII<sup>e</sup> siècle, furent réutilisés au XIX<sup>e</sup> siècle. En même temps, le progrès technique, la perfection des procédés de construction et des installations hydrauliques, la volonté de protéger le chantier d'usine des grandes crues ont conduit, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'apparition de nouveaux types originaux d'installations hydrauliques dans l'Oural.

Les installations hydrauliques des usines métallurgiques Néivo-Chaïtanski (1816-1818) et Néivo-Alapaïevski (1826-28) furent construites avec l'utilisation de la dérivation.

### **Le barrage de Chaïtane**

Sur la Néïva on construisit des barrages à crête déversante et un peu plus loin, les ateliers de deux usines. Le traité *La Description des usines d'Alapaïevsk*, affirme en 1897, que cette solution un peu extraordinaire pour l'Oural s'explique par les conditions géologiques et hydrologiques difficiles qu'on trouva sur les lieux de construction de ces usines : la Néïva est une rivière de montagne assez large et rapide, dont le sol est meuble et le fond, pierreux. Il faut aussi noter qu'on construisait les installations hydrauliques sur la Néïva dans des régions bien aménagées et cultivées, où la construction de grands réservoirs d'eau ne pouvait nuire aux terrains agricoles.

Ces barrages étaient composés de diverses installations. Le nœud hydraulique de l'usine de Chaïtane comportait : un barrage à crête déversante ; un déversoir en bois qui transportait l'eau sur les roues à eau d'une scierie et d'un moulin ;

un barrage en terre de l'étang avec un déversoir en bois ; un canal large de dérivation qui fournissait en eau l'usine ; un déversoir latéral qui réglait la pression d'eau dans le canal de dérivation ; un barrage d'usine avec une conduite déversante d'eau et un réseau hydraulique de tuyaux en bois qui transportaient l'eau sur les roues à eau d'une affinerie, d'une forge et plus tard, d'un atelier de haut fourneau ; un canal de dérivation long de 200 m qui servait à dériver les eaux de la Néïva. Les murs et la voûte du canal furent couverts de pierre.

L'installation la plus remarquable du nœud hydraulique de Chaïtane était le barrage à crête déversante ; il était long de 71,8 m, large de 25,6 m, haut de 6,5 m. Le corps du barrage triangulaire dans la coupe traversière était constitué d'une carcasse de cages de poutres remplies d'argile et de pierre brute. En haut, le long de tout le barrage, on construisit une muraille en bois démontable, supportée par des contreforts de poutres ; sur le bord gauche du barrage, on aménagea un déversoir en bois. Dans la construction du barrage à crête déversante, on utilisa beaucoup de pièces en fer et en fer fondu. Le rythme des contreforts massifs de poutres qui s'harmonise avec les dalles massives en fonte pour consolider le socle du barrage, les dimensions grandioses de l'ouvrage et l'harmonie avec la nature pittoresque environnante : tous ces éléments rendent l'installation très expressive. La combinaison harmonieuse des matériaux (bois, pierre et métal) et l'art étonnant de l'exécution caractérisent aussi d'autres installations du nœud hydraulique. Le nœud hydraulique de Chaïtane peut être mis au rang des meilleurs exemples de l'architecture industrielle et de l'ingénierie du XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle grâce à la pensée audacieuse de l'ingénieur, à la gestion de l'espace et des volumes et aux qualités remarquables de son architecture.

Le nœud hydraulique de l'usine métallurgique Néïvo-Alapaïevski ressemble à celui de Néïvo-Chaïtanski, mais se différencie un peu par un barrage à crête déversante plus puissant, dont la longueur est de 115 m et la largeur, de 38,5 m. Le canal de dérivation qui transportait l'eau aux ateliers était beaucoup plus large et profond. On utilisa beaucoup plus de pierre et de fer fondu dans les constructions de déversoirs et de canaux.

## Le barrage de Porojsk

L'originalité de l'architecture et des constructions caractérise le barrage de Porojsk, construit en 1908-1909 sur la rivière Satka, six kilomètres en amont de son embouchure, d'après le projet du célèbre ingénieur B.A. Bakhmétév.

Le grand barrage à crête déversante (long de 108 m, haut de 21 m, large de 15m) fut exécuté en pierre brute et renforcé par du ciment mortier ; la courbure convexe de la crête déversante fut revêtue de grès brut. Il est à noter qu'avant la construction de ce barrage, on n'utilisait la pierre que pour revêtir les pentes et les évacuateurs de crues. En outre, le niveau de retenue était de 17 mètres, tandis que celui d'autres barrages ouraliens était d'habitude de 4-7 mètres. À gauche du barrage, on construisit le bâtiment en pierre d'une centrale hydro-électrique pour alimenter en électricité une usine de ferro-alliage qui était la première usine électro-métallurgique de Russie ; elle commença à fonctionner en 1910. Au cours de la construction du barrage de Porojsk, Bakhmétév proposa d'aménager une partie démontable dans la crête du barrage ; cette installation permet d'augmenter de deux mètres la force du cours d'eau de la centrale. Mais cette elle avait des travées de largeur différente qu'on interceptait avec des vannes différentes ; ce qui brisa l'harmonie de la composition du barrage. Le barrage de Porojsk ne subit presque aucun changement jusqu'à nos jours.

Plusieurs documents d'archives et des publications sur les installations hydrotechniques permettent d'affirmer que dans l'Oural du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècles, on a créé « *des exemples classiques non seulement de la technique russe, mais aussi mondiale de ce temps-là* ». C'est pourquoi, il faut tenir compte de l'importance de ces installations hydrauliques dans l'agencement des espaces et des volumes de la ville tout entière. Dans la structure des barrages à reconstruire, il faut intégrer les éléments remarquables de l'architecture des vieux barrages qui représentent des monuments historiques et culturels de l'Oural. Il faut tenir compte de la valeur architecturale de ces barrages au cours des travaux de réhabilitation car ils sont une étape décisive dans l'évolution du progrès technique. Ils constituent un patrimoine capital, d'une grande originalité, qu'il faudrait préserver et mettre en valeur. Un énorme travail reste à faire.

# Le patrimoine de l'hydroélectricité :

## état de grâce ou grâce de l'état ?

*Après le premier colloque international consacré au patrimoine industriel de l'hydroélectricité<sup>1</sup> et au lendemain de la présentation d'un DVD qui lui fait la part belle<sup>2</sup>, le moment est venu de présenter le considérable héritage de cette filière productive.*

La faible prise en compte de ce patrimoine interroge. Elle surprend même au regard de l'engouement des milieux patrimoniaux pour l'hydraulique, de l'intérêt sincère d'une partie de la population (avec nombre d'associations et de musées locaux animés par d'anciens électriciens ou des défenseurs du patrimoine) et de l'attachement du public aux barrages observé lors des chantiers de construction ou de l'ouverture d'aménagements en activité (La Rance a été le site technologique français le plus visité). Faut-il voir là quelque crainte des entreprises soucieuses d'éviter les contraintes d'une protection juridique pour des aménagements en exploitation, la méfiance d'élus comptables de leur budget et écartelés entre les demandes multiples voire contradictoires des utilisateurs de l'eau devenue un enjeu de politique locale, le discours écologiste hostile aux perturbatrices installations hydroélectriques, la discrétion des (rares) chercheurs qui s'intéressent au sujet ? Pourtant, le patrimoine matériel et immatériel légué ressort considérable, original et d'un intérêt certain.

### Un patrimoine imposant

Dans un pays pauvre en combustibles minéraux, la houille blanche des montagnes, verte des plaines, et bleue des mers est rapidement apparue comme une solution au

handicap énergétique. La filière de production hydroélectrique possède une riche histoire aux abondantes traces matérielles. La nécessité de s'adapter à des lieux spécifiques ainsi que la pensée hétérogène des commanditaires associés à de multiples ingénieurs et architectes font de chaque centrale un aménagement unique. Dans l'hydroélectricité, au-delà des principes généraux de fonctionnement, la duplication n'a pas sa place et les héritages sont presque tous des cas particuliers.

Si une législation fondée sur l'attribution d'autorisations et de concessions, des titres révocables et de durée limitée, a précocement poussé les hydroélectriciens à respecter le principe d'économie de construction cher à tout industriel, les donneurs d'ordre estimèrent souvent qu'il convenait, pour un surcoût limité, de donner du sens et d'offrir une image concrète valorisante du produit (invisible), de l'entreprise (surtout lorsqu'elle était nouvelle) et de l'entrepreneur (plus ouvert que dans d'autres secteurs). Quand bien même les aménagements sont d'abord œuvres d'ingénieurs soucieux de fiabilité technique, de capacité évolutive et de compétitivité économique, l'architecte ou l'ingénieur-architecte a parfois su jouer des fortes contraintes imposées pour en penser les formes et leur faire porter une idée : la célébration de l'électricité, innovation majeure de la deuxième industrialisation et triomphante de la troisième.

<sup>1</sup> « Le patrimoine industriel de l'hydraulique et de l'hydroélectricité », Divonne-les-Bains et Genève, 7-9 juin 2007, actes à paraître en 2008.

<sup>2</sup> Denis Varaschin (dir.), *Mémoires de l'électricité*, Paris, MSH, Fondation EDF, 2007. Cette réalisation vient après l'exposition organisée à l'espace EDF Electra par Claude Welty, et dont le catalogue-livre a été publié sous le titre *Métamorphoses de l'électricité*, Paris, Norma, 2004.





*Centrale de Malgovert, la turbine Pelton  
(coll. Denis Varaschin)*

La plupart des grandes centrales ont été conservées et, même parmi les plus petites de la première vague des années 1880 et au début des années 1890, bien des éléments subsistent. Dans les villes, elles correspondent à des bâtiments réutilisés (Bazacle à Toulouse, Divonne-les-Bains) ou nouvellement construits (Bellegarde-sur-Valserine), qui s'inséraient dans le bâti existant par leur style. La discrétion extérieure renvoyait à la simplicité de l'organisation interne qui se contentait d'un équipement limité au débit d'étiage de rivières modestes, mais aussi et surtout à un système électrique encore balbutiant : ces installations pouvaient être très rapidement obsolètes et déclassées. En zone rurale, les centrales prirent souvent la forme de grandes maisons traitées dans le style du pays. Pour La Roche-sur-Foron, Bourganeuf, Béconne ou La Bli-nière, une production hydroélectrique effectuée à quelque distance du centre du bourg conduisit à s'affranchir de l'architecture urbaine au profit d'un bâti régionaliste soigné de type rural. Le Cernon, bien que déjà d'une taille plus importante, conserva ce trait avec sa porte d'entrée surmontée par un œil-de-bœuf. Quelques années plus tard, à Long, l'ensemble apparaissait déjà plus soigné.

De fait, de sensibles évolutions marquèrent les années 1890. La croissance des puissances installées conduisit à un changement d'échelle, à une complexification de la structure interne des installations et, en France, à un rationalisme structurel sensible à la monumentalisation. Le mouvement profita plus aux chutes des massifs montagneux (Orlu) qu'aux fleuves de plaine à fort débit, à l'exception remarquable de Cusset sur une dérivation du Rhône. En province, des industriels furent sensibles à une architecture de représentation qui puisait son inspiration dans une esthétique peu avare de tours, tourelles et autres créneaux. Si la façade aval de Cusset adopta un style néo-classique interprété sobrement, le pastiche historicisant alla souvent beaucoup plus loin : le féodalisme électrique (Gesse, Les Vernes, Allemont, Ambialet) et notamment sa variante ecclésiastique (Haut-Laval, Luz-Saint-Sauveur, Les Claux, Pont-Escoffier qui copiait l'église des Templiers située dans le village) s'épanouirent. On observa aussi des influences régionalistes en zone rurale (Le Verney, La Ferrière, et avec plus de sensibilité à Viclaire). Les deux approches purent cohabiter, comme à Soulom. Partout, les éléments décoratifs furent privilégiés : vitrail dessiné par Maurice Bergès pour Bas-Laval, céramique du fronton sud de Cusset, carrelages des salles des machines ou brique émaillée de couleurs à Tencin, jardins d'agrément aux Vernes. Toujours dans la vallée de la Romanche, la très scénarisée centrale électrique de Livet II, avec sa chute en arrière-plan et son traitement industriel dans le style Baltard qui entendait faire émerger une identité usinière électrique, resta une exception.

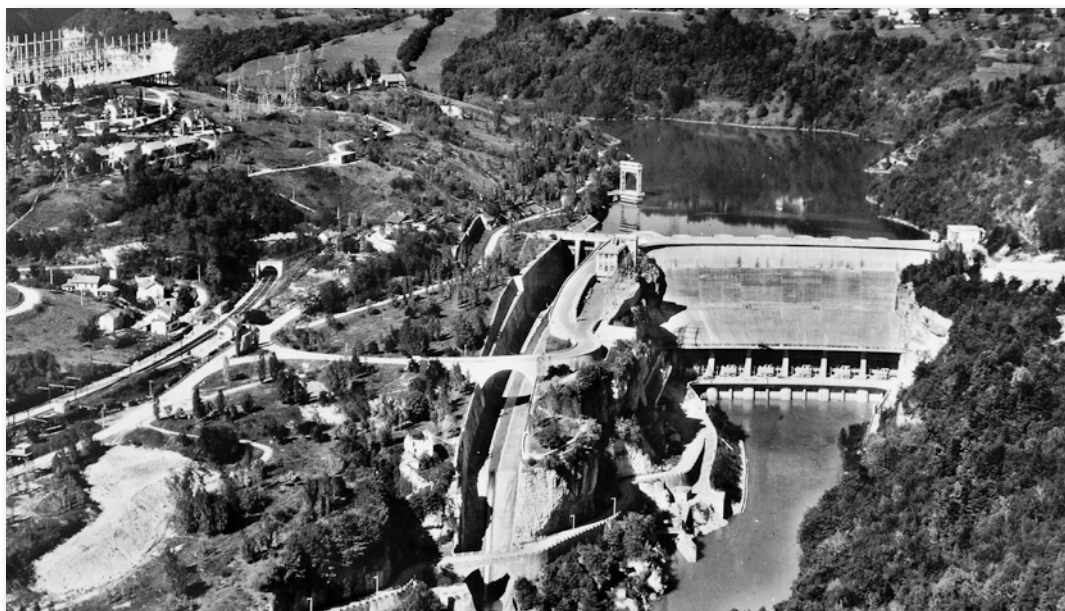
Dans l'entre-deux-guerres, les barrages prirent de l'ampleur, furent désormais réalisés en béton, et leurs formes

souvent livrées à l'état presque brut semblaient peu soucieuses d'intégration dans l'environnement tant pour les basses (Beaumont-Montoux, Kembs) que pour les hautes (Éguzon, Portillon) chutes. Toutefois, le fonctionnalisme laissait entrevoir les débuts d'une recherche de monumentalisation du paysage. Le mouvement fut davantage perceptible dans les années 1930, où les premiers grands barrages-réservoirs remodelèrent avec leurs chapelets d'usines à l'aval les paysages des vallées, notamment alpines (La Girotte, Le Chambon, Le Sautet).

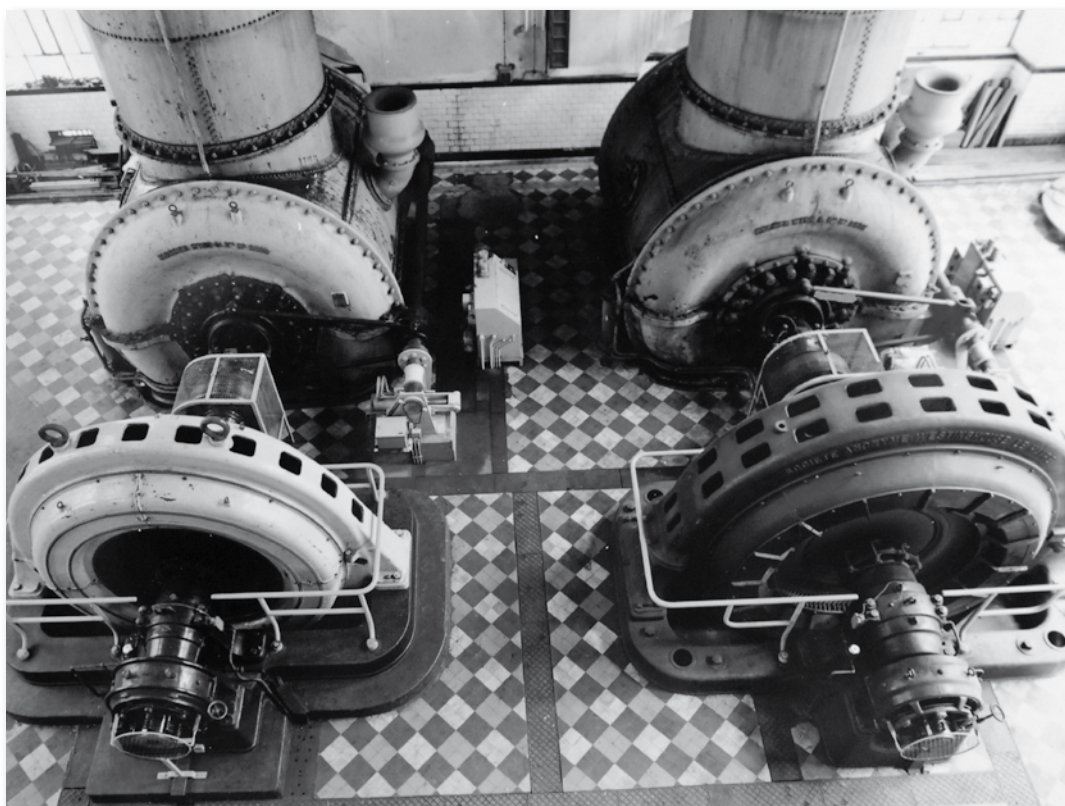
Avec la nécessité d'assumer une présence plus forte dans le paysage, les électriciens privilégièrent des lignes épurées, des volumes plus lisses, susceptibles d'intégrer des éléments massifs et de satisfaire à la rigueur ainsi qu'au fonctionnalisme renouvelé par le mouvement « moderne » qui semblait particulièrement convenir à l'électricité. Pour les barrages, la plus légère voûte se prêta à l'interprétation architecturale et à une meilleure intégration paysagère (Brommat, Sarrans, Marèges). Les barrages d'André Coyne, qui travailla avec des architectes renommés comme Raymond Gleize, Henri Marty ou Jean de Mailly en témoignèrent. Albert Laprade proposa aussi des équipements ainsi pensés (Génissiat, Villarodin, Roselend-La Bathie). L'esprit de grandeur dans la simplicité gagna également l'intérieur des centrales. Désormais moins encombré d'appareils et presque totalement dénué d'ornementation, non sans quelque froideur, cet espace sacralisa le groupe de production.

Après la Deuxième Guerre mondiale, une mystique de l'hydroélectricité fondée sur son caractère national, modernisateur et « de gauche », alimenta un effort sans précédent en termes de puissance installée, de cohérence et de complexité. Les nouveaux aménagements correspon-daient à de puissantes centrales au fil de l'eau aménagées sur le Rhin et le Rhône, ainsi que de spectaculaires grands réservoirs (de L'Aigle à Sainte-Croix, en passant par Serre-Ponçon) qui permirent l'aménagement de vallées entières. Les « cathédrales électriques » érigées participaient alors aussi à l'affirmation symbolique du relèvement de la France à Génissiat (1948), de sa modernisation à Tignes (1952) et de l'aménagement de son territoire à Serre-Ponçon (1960). À leurs côtés, apparurent ensuite des installations uniques exploitant d'autres sources : la force des marées sur la Rance (1966), l'eau de fonte de la Mer de Glace (1973).

Dans l'ordre l'esthétique, la sobriété en vint à confiner à la sévérité (Pontcharra, Péage-de-Vizille). Des bâtiments d'exploitation aux formes massives et aux portes d'entrée monumentales (Malgovert) connurent leur heure de gloire. Pour les électriciens désormais publics, l'expression de la puissance brute (représentation de la grandeur de l'État), d'une modernité classique (recherche de la respectabilité pour une jeune entreprise comme Électricité de France/EDF), voire d'un nationalisme énergétique (« le Rhône au



*Le barrage de Génissiat  
(coll. Denis Varaschin)*



*La centrale des Vernes, intérieur  
(coll. Denis Varaschin)*



service de la nation » selon l'expression en bas-relief du barrage de Seyssel qui relevait de la Compagnie nationale du Rhône/CNR) prirent le pas sur l'intégration dans le site. Il en fut parfois de même dans les salles des machines, avec le recours à des peintures de couleurs vives et à un éclairage soigné mettant en scène les groupes (Génissiat). Cette approche ne dispensa toutefois pas toujours de quelques détours plus ou moins régionalistes par le passé (Artigues, Usson, Neuvic-d'Ussel, et encore Luzech en 1952). Mais les dynamiques étaient ailleurs. À Donzère-Mondragon, l'architecte parvint à uniformiser un ensemble hétérogène et les claustras en béton plein ou vitrés utilisés en façade de l'usine composèrent une originale mosaïque. Par ailleurs, on prit plus qu'autrefois le parti de faire disparaître l'usine, de l'enterrer partiellement (Vouglans, Émosson-Vallorcine) ou en totalité (Brommat, La Bathie, Saint-Pierre-Cognet, Serre-Ponçon, La Coche-Sainte-Hélène, Oraison).

À partir de la fin des années 1960, la réduction de la taille des matériels (salle des machines) et l'automatisation de la conduite (salle des commandes) transformèrent une nouvelle fois l'intérieur des centrales. Devenus inutiles, d'anciens tableaux en marbre et cuivre, et même d'autres plus tardifs furent parfois sauvegardés. En outre, la recherche d'une plastique industrielle conduisit à accorder une attention renouvelée aux formes des machines, aux couleurs et aux jeux de lumière. À l'extérieur, la recherche d'une plus douce insertion dans l'environnement (conduites forcées et lignes enterrées, plantations, matériaux locaux comme à Belvédère, couleurs pour modeler les formes) progressa. La crise énergétique des années 1970 entraîna une reprise modérée de l'hydraulique avec particulièrement les puissantes stations de transfert d'énergie par pompage de Revin, La Coche, Le Cheylas, Montézic, Grand'Maison, Super-Bissorte. Les barrages en terre, les groupes bulbes moins dévoreurs d'espace et permettant des constructions plus basses (récentes centrales du Rhin et du Haut-Rhône), les nouvelles usines enterrées (Sainte-Croix, Grand'Maison), et le recours général à des formes plus harmonieuses (Malarce) permirent l'édification d'aménagements moins massifs dans le paysage. Centrales enterrées (comme dans le projet Romanche), renouveau de la petite hydraulique et hydroliennes<sup>3</sup> sont devenus les maîtres mots. Aujourd'hui, l'hydroélectricité entend se fondre dans les paysages.

## Un patrimoine qui s'impose difficilement

En dépit de ce patrimoine bien représenté et de qualité, d'après la base Mérimée, seules trois centrales hydroélectriques sont classées au titre des monuments historiques : Long (Somme, 1984), Les Vernes (Livet-et-Gavet, Isère,

1994) et la station 1 de Saut-du-Tarn (Saint Juéry, Tarn, 1996). Deux autres relèvent d'une inscription complète ou partielle au titre de l'inventaire supplémentaire : Jouques (Bouches-du-Rhône, 1989, architecturée par Jean Crozet) et l'usine-barrage André-Blondel (Bollène, Vaucluse, 1992, architecturée par Théodore Sardon). D'autres sites comprenant des installations hydroélectriques relèvent des MH - Forge de Verrières (Lhommaizé, Vienne, 1990) - ou de l'ISMH - moulin d'Abzac (Gironde, 1980), Forges de Rans (Jura, 1984), Moulin de Lustrac (Trentels, Lot-et-Garonne, 1998), Moulin Taron (Chaussin, Jura, 1997) - mais pour des raisons qui ne tiennent pas qu'à leur équipement électrique. Cette liste, en attente de compléments depuis plus de dix ans, interpelle. Elle confirme que le patrimoine est un élément culturellement et historiquement construit, que les premières recensions officielles ont privilégié les thématiques de l'hydraulique et de la métallurgie, que la mise en scène esthétisante (« patrimoine travesti ») conserve toute son importance, que les entreprises rechignent à laisser classer un site en exploitation sur lequel pèse bien des contraintes et qu'une mobilisation locale bien organisée pèse de tout son poids. En revanche le caractère pionnier dans un cadre national (Bellegarde-sur-Valserine) ou frontalier (Chancy-Pougny), une innovation technique remarquable (Cusset et le canal de Jonage), la rareté (La Rance), la monumentalité d'un aménagement (Tignes) ou d'un site (la vallée d'Ossau), l'exemplarité historique (Kembs), l'association à un « grand patron » (Paul Girod et La Girotte) ne pèsent guère. Pourtant, chaque activité possède ses logiques industrielles, ses techniques, son organisation du travail qui modèlent son bâti et son organisation interne.

À en croire la base Palissy, aucun équipement n'est protégé et bien peu sont recensés. Pour s'en tenir aux plus classiques : aucune dynamo, 8 alternateurs triphasés, 22 turbines hydrauliques. Outils, instruments (notamment ceux qui correspondent au matériel de mesure ou qui répondent aux normes de la protection contre l'électricité) et vêtements ne sont pas envisagés. Le chantier reste ouvert. En effet, en dehors des barrages, des centrales et de leur matériel, bien d'autres traces pourraient être prises en compte : paysages de montagne ou de vallées remodelés par de grandes retenues (Serre-Ponçon) ou de longues conduites forcées (Portillon), ateliers d'entretien (Venthon), postes de départ (Grand'Maison), cités parfois accompagnées d'une école (Viclaire), maquettes (Cusset), objets divers (notamment un petit patrimoine de la communication comme le cendrier en forme de barrage de L'Aigle), archives écrites (des collectivités territoriales, des administrations et des entreprises) et sonores (notamment des entretiens), livres (par exemple les actes des trois

<sup>3</sup> Il s'agit de turbines immergées qui utilisent l'énergie cinétique des courants marins ou fluviaux. En 2007, une machine de démonstration a été installée sur le canal de Pont-de-Claix (Isère) et une autre devrait l'être en mer au large de la Bretagne.

congrès de la Houille blanche), les images fixes (comme l'affiche de la fée Électricité de Jonage réalisée par Nicolas Tamagno ou celle de Pierre Andry-Farcy composée pour l'exposition de la Houille blanche de Grenoble en 1925) et animées (*L'Eau vive* de François Villiers sur un scénario de Jean Giono), des moments devenus des symboles (le *black out* et le rationnement de la guerre puis les coupures de courant de l'après-guerre, les grandes pannes)

En effet, l'immatériel qui anime le souvenir, la mémoire, l'imaginaire collectif, n'est pas en reste : les « petites » (comme le barragiste ou l'éclusier) et « grandes » figures (André Coyné) de l'hydraulique, les gestes (le dégrillage au râteau) et les compétences techniques (en évolution avec l'automatisation des centrales, mais qui se déplacent plus qu'elles ne reculent), les origines (longtemps à dominante rurale pour le personnel d'entretien), l'atmosphère du travail quotidien (bruits de l'eau et des groupes, odeurs d'huile, chaleur dégagée par les alternateurs), les risques spécifiques (noyade, emballement des groupes, rupture de barrage), les mouvements sociaux (sur les chantiers et dans les centrales), les mythes (notamment celui de la première centrale, titre souvent abusivement revendiqué), les crises médiatiques (la disparition du village de Tignes, et la réapparition des ruines lors des vidanges des retenues), les représentations (foudre ou éclair dessinés dans les blasons de cités), au final, une « culture de l'hydraulique » confortée par l'isolement des sites productifs où l'on travaille et l'on vit ensemble tout au long de l'année

Que faut-il craindre ou espérer pour ce patrimoine du désengagement de l'État central ? Laisser des arbitrages locaux partisans ou ignorants décider de son avenir peut inquiéter. Le développement fondamentalement national et même international de l'électricité autour d'un réseau interconnecté jouant notamment des potentiels hydrauliques différents des fleuves et des massifs montagneux s'accommode mal d'approches départementales ou régionales. Alors que les barrages constituent souvent des points d'ancrage forts de l'identité d'un lieu (souvenirs héroïsans du chantier, nostalgie de l'euphorie économique, drames humains), faut-il les laisser entre les mains d'un « patriotisme local » qui entendra en faire un outil de promotion de quelque vision du monde que ce soit ? Toutefois, des élus savent aussi profiter de la nouvelle situation pour envisager des actions cohérentes. Ainsi le député-maire de Divonne-les-Bains a fait sien un projet de mise en valeur du patrimoine du Haut-Rhône fondé sur l'hydraulique et l'hydroélectricité. Partant de Genève (Pont de la Machine, La Coulouvrenière, Chêvres), une route terrestre et fluviale passerait la frontière (Divonne-les-Bains, Chancy-Pougny) pour continuer par Bellegarde (usines de Chanteau, de la Jonction et d'Éloïse) et Génissiat-Seyssel puis s'intéresserait aux récents aménagements de Chautagne, Belley-Brens, Brégnier-Cordon et Sault-Brenaz avant d'atteindre aux portes de Lyon l'emblématique canal de Jonage. Cet ensemble, en appréhendant à travers

les âges un système complet de production, transport et distribution, serait susceptible d'établir des connexions locales (la vallée de la Valserine et l'usine de Sous-Roche), régionales (en direction des Alpes - Roselend-la-Bathie, Tignes -, du Jura - Vouglans, Saint-Claude - et internationales (Émosson, Mont-Cenis). À terme, il pourrait s'insérer dans le dispositif European Route of Industrial Heritage (ERIH).

## Un patrimoine qui impose de nouvelles réflexions

Si EDF, qui représente les deux tiers de la production hydroélectrique française, vient immédiatement à l'esprit, d'autres producteurs importants existent comme la CNR, qui exploite 19 centrales sur le Rhône, et la Société hydroélectrique du Midi/SHEM, héritière de la Compagnie des chemins de fer du Midi et du Paris-Orléans, dont certains des 49 aménagements remontent à l'avant Première-Guerre mondiale (La Cassagne, Fontpédrouse, Soulom). Ces deux entreprises relèvent désormais d'Electrabel (groupe Suez). Tant que leurs usines restent en activité, leur héritage paraît mieux préservé que celui des autoproducteurs, dont l'activité a souvent pris fin et qui dépend de la bonne volonté d'une association locale. Divonnelectro, qui assure le renouveau de la centrale de Divonne, en est un exemple rare.

D'une manière générale, les entreprises n'ont pas comme priorité leur patrimoine industriel mais le patronat de l'électricité possède un certain sens de la préservation de son héritage et de la création artistique, source de mécénat. Du temps des anciennes sociétés, Charles Malégarie, directeur général de la Compagnie parisienne de distribution d'électricité/CPDE, fut un représentant éminent de cette sensibilité. Par ailleurs, une tradition de visite des chantiers de construction et des aménagements en service a enraciné les réalisations. Si Electrabel pourrait être plus motivée par l'histoire que par le patrimoine, EDF a repris et développé cette tradition d'ouverture de portes ouvertes (hors plan Vigipirate) et de soutien aux artistes (demi-reliefs de Raymond Couvègnes sur les centrales du Rhin, fresque de Jean-Marie Pierret du *Géant Atlas* sur la façade aval du barrage de Tignes). EDF accueille également expositions et conférences dans le cadre de deux espaces à caractère historique, Electra à Paris (dans l'ancienne sous-station Sèvres, 1910) et Le Bazacle à Toulouse (dans l'usine hydroélectrique dont les origines remontent à 1887). L'entreprise a soutenu la publication des *Guides du tourisme industriel et technique* chez Solar et le trophée du tourisme industriel et technique. Les archives historiques regroupées à Blois ont alimenté les travaux de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France (AHEF, 1982-2001). Avec une perspective interna-



tionale plus marquée, le Comité d'histoire de la Fondation EDF poursuit l'œuvre de soutien à la recherche et de diffusion des connaissances. L'entreprise développe également les musées EDF Electropolis à Mulhouse et EDF Hydrelec à la centrale de Grand'Maison (Allemon), tous deux musées de France. De l'hydraulique traditionnelle au projet de rénovation de la Romanche, ce dernier expose du matériel venu de centrales désaffectées des Alpes du Nord : turbine alternateur du Cernon et de La Monta (Saint-Egrève), turbines de La Saussaz et de Pinsot, alternateur monophasé du Bas-Veyton, vanne sphérique de La Saussaz, pupitre de commande de la centrale du Sautet. Substitués à des ouvertures plus limitées qu'autrefois, la Maison des énergies accueille les visiteurs à Fessenheim, le Muséoscope du Lac fait de même à Serre-Ponçon. Pour être pris en compte, le patrimoine se fait outil de communication, à l'interne (célébration des « valeurs » de l'entreprise, plus que de sa « culture »), comme en direction des partenaires (image valorisante) et du public (notoriété culturelle). Du matériel ancien est exposé à Éget (SHEM) et des initiatives qui ne relèvent pas directement des industriels animent dans des centrales des musées comme à Bourgneuf, Long ou Guerlédan (Saint-Aignan). D'autres structures conservent des collections qui portent sur l'électricité, avec des éléments évoquant l'hydroélectricité comme le Musée de l'homme et de l'industrie et l'Académie François-Bourdon (Le Creusot), le Conservatoire national des Arts et Métiers (Paris et Saint-Denis), le musée départemental de la Houille Blanche (Lancey, Villard-Bonnot) ou la CCSTI « La Turbine » de Cran-Gevrier.

Enfin, ce patrimoine est très largement vivant, situation qui conduit à sa surreprésentation dans le patrimoine de l'électricité. La France possède le patrimoine hydroélectrique le plus important en Europe, avec environ 500 centrales hydroélectriques et 200 barrages pour la seule EDF. Le renouveau de la micro-hydraulique observé depuis les années 1980 a revigoré d'anciens sites. Et pour les grands aménagements, leur indiscutable monumentalité, leur affichage comme icônes du progrès et leur apport à l'identité des lieux participent à leur pérennité. Parfois contestés pour la perturbation des régimes hydrauliques qu'ils génèrent, même en cas d'arrêt de la production, les barrages satisfont d'autres usages qui concourent à leur maintien : navigation ; alimentation en eau des populations, des industries et de l'agriculture ; protection contre les crues ; activités de tourisme et de loisirs

Toutefois, alors qu'il se trouve largement entre les mains de grandes entreprises ou des collectivités territoriales, les renoncements à la conservation existent. Certains trouvent leurs origines dans l'évolution au quotidien des équipements. La nationalisation, par l'intégration d'entreprises multiples dans un nouveau cadre, a fait œuvre d'unification et de normalisation, ce qui a contribué à gommer des traces du passé. Les travaux d'entretien, de mise aux nor-

mes, d'amélioration et de modernisation que connaissent les équipements, de la simple adjonction de commandes électroniques sur des carcasses de régulateurs en fonte au changement de l'électromécanique (groupes, régulateurs, tableaux, comme c'est le cas actuellement à Chancy-Pouigny) à la redéfinition des évacuateurs de crue en passant par le sciage du barrage du Chambon pour faire face à la « maladie du béton » qui l'affectait, ont conduit à des évolutions. Les bâtiments sont moins éphémères que les outils et matériels, vendus ou ferrailés lors des modernisations. Malgré tout, même les barrages commencent à être remis en cause, notamment lorsque leur impact sur les écosystèmes n'apparaît pas compensé par leur intérêt énergétique. Trois petits aménagements ont été récemment « effacés » : Kernansquillec sur le Léguer (Côtes-d'Armor, 15 mètres, 1996), Saint-Étienne du Vigan sur l'Allier (Haute-Loire, 12 mètres, 1998), Maisons-Rouges sur la Vienne (Indre-et-Loire, 4 mètres, 1998). Le démantèlement d'un mur de plus grande hauteur pourrait susciter d'autres remises en cause.

Le réaménagement de vallées est spectaculaire, la construction de nouveaux aménagements entraînant parfois la disparition d'anciennes centrales, déclassées ou ennoyées. Sur le Rhône, la mise en eau de Génissiat (1948) fit disparaître les usines bellegardiennes de la Valserine (privée de chute significative), de la Jonction et d'Éloïse (sous les eaux). Cinq centrales de l'Arve ont été supplantées par celles plus puissantes de Passy (1951, qui priva d'eau Les Chavants, Servoz et Chedde) et du Fayet (1908, reconstruite en 1985). Vers 2013, un nouvel aménagement hydroélectrique situé à l'aval de Gavet court-circuitera six vénérables ouvrages alpins : Les Vernes, Livet, Les Roberts, Rioupéroux, Les Clavaux et Pierre Eybesse. Dans les Pyrénées, le barrage en maçonnerie de Cap-de-Long (1906) a été démolé en août 1949 pour laisser place à un successeur cinq fois plus élevé. Dans le Jura, Vouglans (1968) a ennoyé les centrales du Saut de la Saisse (1924) et de Chartreuse de Vaucluse (1928). Dans le Massif central, Saint-Victor-sur-Loire (1892) a disparu en 1957 dans la retenue de Grangent alors que Villerest (1984) a court-circuité les usines de La Vourliat I et II. Autrefois, ces réaménagements ne s'accompagnaient pas de la sauvegarde d'éléments significatifs. Ainsi, lors de la mise en service de Vouglans, la porte et les pavillons d'entrée de la Chartreuse de Vaucluse, réinstallés en rive droite de l'Ain, firent l'objet de plus d'attention que le patrimoine électrique. Avec le temps, de manière pas toujours soucieuse d'intelligibilité, des objets à fonction symbolique ont été conservés, comme la conduite forcée autoportée installée par Héroult sur l'Arc ou une roue de turbine et un régulateur de vitesses de La Vourliat exposés à Villerest. Dans cette célébration, la turbine a une place de choix, à l'image de celles exposées par les communes française (Challex) et suisses (Pouigny) à l'occasion de la modernisation de Chancy-Pouigny. Le choix a parfois été da-

vantage pensé, comme l'attestent les éléments présentés à Hydrelec. Les travaux sur la Romanche laissent percer une nouvelle attitude : un étudiant de l'université d'Artois a été soutenu par la Fondation EDF pour effectuer un inventaire et une étude patrimoniale des centrales court-circuitées<sup>4</sup>.

L'absence d'intérêt des élus peut être aussi décisive. Elle concerne surtout les petites installations, à la réaffectation qui semble pourtant moins contraignante et dont la capacité de production d'électricité rachetée par EDF à un tarif avantageux pourrait fournir les moyens d'une action patrimoniale. À Bellegarde-sur-Valserine, la pionnière centrale de Chanteau (1884), en dépit de l'attention précocement attirée sur elle, d'un site idyllique, d'une situation idéale en centre ville, de possibilité de navigation touristique sur le Rhône, d'un environnement patrimonial de premier ordre (moulins, piliers de la télé mécanique, Génissiat) et de liens avec la prospère Suisse voisine a été ballottée par les rivalités locales (un symbole patronal), la concurrence pour les usages de l'eau (barrage ébréché pour laisser passer quelques kayaks) et de piètres déraisons financières après la pose sans lendemain d'une toiture de protection. Abandonnée à son triste sort, sa ruine est plus qu'un symbole. Enfin, en cette période de nouvelle transition énergétique qui conforte la place de l'électricité, de nouvelles filières de production, parfois plus décentralisées, apparaissent. Pour l'heure, énergie renouvelable, stockable et rapide à mobiliser, l'hydroélectricité reste indispensable. Son parc représente plus de 20 % de la puissance totale installée, couvre environ 15 % des pointes de consommation et délivre près de 10 % de la production annuelle nationale d'électricité. À terme, qu'en sera-t-il ? Entre contestation écologique réclamant le libre écoulement des cours d'eau, architecture spécifique qui limite les possibilités de réemploi, impératif financier plus fort qui pèse sur les entreprises avec la libéralisation des marchés, taille des équipements et complexité des machines qui réclament un entretien constant, ce qui implique des investissements lourds dans le cadre d'une action collective, qui voudra prendre en charge ce patrimoine ? Sur le terrain, il reste difficile de sensibiliser en profondeur des décideurs sans cesse renouvelés et rarement formés aux enjeux culturels. À l'heure où le tourisme culturel trace son chemin, le temps court de l'industriel et de l'élu sensibles aux impératifs gestionnaires quotidiens s'accommode mal de la vision à long terme que suppose la mise en valeur du patrimoine.

Si l'histoire de l'hydroélectricité a considérablement progressé depuis les années 1980, son patrimoine reste d'avantage dans l'ombre et il attire peu les quelques univer-

sitaires adeptes d'une « recherche-action ». Pourtant, ce patrimoine de témoignages a légué des traces matérielles abondantes, marqué les esprits et laissé son empreinte sur les environnements. Ses éléments monumentaux sont, à défaut de la reconnaissance officielle, repérés, légitimés et assez bien conservés. En revanche, ceux plus modestes sont peu connus et encore moins pris en compte : petites centrales pionnières, machines, outils et instruments notamment. L'urgence de l'identification, de la conservation et de la transmission les concerne au premier chef.

Ce patrimoine, indissociable de celui de l'électricité au sens large, en constitue un pan essentiel car, grâce de l'état, l'activité de production, centralisée, résiste mieux que le transport et la distribution, éparpillés, mais aussi car les barrages ont une pérennité plus grande que les centrales thermiques à flamme ou nucléaires. Dans ce cadre, le soutien apporté au colloque de Divonne-les-Bains par la présence de Patrimoine et mémoire d'entreprises (Marie-Noëlle Polino), du CILAC (Bernard André) et du TICCIH (Eusebi Casanelles i Rahola) aura été apprécié par ceux qui militent en faveur de sa conservation raisonnée et de sa transmission. Est-ce parce qu'il semble plus contemporain que d'autres, ou à cause de son caractère très largement vivant, voire aux exigences de plus en plus fortes autour des énergies renouvelables qui lui sont favorables, qu'il paraît peu en danger ? Les insuffisances passées commises avec le patrimoine de secteurs qui semblaient puissants et qui se sont effondrés en quelques années sont à méditer. Attendre le passage à « l'usine froide » pour s'inquiéter de son sort revient souvent à bricoler à la hâte quelque motion plus ou moins fondée sur une indispensable préservation. Songeons aussi que la question de la réaffectation ne se posera pas ici dans les mêmes termes car les barrages se sont installés dans les paysages, ont suscité des activités, participent pleinement à la gestion de l'eau et possèdent donc des fonctions symboliques, économiques et sociales qui dépassent la seule production d'électricité.

Dans cet esprit, la question posée par Eusebi Casanelles i Rahola : « l'heure est-elle venue de créer une section TICCIH énergies ou électricité ? », nous semble, comme à Bernard André, apporter sa réponse. L'électricité, forme et non source d'énergie, possède un champ en soit très large et surtout de fortes spécificités. Les énergies fossiles en présentent d'autres, et une section « mines » est déjà en place. L'interrogation du TICCIH doit donc être perçue comme une incitation à considérer le patrimoine de l'électricité, à réfléchir sur un champ qui pose des questions nouvelles et à inventer des propositions véritablement opératoires avant que, un jour ou l'autre, ne prenne fin l'état de grâce présent.

---

<sup>4</sup> Olivier Zimny, « Réflexions sur la conservation et la mise en valeur du patrimoine hydroélectrique de la moyenne Romanche », *Annales historiques de l'électricité*, n° 5, 2007.

# Aluminium :

## métal familier, patrimoine à découvrir

*L'aluminium est un matériau usuel, largement connu et utilisé dans notre quotidien, si banal que l'on ne le remarque plus : avion, papier d'emballage, opercule de yaourt, atomiseur, fenêtre... Si le métal est familier, ses processus de production et de transformation restent peu connus du grand public. Qui saurait dire spontanément le nom du minerai dont il est extrait ? Qui sait encore que bauxite et aluminium furent deux secteurs industriels majeurs de l'économie française aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles<sup>1</sup> ? Qu'en est-il du patrimoine de cette industrie ? Largement méconnu, ce patrimoine jalonne pourtant le territoire français, tantôt objet de valorisation tantôt ignoré. Son histoire, emblématique, offre la possibilité de comprendre l'évolution fulgurante des matériaux de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> s., jusqu'à nos jours.*

### Quelques repères historiques et techniques

#### La découverte du métal et des procédés de production

L'aluminium, découvert en 1807<sup>2</sup>, est l'objet d'études de scientifiques européens depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, afin de trouver un moyen de l'isoler. D'abord baptisé « alumium », le métal est ensuite désigné par son nom actuel « aluminium » : métal tiré de l'alumine. On le trouve en très grande quantité dans la croûte terrestre, dont il constitue le 3<sup>e</sup> élément le plus important, d'où son appellation de « métal de l'argile ». Il est particulièrement abondant dans la bauxite. Faisant suite aux travaux d'Humphrey Davy, Hans Christian Ørsted et Friedrich Wöhler, le chimiste

français Henri Sainte-Claire Deville<sup>3</sup> (1818-1881) a élaboré le premier procédé de production du métal en 1854, dans son laboratoire de l'École normale supérieure, rue d'Ulm, à Paris. Soutenu financièrement par l'empereur Napoléon III, le savant franchit le cap de la production industrielle : plusieurs ateliers ou usines accueillirent ponctuellement cette nouvelle production, d'abord en région parisienne, mais également près de Rouen et, plus durablement à Salindres, dans le Gard, longtemps unique usine de production d'aluminium au monde<sup>4</sup>. En 1855, le nouveau métal était présenté au public lors de l'Exposition universelle de Paris.

H. Sainte-Claire Deville a également mis au point un procédé de production d'alumine à partir de la bauxite, découverte en 1821 par le minéralogiste Pierre Berthier dans les environs des Baux-de-Provence<sup>5</sup>. Entre 1854 et 1888, l'aluminium produit a essentiellement été utilisé dans

<sup>1</sup> F. Hachez-Leroy, *L'Aluminium français, l'invention d'un marché*, CNRS Éditions, Paris, 1999.

<sup>2</sup> Il est couramment admis que la découverte de l'aluminium est attribuée à H. Davy, en 1807, et que ce dernier baptisa le nouveau métal « alumium » avant de lui donner son nom actuel « aluminium ». L'apport de Davy a bien sûr été rendu possible par les travaux d'autres scientifiques avant lui, Lavoisier par exemple.

<sup>3</sup> Catherine Paquot, *Henri Sainte-Claire Deville, Chimie, recherche, industrie*, Vuibert, Paris, 2004.

<sup>4</sup> Cf. *Cahiers d'histoire de l'aluminium*, n° 32-33, Institut pour l'histoire de l'aluminium, Paris, 2004 ; Jean Plateau, « L'aluminium par le procédé Sainte-Claire Deville, (1854-1889)... », *Cahier d'histoire de l'aluminium*, n°26, IHA, Paris, 2000.

<sup>5</sup> La bauxite tire son nom de cette localisation géographique.



*Vue aérienne de l'usine de Saint-Jean-de-Maurienne,  
 L'usine de Saint-Jean-de-Maurienne est seule rescapée des Alpes françaises.  
 La confrontation entre carte postale ancienne et vue aérienne actuelle est saisissante.  
 Elle souligne l'évolution urbaine et le développement des transports.  
 (coll. Alcan).*



*L'usine de Saint Jean de Maurienne, , carte postale, vers 1907,  
 (coll. D. Varaschin),*



la fabrication de bijoux précieux, de pièces d'orfèvrerie, de matériels d'optique et d'instruments scientifiques, puis pour une abondante production de bijoux de fantaisie et accessoires de mode conçus par l'industrie du demi-luxe parisien. Le bronze d'aluminium, alliage de cuivre et d'aluminium, est employé dans l'orfèvrerie religieuse depuis 1866, date à laquelle le Vatican l'a agréé dans cet usage, pourvu qu'il soit recouvert d'une fine pellicule d'argent et d'or<sup>6</sup>.

En 1886, Paul Héroult (1863-1914) a clos à cette première période de l'histoire de l'aluminium. Cette année-là, en effet, il réussit à tirer profit des progrès de l'électricité pour concevoir un nouveau procédé de production du métal moins coûteux et plus rapide : l'électrolyse de l'alumine mélangée à de la cryolite. Aux États-Unis, Charles-Martin Hall accomplissait la même démarche au même moment ; nés la même année, décédés tous deux en 1914, on nomma les deux inventeurs les « jumeaux de l'aluminium ».

## Histoire économique

La mise au point du nouveau procédé fut rapidement suivie de sa mise en œuvre industrielle. P. Héroult proposa son brevet au seul producteur d'aluminium d'alors, Alfred Rangod Pechiney, qui le refusa : aux yeux du vieux chimiste, l'aluminium n'offrait pas assez de débouchés, tout au plus pouvait-on placer le bronze d'aluminium chez les fabricants d'optique. Qui plus est, l'usage nouveau de l'électricité lui déplaisait profondément.

Accueilli plus favorablement par des entrepreneurs suisses, P. Héroult démarra sa première usine en 1887, à Neuhausen. Il contribua ainsi à la naissance de la future société Alusuisse. En 1889, fort de soutiens financiers en France, il put poursuivre sa démarche à Froges (Isère) et y produire de l'aluminium en quantité importante et à faible coût. Il venait alors de créer la Société électro-métallurgique française (SEMF), avec l'aide de financiers et industriels français. L'année suivante, la production de Pechiney à Salindres cessa car désormais trop coûteuse. La SEMF conserva le quasi-monopole de la production d'aluminium en France jusqu'en 1907, date à laquelle le brevet Héroult tomba dans le domaine public. A. R. Pechiney fut progressivement écarté de l'exercice du pouvoir et son entreprise éponyme revint dans la production d'aluminium en rachetant, dans un premier

temps, l'usine de Calypso, en Savoie, avec les brevets Hall, puis, dans un second temps, en construisant une usine à Saint-Jean-de-Maurienne.

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, quatre nations disposaient des licences d'exploitation des brevets Hall-Héroult et préservaient jalousement leur monopole au sein d'un cartel international, l'Aluminium Association<sup>7</sup>, fondé en 1901. Cinq entreprises en France étaient lancées dans la production d'aluminium ; elles se réunirent au sein d'un cartel en 1911 : L'Aluminium Français (L'AF). Passée la Première Guerre mondiale, une rationalisation du secteur porta le nombre des producteurs français à deux entreprises : la compagnie des produits chimiques et électrométallurgiques Alais, Froges et Camargue (AFC) qui reprit le nom de société Pechiney en 1950, et la Société d'électro-chimie, d'électro-métallurgie et des aciéries électriques d'Ugine (SECEMAEU)<sup>8</sup>. Le secteur fut ensuite très marqué par le contexte politique français, puis financier international : en 1971, les deux entreprises françaises durent fusionner pour créer le groupe Pechiney Ugine Kulhmann (PUK) ; l'entreprise, en grande difficulté, fut ensuite nationalisée en 1982, puis de nouveau privatisée en 1995. Après la tentative avortée de fusion entre Pechiney, Alusuisse (devenue Algroup) et le Canadien Alcan, ce dernier lançait deux offres publiques d'achat (OPA) successives et s'emparait de ses rivaux. En 2004, l'entreprise Pechiney disparaissait presque 150 ans après sa création.

Le procédé Héroult-Hall de 1886 permit de produire plus, à moindre coût : il fit entrer l'aluminium dans une nouvelle ère, celle de la consommation de masse et de la banalisation progressive de ses usages<sup>9</sup>. Le principe de production n'a pas changé depuis 1886, mais les outils, les cuves d'électrolyse en particulier, ont subi quelques changements notables comme le capotage, destiné à réduire la pollution, ou encore la mécanisation puis l'automatisation des tâches.

## Visage d'une industrie

Pour produire de l'aluminium, il faut, en amont, extraire de la bauxite. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les seuls gisements productifs se trouvaient dans le sud de la France (Var, Hérault) ; d'autres gisements, plus vastes,

<sup>6</sup> Jean Plateau et Thierry Renaux, *L'aluminium et Paul Morin au Moulin noir. Un maire pour Nanterre, un métal pour l'industrie*, Bulletin de la Société d'histoire de Nanterre, n° 39, 2007.

<sup>7</sup> F. Hachez-Leroy, *L'Aluminium français...*, op. cit.

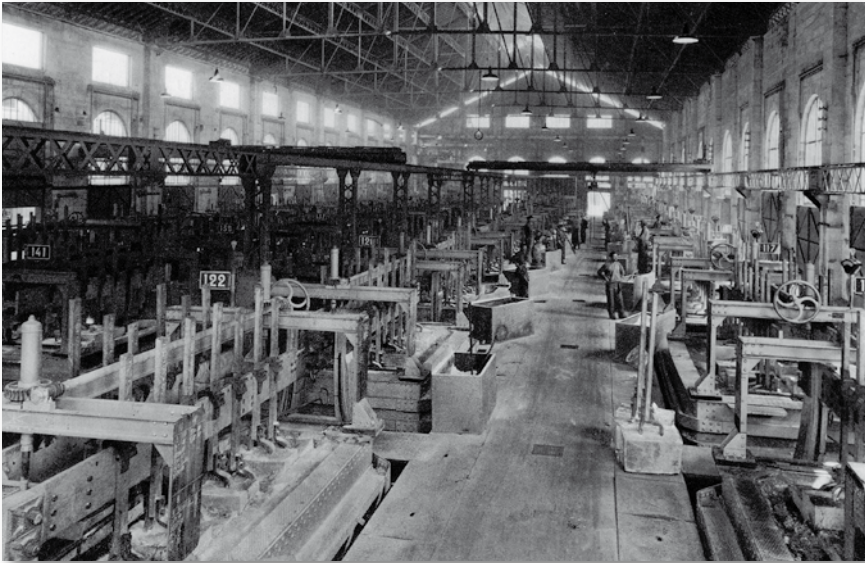
<sup>8</sup> La SECEMAEU était formée après plusieurs fusions successives, dont celle de la Société d'électrochimie avec la Compagnie des forges et aciéries électriques Paul Girod en 1922.

<sup>9</sup> F. Hachez-Leroy, « Du métal précieux au métal invisible : la double vie de l'aluminium », in A.-F. Garçon et L. Hilaire-Perez, *Les chemins de la nouveauté. Innover au regard de l'histoire*, Paris, CTHS, 2004.





*Dans un hall d'électrolyse au XX<sup>e</sup> s.  
Les conditions de travail des ouvriers se sont considérablement améliorées depuis 1889.  
L'atmosphère des halls d'électrolyse est devenue respirable grâce au capotage des cuves et au traitement  
des effluents gazeux. La tenue des opérateurs le protège aujourd'hui efficacement des risques de brûlures  
et d'inhalation de poussières toxiques lorsqu'il doit intervenir directement sur la cuve.  
(Coll. Alcan).*



*Dans un hall d'électrolyse au XX<sup>e</sup> s.  
(Coll. Espace Alu).*

furent progressivement identifiés et exploités de par le monde. Aujourd'hui, la majeure partie de la production, à ciel ouvert, provient d'Australie, de Jamaïque et de Guinée. La bauxite est concassée à la mine puis transférée vers l'usine d'alumine où, après broyage, elle subit une série de traitements, en particulier l'attaque à la soude à très haute température, sous pression, selon les principes du procédé Bayer (1887), afin d'en extraire l'alumine, poudre blanche très fine.

Acheminée jusqu'à l'usine d'électrolyse (également désignée sous le vocable « aluminerie » au Québec), l'alumine est ensuite mélangée à de la cryolite<sup>10</sup> et introduite dans une cuve rectangulaire. La cuve est composée d'un caisson métallique garni de blocs de carbone recouverts de matériaux isolants et réfractaires, et fait office de cathode. Les anodes (blocs de carbone), fixées au dessus de la cuve, sont progressivement plongées dans le bain d'alumine. Le courant électrique qui traverse le bain permet de séparer les molécules d'aluminium et d'oxygène ; le métal se dépose alors au fond de la cuve. Une fois par jour, il est transvasé, par aspiration, dans la poche de coulée avant d'être conduit vers la fonderie, un atelier intégré à l'usine d'aluminium : c'est l'étape de la première transformation. Le métal pur est versé dans un four où il est maintenu à l'état liquide afin de procéder à la fabrication des alliages, par apport de faibles quantités de métaux (cuivre, magnésium...), en fonction des usages ultérieurs. Il est ensuite mis en forme en demi-produits : plaque de laminage, billette, lingot, fil.

La mise en forme définitive du métal, dans des usines de première et deuxième transformations, est plus ou moins longue et complexe selon les emplois. La plaque de laminage peut, par exemple, être transformée en tôle puis voilure d'avion ou en bande puis feuille d'emballage. Le fil, fabriqué en continu dès la sortie des cuves, comme à Saint-Jean-de-Maurienne, doit subir quelques transformations pour en faire un câble à haute tension. La bande, découpée en pions et flans, permet de produire des casseroles, des canettes ou des atomiseurs. Les procédés de transformation sont

très nombreux : laminage, tréfilage, filage, emboutissage, étirage... et communs à beaucoup de métaux.

L'aluminium ne rouille pas car il est protégé naturellement par une fine couche d'alumine. Il peut, dans certains cas, se corroder. Les traitements de surface permettent d'éviter ces inconvénients, en particulier l'anodisation, spécifique à l'aluminium : elle laisse apparaître le métal par transparence tout en le colorant.

## Quel patrimoine pour l'aluminium ?

La première période (1854-1889) est sans doute la plus méconnue de l'histoire du matériau, bien que quelques manifestations aient contribué à la faire connaître<sup>11</sup>. On en trouve trace au travers d'objets « témoins », visibles notamment dans quatre sites parisiens :

- L'École normale supérieure de la rue d'Ulm, où sont conservés dans une vitrine quelques objets ayant appartenu à Henri Sainte-Claire Deville, en particulier une fiole contenant les premiers échantillons d'aluminium obtenus. On peut également y admirer une des toiles du peintre Léon Lhermitte représentant le savant pendant un cours de chimie.
- Le musée des Arts et métiers, dont les collections recèlent une balance de précision Collot-Longue (inv. 32015-0000) pourvue d'un fléau en aluminium et présentée lors de l'Exposition universelle de 1855, à Paris.
- Le musée des Arts décoratifs, où l'on peut admirer un magnifique bracelet réalisé par l'orfèvre Bourdoncle (inv. 16893) ;
- Le musée de l'Armée, aux Invalides, où se trouvent les aigles de drapeau de régiment de cavalerie de la garde de Paris, en aluminium doré, modèle de 1860, d'après une œuvre de Jean-Auguste Barre (RMN247737)<sup>12</sup>.

La liste n'est pas exhaustive<sup>13</sup> et pourrait également se poursuivre en province : le musée du Second Empire, à

<sup>10</sup> Métal rare, la cryolite est une combinaison de fluor, sodium et aluminium, que l'on trouve dans un contexte géologique très spécifique, sur la côte occidentale du Groenland. Le gisement d'Ivigtut, découvert en 1799, fut le seul exploité industriellement, il est aujourd'hui épuisé. La cryolite est maintenant produite artificiellement.

<sup>11</sup> En particulier, l'exposition *Aluminum by Design, Jewellery to Jets* au Carnegie Museum of Art, à Pittsburgh, en 2000, a permis de rassembler des pièces majeures dans l'histoire du matériau. Le catalogue d'exposition en fait une relative synthèse. L'exposition a ensuite parcouru le monde et fut présentée à la Cité des sciences et de l'industrie, Paris La Villette, en 2003 sous le titre *L'âge de l'aluminium*. Le site Internet en garde la mémoire à l'adresse : [http://www.cite-sciences.fr/francais/ala\\_cite/expo/tempo/aluminium/index.html](http://www.cite-sciences.fr/francais/ala_cite/expo/tempo/aluminium/index.html). Une version largement remaniée de l'exposition française a circulé ensuite en France : Galerie Euréka à Chambéry (Savoie), La Turbine à Cran-Gevrier (Haute-Savoie), Tour de l'horloge à Issoire (Puy de Dôme).

<sup>12</sup> Sylvie Leluc, Jean Plateau, « Napoléon III et l'aluminium. Aigles impériales modèle 1860 », *Cahiers d'histoire de l'aluminium*, n° 36, Institut pour l'histoire de l'aluminium, Paris, 2006.

<sup>13</sup> Le musée d'Orsay possède dans ses collections une très belle coupe sur pied datée de 1858 et réalisée par la maison Christoffe (RMN39809). Le musée de l'Air et de l'espace du Bourget présente la maquette de l'hélicoptère de Ponton d'Amécourt (1863). De superbes photos des maquettes de Ponton d'Amécourt, réalisées par Nadar, sont visibles sur le site Internet de la Bibliothèque nationale de France au lien suivant : <http://expositions.bnf.fr/objets/arret/06.htm>



*Artisanat des tranchées : Pendentifs de poilus en aluminium*

*Dans l'histoire de l'aluminium, la période de la Première Guerre mondiale correspond à un tournant majeur de son évolution, en particulier avec le développement de son utilisation dans l'aviation métallique, Breguet, Junkers et pour les dirigeables (Zeppelin). Peu considéré en France jusque-là, le métal léger séduisit finalement les militaires et entra dans la composition des munitions. Les poilus, dans les tranchées de France et de Belgique, eurent la primeur de ces nouveaux usages. Ils furent nombreux, durant leurs longues et difficiles journées, à travailler ce métal ductile et malléable pour en faire des objets qu'ils envoyèrent à l'arrière, à leurs proches. Bagues, pendentifs, ronds de serviette, bénitiers, blagues à tabac... une très riche et émouvante production naquit des têtes d'obus, des gourdes ramassées dans le barda des soldats morts, des carcasses d'avions ou de Zeppelin. Coll. P. Warin, Artisanat des tranchées, Ysec Éditions, Louviers, 2005*



*Pot à lait, deuxième moitié du XXe siècle*

*Le pot à lait peut constituer un objet privilégié d'étude. Apparu dans l'entre-deux-guerres, il se substitue quasi systématiquement au fer étamé dans les campagnes, en raison de la pénurie d'étain consécutive à la Seconde Guerre mondiale. Ses caractéristiques mécaniques et chimiques sont ses atouts de vente : facile à fabriquer par emboutissage, bon marché, solide, léger, aisé à entretenir. Familier avec au moins deux générations, le pot à lait est abandonné progressivement dans les années 1970/80, mais il reste présent dans les intérieurs comme objet de décoration. Les progrès dans la chaîne du froid, l'urbanisation, l'apparition de nouveaux modes de conservation expliquent sa disparition : la « brique » type Tetrabrick en carton, plastique et aluminium s'y est substituée. Elle illustre à son tour l'évolution des matériaux et des habitudes alimentaires. Coll. F. Hachez-Leroy*

Compiègne, possède un remarquable surtout de table en aluminium (RMN199570), daté de 1858 et réalisé par l'orfèvre Christoffe ; la ville de Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, a récemment retrouvé un objet de culte en bronze d'aluminium ; à l'usine de Salindres et celle des Salins-de-Giraud, où résidait le couple Pechiney, se trouvent des services de tables et accessoires en bronze d'aluminium. Une étude plus systématique permettrait de repérer dans les collections et musées privés et publics français nombre d'objets de cette période, et dont l'intérêt historique est souvent ignoré.

Si l'on met à part le cas du patrimoine scientifique illustré par les objets de l'École normale supérieure, il est possible de classer par quelques grands thèmes l'ensemble de ces pièces : bijouterie, accessoires de mode (éventails, carnets de bal, peignes), applications militaires (aigles impériales), orfèvrerie/arts de la table, instruments scientifiques, lunetterie et transport.

De cette phase (1854-1889) dite de *l'aluminium chimique*<sup>14</sup>, il ne reste, en l'état actuel de nos connaissances, qu'un seul site industriel visible : l'usine de Salindres<sup>15</sup> dans le Gard, dont le cent cinquantième a été commémoré en 2005. Cette manifestation fut l'occasion d'ouvrir le château de A. R. Pechiney qui jouxte le site industriel. Achevée en 1882, cette magnifique demeure bourgeoise a conservé quasiment intacts son rez-de-chaussée et son architecture d'origine.

La deuxième période, celle de *l'aluminium électrolytique*, plus complexe, commence avec le procédé Héroult, développé industriellement à partir de 1889 en France.

## Bauxite et alumine

La bauxite fut exploitée avant 1886, mais ce sont les besoins nouveaux induits par le procédé Héroult qui provoquèrent le développement cette nouvelle activité économique. Les mines de bauxite se multiplièrent dans le Sud de la

France<sup>16</sup>, donnant naissance à une nouvelle catégorie de mineurs au nom évocateur : les gueules rouges<sup>17</sup>. L'histoire de l'extraction de la bauxite en France a duré près d'un siècle et a profondément marqué les populations locales. L'association des gueules rouges du Var<sup>18</sup> et la municipalité de Tourves (Var) œuvrent à faire connaître ce passé et mettre en valeur ce patrimoine. Depuis 2003, la salle de préfiguration d'un futur *Musée de la mine* est ouverte au public et l'association organise des rencontres entre anciens mineurs et enfants des écoles et collèges.

Des cinq usines d'alumine exploitées en France, il n'en reste qu'une, la plus ancienne, située à Gardanne (Bouches-du-Rhône). Construite en 1893<sup>19</sup>, l'usine produit toujours de l'alumine métallurgique pour alimenter les usines d'électrolyse, et des alumines techniques qui entrent dans la composition des céramiques et de la verrerie. La Barasse<sup>20</sup> et Saint-Louis-les-Aygaldes<sup>21</sup> ont disparu, comme les usines au nord de la France et en Belgique, démontées par les Allemands pendant la Première Guerre mondiale<sup>22</sup>.

## Production d'aluminium

Il ne reste que très peu de chose du patrimoine lié à la production de l'aluminium ; cette situation est surprenante alors que les savants et industriels français ont eu un rôle essentiel dans l'histoire de cette industrie. Dix-neuf usines ont produit de l'aluminium en France entre 1889 et aujourd'hui. Deux sont encore en activité, une troisième est en cours de fermeture et les seize autres ont été détruites une fois l'activité arrêtée. Le bâti, comme les outils de production, ont disparu du paysage, et il faut rechercher les traces de cette activité industrielle au travers d'une foule d'indices : conduites forcées et canaux de dérivation qui alimentaient, et pour certains alimentent encore, les centrales de production de l'électricité nécessaire à l'électrolyse ; bâtiments annexes à la production (atelier

<sup>14</sup> On la nomme également *Période Napoléon III*, en référence au Second Empire (1851-1871) bien que l'aluminium ait continué d'être produit avec le procédé Sainte-Claire Deville jusqu'en 1889.

<sup>15</sup> Clovis Angelier, « L'usine de Salindres », *Bulletin de la société languedocienne de géographie*, 1962, pp. 248 ; Anonyme, « La grande industrie chimique. Usine de Salindres, près d'Alais », in *Nîmes et le Gard, Publication de la Ville de Nîmes à l'occasion du XLIIe congrès de l'Association Française pour l'Avancement des Sciences*, Tome II, Nîmes, 1912, pp. 223-233 ; Laurent Seigneurin, *Histoire industrielle de Salindres. Compagnie des produits chimiques d'Alais et de la Camargue (1855-1921)*, Lacour, Nîmes (Gard), 2004.

<sup>16</sup> Gilbert Crepel, *Les Bauxites du Languedoc-Roussillon. Plus d'un siècle d'exploitation, de 1873 à nos jours. Histoire et techniques*, Édisud, Aix-en-Provence, 2005.

<sup>17</sup> Claude Arnaud et Jean-Marie Guillon, *Les Gueules rouges, un siècle de bauxite dans le Var*, CDDP du Var, Nice, 1989.

<sup>18</sup> <http://perso.orange.fr/gueules-rouges/>

<sup>19</sup> Philippe Mioche, *L'Alumine à Gardanne de 1893 à nos jours*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 1994.

<sup>20</sup> Sandrine Assié, *L'usine d'alumine de La Barasse de 1906 à 1945*, Maîtrise d'histoire sous la dir. de Ph. Mioche, université de Provence, 2000.

<sup>21</sup> Frédéric Lo-Faro, *Histoire de l'usine d'alumine Saint-Louis-Des-Aygaldes (1906-1939). Une usine ennemie à Marseille*, Maîtrise d'histoire sous la dir. de Ph. Mioche, université de Provence, 1999 ; Frédéric Lo-Faro, « Une usine sous séquestre : Saint-Louis-les-Aygaldes », *Cahier d'histoire de l'aluminium*, n° 30, Institut pour l'histoire de l'aluminium, Paris, 2002, p. 35-52.

<sup>22</sup> Il s'agit de l'usine de Mennesis, dans l'Aisne, et de celle de Selzaëte en Belgique. F. Hachez-Leroy, *L'Aluminium Français... , op. cit.*



de fabrication des anodes, service entretien, bâtiment administratif...) comme à Calypso, près de Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) ; infrastructures sociales et culturelles de natures diverses : logements collectifs ou individuels, équipements sportifs, salle de cinéma, kiosque à musique, lieux de cultes, cliniques ou dispensaires... sur lesquels peuvent encore figurer les logos des anciennes sociétés propriétaires des lieux.

Pour favoriser le passage de l'autoroute, l'usine de La Praz, construite par Paul Héroult en 1893, a été détruite. Symbole majeur pour l'histoire de l'aluminium<sup>23</sup>, il ne reste de ce site qu'un maigre morceau de conduite forcée enjambant L'Arc : il s'agit pourtant de la première conduite autoportante, une première mondiale, conçue par P. Héroult en 1898 pour alimenter l'usine d'aluminium alors la plus performante au monde. Rien n'indique au voyageur ou au visiteur la valeur de ce vestige auquel il a été porté atteinte dans l'indifférence quasi générale.

L'aluminium a été produit à partir de 1889 dans les Alpes ; cette date constitue le point de départ de la formation de dynasties de salariés de ces usines<sup>24</sup>. Une bonne partie d'entre eux est issue d'une immigration largement suscitée par les industriels dont les besoins en main-d'œuvre étaient importants.

Dans les Pyrénées, l'édification des usines d'aluminium s'est faite dans la foulée des réalisations alpines. Leur localisation, dans des zones peu, voire pas du tout, urbanisées, a conduit à la même et nécessaire prise en compte des besoins des populations : construction de cités pour ouvriers et cadres, infrastructures sociales et culturelles... La fermeture prochaine de l'usine de Lannemezan est l'occasion, pour les salariés, d'initier une démarche patrimoniale en cours de réflexion. La destruction annoncée des bâtiments serait peut-être évitée grâce à la possible réutilisation du site par une autre entreprise.

Deux usines seulement ont été construites en dehors des massifs alpins et pyrénéens :

- Noguères<sup>25</sup>, près du gaz de Lacq, a été exploitée entre 1960 et 1991. Son histoire a été marquée par un conflit très dur survenu en 1973, et pendant lequel, chose impensable jusque-là, le métal s'est solidifié dans les

cuves, entraînant un grave endommagement et l'arrêt de la production pendant plusieurs mois. L'ensemble du bassin industriel est riche d'une histoire industrielle aussi courte qu'intense, symbolique du temps des Trente Glorieuses. Un projet de création d'un espace muséal dédié à cette histoire (*Visiolacq*) y est en gestation.

- Dunkerque, benjamine des usines françaises, a démarré en 1991. L'usine devait être un modèle d'organisation sociale<sup>26</sup>. Le site choisi a été retenu pour sa proximité avec un port en eaux profondes permettant aisément l'approvisionnement en matières premières et l'expédition des demi-produits. Usine la plus moderne d'Europe, elle continue de fonctionner.

Enfin, nous terminerons cette description par l'usine de Saint-Jean-de-Maurienne qui fête son centenaire en 2007. L'usine fut démarrée en 1907 par l'entreprise Pechiney<sup>27</sup> pour reconquérir le marché de l'aluminium ; le procédé Hall, d'abord mis en œuvre avec difficulté, fut ensuite remplacé avec succès par le procédé Héroult, à la faveur d'un accord avec son concurrent, la Société Électro-métallurgique française (SEMF). L'usine tient une place très importante au cœur de la vallée de la Maurienne, qui, avec ses sept usines d'aluminium en fonctionnement au début du XX<sup>e</sup> siècle, s'est vu attribuée le surnom de « Vallée de l'aluminium ». Cette usine constitue le dernier symbole de cette activité industrielle, autour de laquelle s'est développée et structurée la population maurienne. L'énergique mobilisation des habitants, des hommes politiques et des médias, lors de chaque menace de fermeture est emblématique de la force de ce lien. L'usine n'a pas changé de place en un siècle, mais ses halls d'électrolyse ont subi de profonds changements, liés aux évolutions technologiques. Construire une nouvelle série d'électrolyse a souvent induit la destruction du bâtiment précédent afin d'en construire un nouveau adapté à la taille des cuves, des ponts roulants ou des matériels mécaniques. Les bâtiments annexes, maison de l'administration, équipements médico-sociaux, culturels, sportifs... sont toujours bien visibles. L'usine a fait l'objet de quelques recherches historiques<sup>28</sup>, mais il manque un inventaire systématique du site.

<sup>23</sup> P. Héroult a également utilisé l'usine de La Praz pour mettre au point un procédé de production de l'acier au four électrique, procédé pour lequel il est tout aussi connu aux États-Unis.

<sup>24</sup> Gérard Vindt, *Les Hommes de l'aluminium. Histoire sociale de Pechiney 1921-1973*, Les Éditions de l'Atelier et Les Éditions ouvrières, Paris, 2006.

<sup>25</sup> Sébastien Lamarque, *Aspects sociaux d'un grand conflit social : la grève de Pechiney Noguères (été 1973)*, Maîtrise d'histoire, université de Pau et des Pays de l'Adour, 2000.

<sup>26</sup> Olivier du Roy, Christian Mahieu, *L'usine qui n'existait pas : Aluminium Dunkerque, projet d'organisation nouvelle*, Paris, Éditions d'organisation, 1998.

<sup>27</sup> L'entreprise portait alors le nom de Compagnie des produits chimiques d'Alais et de la Camargue (PCAC).

<sup>28</sup> Catherine Meunier-Denzer, *Un établissement industriel sous l'Occupation, L'usine d'aluminium de Saint-Jean-de-Maurienne, 1939-1947*, Maîtrise d'histoire, université Paris X Nanterre, 2003 ; Arnaud Exbalin, *L'année 1936 dans l'industrie de l'aluminium*, Maîtrise d'histoire, université Lyon III, 1998 ; Christophe Pollier, *L'usine des Plans et Saint-Jean-de-Maurienne, une histoire d'amour forcée ? Étude de l'impact socio-économique de l'implantation 1906-1939*, Maîtrise d'histoire, université de Grenoble II, 1989-1990.



## Transformation

Si la production d'aluminium a longtemps constitué le cœur noble de cette industrie, l'histoire de la transformation du métal offre un intérêt tout aussi pertinent.

Réparties plus largement sur l'ensemble du territoire français, les usines de transformation forment des jalons d'un patrimoine en lien étroit avec notre histoire politique et sociétale. La liste qui suit n'est pas exhaustive mais elle offre quelques cas exemplaires d'applications :

- L'usine d'Issoire, dans le Puy-de-Dôme, fabrique, entre autres, des tôles fortes pour l'industrie aéronautique, notamment les éléments de voilure. Construite pendant la Seconde Guerre mondiale, elle témoigne à la fois de l'histoire politique, avec le choix d'une implantation loin des frontières ennemies, des progrès de l'aluminium dans l'aéronautique (elle contribua largement à la conception et la fabrication du Concorde), et constitue un site de référence pour l'architecture industrielle, avec l'usage du béton par les frères Perret, et leur collaboration avec Jean Prouvé. Les bâtiments, intacts, permettent de lire les étapes successives du développement de cette activité sur le site. La municipalité d'Issoire a l'ambition de mettre en valeur ce patrimoine : le projet *Pomel*, en cours d'étude, doit unir art roman et aluminium, deux éléments incontournables de l'identité issoirienne.

- À Froges, en Isère, Paul Héroult a appliqué en 1889, pour la première fois en France, son procédé à l'échelle industrielle. Rapidement la production d'aluminium y a cessé pour être remplacée par la transformation du métal seulement. L'usine de Froges a néanmoins été la première, dans son atelier de transformation, à produire les premiers objets en aluminium commercialisés en France, dont des clefs<sup>29</sup>. Lorsque la production du métal fut transférée à la toute nouvelle usine de La Praz en 1893, Froges fut reconvertie en usine de transformation du métal. Soutenue par les producteurs, l'entreprise Froges-Coquillard y devint, dans l'entre-deux-guerres, leader dans la production de la feuille d'emballage en aluminium<sup>30</sup>. Après la Seconde Guerre mondiale, y fut mis au point un nouveau procédé de laminage en continu, à partir de métal liquide<sup>31</sup>. Les bâtiments, reconstruits dans l'entre-deux-guerres, présentent un intérêt architectural.

Il existe de nombreux sites de transformation, plus ou moins bien conservés, dont les histoires industrielles et humaines sont remarquables : Tournus pour les casseroles et les gourdes, Maxéville, près de Nancy (usine de l'architecte Jean Prouvé) ou Faremoutiers pour les profilés de fenêtres, Saumur pour les tubes, Gerzat pour les bouteilles haute pression (extincteurs ou bouteille à oxygène pour la plongée), Cran-Gévrier pour les flans à emboutir complémentaires de l'usine Téal de Rumilly, Chambéry et la fabrication du Roll Bond<sup>32</sup>, usine de recyclage et affinage<sup>33</sup> à Compiègne (Oise)... Des études historiques sérieuses manquent encore pour connaître précisément chaque site, néanmoins, la plupart de ces lieux se caractérisent par la présence d'anciens salariés formant des communautés très soudées, souvent sous forme associative. Ces associations constituent des sources précieuses pour qui veut travailler sur l'histoire, en particulier sociale, d'un lieu.

## Des outils de référence

### L'Institut pour l'histoire de l'aluminium

Le secteur de l'aluminium est caractérisé par une très forte et précoce concentration des entreprises, à l'échelle nationale comme internationale. De fait, les archives des entreprises sont peu dispersées et relativement intactes. En 1986, lors des commémorations du centenaire du procédé Paul Héroult, la Chambre syndicale de l'aluminium, appuyée par Pechiney, prenait conscience des lacunes existantes quant à l'histoire de ce matériau, de ses inventeurs comme du secteur dans sa globalité. Dans la foulée des festivités, la décision de créer l'Institut pour l'histoire de l'aluminium (IHA) était prise. Nous n'évoquerons pas ici les circonstances qui ont mené, à partir des années 1980, des administrations, sociétés de service et industries, à créer des centres de recherches historiques<sup>34</sup>. L'IHA<sup>35</sup> est né dans ce contexte favorable aux sciences humaines et à la recherche dans le domaine de l'histoire économique plus particulièrement. Sa première mission fut d'abord d'identifier les sujets pertinents de recherche et les fonds d'archives correspondants, à partir

<sup>29</sup> Le musée des Arts et métiers présente un exemplaire de ces clefs dans la section matériau. F. Hachez-Leroy, *L'Aluminium...*, op. cit., p. 29.

<sup>30</sup> Un rouleau de feuille d'aluminium daté de 1923 est également proposé dans la même vitrine du musée des Arts et métiers.

<sup>31</sup> Paul Crouzet, « Le Jumbo 3C, un laminier français en Amérique », *Cahier d'histoire de l'aluminium*, n° 23, Institut pour l'histoire de l'aluminium, Paris, 1998.

<sup>32</sup> Procédé permettant de produire des condenseurs ou échangeurs thermiques pour réfrigérateurs ou climatiseurs.

<sup>33</sup> Franck Sangaré, *L'affinerie de La Courneuve 1941-1961 (AFFICOUR). Pechiney et le recyclage des métaux non-ferreux en France*, Maîtrise d'histoire, université Paris X-Nanterre, 2003.

<sup>34</sup> Comité d'histoire, institut pour l'histoire..., association pour l'histoire... les désignations sont multiples et les structures souvent associatives. On trouve également des services historiques intégrés aux services de gestion des archives, dans des entreprises ou des institutions publiques.

<sup>35</sup> www.histalu.org

des archives du groupe Pechiney. En vingt ans, thèses de doctorat, master, maîtrises et DEA ont permis de constituer un corpus de connaissances solide, concernant les entreprises du secteur, les usines, les procédés et usages du métal. L'IHA a également amassé un fonds documentaire très riche, procédé à des campagnes d'entretiens auprès d'anciens salariés et recueilli les archives de personnalités intéressantes<sup>36</sup>. L'ensemble de ces documents est accessible sous conditions à un large public : enseignant, collégien, lycéen, étudiant, chercheur, particulier en quête d'informations sur une usine, une technique, un objet. Outre la recherche, l'IHA participe à la mise en valeur du patrimoine de cette industrie au travers de publications<sup>37</sup> et de collaborations avec des structures muséales ou des collectivités locales. Il est aussi chargé d'assurer la valorisation de la collection d'automobiles J.-A. Grégoire<sup>38</sup> et travaille en partenariat avec Jean Plateau<sup>39</sup>, administrateur de l'IHA, propriétaire d'une collection de plus de 20 000 objets en aluminium, dont une partie unique d'objets en aluminium chimique. De fait, l'IHA est devenu, au fil des années, un lieu ressource essentiel pour qui veut retracer l'histoire d'un site ou d'une application et en assurer la valorisation. Structure sans équivalent dans le monde de l'aluminium, l'IHA a élargi son périmètre d'intervention de la France au monde entier, et ses champs d'étude de l'histoire à l'ensemble des sciences humaines.

## Le musée des Arts et métiers

Depuis la naissance de l'aluminium, le musée des Arts et métiers entretient un lien étroit avec ce matériau. Cette relation s'est construite avec des dons importants et significatifs dans l'histoire technique du métal : la balance de Collot de 1855, le quart du soldat avant la Première Guerre mondiale, le rouleau de papier aluminium de 1923... En 2000, dans le cadre de la rénovation du musée, Pechiney proposait un don illustrant l'innovation dans l'aluminium à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle. L'état des lieux réalisé alors dans l'entreprise permit en plus d'identifier plusieurs objets emblématiques du XX<sup>e</sup> s. et susceptibles de figurer dans les collections du musée. Le capot de la mythique DS, conservé jusque-là au Centre de recherche de Pechiney à Voreppe (CRV aujourd'hui Alcan), entrait

au musée, comme le premier panneau de revêtement de voilure d'Airbus A 300, acheminé depuis l'usine d'Issoire. Nous ne développerons pas ici la liste des objets qui furent remis à cette occasion. Associés à ceux déjà présentés, et complétés par quelques dons et dépôts<sup>40</sup>, ces éléments forment un corpus significatif de l'histoire de ce matériau depuis son apparition, en 1854, jusqu'à nos jours. Ils sont accompagnés d'une série ancienne de maquettes de cuves d'électrolyse, à laquelle a été ajoutée celle d'une cuve contemporaine, l'AP 30.

## Espace Alu, musée de l'aluminium

L'aluminium ne bénéficiait jusqu'à présent d'aucune structure muséale dédiée à son histoire<sup>41</sup>. La municipalité de Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) sollicitée par l'association des amis pour un musée Mauriennais de l'aluminium (Amma) composée d'anciens salariés, a relevé le défi, avec le concours scientifique de l'IHA : à l'automne 2007, doit ouvrir *Espace Alu, musée de l'aluminium*, au cœur de la vallée de l'aluminium. Conçu comme un centre d'interprétation, Espace Alu aborde l'histoire du métal dans ses aspects scientifique, technique, humain et sociétal. Le rez-de-chaussée évoque la convergence vers un territoire ; il est construit autour d'une maquette blanche représentant la vallée de la Maurienne. L'histoire de la « vallée de l'aluminium », de la préhistoire à son industrialisation, puis de sa désindustrialisation à sa reconversion, est au centre du dispositif audiovisuel. Différents médias offrent au visiteur la possibilité de retrouver et comparer l'histoire des usines de la vallée, au regard de l'histoire économique du secteur, en France et dans ses dimensions européennes et internationales. L'escalier des matériaux, grande fresque chronologique, situe l'apparition de l'aluminium dans l'histoire générale et mène au premier étage. L'espace intitulé « Objet de désirs » présente les origines géologiques et la quête des scientifiques pour isoler le métal, trouver un procédé de production, comprendre ses caractéristiques. Le visiteur entre ensuite dans une partie dédiée à « l'âge de l'aluminium », où de multiples objets retracent la rapide progression des usages de l'aluminium dans notre quotidien, depuis un siècle et demi : arts de la table, électroménager, loisirs, jouets... Le dernier niveau

<sup>36</sup> Par exemple, les archives de Jacques Gall et Jacques Marchandise.

<sup>37</sup> Ivan Grinberg, (F. Hachez-Leroy et J. Plateau, collab.), *L'aluminium, Un si léger métal*, Découvertes Gallimard, Paris, 2003.

<sup>38</sup> Cette collection est actuellement conservée au musée automobile de la Sarthe, située à proximité immédiate du circuit des 24 heures du Mans.

<sup>39</sup> Plusieurs objets de la collection sont présentés de façon permanente au musée des Arts et métiers. Un aperçu de cette collection est donné sur le site Internet de l'IHA.

<sup>40</sup> Collection Jean Plateau—Institut pour l'histoire de l'aluminium, collection Jeanne et Jean-Pierre Guélon en particulier.

<sup>41</sup> Cette situation était d'autant plus surprenante que l'on trouve moult musées ou écomusées pour la plupart des autres matériaux : fer-blanc, céramique, verre, plastique, brique, tissus... L'aluminium est évoqué comme partie d'une histoire industrielle dans certains musées comme celui de la Romanche de Livet-et-Gavet, à Frogès, L'Argentière-La-Bessée ou Rioupéroux.

« Au travail ! » propose un regard sur les conditions de travail dans les usines d'aluminium et des témoignages d'anciens. Le visiteur peut encore prendre connaissance de l'actualité scientifique et les enfants regarder le film, réalisé par l'équipe de *C'est pas sorcier*, consacré à l'industrie de l'aluminium. Enfin, la visite se termine par une promenade littéraire parmi des occurrences du terme « aluminium » dans la littérature, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

L'industrie de l'aluminium devient objet de patrimoine ; le cap des 150 ans a sans doute été l'occasion d'une prise de conscience de l'intérêt de cette valorisation. L'histoire du « métal de la modernité », essentiellement développée jusqu'ici dans des publications universitaires, trouve un relais sur le terrain, auprès d'associations qui tentent de mettre en valeur et faire connaître l'histoire des sites industriels et de leur environnement. Plusieurs institutions et non des moindres contribuent à cette action. Un gros travail d'inventaire reste à réaliser sur le terrain pour analyser les édifices et protéger certains d'entre eux. Cette démarche est aussi à mener au sein des musées, quelles que soient leurs thématiques : arts décoratifs, religieux, contemporain, arts et traditions populaires, jouet, transports... Enfin, la dimension européenne et internationale ouvre un terrain plus vaste de réflexion : la question se posera de façon complexe lorsque l'on envisagera de conserver intact un site entier de production d'aluminium<sup>42</sup>.

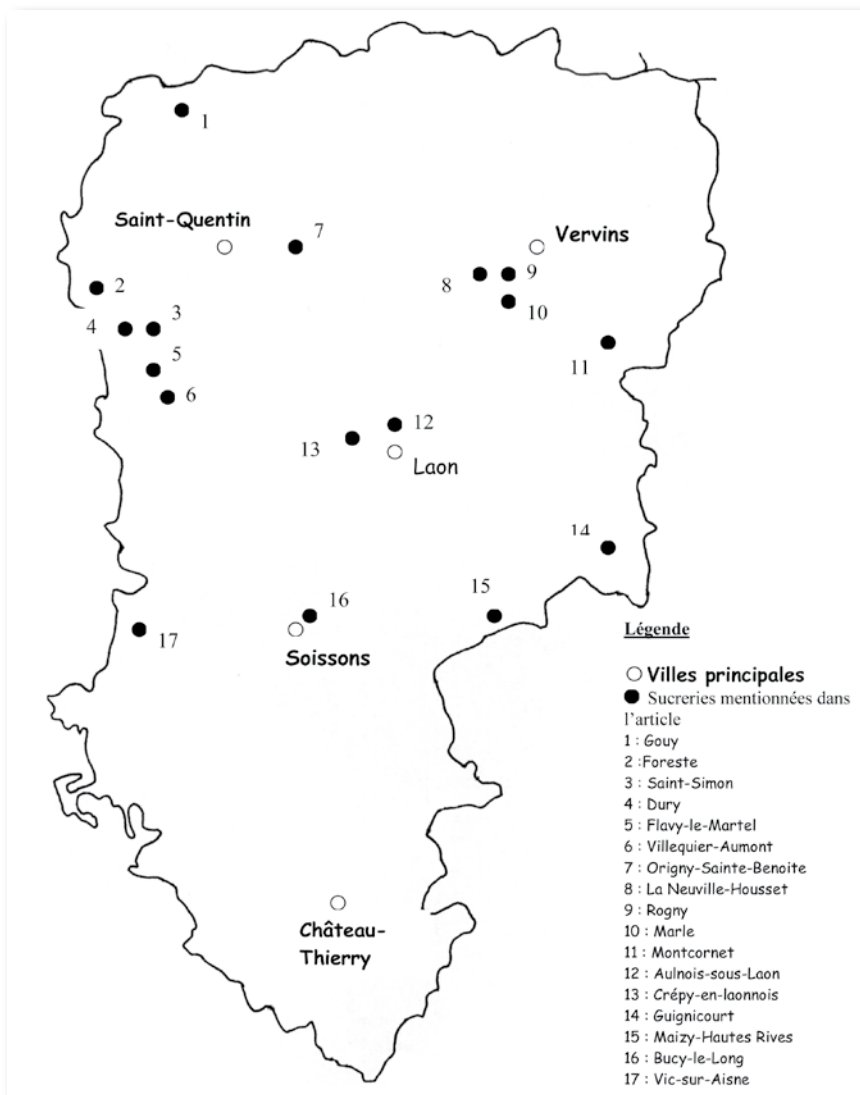
### Aluminium

- *Cahiers d'histoire de l'aluminium*, Institut pour l'histoire de l'aluminium, Paris. Publication bi-annuelle.
- Ivan Grinberg, (F. Hachez-Leroy et J. Plateau, collab.), *L'aluminium, Un si léger métal*, Découvertes Gallimard, Paris, 2003.
- F. Hachez-Leroy, *L'Aluminium français, l'invention d'un marché*, CNRS Éditions, Paris, 1999.
- F. Hachez-Leroy, « Du métal précieux au métal invisible : la double vie de l'aluminium », in A.-F. Garçon et L. Hilaire-Perez, *Les chemins de la nouveauté. Innover au regard de l'histoire*, Paris, CTHS, 2004.
- Catherine Paquot, *Henri Sainte-Claire Deville, Chimie, recherche, industrie*, Vuibert, Paris, 2004.
- Gérard Vindt, *Les Hommes de l'aluminium. Histoire sociale de Pechiney 1921-1973*, Les Éditions de l'Atelier et les Éditions ouvrières, Paris, 2006

### Bauxite - alumine

- Claude Arnaud et Jean-Marie Guillon, *Les Gueules rouges, un siècle de bauxite dans le Var*, CDDP du Var, Nice, 1989
- Philippe Mioche, *L'Alumine à Gardanne de 1893 à nos jours*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 1994

<sup>42</sup> F. Hachez-Leroy, « Aluminium Industry, a Heritage for Europe », [www.ticcih.org](http://www.ticcih.org) rubrique "Papers", Workshop 10, Terni, 2006.



Fondée en 1875, la sucrerie Bertrand-Sarazin à Aulnois-sous-Laon a cessé son activité en 1914. Les bâtiments, caractéristiques des fabriques du XIXe siècle, sont aujourd'hui en partie restaurés et abritent les locaux de la communauté de communes du Laonnois, ainsi que quelques entreprises. © François Védrine

# Le patrimoine industriel du sucre de betterave :

## l'exemple de l'Aisne

*La filière betterave-sucre entre actuellement dans une période de profonde restructuration : le nouveau règlement européen, entré en vigueur à partir de la campagne 2006-2007, prévoit en effet une forte baisse de la production des pays de l'Union, de 20 millions en 2005 à 12,5 en 2010, une baisse des prix, le libre accès au marché communautaire pour les PMA, ainsi qu'une incitation pour les sucriers à se tourner davantage vers la fabrication d'éthanol.*

Cette réforme décidée par Bruxelles a déjà des conséquences importantes pour l'industrie sucrière nationale : la fermeture de cinq usines est prévue dès l'an prochain. Deux d'entre elles, Vic-sur-Aisne et Guignicourt, se situent dans l'Aisne, premier producteur de betteraves et de sucre depuis plus d'un siècle. A partir de 2008 deux sucreries seulement continueront de fonctionner dans ce département, à Origny-Sainte-Benoite et Bucy-le-Long, alors qu'on en comptait encore 9 il y a vingt ans.

Dans ce contexte particulier, empreint d'incertitude sur l'avenir même de la production sucrière métropolitaine, la notion de patrimoine industriel prend une dimension particulière. En effet l'expérience nous apprend que la fermeture d'un site précède souvent de quelques années seulement sa destruction totale : après la sucrerie de Maizy-Hautes Rives, c'est l'usine de Marle qui a été en grande partie rasée en février 2006. Même si, depuis une dizaine d'années, une attention particulière est portée à la préservation d'une partie de la mémoire de ces entreprises, le patrimoine sucrier de l'Aisne a beaucoup souffert et demeure extrêmement fragile. Il est pourtant colossal : plus de 180 usines ont été créées depuis 1811 dans le département, certaines tombées complètement dans l'oubli, d'autres difficiles à identifier ou à localiser. Ce patrimoine, en cours d'inventaire et de classement, est aujourd'hui cependant mieux connu : il est le vestige de l'histoire d'une filière agro-industrielle, vieille de deux siècles, qui

peut être divisée en trois phases. Une première, que l'on pourrait qualifier de proto-industrielle s'achève à la fin des années 1840, une deuxième, commencée sous le Second Empire voit cette activité entrer dans une ère véritablement industrielle, et enfin une dernière, qui débute avec la reconstruction après la Grande Guerre se caractérise par une très forte concentration financière et technique<sup>1</sup>. Chaque période a donné naissance à des types d'usines très différents par leurs structures, leurs dimensions, leurs fonctionnements ou encore leurs architectures et nous a légué un patrimoine (bâtiments, archives écrites, témoignages...) de qualité et de quantité très inégales.

### 1811-années 1850 : le temps des fermes-sucreries

Les premières sucreries apparaissent dans l'Aisne sous le Premier Empire. Elle sont en partie le résultat de la volonté de Napoléon Ier de créer une industrie sucrière sur le territoire même de l'Empire : le Blocus continental décidé en 1806 et qui interdit tout commerce avec la Grande Bretagne, a eu notamment pour conséquence de priver la France des importations de sucre de canne produit dans les colonies, et que certains Français avaient pris l'habitude de consommer malgré sa cherté. En 1811 puis en 1812, deux décrets impériaux ordonnent que

<sup>1</sup> Nous avons volontairement laissé de côté les sucreries créées après 1945, qui font naturellement aussi partie du patrimoine industriel sucrier, mais qui se situent hors du cadre chronologique de nos recherches.





*La fabrique de Crépy-en-laonnois présente l'architecture « classique » d'une sucrierie axonaise construite sous le Second Empire : l'utilisation majoritaire de la brique, agrémentée de pierre de taille, et de l'ardoise, le portail d'entrée entouré de deux petits édifices, le bâtiment central qui abrite le matériel de fabrication, la répétition des ouvertures avec leur forme très caractéristique, et l'incontournable cheminée d'une vingtaine de mètres qui surplombe l'ensemble. Carte postale de 1907 ; collection particulière.*



*La fabrique d'Avesnes-saint-Simon est l'exemple type d'une ferme-sucrierie. Les bâtiments de la sucrierie proprement dite (en gris), en fait d'anciennes granges aménagées en 1832 par le propriétaire, sont en effet totalement intégrés à l'exploitation agricole, bouveries, bergeries, écuries, granges diverses et « corps de logis », tous disposés autour d'une grande cour fermée. (Acte notarié de 1874). © Archives départementales de l'Aisne).*

1 400 hectares de betteraves soient ensemencés dans le département de l'Aisne et que plusieurs licences soient accordées pour l'édification d'usines.

Quelques entrepreneurs se lancent alors dans l'aventure. Industriels du textile, négociants, anciens propriétaires coloniaux, pharmaciens ou notaires, ils possèdent des profils très différents, mais tous ont la particularité, outre d'être des « capitalistes entreprenants » (Louis Bergeron) attirés par les possibilités de profit à réaliser, d'avoir fait l'acquisition de biens nationaux ou de propriétés nobles sous la Révolution ou l'Empire. Parmi les huit fabriques ayant fonctionné au cours de cette période, celle fondée par François-Alexandre Cougouille à Gouy dans le nord du département, est sans doute la plus représentative. Ce propriétaire, qui possède également des intérêts dans la sucrerie coloniale en Guadeloupe, a fait l'acquisition en 1807, de l'abbaye de Mont-Saint-Martin, l'une des plus belles propriétés des environs, transformée en ferme et déclarée biens nationaux. C'est en 1812 qu'il y monte une sucrerie, pour laquelle, comme le décret le prévoit, il reçoit une indemnité de 100 000 francs. Cette fabrique est assez mal connue : on sait simplement, grâce aux rapports rédigés par le préfet et destinés à sa hiérarchie, que le matériel est installé dans « deux bâtiments en pierre de taille et recouverts d'ardoises ». En réalité, bien qu'aucun chiffre précis ne nous soit parvenu, il semble bien que la production soit restée très limitée : entre huit et dix hectares seulement de betteraves sont ensemencés sur les terres de la commune, et il est très difficile d'élargir l'aire d'approvisionnement, en raison des difficultés de transport, mais aussi des réticences des agriculteurs locaux à cultiver cette plante nouvelle. Autre signe de la faiblesse de la production : la fabrication du sucre en elle-même occupe une quinzaine d'ouvriers seulement<sup>2</sup>. Au total les huit fabriques créées sous le Premier Empire produiront, en 1813, 40 tonnes de sucre brut, soit une moyenne de 5 tonnes seulement par unité de production. Il est vrai qu'au cours de cette brève période, la fabrication du sucre de betteraves reste une activité très secondaire pour ces entrepreneurs. Cougouille a aussi installé une huilerie très importante dans sa ferme, ainsi qu'un moulin à farine. Brindeau-Carlier, qui a établi une fabrique de sucre au « château » de Rogny, en réalité une grande ferme, qu'il avait acheté dès 1810 à une famille noble, reste avant tout un industriel du textile<sup>3</sup>. Avec la chute du Premier Empire, toutes ces petites

sucreries cessent leur activité : le matériel est revendu, les bâtiments retournent à leur usage initial ou sont cédés.

Après une éclipse de quelques d'années, les sucreries de betteraves refont néanmoins leur apparition dans l'Aisne. Dès 1836, on en dénombre déjà 36<sup>4</sup>. Au total, entre 1820 et 1850, plus d'une quarantaine de ces petites fabriques sont édifiées. La création de cette deuxième génération de fabriques est directement liée à la volonté de quelques grands propriétaires agronomes de rentabiliser leur exploitation agricole en modernisant leurs pratiques culturales. La betterave apparaît alors à leurs yeux comme le pivot de cette « révolution agricole » : placée en tête d'assolement, elle permet non seulement de supprimer la jachère et d'engraisser rapidement un bétail nombreux, mais, parce que sa culture nécessite des travaux répétés de binage et d'abondantes fumures, elle laisse également des champs propres sur lesquels, l'année suivante, la récolte en blé est beaucoup plus abondante. La fabrication du sucre découle naturellement de ce nouveau système cultural.

Les véritables usines, aux capacités de production importantes, sont rares. La première post-impériale créée dans l'Aisne, probablement vers 1822, à Villequier-Aumont, dans les murs de l'ancienne abbaye de Genlis, par Crespel-Delisse (1789-1864)<sup>5</sup>, est tout à fait exceptionnelle par son importance : elle emploie une trentaine d'ouvriers à la fabrication, 90 personnes tout au long de l'année pour les opérations de culture et d'entretien des champs de betteraves, et produit en 1824 entre 80 et 100 tonnes de sucre brut<sup>6</sup>. De même Charles Delvigne et Charles Fouquier salarient dans leur sucrerie de Dury, fondée en 1825, 100 ouvriers à la culture et 40 à la fabrication : en 1828, ils transforment déjà 50 tonnes de betteraves par jour<sup>7</sup>. Mises à part leurs dimensions hors normes, ces usines ne sont toutefois pas si différentes de la majorité de leurs consœurs de l'époque 1825-1850 : il s'agit d'une unité de production complètement intégrée à l'exploitation agricole, dont elle constitue une annexe, l'industrie cohabitait ainsi avec l'agriculture dans les mêmes murs. En 1859 un acte de vente nous décrit la « ferme-sucrerie » de Dury : elle comprend une « *belle maison d'habitation* » d'une quinzaine de pièces, le corps de ferme proprement dit, granges, écuries, étables à bœufs, bergeries et enfin la fabrique de sucre comprenant un principal corps de bâtiment élevé d'un étage, la maison du contremaître et les fours à noir<sup>8</sup>.

<sup>2</sup> Arch. Nat., F 12 2316 ; *Annales de l'Aisne* (1814).

<sup>3</sup> Arch. Nat., F 12 2316. Arch. dép. Aisne, *Monographie communale de Rogny* (1884).

<sup>4</sup> *Argus Soissonais*, 1<sup>er</sup> mai 1836.

<sup>5</sup> François Crespel-Delisse est l'un des précurseurs de la fabrication de sucre de betteraves sous le Premier Empire. Après 1815, il poursuit son activité, et possède en 1835 neuf sucreries, en Picardie et dans le Pas-de-Calais. Il a joué un rôle prépondérant dans la diffusion de cette activité industrielle dès 1820.

<sup>6</sup> BRAYER (J.B.L.), *Annuaire statistique du département de l'Aisne*, Laon, 1824.

<sup>7</sup> *Journal de l'Aisne*, 27 novembre 1828.

<sup>8</sup> Arch. dép. Aisne, 308 E 142.

La plupart des autres fabriques sont toutefois plus modestes et se résument à un unique bâtiment spécialement construit ou à une simple grange aménagée, équipé d'un manège à bœufs ou à chevaux qui actionnent une râpe à betteraves. L'investissement à réaliser pour un tel matériel est modeste et ne dépasse guère les 40 000 francs. Le problème de la main d'œuvre est facilement résolu : les employés de la ferme sont occupés à la fabrication, de septembre à janvier, pendant la morte saison, une fois les principaux travaux agricoles achevés. L'approvisionnement est uniquement dans un premier temps assuré par les propres récoltes du propriétaire. A Foreste, Antoine Eloi Fouquier d'Hérouël consacre environ 45 hectares, sur les 200 qu'il exploite, à la culture de la betterave.

Ce modèle de la ferme-sucrierie évolue cependant dans les années 1830-1840 : le matériel se perfectionne et les bâtiments se multiplient. Ainsi, à Foreste, en 1852, à la mort du fondateur, une « pompe à feu » de la force de 10 chevaux a remplacé le manège à bœufs, et la fabrique comprend désormais plusieurs bâtiments, qui abritent une râpe, un lavoir, deux presses hydrauliques, des générateurs à vapeur, plusieurs chaudières à défécation, mais aussi un grand hangar et deux magasins à sucre et à huile. A cette époque, la production a déjà pris une dimension industrielle<sup>9</sup>.

Cette génération de sucreries est très mal connue, uniquement par quelques descriptions dans des actes notariés ou dans la presse de l'époque. Nombre d'entre elles n'ont eu qu'une existence éphémère, comme celle de Wiège, montée en 1836 mais en ruines quinze ans plus tard, les propriétaires ayant rapidement abandonné la fabrication de sucre, d'autres ont été rasées en 1917. Quelques-unes ont néanmoins traversé les siècles et on peut encore voir les bâtiments de la sucrierie de Foreste, à la sortie du village, mais ne nous y trompons pas : il s'agit ici des bâtiments d'une râperie du XX<sup>e</sup> siècle et non de la ferme-sucrierie du début du XIX<sup>e</sup> siècle, qui fut détruite pendant la Première Guerre Mondiale.

## **Naissance et développement de l'usine à sucre (années 1850-1914)**

La deuxième génération de sucreries, qui naît sous le Second Empire, nous a laissé un héritage plus conséquent, même s'il a beaucoup souffert. Malgré la destruction des archives préfectorales, et notamment des précieuses statistiques industrielles<sup>10</sup>, malgré les ravages de la Grande Guerre, qui a anéanti non seulement une partie des bâti-

ments mais aussi la quasi-totalité des archives d'entreprises et du matériel, les documents et témoignages de cette activité passée existent. Quelques rares édifices sont encore visibles, les actes notariés sont nombreux quoique dispersés, les dossiers de dommages de guerre encore disponibles nous apportent des descriptions très précises de ces usines, et on peut également consulter les très nombreuses cartes postales éditées à la fin du siècle.

Dès 1852, les sucreries se multiplient dans l'Aisne : une cinquantaine environ est montée au total sous le Second Empire, et si le rythme de création ralentit après 1870, on dénombre 91 fabriques fonctionnant simultanément dès 1880, un chiffre record. La période est, il est vrai, particulièrement favorable à l'industrie sucrière, non seulement parce que le chef de l'Etat en est un fervent défenseur, mais aussi parce que le contexte économique général - croissance économique globale, augmentation considérable de la consommation d'un produit qui se démocratise, crise de la sucrierie coloniale après l'abolition de l'esclavage notamment - incite à une progression de l'offre.

Ces nouvelles sucreries sont cependant bien différentes des fermes-sucreries de la période précédente, comme nous le montre l'exemple de la fabrique de Crépy-en-laonnois<sup>11</sup>. Si l'initiative de sa construction en revient toujours à de gros agriculteurs, elle relève non plus d'une décision individuelle mais d'un choix collectif : en juin 1857 la société Decroix, Belseur et compagnie est fondée par sept très gros cultivateurs du village et des environs et un manufacturier spécialiste de la fabrication du sucre. Le montant du capital social, 450 000 francs, révèle l'importance de l'investissement à réaliser, impossible à assumer par un seul agriculteur, comme lors de la période précédente. La fabrique est construite sur une parcelle de plusieurs hectares achetée pour l'occasion, au lieu-dit « Le Calvaire », endroit stratégique car contiguë à la route impériale 44 de Châlons à Cambrai, non loin de la ligne de chemin de fer à laquelle la sucrierie sera directement rattachée en 1893, et à moins d'un kilomètre d'une carrière de chaux, rachetée par la société. C'est déjà une construction importante, composée de plusieurs bâtiments : sur la matrice cadastrale, on déclare huit portes cochères et 206 ouvertures. L'approvisionnement est assuré dans un premier temps par les associés cultivateurs tous domiciliés à moins de cinq kilomètres : chacun s'engage à fournir à la fabrique une quantité de betteraves déterminée par l'importance de sa mise sociale. Très vite cependant la sucrierie de Crépy comme ses concurrentes vont devoir faire face à l'augmentation de la demande : quelques parcelles sont achetées, et surtout de nouveaux accords, des « marchés de betteraves », sont conclus avec les cultivateurs des environs.

<sup>9</sup> Arch. dép. Aisne 283 E112 (1852).

<sup>10</sup> Une partie fut détruite pendant la Première Guerre Mondiale, le reste pendant un incendie causé par les bombardements de 1944.

<sup>11</sup> Sur la sucrierie de Crépy : Arch. com. Crépy, 512 et 201 ; Arch.com. Laon, 2F3 ; Arch. dép. Aisne, 331E126 et 309E187.

Plus l'aire d'approvisionnement de l'usine s'élargit, plus se pose alors le problème récurrent du transport. Mais la solution existe: non loin de là, à Saint-Acquaire, un autre sucrier, Jules Linard, ingénieur de formation, a mis au point en 1866 et installé au milieu des champs, une petite usine, une « râperie », qui ne fabrique pas de sucre, mais réalise les premières opérations de fabrication, et extrait le jus sucré de la betterave, qui est ensuite envoyé par des canalisations souterraines vers la fabrique centrale<sup>12</sup>. Convaincus par cette innovation, les associés de Crépy achètent dès 1870 un hectare de terrain sur le territoire de la commune de Besny, et y font construire un bâtiment qui abrite les machines et deux autres dont un est destiné à héberger les ouvriers : la râperie dite de Constantine est née. On y trie les betteraves, on les lave, les râpe en cossettes puis on en extrait le jus qui, additionné de lait de chaux, est ensuite amené à la sucrerie centrale de Crépy par une conduite longue de quatre kilomètres environ, enterrée le long de la route 44. Pour faciliter la réception des betteraves la société construit aussi plusieurs bascules à Molinchart, Couvron et Besny : les cultivateurs viennent déposer et faire peser leurs betteraves sur cette plate-forme extérieure, placée devant un bâtiment dans lequel se trouvaient les appareils de mesure et le bureau du responsable de la pesée, le basculeur.

Ces investissements permettent à la sucrerie de Crépy d'augmenter sa production : en 1873 on y fabrique déjà 2 400 tonnes de sucre de blanc et 1 200 tonnes de mélasse. Assez tardivement, entre 1885 et 1890, les associés décident de renouveler leur matériel et adoptent le procédé nouveau de la diffusion : mis au point en Bohême en 1854, il repose sur le principe de l'osmose et permet par rapport à la précédente technique, celle du pressage, une augmentation considérable de la productivité, car il épuise plus complètement les cossettes.

La volonté de conférer à la production une dimension industrielle donne naissance à un nouveau type d'usine. L'époque du bâtiment unique intégré à la ferme est révolue et la sucrerie est désormais une unité de production à part entière. En 1891, la sucrerie de Crépy, désormais propriété de la société Magnier père et fils au capital de 650 000 francs, est déjà une grosse structure, composée de plusieurs bâtiments construits sur quatre hectares. Certains sont destinés à héberger les nombreux employés, 260 hommes, femmes et enfants en 1873 en période de fabrication, contremaîtres, surveillants, charretiers, ouvriers, manœuvres, qui se relaient jour et nuit à la fabrication, et qui venus parfois de loin, du Nord de la France ou de Belgique, vivent sur place pendant quatre mois. D'autres accueillent le matériel de fa-

brication, les stocks de betteraves, de sucre et de charbon. Il a été également nécessaire de construire des annexes spécifiques, comme cette petite usine à gaz et son gazomètre, indispensables pour éclairer les ateliers et la cour, pendant la durée de la production qui dure 130 jours environ, entre septembre et janvier<sup>13</sup>.

Ces sucreries qui se multiplient et se développent jusque dans les années 1880 ont contribué à construire un paysage typique des grandes plaines de l'Aisne et familier de ses habitants. Dès les années 1880, au nord de Laon, dans un demi-cercle d'un rayon de onze kilomètres, et au milieu de vastes étendues betteravières et céréalières, on compte pas moins de cinq sucreries et deux râperies, surmontées de leurs hautes cheminées desquelles se dégagent d'octobre à décembre de lourds nuages blancs, et de très nombreuses bascules disséminées au bord des routes et chemins. La plupart des sucreries nées sous le Second Empire et qui parviennent à pérenniser leur activité, malgré la crise et les mutations de la fin du siècle, présentent une organisation et des dimensions proches de celle de Crépy-en-laonnois. Avant que n'éclate la guerre...

## Après 1914 : les sucreries de la reconstruction

Traversée par la ligne de front durant quatre longues années, terre d'affrontements et de combats, l'Aisne est en 1918 un département à reconstruire. L'industrie sucrière a comme toutes les activités économiques de la région énormément souffert des conséquences de la Grande Guerre. Les 49 usines qui fonctionnaient en 1914, qui bombardées, qui occupées et transformées, qui abandonnées pendant de longs mois, qui totalement rasées comme celles situées dans la zone de repli allemand de 1917, qui pillées de leur matériel par les occupants, ne sont pour la quasi-totalité plus du tout en état de fonctionner.

Le problème de leur remise en état est complexe. En effet leurs propriétaires doivent d'abord penser dans un premier temps à se faire indemniser des sinistres subis : la loi dite « Charte des Sinistrés », votée le 17 avril 1919, donne aux victimes des faits de guerre un droit de réparation des dommages qui leur ont été causés et leur permet de bénéficier d'une indemnité. Il faut auparavant faire évaluer leurs pertes immobilières et mobilières, et cette procédure, faite d'expertises, de contre-expertises très détaillées, de jugements et d'appels, sans compter la reconstruction elle-même, peut s'avérer extrêmement

<sup>12</sup> MARIVAL (Guy), « Jules Linard » dans WISCART (Jean-Marie), *Les patrons du Second Empire. Picardie*, Paris, Picard-Cénomane, 2007.

<sup>13</sup> Arch. dép. Aisne, 140 E 90.

<sup>14</sup> Selon la loi du 17 avril 1919, une fois le dommage établi et son montant fixé, le sinistré reçoit un titre ouvrant droit à une indemnité. Ce titre peut être cédé gratuitement ou vendu. C'est ce qu'on appelle à l'époque « la revente des dommages de guerre ».

longue, surtout quand les plans, les polices d'assurance et les documents comptables ont eux aussi disparu.

Parallèlement à ces fastidieuses démarches d'indemnisation s'opère dans le monde sucrier de l'après-guerre une profonde réflexion sur l'avenir de cette industrie. Après avoir écarté l'idée d'une « reconstitution », c'est à dire d'un rétablissement à l'identique de la situation d'avant-guerre, soit la réédification de toutes les unités de production fonctionnant en 1914, on s'oriente vers la solution de la reconstruction qui définit davantage une modernisation et une amélioration de l'appareil productif antérieur. Nombre de sucreries d'avant-guerre apparaissent alors désuètes, mal situées, mal équipées, mal proportionnées, bref dans l'incapacité de faire face à une concurrence internationale, celle de la canne à sucre qui a connu un essor prodigieux à la faveur de la guerre, mais aussi celle offerte par les pays voisins, Allemagne en tête. C'est ainsi que sur les 49 fabriques de 1914, trois seulement fonctionnent en 1921, puis 12 en 1925, au moment où l'on peut considérer la reconstruction comme achevée.

Cette évolution s'accompagne d'un changement profond dans la structure du capital des sociétés sucrières. Le temps où, comme à Crépy en 1857, quelques gros agriculteurs s'associaient pour créer une usine, à proximité de leurs exploitations agricoles avec un investissement de quelques centaines de milliers de francs, est désormais révolu. La sucrerie de Crépy possède pour les années 1920 des capacités de production désormais trop faibles pour être compétitives. La famille Magnier et ses associés doivent se résoudre à céder leurs indemnités de dommages de guerre<sup>14</sup> à un groupe financier puissant, capable de reconstruire une usine beaucoup plus grande. Dans ce cas c'est l'Union Sucrière de l'Aisne, grosse société financière, qui se porte acquéreuse des indemnités de la Société sucrière de Crépy, mais aussi de celles de six autres sucreries situées dans la région de Laon. Certains anciens propriétaires tentent bien de reconstruire à l'identique, sans apports extérieurs et en restant indépendants de tout groupe, comme à la Neuville-Housset, où l'usine repart en 1922 avec, malgré un effort de modernisation, une capacité d'écrasement largement sous-dimensionnée, soit 250 tonnes de betteraves par jour : dès 1928 l'usine est cependant absorbée par la Société sucrière de Marle, puis transformée en distillerie.

L'heure est davantage à la construction de grosses unités de production, aux capacités largement supérieures aux fabriques d'avant-guerre. Ainsi l'Union Sucrière de l'Aisne

fait-elle bâtir à Aulnois une nouvelle usine, gigantesque et très moderne, où l'acier et le béton ont remplacé la brique. Totalement électrifiée, elle est équipée d'un matériel de pointe: générateurs à tubes d'eau à haute pression, chauffage au charbon pulvérisé, turbo-alternateurs. Alimentée par trois anciennes sucreries reconverties en râperies, à Mesbrecourt, Chambry et Crépy, et, auxquelles elle est reliée par une voie ferrée, une ligne électrique de 15 000 volts et par une ligne téléphonique directe, cette usine peut traiter, au moment de sa mise en activité en 1924, jusqu'à 2 400 tonnes de betteraves par jour, soit une capacité de production nettement supérieure à celle de ses devancières (400 tonnes) et même à la moyenne nationale, qui est de 1 000 tonnes par jour dans les années 1920<sup>15</sup>.

C'est dans ce même esprit de modernisation que fut envisagée la construction de la « sucrerie-modèle » de Bucy-le-Long, propriété de la Société des Sucreries et Distilleries du Soissonnais (SDS) fondée en 1921 et constituée par la fusion de six usines d'avant-guerre. Celle-ci reçoit et transforme, à raison de 850 tonnes par jour, dans des bâtiments en béton à ossature métallique, des betteraves acheminées par téléferiques depuis les stations de Vregny et d'Acy, situées sur les plateaux qui surplombent Bucy. Au total ces stations collectent 750 tonnes de betteraves par jour acheminées grâce aux 130 kilomètres de voies ferrées construites à cet effet.<sup>16</sup> Résultat de cette modernisation : si, en moyenne en 1912 une sucrerie de l'Aisne produisait 3 877 tonnes de sucre par an, en 1927 elle est capable d'en fabriquer 7 192 tonnes en une seule campagne.<sup>17</sup>

La sucrerie de Bucy-le-long qui a échappé aux crises et restructurations successives depuis les années 1930, n'a cessé depuis 1922, au prix de multiples innovations techniques et de rachats successifs, d'augmenter ses capacités de production et d'entrer dans l'ère du gigantisme: en 1956, la SDS absorbe l'usine de Noyant-et-Aconin et est dorénavant capable de transformer 4 500 tonnes de betteraves par jour, puis 6 000 en 1968. Reprise en 1996 par l'Union SDA et modernisée, elle travaille alors 12 500 tonnes de betteraves par 24 heures, puis 15 000 tonnes en 2006, cultivées sur 18 000 hectares. La production est considérable : 140 000 tonnes de sucre blanc, mais aussi 40 000 m<sup>3</sup> d'alcools traditionnels et des pulpes déshydratées<sup>18</sup>. En 2009 la sucrerie de Bucy-le-long sera la dernière sucrerie de la reconstruction d'après 1918 encore en activité.

<sup>15</sup> *L'illustration économique et financière*, numéro spécial, supplément au numéro du 1er novembre 1924. Pages 52-53.

<sup>16</sup> *Le Monde Illustré*, 1er janvier 1922. Page 176.

<sup>17</sup> *Sucrerie Française*, n°97 (août-septembre 1985). Page 374.

<sup>18</sup> Chiffres disponibles sur [www.tereos.com](http://www.tereos.com) et sur [atmo-picardie.com](http://atmo-picardie.com).



## Conclusion

Fermes-sucreries, usines à sucre du Second Empire, râperies, sucreries de la reconstruction... : l'Aisne recèle d'une multitude de ces unités de production, très diverses, dont chacune témoigne des différentes étapes techniques et économiques d'une aventure agro-industrielle bi-séculaire, qui a fait la prospérité du département, mais qui a également contribué à forger une partie de la mémoire collective de plusieurs générations d'Axonais<sup>19</sup>. Le patrimoine industriel du sucre de betterave mérite à ces titres un effort de conservation. Il est pourtant largement en danger et très fragile : bâtiments et archives d'entreprises ont en grande partie disparu, victimes des conséquences des deux guerres mondiales, mais aussi d'une relative indifférence à leur égard. Trop souvent la fermeture d'une sucrerie s'accompagnait de la destruction de l'ensemble de ses archives, et globalement ces entreprises ne se souciaient guère de leur conservation. Ainsi, depuis plusieurs décennies, les archives de la sucrerie d'Aulnois-sous-Laon étaient stockées pêle-mêle dans l'ancienne maison du directeur, vestige d'une autre usine créée en 1860, elle-même abandonnée, en partie en ruine, livrée aux squatters, qui utilisaient alors ces précieux documents à des usages divers. En février 1995, alors que l'usine a cessé son activité, cette très abondante documentation, composée principalement de livres de comptabilité et de correspondance, qui couvre la période 1920-1970, est finalement sauvée de la destruction par les services des Archives départementales de l'Aisne, et est actuellement en cours de classement. Il semble toutefois que les mentalités évoluent et qu'une attention plus grande soit dorénavant portée à la préservation de ce patrimoine industriel, y compris par les entreprises elles-mêmes. Après la fermeture en 1988 de la sucrerie de Montcornet, les Sucreries du Nord-Est donnent au Centre des Archives du Monde du Travail de Roubaix, un nombre important d'archives de cette usine, fondée en 1866 : ce

fonds est très complet, même si les documents antérieurs à 1914 sont rares. De même en 1998, les fonds de la sucrerie de Maizy-Hautes Rives, qui vient alors de cesser son activité, sont versés aux Archives départementales de l'Aisne. Il s'agit d'un ensemble de documents considérable, comprenant les documents de société concernant sa constitution et les processus de fusion et d'acquisition, le capital social, les actionnaires de la société, les documents de direction, mais aussi des documents comptables et techniques, qui permettent de retracer précisément et sur une longue période, l'histoire d'une entreprise fondée sous le Second Empire, puis reconstruite après la Grande Guerre<sup>20</sup>. Cette prise de conscience de la fragilité de cette mémoire industrielle et de la nécessité de la préserver s'applique aussi au patrimoine bâti, qui est à son tour objet d'inventaire et de classement : lorsque la sucrerie de Marle fut détruite en 2006, on prit soin toutefois de garder intactes les entrées de cette usine, datant de sa construction, en 1855. Quelques années plus tôt les bâtiments de l'une des sucreries d'Aulnois (1875) furent réhabilités pour y abriter les services de la communauté de communes du laonnais.

Reste enfin à déterminer, au-delà du simple souci de préserver ce patrimoine, sous quelle forme on veut le mettre le valeur et le faire connaître au plus grand nombre. Peut-on envisager, par exemple, la création d'un de ces « *musées industriels et techniques spécialisés dans l'histoire locale ou régionale, d'une activité ou d'une branche ayant eu un succès particulier dans l'aire considérée* »<sup>21</sup>, comme il en existe déjà pour les mines de sel, à Salins<sup>22</sup>, ou de houille, à Lewarde. En 1992 un projet fut proposé dans l'Aisne : il s'agissait de créer un musée du sucre à Aulnois-sous-Laon. Il resta sans suite.<sup>23</sup> Le site était pourtant idéal. Ce petit village du nord de Laon a vu se succéder les trois générations de sucreries : une fabrique intégrée à une grosse ferme dès 1836, deux usines à sucre créées respectivement en 1860 et 1875, puis une grosse unité de production, une des plus importantes de l'époque, construite après la Grande Guerre.

---

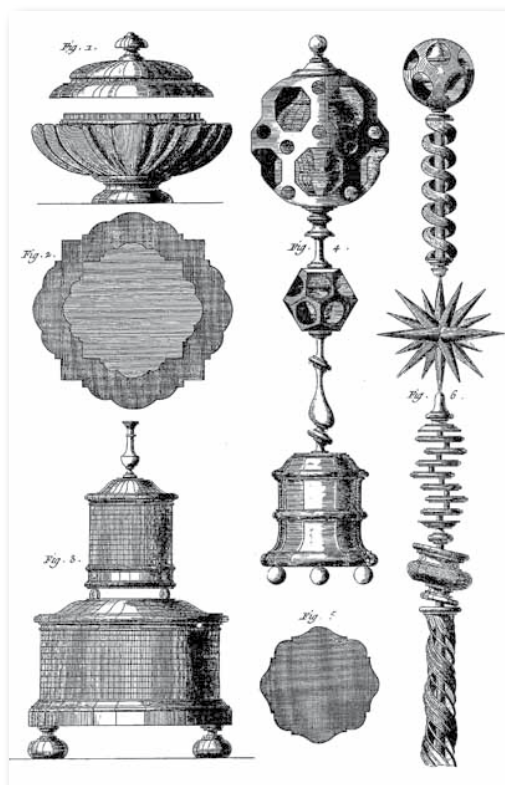
<sup>19</sup> Au moment de l'annonce de la destruction de la sucrerie de Marle en janvier 2006, un article du quotidien *l'Union* évoquait ainsi « un pan de leur histoire que les Marlois vont perdre » et présentait cette future friche industrielle comme « une plaie ouverte dans le paysage dont tous les habitants ont toujours vécu avec, sous les yeux, le paysage familier des bâtiments, fours, silos, bruits et odeurs ».

<sup>20</sup> Je remercie le personnel des Archives départementales de l'Aisne pour les informations qu'il a bien voulu me communiquer sur ce thème.

<sup>21</sup> BERGERON (Louis), « L'Âge industriel », *Les Lieux de Mémoire* (sous la direction de Pierre Nora), III, les France, vol. 3, de l'archive à l'emblème, Paris, Gallimard, 1993. Page 137.

<sup>22</sup> BRELOT (Claude-Isabelle), *La Saline comtale de Salins* (Jura), CNDP, CRDP, 1985.

<sup>23</sup> Un projet de ce type pourrait très bientôt voir le jour dans l'Oise, où une association s'est donnée pour but de préserver les bâtiments de la sucrerie de Francières et d'y créer un écomusée.



*Les objets fabriqués par le tourneur, planche de l'Encyclopédie de Diderot  
Collection particulière*

# Les artisans à l'origine de l'industrialisation :

## Les savoirs opératoires dans la quincaillerie en France et en Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

*La technologie, discipline nouvelle née au tournant des Lumières, définie comme science des opérations et des intentions fabricatrices, s'est construite dans l'exclusion des artisans, jugés prisonniers des cloisonnements corporatifs, incapables de comprendre leurs pratiques en termes opératoires, transverses, synthétiques<sup>2</sup>. Bien des travaux sur les artisans et les corporations au XVIII<sup>e</sup> siècle suggèrent aujourd'hui d'autres approches.*

C'est le cas de l'étude d'un secteur original, la quincaillerie, à la croisée de la métallurgie légère et de la petite mécanique. Dans ce domaine, au-delà des limites héritées de métiers, s'élabore une culture du geste et un langage d'action, nourris des pratiques d'assemblage, des imitations de matériaux et des emprunts de techniques. Là, l'ingéniosité artisanale, portée par l'essor des marchés de consommation, à destination des publics d'acheteurs, renouvelle les codes de la curiosité par la médiatisation croissante de l'artifice, du jeu des mécanismes et de la fonctionnalité des objets. A cette mise en scène de la technique, fait écho une transformation profonde de la production : intensification, percée de l'outillage, division du travail, chaînes complexes de sous-traitance, concentration en manufactures. Loin d'opposer production d'une part et commercialisation de l'autre, ces résonances entre ces étages de l'économie conduisent à renouveler les questionnements sur les origines de la pensée technologique.

### I. Une relecture des origines de la technologie

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, une nouvelle discipline voit le jour, la technologie, science de la technique. Celle-ci ne

se confond ni avec l'application de la science à l'industrie, ni avec les descriptions des arts et métiers, fondées sur l'état de la matière travaillée et sur les produits réalisés. Elle propose un nouveau classement des savoirs utiles, en fonction des intentions fabricatrices et des moyens par lesquels elles sont réalisées. Dans sa *Technologie générale* (1806), Johann Beckmann, explique « qu'un très grand nombre de métiers, quels que soient les matériaux et les marchandises, soit ont à exécuter des travaux divers dans la même intention, soit savent réaliser une même intention par des voies différentes »<sup>3</sup>. En cherchant les analogies entre les métiers, le technologue entend réduire la diversité des procédés à des principes, à un langage d'action, resserré sur des verbes qui définissent des opérations. La technologie émerge comme un savoir transversal, qui décloisonne les arts et promeut l'analogie comme méthode d'enquête et de principe de classification. C'est une science de la synthèse, à la fois par sa méthode et par son objet, l'art, l'artifice, le génie, entendus comme la capacité à projeter, concevoir, organiser, composer afin de réaliser des intentions, jusque dans le moindre geste.

La technologie, née des sciences camérales et de l'économie politique, à destination des administrateurs, a un but didactique et acquiert vite des visées pratiques : il s'agit

<sup>1</sup> L'auteur nous présente ici la version abrégée de son projet de HDR. Elle remercie vivement Gracia Dorel-Ferré pour le travail d'édition du texte.

<sup>2</sup> J. Guillaume et J. Sebestick, "Les commencements de la technologie", *Thalès*, XII (1968), p. 1-72, reprint dans *Documents pour l'histoire des techniques*, nouv. série, 14 (2007); E. T. Layton, "Technology as knowledge", *Technology and culture*, XV (1974), p. 31-41 ; H. Vérin, *La gloire des ingénieurs. L'intelligence technique du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1993 ; A. Picon, "Towards a history of technological thought", dans R. Fox éd., *Technological methods and terms in the history of technology*, Amsterdam, 1996, p. 37-49.

<sup>3</sup> H. Vérin, "La technologie : science autonome ou science intermédiaire ?" *Documents pour l'histoire des techniques*, nouv. série, 14 (2007), p.134-143.

d'améliorer les procédés en révélant les rapports entre les métiers, en incitant les fabricants à emprunter, transposer des solutions d'un domaine à un autre. L'invention est une science des rapports, comme le défendait déjà Diderot dans *L'Histoire et le secret de la peinture en cire* (1755). Si l'autonomisation de la technologie face à la science académique a suscité des études fondamentales, comme celles d'Hélène Vérin, les liens avec les praticiens sont restés dans l'ombre<sup>4</sup>. Seuls les ingénieurs ont retenu l'attention. Emblèmes de l'intelligence technique, ils ont été décrits comme les pionniers de la technologie<sup>5</sup>. Cette vision élitiste, restreignant le terreau social de la technologie aux bâtisseurs de la discipline, a contribué à marginaliser le rôle des autres acteurs. Les historiens, poursuivant les discours des Lumières, ont caractérisé la technologie en creux, par opposition aux pratiques artisanales, enserrées dans le carcan corporatif, routinières et rétives au changement. La technologie (et son histoire) s'est construite sur le mythe d'une table rase du legs artisanal. Pourtant les artisans n'ont pas attendu les idéologues pour penser leurs métiers en superposition aux corps. Les « commencements de la technologie » n'appartiennent pas à la seule filiation de l'*Encyclopédie*. L'impulsion vient aussi des artisans, de la transformation de leurs méthodes de production sous la pression consumériste et de leur rôle dans l'émergence d'un espace public de la technique. La quincaillerie, à la croisée d'une multiplicité de métiers où s'élaborent une connaissance pratique des alliages, des traitements de surface, des assemblages, des techniques de précision, offre un observatoire privilégié. L'originalité

de ce secteur réside dans la mise en scène du caractère opératoire de la technique, à destination d'un public élargi de consommateurs.

La science de la technique émerge dans la constitution d'un espace public forgé par les artisans eux-mêmes. Deux acquis de la recherche vont dans ce sens : les relectures du rôle des corporations et les débats sur la révolution industrielle. La remise en cause des déterminismes institutionnels dans l'histoire des métiers a permis de souligner les écarts entre « l'exercice effectif du métier » et « la forme associative qui prétend l'incarner », incitant les historiens à ne pas « rabattre » les artisans sur leurs corps, comme ensuite les ouvriers sur leur classe<sup>6</sup>. C'est une voie encore peu abordée, en France, que celle des savoirs des artisans en milieu corporatif. La comparaison entre la France et l'Angleterre prend tout son relief. Les différences institutionnelles sont manifestes entre d'une part, Sheffield, Lyon et Paris où les corporations sont puissantes, d'autre part Birmingham dépourvue de corps de métiers et enfin, Londres où les guildes servent d'agences de service pour les artisans entrepreneurs<sup>7</sup>. Or les savoirs n'épousent en rien cette tripartition. Partout, les brassages de compétences, la complexité des itinéraires de formation et la spécialisation croissante des producteurs définissent des reclassements qui se superposent aux catégories traditionnelles des métiers. De plus, les corporations, comme la Grande Fabrique à Lyon, encouragent elles-mêmes les décloisonnements, les aptitudes à comparer et transposer les techniques, par-là, les capacités inventives et la pensée opératoire en milieu artisanal<sup>8</sup>.

<sup>4</sup> Ces tensions sont vives en France sous la Révolution, période de refondation institutionnelle. Voir J.-L. Le Moigne et H. Vérin, " Sur le processus d'autonomisation des sciences du génie ", *De la technique à la technologie*, Cahiers science-technologie-société (Paris, 1984), p. 42-55 ; H. Vérin, « la technologie : science autonome ou science intermédiaire ? », *op.cit.* ; id., "Les arts, l'homme et la matière dans l'Encyclopédie", dans S. Albertan-Coppola et A.-M. Chouillet éd., *La Matière et l'homme dans l'Encyclopédie* (Paris, 1998), p. 275-287. En Angleterre, les conflits des technologues avec la science officielle furent aigus au XIX<sup>e</sup> siècle. Voir R. G. W. Anderson, " What is technology ? : education through museums in the mid-nineteenth century ", *British journal for the history of science*, 25 (1992), p. 169-184 ; B. Marsden, "Engineering science in Glasgow : economy, efficiency and measurement as prime movers in the differentiation of an academic discipline", *British journal for the history of science*, 25 (1992), p. 319-346.

<sup>5</sup> A. Picon, "Gestes ouvriers, opérations et processus techniques. La vision du travail des encyclopédistes", *Recherches sur Diderot et l'Encyclopédie*, XIII (1992), p. 131-147 ; id., "Matière et travail. La classification des arts et métiers de l'Encyclopédie", dans *La Matière et l'homme dans l'Encyclopédie*, *op. cit.*, p. 235-246 ; K. Alder, *Engineering the Revolution*, *op. cit.*

<sup>6</sup> Ph. Minard, "Les corporations en France au XVIII<sup>e</sup> siècle : métiers et institutions", dans S. L. Kaplan et Ph. Minard eds., *La France, malade du corporatisme ? XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, 2004, p. 39-51, cf. p. 43 ; A. Cottereau, "La désincorporation des métiers et leur transformation en 'publics intermédiaires' : Lyon et Elbeuf, 1790-1815", dans *La France, malade du corporatisme ?*, *op. cit.*, p. 97-145. cf. p. 144.

<sup>7</sup> C. Binfield et D. Hey éd., *Mesters to masters : a history of the Company of Cutlers in Hallamshire*, Oxford, 1997 ; M. Berg, *The age of manufactures 1700-1820*, Londres, 1985 ; I. A. Gadd et P. Wallis eds., *Guilds, society & economy in London 1450-1800*, London, 2002 ; G. Riello, "Le déclin des corporations de Londres : les cordonniers au XVIII<sup>e</sup> siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54-1 (2007), p. 145-170 ; S. L. Kaplan, La fin des corporations, Paris, 2001 ; id., "Les corporations parisiennes au XVIII<sup>e</sup> siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 49 (2002), p. 5-55 ; A. Cottereau, "The fate of collective manufactures in the industrial world: the silk industries of Lyon and London, 1800-1850", dans C. F. Sabel et J. Zeitlin eds., *World of possibilities: flexibility and mass production in Western industrialization*, Cambridge, 1997, p. 75-152. ; D. M. Hafter, « Stratégies pour un emploi : travail féminin et corporations à Rouen et à Lyon, 1650-1791 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54-1 (2007), p. 98-115. Nous n'avons pas choisi de travailler sur Saint-Etienne, déjà étudiée : K. Alder, *Engineering the Revolution. Arms and Enlightenment in France, 1763-1815*, Princeton, 1997 et J. L. Viret, "L'industrie des armes portatives à Saint-Etienne, 1777-1810. L'inévitable mécanisation ? ", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54-1 (2007), p. 171-192.

<sup>8</sup> L. Hilaire-Pérez, " Inventing in a world of guilds : silk fabrics in eighteenth-century Lyon ", dans S. R. Epstein et Maarten Prak éd., *Guilds, innovation, and the European economy, 1400-1800*, Cambridge, 2007.

Les relectures de la révolution industrielle initiées par les historiens anglais depuis une génération sont également instructives. Aux hypothèses gradualistes qui contestaient le caractère soudain et massif des transformations économiques, a succédé une réhabilitation de la révolution industrielle vue comme un processus large, impliquant toutes les strates du monde du travail (et non seulement les secteurs « pionniers »), un changement fondé sur une multiplicité d'inventions (mécanismes et procédés, mais aussi formes, modèles, textures, éclats), porté par l'élargissement consumériste et animé au premier chef par les artisans<sup>9</sup>. Saisir ces transformations supposait de changer de focale, de délaisser le cadre national et les données agrégées, pour des études localisées de villes et de régions où cohabitent et se concurrencent divers types d'entreprises<sup>10</sup>. Ces travaux, soutenus par l'intérêt des historiens de l'économie pour les petites structures de production, ont révélé que la concentration industrielle, massive dans certaines localités, s'est accompagnée d'une intensification généralisée du travail en milieu artisanal et d'une imbrication croissante entre les modes de production<sup>11</sup>. La sous-traitance, et donc les techniques d'assemblage, de rechange et de réparation, sont devenues la clé de voûte de l'économie artisanale. L'image de l'artisan qui se dessine est bien loin du mythe du fabricant autosuffisant<sup>12</sup>. Les réseaux de complémentarité, les flux de produits et de pièces détachées, les exigences de conformité des matières, le calibrage des pièces accompagnent la production en nombre de produits complexes. L'entreprise artisanale, mêlant la production et les échanges, ouvre la voie aux séries, à la gestion prévisionnelle des moyens et au séquençage des gestes en opérations modulaires. Les données économiques de la question sont maintenant mieux connues ; il reste à étudier ces transformations techniques et leur compréhension par les artisans eux-

mêmes, à différents niveaux d'abstraction. Si l'innovation technique en milieu artisanal est entrée dans l'historiographie de la révolution industrielle<sup>13</sup>, d'autres pans de l'intelligence technique, moins visibles, plus ambigus dans leur expression restent en marge des études.

## II. Identifier des logiques opératoires

Notre étude de la quincaillerie privilégie les métiers de la métallurgie légère et de la petite mécanique. Il s'agit d'un secteur large, défini par un ensemble de produits divers (étuis, ciseaux, pincés, rasoirs, boudes, boutons, boîtes à tabac, couverts, instruments etc.), commercialisés par un groupe professionnel lui-même désigné de multiples façons, « clincailliers », marchands de curiosités, bimbeltiers, *toymen*, *hardwaremen* et *ironmongers*, métiers bien souvent associés à la bijouterie, l'orfèvrerie, l'horlogerie et liés en France au commerce de mercerie<sup>14</sup>, en Angleterre aux *haberdashers*.

Au-delà, des couteliers, des fondeurs, des doreurs, des fourbisseurs, des ferblantiers, des mécaniciens, des fabricants de montres, de ressorts, d'outils, des fabricants de tamis, depaniers, de jouets vendent aussi les objets communs aux quincailliers. Les articles eux-mêmes, loin de pouvoir être réalisés par un corps de métier, sont le produit de réseaux complexes de sous-traitants impliquant les compétences de multiples artisans. Le magasin de curiosité et la *toyshop* sont à l'intersection de chaînes de métiers<sup>15</sup>.

Définir un secteur n'est pas facile pour des historiens continentaux, tant ils sont héritiers depuis des siècles des frontières dans lesquelles ont été pensées aussi bien les

<sup>9</sup> S. Pollard éd., *Metal fabrication and engineering industries*, Oxford, 1994 ; M. Berg, "Revisions and revolutions: technology and productivity change in manufacture in eighteenth-century England", dans P. Mathias et J. A. Davis éd., *Innovation and Technology in Europe from the Eighteenth-Century to the Present Day*, (Oxford, 1991), p. 42-64.

<sup>10</sup> P. Hudson éd., *Regions and industries. A perspective on the Industrial Revolution in Britain*, (Cambridge, 1993) N. Raven et J. Stobart éd., *Towns, regions and industries : urban and industrial change and the Midlands, c. 1700-1840*, Manchester, 2005 ; A. Guillerme, *L'industrialisation de Paris (1780-1830). Histoire des techniques et de l'environnement*, Seyssel, 2007

<sup>11</sup> M. Berg, "Commerce and creativity in eighteenth-century Birmingham", dans id. éd., *Markets and manufactures in early industrial Europe*, Londres, 1991, p. 173-204.

<sup>12</sup> H. Clifford, "The myth of the maker: manufacturing networks in the London goldsmiths' trade 1750-1790", dans K. Quickenden et N.A. Quickenden éd., *Silver and jewellery. Production and consumption since 1750*, Birmingham, 1995, p. 5-12 ; G. Riello, "Strategies and boundaries. Subcontracting and the London trades in the long eighteenth century", *Enterprise & society*, à paraître.

<sup>13</sup> M. Berg, "From imitation to invention. Creating commodities in the eighteenth century", *Economic history Review*, 55 (2002), p. 1-30 ; H. Clifford, "Concepts of invention, identity and imitation in the London and provincial metal-working trades, 1750-1800", *Journal of design history*, 12 (1999), p. 241-55 ; D. Mitchell éd., *Goldsmiths, silversmiths and bankers: innovation and the transfer of skill, 1550-1750*, Stroud, 1995 ; L. Hilaire-Pérez, *L'invention technique au siècle des Lumières*, Paris, 2000 ; C. Lanoë, *La poudre et le fard, Une histoire des cosmétiques de la Renaissance aux Lumières*, Seyssel, sous presse.

<sup>14</sup> C. Sargentson, *Merchants and Luxury Markets. The Marchands Merciers of Eighteenth-century Paris*, London, 1996.

<sup>15</sup> H. Clifford, "In defence of the toyshop : the intriguing case of George Willdey and the Huguenots", *Proceedings of the Huguenot society*, XXVII (1999), p. 171-188.



activités économiques que les catégories professionnelles, non sans écart avec la « mixité des pratiques »<sup>16</sup>. D'où la recherche de dénominations englobantes, telles que « domaine professionnel » et « métiers apparentés »<sup>17</sup>. Comment donc désigner un secteur en France ? Daniel Roche a choisi « l'économie vestimentaire » pour l'histoire du vêtement, fait total saisi dans ses liens à la consommation, aux sensibilités, à la commercialisation et à la production, elle-même comprise comme un réseau de métiers entre lesquels circulent matières, produits, outils, savoirs, individus<sup>18</sup>. Pour Denis Woronoff, « l'industrie sidérurgique », entendue comme métallurgie lourde comprenait cependant bien plus que « la marche des usines » : les conditions politiques, les problèmes d'approvisionnements, le commerce des fers<sup>19</sup>. La situation est différente Outre-Manche comme le montrent Chris Evans et Göran Rydén à leur tour pour l'industrie du fer<sup>20</sup>. Le concept de *trade* est revendiqué par les économistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, de Daniel Defoe à Adam Smith, comme intégrant économie productive et commerciale ; terme général, il permet aussi de désigner l'ensemble des activités dans un secteur donné, tel *iron trade*. L'industrie du fer entendue comme *iron trade* recouvre une multiplicité de matières premières, de traitements, de compétences, de produits, de qualités, de modes de production, de marchés et de circuits d'approvisionnement<sup>21</sup>. Certes, cela n'a pas empêché les historiens anglais de l'industrie de construire, dans le passé, leur objet en privilégiant les facteurs de l'offre, et la production lourde, usinière. Mais le renouveau historiographique impulsé par l'histoire de la consommation a puissamment remis en cause ces logiques restrictives et renoué avec les définitions larges des contemporains en Angleterre<sup>22</sup>.

Aussi, postuler une « ambivalence analytique » pour reprendre l'expression de C. Evans et G. Ryden, partir de

l'imbrication des fonctions marchandes et productives, de la diversité des biens et des filières techniques, de la multiplicité des métiers concernés tels que les livrent les sources, c'est se donner les moyens d'approcher les chaînes opératoires qui ordonnent la production artisanale au XVIII<sup>e</sup> siècle, au-delà des statuts professionnels. C'est aussi pouvoir analyser les passerelles entre cultures négociantes, artisanales et industrielles, qu'il s'agisse des facultés de comparer (et donc d'abstraire) acquises par l'observation et la collecte des produits<sup>23</sup>, ou des rhétoriques visuelles développées dans les pratiques d'exposition des articles et d'accueil de visiteurs sur les sites de production, ateliers ou manufactures concentrées. D'où la nécessité aussi de ne pas écarter les manufactures du champ de cette étude. Ce serait oublier l'imbrication des systèmes productifs et perdre de vue la multiplicité des liens entre les artisans de Sheffield, de Londres et de Paris et les entreprises comme celle de Boulton et Watt à Soho (Birmingham), des Orsel et d'Alcock en France. Ce serait négliger la diversité des statuts des artisans, mêlant bien souvent l'appartenance à un métier et le travail en manufacture (comme partenaire ou ouvrier). Si les savoirs pratiques des artisans se modifient, c'est aussi au contact du mode de production concentré où s'affirme, dans certains sites, une gestion rationnelle du processus productif. Une telle approche inscrit l'histoire de la technologie dans celle des réseaux et dans la géographie emboîtée des échanges techniques, puisque Watt et Boulton recrutent des artisans à l'échelle européenne et s'approvisionnent en acier au creuset à Sheffield mais aussi en acier affiné à Lyon comme le révèlent les carnets de notes de Boulton en France.

La perception globale que les contemporains ont des activités<sup>24</sup>, le rôle majeur du négoce dans la production (à Lyon, Paris, Londres et dans les Midlands), l'importance

<sup>16</sup> D. Margairaz, "Enjeux et pratiques des classifications du commerce en France. Les trois figures de différenciation gros/détail, 1673-1844", dans B. Blondé, E. Briot, N. Coquery éd., *marchands et consommateurs: les mutations de l'Europe moderne. Angleterre, France, Italie, Pays Bas*, Tours, 2006, p. 213-234 ; A. Guéry, "Etat, classification sociale et compromis sous Louis XIV : la capitation de 1695", *Annales ESC*, 41 (1986), p. 1041-1060

<sup>17</sup> S. Cavallo, "Métiers apparentés: barbiers-chirurgiens et artisans du corps à Turin (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)", *Histoire urbaine*, 15 (2006), p. 27-48. On notera l'utilisation du mot « industrie » par Chaptal qui classait l'économie en "industrie commerciale", "industrie agricole", "industrie manufacturière" (dont les arts) ; J.- Antoine Chaptal, *De l'industrie française*, Paris, 1819, rééd. L. Bergeron, Paris, 1993.

<sup>18</sup> D. Roche, *La culture des apparences. Une histoire du vêtement XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1989. Signalons des recherches récentes fondées sur cette approche englobante, comme celles de C. Lanoë, *La poudre et le fard, op. cit.* et « Images, masques et visages. Production et consommation des cosmétiques à Paris sous l'Ancien-Régime », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55 (2008).

<sup>19</sup> D. Woronoff, *L'industrie sidérurgique en France pendant la Révolution et l'Empire*, Paris, 1984.

<sup>20</sup> C. Evans et G. Ryden, *Baltic iron in the Atlantic world in the eighteenth century*, Leyde/Boston, 2007.

<sup>21</sup> Cette problématique court au-delà des limites chronologiques. Voir C. Verna, "De la forge au marché des fers: les espaces emboîtés de la réduction directe", dans *L'obtencio del ferro pel procediment directe entre els segles IV i XIX*, Andorra, 2001, p. 63-78.

<sup>22</sup> J. Brewer, N. McKendrick, J. H. Plumb éd., *The birth of a consumer Society. The commercialization of eighteenth-century England*, Londres, 1982 ; M. Berg et E. Eger éd., *Luxury in the eighteenth century. Debates, desires and delectable goods*, Basingstoke, 2003 ; M. Berg, *Luxury & pleasure in eighteenth-century Britain*, Oxford, 2005.

<sup>23</sup> F. Angiolini et D. Roche, *Cultures et formations négociantes dans l'Europe moderne*, Paris, 1995 ; L. Hilaire-Pérez, « Cultures techniques et pratiques de l'échange, entre Lyon et le Levant : inventions et réseaux au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 49-1 (2002), p. 89-114.

<sup>24</sup> P. Verley, *L'échelle du monde, Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, Paris, 1997.

prise par les questions d'approvisionnement, de circulation de pièces et de produits dans des chaînes de sous-traitance parfois à l'échelle internationale, la spécialisation croissante des métiers, la recherche de marchés par des moyens sophistiqués, en somme la multiplicité des gestes et des transactions qui concourent à la réalisation des produits se traduit par une perception accrue du caractère séquentiel et intégré de l'économie. C'est ce que suggère le succès des métaphores fonctionnalistes de l'économie et, dans un autre registre, le goût pour les objets composites, horlogerie, automates, *toyware*, magnifiant l'agencement des pièces et la coordination d'intervenants multiples<sup>25</sup>. La pensée synthétique, systémique et comparative qui fonde la technologie prend racine dans la matérialité des objets et des pratiques du travail.

### III. De nouvelles problématiques

#### 1. LA QUINCAILLERIE ET L'ECONOMIE ARTISANALE

Ce secteur assure la vente d'une multitude d'objets unis par l'artifice et la technicité. Ils sont l'expression des recompositions de l'économie artisanale, d'une culture technique portée par les coordinations et les transversalités à l'oeuvre dans un groupe large de métiers.

##### A. reclassements des métiers dans la ville

En amont de la commercialisation des articles de quincaillerie, s'affaire une multitude d'artisans qui concourent à la fabrication des articles, ou plutôt des pièces qui les composent, sans compter les innombrables passages des ébauches dans divers ateliers. D'un point de vue méthodologique, étudier ce secteur, c'est non seulement identifier les quincailliers, les merciers, les bimbolotiers, les marchands de fer, les ferratiers, les *toyman*, *toy dealers*, *toy makers*, les *hardwaremen*, les *ironmongers*, les *Birmingham and Sheffield warehouses*, les *Turnbridge wares dealers*, mais aussi les métiers du métal et de la mécanique en milieu urbain.

Le but est double. Il s'agit de prendre à la fois la mesure de l'économie artisanale mobilisée par la quincaillerie et de l'impact de ce secteur sur les métiers d'assemblage, comme la carrosserie, grande consommatrice de pièces de liaison que fournissent forgerons, quincailliers, marchands de fer, fabricants de ressorts. Une même approche vaut pour l'horlogerie, activité d'assemblage, consommatrice de pièces et d'outils que fournissent quincailliers et

horlogers spécialisés, au sein de larges réseaux, parfois européens. Une autre raison de retenir l'horlogerie est qu'elle participe directement aux productions de *toy* et de « clincaillerie », en fournissant les automates et les horloges musicales, prouesses techniques qui assoient la réputation des *toyshops* et des magasins de curiosités. L'horlogerie suggère aussi d'autres liaisons : l'élasticité, siège de recherches actives (sur l'acier) au XVIII<sup>e</sup> siècle conduit des horlogers à la fabrication de ressorts de voitures (rejoignant les serruriers), ou à celle d'articles de maintien, tels les bandages herniaires. Ces transversalités définissent un milieu lié par des logiques opératoires, qu'il s'agisse d'assemblage et donc de contiguïté entre métiers, ou bien d'opérations communes, d'emprunts et de transpositions entre fabricants issus de métiers différents. A mesure que s'accroît la division du travail, la sous-traitance et la spécialisation des fabrications sous la pression des marchés de consommation, ces liaisons deviennent le trait distinctif de l'économie artisanale.

L'apparition de nouvelles catégories liées à la spécialisation des métiers, notamment la fabrication des pièces d'assemblage, ainsi que les appellations multiples ou les changements de dénominations, sont révélatrices du brouillage des frontières entre les métiers. Si l'instabilité des désignations fait écho au travail saisonnier, à la pluriactivité des Londo-niens et l'adaptabilité de la force de travail, elle exprime aussi des incertitudes à un moment où les compétences techniques manquent d'un vocabulaire professionnel adapté, si ce n'est le mot d'ingénieur, polysémique.

Cette complexité règne aussi en France. Bien des inventeurs dans l'artisanat ont puisé leurs ressources dans des itinéraires complexes, hybrides, à la croisée de métiers et de champs de savoirs multiples. Cependant, la fluidité des statuts professionnels en Angleterre, comme à Birmingham, ville sans corporations ou à Londres dans le milieu de fabricants d'instruments, a souvent été opposée à une rigidité française<sup>26</sup>. Sans entrer dans le détail des appartenances corporatives, une comparaison des appellations fournies par les acteurs de part et d'autre de la Manche serait éclairante.

En travaillant sur les polices d'assurance du Sun Fire Office pour 1775-1787, on note à la fois la variété des noms de métiers et la précision des adresses, non seulement les rues mais aussi les passages, les ruelles et les cours (*lanes*, *yards*, *courts*), ainsi que les lieux d'exercice (*shop*, *warehouse*, *workshop*, *manufacture*, *shed*) et leur emplacement (dans ou derrière l'habitation). Le but est d'iden-

<sup>25</sup> M. Pointon, "Dealer in magic: James Cox's jewelry museum and the economics of luxurious spectacle in late eighteenth-century London", dans N. de Marchi et C.D.W. Goodwin éd., *Economic Engagements with Art*, Durham (NC), 1999, p.423-451.

<sup>26</sup> J. Bennett, "Shopping for instruments in Paris and London", dans P. H. Smith et P. Findlen éd., *Merchants and marvels. Commerce, science, and art in early modern Europe*, Londres, 2002, p. 370-395.

tifier les appellations des professionnels les plus visibles, au contact avec la clientèle, et celles de acteurs travaillant en retrait, fournissant le plus souvent les premiers. On sait que la différenciation des activités commerciales et productives dans l'économie artisanale s'accompagne d'une transformation de la morphologie des villes ; le phénomène culmine au XVIII<sup>e</sup> siècle mais s'inscrit dans le long terme<sup>27</sup>. Peut-on porter l'enquête sur le terrain des classifications de métiers, et non seulement de la répartition ? Quel rôle joue l'espace dans la complexité des appellations ?

## B. la rue artisanale : un complexe productif

Pour cerner la capitalisation de l'espace par les métiers, il faut approfondir l'étude des rues, définies non comme de simples axes de circulation mais comme unités urbaines, comme espaces de production et d'échange, englobant passages, ruelles, allées, cours, impasses et rues adjacentes. Une telle méthode, appliquée avec succès à l'étude du faubourg Saint-Antoine<sup>28</sup>, est au coeur de recherches actuelles sur la ville médiévale (la rue artisanale à Londres est comparée à une chaîne de montage)<sup>29</sup>.

Le site londonien de Long Acre est un bon cas d'école. Située près de Covent Garden, Long Acre appartient à la cité de Westminster, aux quartiers ouest dont le dynamisme économique transforme l'économie londonienne tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>30</sup>. Rue spécialisée dans la carrosserie, grande consommatrice de quincaillerie pour les attaches et pièces de liaison, Long Acre et son voisinage font l'objet d'un investissement maximal de l'espace urbain par les multiples métiers liés à ce secteur.

Dans le cadre de cette étude localisée, on peut croiser des sources énumératives telles que les polices d'assurances, les testaments et les almanachs, les listes électorales (*poll books*) et les taxes municipales sur les propriétaires (*rate books*). Ces archives, pour Westminster, font déjà l'objet d'une base de données de 1749 à 1820<sup>31</sup> mais on ne possède pas d'étude sur un quartier, ou sur une rue, tout au long du siècle. Aucune comparaison n'est donc possible avec les analyses menées à Paris, sur le faubourg Saint-Antoine et la rue de Lappe<sup>32</sup>, le faubourg Saint-Marcel et la rue Mouffetard<sup>33</sup>. Le caractère pluriel de l'économie des

capitales au XVIII<sup>e</sup> siècle, les réseaux d'échanges et de complémentarité entre quartiers, entre rues, restent des chantiers de recherche ouverts.

Recenser les habitants, recouper les appellations de métiers et les ramifications de l'espace urbain, ne sont donc pas les seuls enjeux de cette démarche. Le but est aussi de comprendre, de manière dynamique, la pluralité des modes d'investissement d'une rue par les acteurs économiques. Les ateliers s'organisent en débordant sur les arrière-cours et sur-investissant l'espace de proximité ; mais les ramifications des entreprises sont multiples, incluant les réseaux de sous-traitance et de revente, les approvisionnements en entrepôts (en lien avec les manufactures), le travail à commission, les sous-locations et les biens d'équipement assurés chez un tiers. C'est en emboîtant les espaces, de l'arrière-cour à la ville et aux échanges à grande distance, que l'on peut saisir l'intensification des pratiques de coordination en milieu artisanal, matérialisant des capacités à organiser, gérer, prévoir, agencer. Dans la rue artisanale, l'espace commande le geste, permet l'optimisation des gains, l'ajustement des projets aux contraintes, des idées au réel. A travers la gestion des sites, des déplacements, des fournitures se lisent des aptitudes à décomposer des fabrications en unités d'action, en éléments, en pièces, et à recomposer selon les profits escomptés. Etudier l'entreprise artisanale, c'est donc suivre le fil d'une logique opératoire, c'est approcher l'objet de la technologie mais aussi les premières expressions d'une pensée technologique.

## II. La pièce et le geste : pratiques opératoires des artisans

### A. Contiguïté des métiers et techniques d'assemblage

La division du travail, au coeur des remaniements de l'artisanat, a suscité nombre d'études soulignant que les changements d'organisation ont précédé l'essor du machinisme et l'ont rendu possible, à l'inverse d'une vision déterministe de la révolution industrielle qui érigeait les facteurs de l'of-

<sup>27</sup> F. Lachaud éd., *Consommer en ville au Moyen Age, Histoire urbaine*, 16 (2006).

<sup>28</sup> A. Thilly, *Le faubourg Saint-Antoine et ses "fau ouvriers". La liberté du travail à Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Seyssel, 2002.

<sup>29</sup> F. Lachaud, "Introduction : espaces, acteurs et structures de la consommation dans les villes médiévales", dans *Consommer en ville au Moyen Age, op. cit.*, p. 5-16 ; D. Keene, "Cultures de production, de distribution et de consommation en milieu urbain en Angleterre, 1100-1350", dans *id.*, p. 17-38 ; *id.*, "Industrial clustering in London, c. 1300-1930", Diebolt Institute working paper, 27, (2002).

<sup>30</sup> Ch. Harvey, Edmund D. Green et P. J. Corfield, "Continuity, change, and specialization within metropolitan London : the economy of Westminster, 1750-1820", *Economic History Review*, LII (1999), p. 469-493.

<sup>31</sup> *id.*, *The Westminster historical database : voters, social structure and electoral behaviour*, Bristol, 1998.

<sup>32</sup> A. Thilly, *Le faubourg Saint-Antoine ...*, *op. cit.*

<sup>33</sup> H. Burstin, *Le faubourg Saint-Marcel à l'époque révolutionnaire. Structure économique et composition sociale*, Paris, 1983.

fre en moteurs de la croissance<sup>34</sup>. Cependant, le fractionnement des chaînes opératoires a plus mobilisé les historiens que les modes de liaison. A ce jeu, une dimension a disparu, la plus concrète : le travail d'assemblage. Au ras de l'organisation productive, l'assemblage exprime des aptitudes à concevoir, trier, comparer des objets, à ordonner des gestes par séquences également. La notion de processus, module d'opérations définissant une rationalité nouvelle du travail, loin d'être issue de la réflexion des ingénieurs et des technologues, naît de la matérialité des techniques d'assemblage, noyau dur de la technologie.

De plus, l'assemblage ne recouvre pas seulement la fabrication de produits mais inclut la réparation et la recharge, le « raccommodage »<sup>35</sup>, quotidien de l'économie des besoins en milieu artisanal. L'essor des dispositifs amovibles, autorisant des chaînes de sous-traitance complexes, ouvre sur la variation des effets, sur l'adaptation aux moyens, sur l'anticipation. La gestion prévisionnelle, le calibrage des pièces, la conformité des matériaux, plus souvent associés à l'industrie qu'à l'artisanat, y trouvent une origine. Le secteur quincaillier, spécialisé dans les fournitures de pièces et d'attaches, est la clé de voûte de ces transformations.

## **B. Transpositions et imitations : l'analogie dans l'atelier**

Loin d'apparaître comme un monde cloisonné, les artisans du métal et de la mécanique ont été décrits comme les fers de lance des pratiques d'imitation et de substitution de matières, de formes, de modèles, d'outils. L'adaptation, qu'il s'agisse de perfectionnements ou de transpositions, régit l'invention artisanale, considérée par les contemporains comme une science des rapports. Au-delà de l'invention, au cœur même de la répétition des gestes<sup>36</sup>, l'intelligence de la composition et les aptitudes comparatives, substitutives, font partie de l'ordinaire du travail. Pourtant, rares sont les historiens qui ont décrit ces aptitudes analogiques en terme opératoires. Une exception : la relecture par Nathan Rosenberg des spécialisations de métiers au XIX<sup>e</sup> siècle en termes de « convergences technologiques »<sup>37</sup>. Dans cette étude pionnière, l'auteur montrait que loin de désintégrer le travail, la spécialisation des

tâches avait permis de regrouper les compétences autour d'opérations (polir, percer, tourner etc.), source d'inventivité pour les machines-outils, elles-mêmes appliquées à de multiples fabrications. Si d'autres historiens ont souligné l'adaptation de procédés et d'équipements dès le XVIII<sup>e</sup> siècle en milieu artisanal, la visée technologique s'est perdue dans la notion de « pool » de compétences. Il serait bon de reprendre le fil du raisonnement en étudiant deux types de transversalités : les substitutions de matières et les analogies d'opérations<sup>38</sup>.

Dans une économie artisanale de plus en plus concurrentielle, la quincaillerie et la *toy* sont au cœur du renouvellement accéléré des matières, transposées dans des gammes élargies d'objets, au-delà même des techniques du métal, comme le suggèrent les répliques d'articles en carton et papier mâché. La déclinaison des formes, des modèles, des motifs dans divers matériaux et la diversification croissante des qualités s'appuient sur les alliages, les corroyages, les soudures, les dorures, les placages, en France comme en Angleterre, au fil d'échanges techniques portés au plus haut point. L'hétérogénéité des matières, le raffinement des substitutions, font la réputation des artisans qui gravitent autour des quincailliers et des *toy-men*, suscitant contrôles et certifications des qualités. Les artisans rompent ainsi avec la classification « naturelle » des communautés, s'affranchissent de la matière comme principe ordonnateur des statuts. La matière devient matériau, définie par ses propriétés. L'intérêt pour l'élasticité de l'acier est typique de ces recompositions.

L'élasticité définit un champ de recherche transversal, commun aux couteliers, aux horlogers, aux chirurgiens, aux serruriers. On constate l'émergence d'une spécialisation, la fabrication de ressorts, à l'intersection de plusieurs métiers. De l'acier, les recherches des contemporains se portent sur le bois, les vernis, les tissus, le caoutchouc<sup>39</sup>, et participent de questionnements sur l'énergie (stockage, restitution) y compris pour les fonctions vitales, modélisées par les fabricants d'automates (horlogers, serruriers). Chez les hommes de l'art, s'ébauche une science des matériaux fondée sur la conformité de la matière à la fonction et distincte de la science des ingénieurs.

<sup>34</sup> P. Verley, *La Révolution industrielle 1760-1870*, Paris, 1997 ; K. Bruland, "The transformation of work in European industrialization", dans P. Mathias et J. A. Davis eds., *The first industrial revolutions*, Oxford, 1989, p. 154-169.

<sup>35</sup> H. Vérin, *La gloire des ingénieurs ...*, op. cit.

<sup>36</sup> D. Woronoff, "Le quotidien des techniques, de la répétition aux aménagements", dans *Les entreprises et leurs réseaux : hommes, capitaux, techniques et pouvoirs, XIXe-XXe siècles. Mélanges en l'honneur de François Caron*, Paris, 1998, p. 785-791.

<sup>37</sup> N. Rosenberg, "Economic development and the transfer of technology: some historical perspectives", *Technology and culture*, 11 (1970), p. 550-575.

<sup>38</sup> Les recherches de Catherine Lanoë sur les substitutions de matières premières dans la fabrication des cosmétiques sont particulièrement novatrices : « L'invention de la peau. Les techniques de blanchiment du visage à l'époque moderne, XVIe-XVIIIe siècle », *Communications*, 81 (2007), p. 107-120.

<sup>39</sup> M. Thébaud-Sorger, *L'aérostation : savoirs et pratiques à la fin du XVIIIe siècle*, Rennes, sous presse.

La même logique est à l'œuvre dans les modes opératoires. Dans la métallurgie artisanale, les transferts de procédés et de gestes appartiennent au quotidien des ateliers, à l'intensité du travail en réseau, autorisant ainsi l'usage des laminoirs hydrauliques pour le *fused plate* (alliage d'argent et cuivre laminé) et pour l'acier au creuset à Sheffield, ou celui des filières pour tirer les fils d'or, d'argent, de laiton, l'acier à Lyon, dessinant des transversalités entre soierie et horlogerie. Une question qui mobilise les artisans par exemple est celle des frottements.

### C. Traitements de surface et superpositions : les techniques superficielles

Au sein des recompositions des pratiques d'atelier, les techniques de surfaçage et de superposition de matières occupent une place fondamentale. La superficialité, l'art des surfaces, constitue un carrefour, un espace de condensation des logiques opératoires des artisans, associant les traitements de surface, qui émergent comme un champ spécifique au-delà des matières travaillées, et les assemblages par empilement des matières. La quincaillerie et la *toy* sont au cœur des marchés du plaqué, du laminé, du doré, du poli et des alliages. Selon les métiers, entrent en jeu les enduits, les bains (« sauces »), les poudres, les abrasifs, les brosses, les colles, les procédés de fusion, les techniques de laminage. Dans les ateliers des *tin-plate workers* à Londres, vernissage, laquage (*japanning*), étamage sont associés. Une telle mixité des traitements de surface est aussi à l'œuvre dans les autres centres urbains.

Plusieurs logiques interfèrent : l'apparence, la protection, l'ajustage. L'attrait des surfaces dans la culture consumériste (éclat, patine, relief) définit un champ de recherche spécifique, y compris pour l'acier, matériau phare de la bijouterie au XVIII<sup>e</sup> siècle (*cut steel*). Il faudrait y ajouter le lustrage des étoffes, l'écrasement des étoffes soieries brochées d'or et d'argent, de laiton. D'autres enjeux s'y mêlent, sanitaires, liés à la hantise croissante de la toxicité des métaux, mobilisant artisans, savants, médecins, industriels autour des techniques de revêtement et notamment de l'étamage (« étamages de santé »). C'est cependant la troisième logique que je souhaite développer : les liens entre surfaçage et assemblage (y compris les superpositions de matières, fer et acier, argent et cuivre etc.). L'ajustage règne en maître dans les métiers de la quincaillerie, imposant l'égalisation des surfaces, donc le recours aux limes, au polissage, à l'abrasion, secteur en plein essor (émeri, pierres ponce, poudre de tutti etc.). Là, se profilent les exigences de précision, de calibrage et de normalisation des matériaux et des pièces. Les techniques de surfaçage sont

les plus représentatives des remaniements de l'économie artisanale et de la percée d'une pensée opératoire.

A la lumière de ces transversalités, en réseaux, qui recomposent l'économie artisanale, se dessine une nouvelle partition des tâches, entre « artisans assembleurs », « artisans opérateurs » et « artisans surfaciés ». Ce redécoupage favorise dès le XVIII<sup>e</sup> siècle la distinction entre les pratiques du travail et les statuts professionnels et par-là, la constitution de savoirs pratiques autonomes. Dans les ateliers se dessine une science pratique de la technique, contribuant à remanier l'espace culturel des métiers et à poser les bases d'une professionnalisation de la technique.

### III. L'espace public de la technique : le legs des artisans<sup>40</sup>

Si la quincaillerie et la *toy* sont des vitrines des transformations du travail, elles ne sont que la pointe émergée d'une culture du geste qui entre en résonance avec la culture savante. Un espace public de la technique, décroisé, débordant les limites héritées des métiers, ouvert aux amateurs et aux consommateurs, se développe dans les villes du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Tout au long du siècle, l'élite artisanale, les savants, les philanthropes, les administrateurs tentent de réorganiser les savoirs, d'instaurer des formes inédites d'échange entre les sciences et les arts, entre les arts mécaniques et les arts libéraux, entre les métiers eux-mêmes, en promouvant l'aptitude au projet, les pédagogies visuelles et les pratiques de la démonstration. La « désincorporation » des savoirs artisanaux et la formation d'un espace public de technique s'y affirment, conduisant à terme, sous la Révolution, à une recomposition des sociabilités et à la création d'institutions au service de la technologie et de l'éducation par les sens, parfois à l'initiative des praticiens eux-mêmes<sup>41</sup>.

Deux processus sont à l'œuvre : les dynamiques corporatives et l'essor de la littérature professionnelle. Une culture participative en milieu artisanal se dessine, sous l'impulsion de logiques administratives et marchandes, contribuant à remanier l'espace culturel des métiers et à poser les bases d'une professionnalisation de la technique.

Stigmatisées par les technologues et les savants, les corporations sont souvent présentées comme instigatrices de conflits à répétition renforçant une partition des activités fondée sur la nature des matières travaillées. Pourtant, en France, le raidissement corporatif du XVIII<sup>e</sup> siècle (auquel fait écho l'élitisme exacerbé de l'Académie des sciences) coexiste avec des pratiques d'ouverture des savoirs qui favorisent la constitution d'un espace public de la technique.

<sup>40</sup> L. Hilaire-Pérez, « Technology as a public culture in the XVIIIth century : the artisans' legacy », *History of Science*, XIV (2007), p. 135-154.

<sup>41</sup> L. Hilaire-Pérez, « Des entreprises de quincaillerie aux institutions de la technologie : l'itinéraire de Charles-Emmanuel Gaillard-Desauzay (1740-1832) », dans J.-F. Belhoste, S. Benoît, S. Chassagne, P. Mioche éd., *Autour de l'industrie, histoire et patrimoine. Mélanges offerts à Denis Woronoff*, Paris, 2004, p. 547-567.



Ainsi, les communautés de métiers, *via* leurs représentants, participent aux expériences orchestrées par l'administration pour évaluer les inventions. La preuve utilitaire réunit les représentants de différentes communautés appelés non pas à statuer sur la conformité des techniques aux règlements mais sur leur efficacité selon les traitements et les manipulations exercées. Instaurant des sociabilités ouvertes et promouvant l'exercice du jugement collectif, l'expertise publique lie la fonction civique de mise à disposition des savoirs et les procédures comparatives d'évaluation, sources d'inspiration pour la technologie.

Cette problématique, visant à cerner au plus près le rôle des praticiens dans l'émergence d'un espace public de la technique, guide aussi mon approche de l'imprimé technique : les modes d'emploi et la presse d'annonces, écrits commerciaux inscrits dans le quotidien des pratiques, élargissent les publics de la technique et favorisent la formalisation de savoirs d'action<sup>42</sup>. De même, les premiers catalogues de vente en quincaillerie, plus qu'ils ne reflètent pas la réalité des stocks, expriment l'émergence d'un mode d'exposition pictural, fondé sur les séries, la décomposition en éléments et les assemblages. Livres de modèles et d'échantillons (*pattern books, sample books*)<sup>43</sup>, ils sont réalisés par des marchands qui vendent les productions d'entrepreneurs des Midlands (*wholesale merchants*)<sup>44</sup>. Ils se tiennent à la croisée des recueils savants d'architecture (et de meubles), nombreux dans l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle, des publications périodiques et des modes d'emploi. Ils attestent de la percée des logiques opératoires et livrent une chronologie : aux catalogues d'ornements en laiton et autres alliages des années 1770-1780, succèdent les recueils d'outils, *toys and tools, heavy toys*, termes qui soulignent l'inflexion du sens de la *toy* vers la construction mécanique, en particulier dans les Midlands. Dans les catalogues, la diffusion des techniques d'assemblage, de plus en plus sophistiquées, précède celle de l'outillage et donc des modes opératoires.

L'enjeu de notre recherche est de restituer le rôle des artisans dans l'émergence de la technologie comme science de la technique au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les archives de praticiens (artisans, marchands, manufacturiers) dans plusieurs villes, hauts lieux de la petite métallurgie (Londres, Birmingham, Sheffield, Paris et Lyon) constituent le socle de l'étude. Dans perspective, le parallèle avec l'Angleterre, clé de voûte de l'histoire de la révolution industrielle, est mis au service de l'histoire des savoirs. Aux comparaisons des rythmes de croissance, des modes de développement, des politiques manufacturières<sup>45</sup>, s'ajoute celle des savoirs techniques. Si dans ce domaine, le coup d'envoi a été donné par l'étude comparée de la science des ingénieurs<sup>46</sup>, la méthode d'analyse diffère pour les artisans. Elle suppose des choix d'échelle spécifiques, la ville, le quartier et même la rue. L'émergence de la technologie est ancrée dans la géographie artisanale, qui est aussi celle des réseaux d'échanges entre les villes. Dans ces lieux, les artisans décloisonnent leurs activités, composent et assemblent des objets pour des marchés élargis, copient et transposent des techniques, transcrivent au quotidien leurs gestes en termes opératoires. La localisation des pratiques artisanales (sites de production, postes de travail, déplacements, échanges) est l'un des fils rouges d'une compréhension renouvelée de la technologie des Lumières.

Ainsi, loin d'isoler l'étude des techniques de production des sociétés et des économies dans lesquelles elles prennent place, nous privilégions une histoire des techniques qui soit celle de gestes, physiques et mentaux, d'une intelligence ou *ingenium*, des capacités à composer, agir et concevoir<sup>47</sup>. Les techniques, comme arts du projet, irréductibles à la seule application de la science à des fins pratiques, sont avant tout l'expression d'intentions et de moyens, fussent-ils les plus rudimentaires, matérialisant des compromis entre contraintes et ambitions. Science, économie, politique, culture sont constitutives d'une histoire des techniques inscrite dans « la technologie, science humaine »<sup>48</sup>.

<sup>42</sup> C'est l'un des apports majeurs de la thèse de Marie Thébaud-Sorger : *L'aérostation : savoirs et pratiques à la fin du XVIIIe siècle*, op.cit. Voir aussi L. Hilaire-Pérez, M. Thébaud-Sorger, « Les techniques dans l'espace public. Publicités des inventions et littérature d'usage en France et en Angleterre au XVIIIe siècle », *Revue de synthèse*, 127 (2006), p. 393-428 ; id., « Les techniques dans la presse d'annonces au XVIIIe siècle en France et en Angleterre : réseaux d'information et logiques participatives », dans P. Bret, K. Chatzis, L. Hilaire-Pérez éd., *Des techniques dans la presse à la presse technique*, Paris, sous presse.

<sup>43</sup> N. Goodison, "The Victoria and Albert Museum's collection of metal-work pattern books", *Furniture history*, 11 (1975), p.1-30.

<sup>44</sup> C'est une différence avec les catalogues d'ornements d'industriels des bâtiments dans la France du XIXe siècle : voir V. Nègre, *L'ornement en série. Architecture, terre cuite et carton-pierre*, Sprimont, 2006.

<sup>45</sup> Pour une approche actuelle de ces comparatismes : V. Bourdeau, F. Jarrige, J. Vincent, *Les Luddites. Bris de machines, économie politique et histoire*, Maison-Alfort, 2006 et F. Jarrige, « Le mauvais genre de la machine. Les ouvriers du livre et la composition mécanique (France, Angleterre, 1840-1880) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54-1 (2007), p. 193-222.

<sup>46</sup> A. Picon, "Technological traditions and national identities. A comparison between France and Great Britain during the XIXth century", dans E. Nicolaïdis, K. Chatzis éd., *Science, technology and the 19th century state*, Athens, 2000, p. 13-21 ; A. Guillerme, *Bâtir la ville : révolutions industrielles dans les matériaux de construction*, France - Grande-Bretagne (1760-1840), Seyssel, 1995.

<sup>47</sup> S. Archambault de Beaune, *Pour une archéologie du geste*, Paris, 2000 ; F. Sigaut, "Les outils et le corps", *Communications*, 81 (2007), p. 9-30 ; J. Sebestik, "Les commencements de la technologie. Postface/Préface ?", *Documents pour l'histoire des techniques*, nouv. série, 14 (2007), p. 123-133 ; H. Vérin, "La technologie : science autonome ou science intermédiaire ?", op. cit.

<sup>48</sup> A-G. Haudricourt, *La technologie, science humaine : recherches d'histoire et d'ethnologie des techniques*, Paris, 1988 (préface de F. Sigaut).



*La place du Chemin Vert, Reims*

*Cité-jardin célèbre, sa place concentre les principaux lieux de l'action éducative : la maison commune (bibliothèque, salle de réunion, salle de théâtre, douches) fait face à l'église. Sur le côté, la maison de l'Enfance où se pratiquaient aussi les cours d'enseignement ménager et la formation d'infirmières.*

# L'ingénierie sociale, un domaine à explorer<sup>1</sup>

*L'histoire industrielle ne se résume pas à l'histoire des techniques, de l'outillage et des savoir-faire, aux gestes des ouvriers. Grâce à des travaux d'envergure menés depuis quelques dizaines d'années, on comprend mieux le versant économique de l'histoire industrielle, tandis que tout un pan de la recherche a été consacré à la sociologie du patronat : grandes dynasties industrielles, capitalisme familial, mutations sociales... et d'un autre côté, à la politisation des ouvriers, au combat social et idéologique encadré par le communisme et les extrêmes gauches.*

On a d'ailleurs finalement et difficilement rompu avec l'image d'Épinal décrivant à l'envi le misérabilisme ouvrier, et l'on sait maintenant qu'il faut lui opposer une grande variété de situations en fonction des lieux et des époques. L'on sait en particulier qu'en France, plutôt que de révolution industrielle il faut parler de mutation, qui fit se côtoyer pendant de longues décennies activités rurales et industrielles, mettant en scène des ouvriers-paysans qui conservèrent longtemps un rythme de vie rural, leurs solidarités, leur capacité à l'autosuffisance grâce au travail de la terre et du petit élevage<sup>2</sup>. Enfin, le patrimoine industriel a trouvé ses premiers défenseurs, et les sites les plus remarquables de l'industrie ont été valorisés par des publications, depuis une dizaine d'années<sup>3</sup>.

Toutes les problématiques n'ont pas été couvertes et en particulier, le versant sociologique de cette aire de recherche n'a pas été tout à fait fouillé. Patronat et monde ouvrier ont certes été étudiés, mais séparément, comme deux « mondes » imperméables l'un à l'autre, figés dans leurs différences et leur incompatibilité. Pourtant il existe un point de rencontre, et qui n'est pas anodin : l'atelier,

l'usine, le lieu du travail où s'exerce le rapport contractuel entre le patron et « son » ouvrier, « son » employé. Ce qu'il manque donc à cette déjà conséquente production historiographique, c'est *un lien* : le lien entre l'espace usinier, ceux qui le dirigent et ceux qui y travaillent, qui y « vivent », en somme. Un lien entre architecture, idéologie(s) et rapports sociaux<sup>4</sup>.

Ce point de rencontre se résume presque à la « question sociale » et à son pendant, l'ingénierie sociale du patronat. Conflit latent, dureté du travail et du quotidien, maigres salaires opposés à l'enrichissement parfois impressionnant des entrepreneurs forment les grandes lignes de la « question sociale », enjeu de société qui préexiste partout à l'industrialisation. Il n'est besoin que d'écouter les discours des femmes et hommes politiques (en particulier dans le contexte électoral où nous nous situons actuellement en France) pour comprendre qu'elle a encore sa place dans le débat comme dans les choix politiques, et ce malgré l'intervention sociale organisée par l'État de longue date déjà, par les allocations familiales, la Sécurité sociale et les diverses offres socioculturelles. En somme, l'ingénierie sociale reste un domaine de

<sup>1</sup> L'auteur résume ici les principales conclusions d'un mémoire de DEA soutenu sous la direction de Marie-Claude Genêt Delacroix, publié sous les références suivantes : HENRY, D. XXXX

<sup>2</sup> Sur tout ce qui précède, on se reportera aux bibliographies publiées par la revue des Historiens-Géographes, en particulier : XXXX

<sup>3</sup> Pour un bibliographie de base, se reporter à la première partie de ce dossier, n°XXX

<sup>4</sup> De nombreux ouvrages, très intéressants sont parus sur des aspects ethnographiques des métiers d'autrefois. On comprendra que ce n'est pas l'aspect descriptif qui nous retient ici.

recherche à explorer. Objet historique, elle n'en demeure pas moins dans le domaine de l'actualité sociale, dans le domaine des possibles<sup>5</sup>.

## Essai de définition

Qu'est-ce au juste que l'ingénierie sociale ? C'est un projet de gestion sociale au sein de l'espace industriel, établi en fonction des nécessités de production et au nom d'une certaine rationalité économique. L'importance et l'urgence de la question sociale dans les pays industriels a engendré, principalement dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, une sortie de l'ingénierie sociale hors les murs de l'espace industriel, et une mutualisation des idées et des actions du patronat sur plusieurs échelles (du local au national, par l'occupation de l'espace politique notamment) dont a résulté un véritable projet de société plaçant le rapport patron/ouvrier, ou – plus généralement – patron/salarié au cœur de la question sociale, et comme enjeu de sa résolution.

L'ingénierie sociale a pu être synonyme de paternalisme, selon les lieux et les époques, selon également les systèmes de production rencontrés. Dans ce cas, l'ingénierie sociale devient porteuse d'une charge morale et de la conscience d'une responsabilité qu'aurait le patron dans l'intégration sociale de sa main-d'œuvre, et justifiant une ingérence de celui-ci dans la vie privée et familiale de ses salariés.

Le paternalisme est donc un type particulier d'ingénierie sociale, qui d'ailleurs a défini voire résumé l'ingénierie sociale au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe et dont nous décrivons les différents aspects comme suit :

Le paternalisme s'affiche dans un ensemble d'attitudes et de codes s'offrant au regard des salariés à des fins d'éducation morale et de classification sociale ; il est nécessairement lié à la propriété privée parce qu'il est mis en œuvre pour la protéger, mais aussi au capitalisme familial ; il revêt des degrés multiples d'action sociale patronale que l'on pourrait mesurer, pour chaque cas, sur une échelle qui s'étirerait de la stricte nécessité économique à la charité désintéressée<sup>6</sup> ; historiquement, il prend place dans un lent processus de construction et de maturation des idéologies patronales, qui ne se résume pas à l'ère des révolutions industrielles et trouve ses racines et des applications bien en amont et en aval dans

le temps et dans l'espace ; le territoire sur lequel il s'exerce et s'applique le plus parfaitement est l'usine, creuset social par excellence, mais il est adaptable en dehors de l'usine, dans les villages ouvriers, les cités ouvrières, les quartiers ouvriers, les villes mono-industrielles ; on constate cependant que les stratégies sociales qu'il met en place quittent aisément ces lieux spécifiques pour être copiées et adaptées par les notabilités urbaines et rurales, dans un processus d'« idéologisation » de la philanthropie traditionnelle ; enfin, il vient combler un vide ou un manque d'implication du politique dans le social, par le biais de l'État.

Le paternalisme s'est présenté comme une réponse englobante à la question sociale et en ceci a échoué. Moyens financiers inégaux (« le nerf de la guerre »), idées sociales hétérogènes, manque d'organisation à grande échelle des patrons l'ont condamné tout autant que le refus d'accepter l'existence d'une identité ouvrière au profit d'une seule identité par l'appartenance à l'usine. Face aux rapides progrès industriels porteurs de bouleversements socio-économiques énormes, la réponse des patrons a été le resserrement du carcan social, le maintien à *tout prix* des modes de régulations sociales traditionnels qui, tout en protégeant leur pouvoir économique, garantissait leur mainmise sociale. Le paternalisme, du moins en Europe Occidentale, a vécu.

Parler d'ingénierie sociale et non de paternalisme implique à la fois d'actualiser la question historique et de sortir du champ des préoccupations strictement morales en se tournant sur la dimension stratégique et rationnelle de l'action sociale patronale, sans pour autant mettre de côté l'idée de processus idéologique, de maturation. Puisque l'on considère que l'ingénierie sociale englobe des conduites plus larges que le paternalisme seul, cela suppose par exemple d'étudier, si l'on veut bien prendre l'exemple du Grand Est de la France, le cas du Familistère de Guise dont le patron était un socialiste anticlérical, inspiré par les théories utopiques, et dont le schéma d'organisation sociale reposant sur l'association (et non sur la tutelle, encore que) et sur la valeur du travail comme moyen d'élévation sociale, a vécu jusque 1968<sup>7</sup>, soit presque un siècle après la disparition de Godin.

L'ingénierie sociale suppose plusieurs types d'actions (dans le cas du paternalisme on les appelleraient les « œuvres »), superposables ou non selon plusieurs combinaisons : une

<sup>5</sup> Le travail a déjà été bien entamé, notamment par la revue *Le Mouvement social*

<sup>6</sup> À ce titre, l'étude de la genèse du logement ouvrier est tout à fait significative : au départ il répond à une stricte nécessité économique, à savoir la fixation d'une main-d'œuvre restée longtemps très mobile, pour faire place, petit à petit, à un réel projet social et s'apparenter à une œuvre patronale.

<sup>7</sup> L'Association coopérative du Capital et du Travail est dissoute à cette date.



action sociale : médicale (particulièrement lorsque le travail comporte des risques pour la santé), allocations familiales...une action culturelle : bibliothèque, école, éducation, gestion du temps libre...une action morale : enseignement religieux, prévoyance (épargne), schéma familial traditionnel...

Revenons sur deux thèmes fréquents de l'action sociale patronale. D'abord, l'éducation. Lorsqu'il se mêle d'éducation, le patron quitte le champ de la philanthropie désintéressée. Il s'agit d'agir sur le comportement du futur ouvrier, sur ses valeurs, ses repères, sa compréhension du monde et de la société à laquelle il appartient, sur l'assimilation des hiérarchies sociales. Ensuite la religion : les convictions religieuses du patron ont pu être un moteur pour la mise en place de stratégies sociales. En France, du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle à la Seconde Guerre mondiale au moins, les théories du catholicisme social conduisent des patrons chrétiens à considérer le mieux-être de leurs ouvriers comme un devoir qui leur incombe. Leurs programmes sociaux sont empreints de contenu religieux, y compris dans le volet éducatif, en direction des jeunes ou des femmes en particulier. Le clergé a souvent formé le bras armé des patrons catholiques sociaux. En même temps, le religieux était perçu comme une aire de rapprochement des classes, propice à l'établissement de la paix sociale<sup>8</sup>. Mais l'action morale a pu simplement résider tout simplement dans l'apprentissage d'un code de « bonne conduite sociale » de l'ouvrier, de socialisation en somme.

## La dimension patrimoniale du sujet

C'est au cœur de l'usine, de la cité ouvrière, de la ville industrielle qu'il faut aller chercher et étudier les mécanismes de l'ingénierie sociale. Comme tout domaine « neuf » d'exploration historique, l'ingénierie sociale doit débiter par la monographie, et il y a urgence tant les sites tendent à disparaître les uns après les autres, à un rythme rapide. Les sites industriels donnent une image jugée aujourd'hui négative de la ville : à ce titre, il est tout à fait significatif que la ville de Montceau-les-Mines cherche actuellement à devenir tout simplement « Montceau », comme pour gommer son passé industriel, associé à une ville polluée, monochrome, monotone, comme s'il s'agissait d'un enjeu d'avenir.

Ainsi les sites se noient petit à petit dans les villes qui les englobent et qui changent de visage, brouillant toute interprétation possible, quand ils ne sont pas tout

simplement détruits, ou reconvertis, ce qui revient parfois au même.

L'étude de l'ingénierie sociale revêt nécessairement une dimension patrimoniale, et nécessite d'interroger le patrimoine industriel, que l'on peut rapidement définir comme un héritage des formes et des matériaux de l'industrie (fer, béton), mais aussi comme l'ensemble des réalisations de l'industrie. Les idées sociales des patrons (ou des entreprises) se traduisent nécessairement par l'édification d'une architecture qu'il faut étudier : le choix du matériau comme de la forme obéit à une logique particulière dans laquelle intervient le souci de rationalité et du moindre coût mais aussi, parfois, celui de témoigner ostensiblement de la réussite des entrepreneurs : au premier rang de cette architecture, l'habitation du patron, parfois assimilée au château. Les réalisations patronales en faveur de la main-d'œuvre sont variées : cités ouvrières ou cités-jardins, écoles, économats, commerces, chapelles ou églises, bibliothèques, théâtres ou salles des fêtes ; en fonction du projet social attaché, elles peuvent être isolées ou combinées entre elles, intégrées ou non à l'espace usinier.

Plusieurs obstacles s'opposent à l'identification, à la compréhension et à la conservation du patrimoine bâti de l'industrie. Ils s'agit d'abord d'un patrimoine essentiellement privé, composé en particulier de logements (ceux des ouvriers, du contremaître, du patron). Or l'occupation des lieux entraîne paradoxalement l'entretien régulier et en même temps l'effacement des signes distinctifs (la modernisation des équipements et de l'agencement des pièces, les changements de manière de vivre chez soi) ; ce patrimoine peut être dissimulé sous les aspects d'une architecture tout à fait banale, qui ne le distingue pas de son environnement de prime abord ; la conservation elle-même peut poser problème : grâce en particulier à l'action « militante » et à la vigilance d'associations de défense du patrimoine industriel, certains sites ou tout du moins certaines parties constitutives de sites sont préservées et « lisibles ». Ces associations mettent sur la scène publique le débat sur la conservation de ces sites et contribuent à une prise de conscience de leur intérêt patrimonial (mais aussi « mémoriel », pour toute une génération de filles et fils d'ouvriers, et au-delà, jusqu'à la communauté). Malheureusement, parfois, cette conservation privilégie le bâtiment isolé au détriment de l'ensemble : il est bien entendu plus facile de reconverter un bâtiment, a fortiori s'il présente des aspects architecturaux remarquables par son esthétique ou par le matériau utilisé, s'il s'agit d'un « beau » bâtiment, qu'un vaste ensemble à l'architecture banale et in-

<sup>8</sup> D'autres « aires de rapprochement » des classes sont peut-être identifiables...



modernisable. Immanquablement la compréhension du site s'en trouve altérée, voire impossible, car il ne peut se comprendre que dans son « tout », organisé et rationnel, qui lui donne sa cohérence, son sens.

Aujourd'hui, la (re-)connaissance du patrimoine industriel (en dehors peut-être des sites prestigieux qui ont offert le matériau le plus évident de l'analyse historique) est encore souvent le domaine réservé de ceux qui ont travaillé dans l'usine ou de ceux dont elle a constitué l'environnement quotidien. Mais cette mémoire est destinée à disparaître rapidement et il appartient à l'historien de valoriser le patrimoine industriel que nous côtoyons, en lui offrant

une lisibilité nouvelle. La connaissance et la bonne compréhension du patrimoine industriel, grâce à la recherche historique, sont les préalables nécessaires à une conservation réfléchie et pérenne du patrimoine industriel, et l'un de ses enjeux. Pour finir sur ce point, répétons que face à la multiplication des friches industrielles dans cette époque de mutation économique, dans un Occident délaissant le secteur de l'industrie, la recherche en histoire industrielle se doit d'investir le discours sur la préservation du patrimoine bâti de l'industrie, et poser les questions d'identité de la friche industrielle et des voies de conservation pour les ensembles encore lisibles sur le terrain.

# Dieu à l'usine<sup>1</sup>

## Notes sur le patrimoine issu de la relation industrie et religion aux XIX et XX siècles

*C'est un sujet apparemment connu : on sait que les patrons se sont appuyés sur l'Eglise pour obtenir la paix sociale. Mais cette évidence cache une multiplicité de situations, sur lesquelles nous sommes peu informés. En fait, on ne maîtrise ni la chronologie, ni les manifestations, ni les variantes de cette composante historique essentielle. L'approche par l'analyse de l'espace est inexistante, l'approche typologique aussi. Pour un sujet aussi neuf, nous avons choisi de réfléchir sur un petit nombre d'exemples que nous connaissons avec suffisamment de certitude quant aux dates, aux évolutions, aux lieux<sup>2</sup>. Modestie des objectifs, enfin : on se bornera à soulever des questions, à proposer des pistes de recherche futures.*

Avant même l'usine, dans le cadre de la manufacture, l'Eglise est présente pour assurer le service divin auprès de la communauté. Avec l'usine, l'Eglise est non seulement concernée mais partie prenante. Face aux concentrations de travailleurs engendrées par l'industrialisation et alors que les Etats considèrent qu'il n'est pas de leur ressort d'intervenir dans les propriétés privées que sont les établissements industriels, ce sont les gens d'église – prêtres, religieuses – qui assurent les tâches d'éducation des enfants, les soins des malades, la prise en charge des personnes âgées, etc. Il fallait répondre à des situations concrètes : les patrons, dès qu'ils créaient une unité de production un tant soit peu importante, se tournaient vers l'administration ecclésiastique pour bénéficier d'un service religieux et de services sociaux indispensables. En dehors des hommes et femmes qui travaillent effectivement dans l'entreprise, il fallait aussi gérer ceux qui, hommes

ou femmes et enfants, malades, vieillards, formaient les catégories de célibataires ou de personnes seules, qui ne se situaient pas encore dans le marché du travail ou étaient hors de celui-ci. Suivant alors une alchimie jamais identique, les industriels qui l'estimaient nécessaire équipaient les cités ou les villages ouvriers, au fur et à mesure de leur développement, d'églises, de pensionnats (auberges pour célibataire), d'écoles, d'hôpitaux.

Présente très tôt dans les quartiers ouvriers, l'Eglise était rapidement consciente du potentiel révolutionnaire que représentaient les nouvelles couches sociales. Elle a globalement combattu la modernité, alors que parmi les rangs chrétiens apparaissaient des positions originales et fortes, avec le christianisme social d'un Lamenais, ou le syndicalisme chrétien de Léon Harmel. L'œuvre de ce dernier, que nous détaillons plus loin, a pu inspirer

<sup>1</sup> Le texte reprend en le complétant l'intervention de l'auteur au Festival de la Géographie de Saint Dié, en 2002 dont le thème de l'année était *Géographie et religions*. Les actes sont consultables sur la page web du FIG : <http://fig-st-die.education.fr/>

<sup>2</sup> Peu d'ouvrages, même ceux de Pierre Pierrard, traitent le sujet sous cet angle. On se référera à l'importante bibliographie rassemblée par Jacques-Olivier Boudon et Christophe Charle dans le Bulletin de l'Association des professeurs d'histoire-géographie, n°375 juillet-août 2001 pour la question d'agrégation « Religion et culture dans la société et les Etats européens de 1880 à 1914, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni dans leurs limites de 1914 ». Pour la bibliographie en langue espagnole :

Dorel-Ferré, G. *Les colonies industrielles en Catalogne, le cas de la Colònia Sedó d'Esparreguera*, Editions Argument, Paris, 1992

En ce qui concerne la dimension comparative, voir :

Dorel-Ferré, G. (dir) *Villages ouvriers, mythe ou réalités*, N°24-25 de la revue l'Archéologie industrielle en France, CILAC, 1994

Dorel-Ferré, G. « Villages ouvriers et nouvelle société, 1750-1930 » dans DAUMAS, J.C. (dir) *Ledoux, l'utopie, la ville*, actes du colloque d'Arc-et-Senans, 25-26-27 octobre 2006



*L'église de Marnaval, en Haute-Marne, domine le village ouvrier,  
de sa belle architecture inspirée de la cathédrale de Laon*  
© Gracia Dorel-Ferré

Léon XIII et son encyclique de *Rerum Novarum*. Mais il ne s'agit pas ici d'exposer une histoire de l'église face à l'industrialisation. Nous limitons notre étude à l'impact de l'Eglise dans les quartiers et les villages ouvriers, au XIX<sup>e</sup> siècle où, du fait de leur éloignement et de leur vie autarcique, l'Eglise a non seulement joué un rôle mais marqué le paysage bâti de sa prééminence physiologique et de son action. Bref, au-delà des prises de positions officielles ou idéologiques, il s'agit de comprendre ce qui se passait dans les cités et les villages ouvriers où par la force des choses, les pouvoirs se distribuaient entre le patron ou son représentant, et le curé, toujours présent au sein de la communauté des fidèles.

Poser la question de cette façon, c'est dépasser la simple analyse d'une politique paternaliste menée de concert avec les organismes religieux. Il s'agit d'analyser les facettes d'une véritable gestion des ressources humaines, comme on dirait aujourd'hui, qui peut atteindre des hauts degrés de raffinement. Que cela ait pu contribuer à la paix sociale, cela va de soi, mais notre propos aujourd'hui est de mettre en évidence le fait que cette « ingénierie sociale d'inspiration patronale » s'inscrit dans l'espace, et qu'à son tour, cette spatialisation des œuvres a un sens, nous donne des clés pour comprendre les relations sociales et les relations de travail. Enfin, l'analyse des cas permet d'établir une typologie variée: Dieu est présent suivant des modalités qui ne sont jamais identiques. Quelquefois même, il a déserté l'usine, mais le vide qu'il laisse est toujours rempli, on le verra, par un demiurge laïque, dont les traits évoquent ceux d'un père fondateur doublé d'un « dieu vengeur et rémunérateur ».

Dans tous les cas de figure, l'analyse de l'organisation spatiale, à travers les plans, est révélatrice. Deux exemples, pourtant éloignés dans l'espace et dans le temps en donnent l'illustration. Ainsi, **Crespi d'Adda**<sup>3</sup>, dans la vallée du Pô, entre Milan et Bergame, l'un des villages ouvriers italiens les plus achevés, inscrit récemment au patrimoine mondial de l'Unesco : on y entre en passant obligatoirement entre la maison de maître, véritable château néo-Renaissance et l'église, de style néo-byzantin. Dans l'axe de la rue qui sépare l'usine de la cité ouvrière, on voit, tout au bout, dans la perspective, le cimetière, dominé par le mausolée des Crespi. Crespi d'Adda, village du textile, reçoit l'essentiel de sa structure dans les années 1880-1900, mais le concept, dirions-

nous, est ancien. On y retrouve l'encadrement « banal » de la société ouvrière, de la naissance à la mort, et l'affirmation des pouvoirs économique et religieux qui est déjà en place dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ainsi, **Bois-du-Luc**<sup>4</sup>, près de Mons, en Belgique Wallonne, est célèbre pour son habitat ouvrier original édifié dès les années 1840, un demi-siècle plus tôt, intégré dans une infrastructure élémentaire mais parlante. Les fameuses « carrées » d'habitation sont littéralement coincées entre l'espace usinier, dans lequel trône la maison du directeur, et l'hospice, qui pendant longtemps rassemble tous les services sociaux (hôpital, école, hospice). L'axe qui relie les deux pôles, celui du temporel et celui du spirituel est analogue à celui qui relie les pouvoirs et la destinée ouvrière à Crespi d'Adda. Cette situation, à savoir la présence et l'affichage du pouvoir économique et du pouvoir spirituel se répète souvent. Quelles modalités d'exercice des pouvoirs traduisent ces répartitions spatiales ? Fonctionnent-ils ensemble ou y a-t-il une hiérarchie entre eux ? A terme, peut-on esquisser une sorte de typologie de ces relations inscrites dans l'espace ? La comparaison entre la France et l'Espagne est éclairante à ce sujet.

## En France, l'usine, « fille aînée de l'Eglise ».

Prenons un exemple assez connu, en France, celui d'**Arc-et-Senans**<sup>5</sup> : saline modèle, en 1774 non loin de Besançon par Claude-Nicolas Ledoux, son architecture a été commentée à l'infini. Où priaient les ouvriers d'Arc-et-Senans ? Entendons-nous bien, non pas la main d'œuvre, qui vivait à l'extérieur de l'usine, mais les artisans de métier logés sur le demi-cercle ? Ils disposaient, semble-t-il, de la chapelle du directeur, vaste pièce indifférenciée qui se trouvait à l'étage de sa maison, située au centre névralgique de la saline. Encore n'étaient-ils admis qu'au bas de l'escalier, d'où ils entendaient l'office. La chapelle était ainsi au centre même du dispositif, mais associée intimement à la fonction de direction, comme si le directeur, tel un souverain absolu, avait tous les pouvoirs entre ses mains. Faut-il y voir un indicateur des rapports entre la société civile et l'Eglise ? Ou est-ce simplement le reflet de l'époque des Lumières, quand l'idée fait son chemin d'une structure religieuse utile pour encadrer le peuple ignorant et faible ? Cette subordination du spirituel

<sup>3</sup> Voir la magnifique page web, disponible en français : <http://www.villaggiocrespi.it/ITA.htm>

<sup>4</sup> Voir la page web correspondante : [www.ecomusee-regional-du-centre.be/](http://www.ecomusee-regional-du-centre.be/)

<sup>5</sup> La plus récente présentation de l'architecte et de son œuvre est due à : Rabreau, D. *Claude-Nicolas Ledoux*, Monum, 2005  
Voir plus loin dans ce dossier, l'étude présentée par Emmeline Scachetti.



*Un détail du pavement d'autel de l'église de Bustiello, du même entrepreneur, représente le mineur au travail  
© Gracia Dorel-Ferré*



*Le séminaire pontifical de Comillas, fondé par l'entrepreneur Eusebio Lopez, marquis de Comillas  
© Gracia Dorel-Ferré*



au temporel sera alléguée par les révolutionnaires instigateurs de la constitution civile du clergé, les mêmes qui inspireront plus tard le Concordat napoléonien. Or, on s'aperçoit que cette idée est reprise et mise en application par les patrons des usines, dans le contexte d'une France concordataire. Cette logique s'inscrit dans l'espace, soit parce que la chapelle ou l'église est dans une position stratégique, dans l'axe de symétrie ou en face de l'usine, soit parce que l'usine inclut dans son espace une chapelle qui joue un rôle important dans le quotidien des ouvriers.

Que l'église fasse partie du paysage usinier, on en a de nombreux exemples en Champagne-Ardenne<sup>6</sup>. A Marnaval, non loin de Clos-Mortier, écart de Saint-Dizier (52) aujourd'hui, l'église, en position centrale, domine toujours le village ouvrier. Construite en laitier de fonderie, pour plus d'économie, elle n'en a pas moins une ambition architecturale : les références à la cathédrale de Laon sont évidentes. A l'intérieur, la rose présente l'outillage du fondeur.

Les évocations du travail industriel dans les vitraux des églises ne manquent pas<sup>7</sup>. C'est le cas de **Rimogne**, dans les Ardennes, véritable village industriel né de l'ardoise. Dans un vitrail de l'église qui trône sur la place, un vitrail détaille les outils du mineur. Il y a plus : le chœur des églises est aussi le lieu privilégié où la famille patronale aime à se faire représenter. A **Pont Maugis**, dans les Ardennes également, se crée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle une véritable colonie ouvrière autour du textile. La famille fondatrice équipe très vite la petite cité, dont la physionomie est aujourd'hui encore très homogène. Une église est construite. Dans le chœur, toute la famille patronale est là. Fait à souligner, elle ne prend pas la peine de se référer à des saints personnages. C'est en tant que tels que ses membres, un par un, se font littéralement reproduire le portrait sur chaque verrière du chœur. Par contre, **au Creusot**, la famille Schneider est élevée au rang de personnages de la Légende Dorée, et nous la retrouvons sur les vitraux de l'église Saint Henri qui jouxte le Château de la Verrerie, à la place des saints personnages habituels<sup>8</sup>.

L'Eglise est donc présente dans le tissu industriel ; elle marque singulièrement le paysage par sa position et son décor reflète directement ou indirectement, l'activité des ses ouailles. Mais il y a plus : l'usine peut recevoir de

tels aménagements que l'on peut parler d'usine-église, à son sujet.

Le cas de **l'usine des Tauxelles** à **Troyes** est particulièrement éclairant<sup>9</sup>. Elle appartenait à Hoppenot, l'un des plus grands entrepreneurs textiles de la ville. Dans les années 1880, l'industriel cherche d'abord à encadrer les ouvrières en les groupant « *sous la direction de surveillants vraiment chrétiens, prêchant la moralité par leur vie, plus encore que par leurs paroles* ». Apparemment cela ne suffit pas, puisque à l'image de ce qu'il a vu dans le Nord, le patron fait aménager deux sorties distinctes, l'une pour les hommes et l'autre pour les femmes. Mais cela ne suffit pas encore. Pour éviter toute promiscuité, « *par les soins intelligents et actifs de M. l'abbé Brisson, une maison fut bâtie, contiguë à l'usine : sous son toit furent reçues de jeunes ouvrières, tribut de contrées encore chrétiennes, Alsace-Lorraine, Vosges, et en dehors des heures de travail elles y trouvèrent, sous la direction de religieuses vraiment zélées, une vie pure, un abri contre les dangers de la rue, d'innocentes récréations et les joies réconfortantes du Dimanche. Que de centaines de jeunes filles ont, depuis trente ans, dû leur préservation à cette institution modèle !* » Au delà de la phraséologie propre à l'époque, on s'aperçoit qu'une certaine confusion s'installe dans les lieux, l'usine intégrant des caractères religieux soit par la nature de l'encadrement, soit par la nature de son environnement.

Respect du dimanche, « *l'interdiction absolue du Lundi par le groupement d'ouvrières d'élite confiées à de bonnes religieuses* », complètent ces mesures, qui atteignent leur sommet quand Hoppenot décide de christianiser l'usine à l'image de ce qui s'est déjà fait à Monceaux, Val-des-Bois (c'est-à-dire Warmeriville, près de Reims, on y reviendra) et certaines usines du Nord. Pour cela il faut un local. Une salle, dans l'usine, est vite transformée en chapelle. « *Mgr Cortet, secondant les vœux si chrétiennes de notre père, (Monsieur Hoppenot) considérant que cette chapelle est d'utilité publique, qu'elle aidera les nombreux ouvriers de l'usine à remplir leurs devoirs religieux, envoyait, le 24 juin, toutes les autorisations nécessaires pour l'exercice du culte dans la chapelle des Tauxelles... Ce fut le Père C\*\*\* qui pendant le Carême de 1886 créa le courant vers le nouveau sanctuaire. Sa parole militaire et vive attira vite dans cette nef nombre d'ouvriers et d'ouvrières, entraînés au pied de l'autel par l'exemple des surveillants, des*

<sup>6</sup> Dorel-Ferré, G. (dir) *Atlas du patrimoine industriel de Champagne-Ardenne*, SCEREN, 2005

<sup>7</sup> Par contre, le corpus de tels vitraux n'a jamais été rassemblé...

<sup>8</sup> C'est ainsi qu'Henri Schneider est représenté en Saint-Eloi patron des orfèvres et des forgerons.

A la fois ensemble documentaire, état de la bibliographie, et synthèse historique voir :

*Les Schneider, Le Creusot, Une famille, une entreprise, une ville (1836-1960)* Catalogue de l'exposition, Fayard, 1995

<sup>9</sup> Les références à la Champagne-Ardenne, doivent beaucoup à Denis McKee et à son travail dans :

Dorel-Ferré, G. et McKee, D. *Les patrons du Second Empire en Champagne-Ardenne*, Picard, 2006

*patrons et de leur famille (...) Pendant la Semaine Sainte de 1886, près de 250 communions couronnent la retraite du Père. En mai de la même année, au sortir de l'usine, ouvriers et ouvrières, en grand nombre, passent par le sanctuaire et y chantent pendant son Mois les louanges de Marie. »*

Il y a plus, lors de la maladie de l'épouse de l'entrepreneur, en 1884, « *le curé de la Cathédrale, vrai père dans sa paroisse, fait son entrée dans l'immense salle (de l'usine) ; avec des larmes dans la voix il recommande la chère malade aux prières de la famille ouvrière ; un Christ est attaché à la muraille ; il étend au-dessus de ce peuple de travailleurs ces deux bras qui jadis ont travaillé, ces deux mains qui ont manié l'outil ; tous les fronts s'inclinent devant lui et tous les cœurs le prient de détourner l'affliction du foyer d'un patron aimé et respecté* ». Le lieu de travail qui est aussi un lieu des prières, c'est ce que nous retrouvons dans un règlement intérieur des bureaux de la Compagnie des Mines de Béthune, daté de 1872, où l'article 3 spécifie que « *Des prières seront dites chaque semaine dans le grand bureau. Les employés de bureau sont obligatoirement présents.* »

Nous retrouvons tous ces aspects, au Creusot, dont la religion accompagne tous les moments de la vie. Les creusotines, en particulier, sont confiées aux sœurs de Saint Joseph puis à l'école congrégationiste, dès 1837. Elles travaillent dans des ateliers séparés de ceux des hommes et sont formées à préférer leur intérieur à toute sollicitation venue de l'extérieur.

C'est à **Warmeriville, au Val des Bois**, au nord de Reims, que la situation est la plus achevée, avec la mise en place du concept d'usine religieuse développé par Léon Harmel, dont chaque instant est placé sous l'invocation de la religion, au point que l'on a pu parler de béguinage industriel<sup>10</sup>. Dès le début, Léon Harmel avait fait élever un oratoire dans l'usine (1861) et institué de multiples services sociaux dirigés par des religieux ou des religieuses : mission des Sœurs de Saint-Vincent de Paul ; instruction des ouvriers assurée par des jésuites ; orphelinat ; maison de famille (1864) ; aumônerie de l'usine (1867) ; oratoire capable de rassembler une centaine de personnes sur le terrain même de l'usine, jusqu'en 1870 ; écoles animées par les Frères de la Doctrine chrétienne : « Dieu venait se mettre à la portée des travailleurs ». A cette date, dans la seule chapelle de l'usine, on aurait enregistré plus de 6000 communions annuelles. Précisons que Léon Harmel s'était installé dans une région de faible tradition ouvrière, la vallée de la Suippe. Il avait fait venir des familles

entières de sa région natale, les Ardennes, soigneusement choisies pour leur moralité et leur piété. Pour les ouvriers de Warmeriville, Harmel est le « bon père », il est l'image même du chef spirituel qui les conduit en pèlerinage à Rome. Il a d'ailleurs voué l'usine à Notre-Dame.

En fait ces exemples illustrent une tendance forte en France : si la plupart des patrons s'appuient sur l'Eglise, c'est qu'ils y trouvent un soutien dans l'affirmation de leur légitimité patronale. Hoppenot considère lui-même que l'église est un service public et s'il n'ajoute pas qu'il en est lui-même le chef, c'est que pour lui c'est une évidence. La date ancienne des oeuvres sociales à caractère religieux au Creusot tendraient à souligner une continuité du comportement patronal plus que sur une évolution de type « patronage versus paternalisme ». Enfin, la confusion des espaces religieux et usiniers est une caractéristique qui semble être française. En tout cas, elle est absente dans un autre pays catholique : l'Espagne.

## En Espagne, l'usine, « très chrétienne »

On retrouve le sens de la symétrie et le dialogue usine-église dans les manufactures du XVIII<sup>e</sup> siècle, quelle que soit l'architecture choisie. A **Nuevo Baztán**, édifée sur le modèle des missions coloniales, l'église, monumentale, fait partie de l'édifice qui comprend aussi la résidence du directeur. L'ensemble domine le village industriel d'un côté, l'espace industriel de l'autre. Dans le projet inachevé de **San Lorenzo de Henares**, fait d'une succession de carrés et de cercles, l'église est dans l'axe de la manufacture. A **Brihuega**, l'usine circulaire, antérieure à Arc-et-Senans d'un quart de siècle, serait due à des architectes italiens, disciples du grand Juvara, l'architecte de Turin. Une allée triomphale où se répartissaient, de part et d'autre, les ateliers de préparation au tissage conduisaient à la rotonde où se faisait le travail « noble ». Des logements en rang abritaient les ouvriers. A l'intersection des deux rues ouvrières la petite église était comme un passage obligé, dans l'axe de l'entrée principale de l'usine, face à la maison du directeur. Pas de mélange des genres dans les espaces industrialisés de l'Espagne du XVIII<sup>e</sup> siècle : face à l'usine, l'église se positionne en partenaire, non en auxiliaire. Cette position ne varie pas au long du XVIII<sup>e</sup> siècle et du siècle suivant<sup>11</sup>.

Pouvoir assurer le service religieux est un impératif auquel personne ne songe à se soustraire. Lorsque les usines

<sup>10</sup> Les pages de l'Atlas du patrimoine industriel de Champagne-Ardenne qui traitent de Warmeriville sont dues à Jean-Pierre Marby.

<sup>11</sup> Dorel-Ferré, G. « Les utopies industrielles : la circulation des modèles entre l'Europe et l'Amérique » dans Daumas, J.C (dir) *La mémoire de l'usine*, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2006

du bord de l'eau commencèrent à se multiplier le long des fleuves de la Catalogne intérieure, dans la deuxième moitié du XIX siècle, ce fut ce problème qui fut posé en premier. Ainsi, à **Esparreguera**, Miquel Puig, qui est en train d'édifier, en 1850, ce qui deviendra la plus importante colonie industrielle de Catalogne demande la permission aux autorités ecclésiastiques de redonner au culte la petite chapelle romane voisine et qui était, depuis longtemps, désaffectée. Cela, dit-il, pour éviter les longs déplacements aux résidents de la naissante colonie. Effectivement, non seulement l'église d'Esparreguera se trouve à deux kms de là mais elle domine la vallée de 100 m, ce qui donne une idée de la pente et de la difficulté du parcours.

En 1892 on inaugure la nouvelle église de la colonie, située au milieu même de l'agglomération. A l'instar des églises des autres colonies industrielles, elle est prévue pour accueillir toute la population ouvrière lors des services religieux du dimanche et des fêtes carillonnées. Elle domine la place où s'accomplissent tous les actes de la vie de la petite communauté, qui atteint à cette date le chiffre exceptionnel de 1500 habitants. De par sa position élevée, car le terrain est en pente, l'église apparaît donc à l'observateur bien avant la maison du maître, ici relativement discrète, mais qui lui fait face. Les écoles étant situées de part et d'autre de l'église, et le curé, qui loge au-dessus de l'école des garçons, étant en même temps l'instituteur, son rôle était central: il connaissait toutes les familles qu'il entendait en confession et dont il élevait les enfants. Il recevait son salaire de l'usine et toutes les dépenses de l'église étaient payées par elle. Même les fleurs dont l'épouse d'Antonio Sedó fleurissait l'autel étaient marquées dans la comptabilité de l'usine. Le curé était invité à la table des maîtres et du fait de sa position, il intervenait directement ou indirectement dans le fonctionnement de la cité ouvrière. Toutes les manifestations importantes avaient lieu sur le parvis, « la plaça ». Le jour de la fête du Corpus, le curé guidait les communiantes dans un parcours symbolique à travers l'usine qui serait un jour leur lieu de travail. Ainsi, le curé était un personnage-clé. Cependant, il ne relevait que de sa hiérarchie.

En 1895, à la **Colònia Sedó**, les soins étaient administrés par des religieuses, huit andalouses dominicaines dans un espace probablement situé au-dessus de l'école des filles. Au XX siècle, mais déjà vers les années 20, une petite pièce à l'entrée, dans le bâtiment de la direction, sert de local pour les consultations médicales une fois par semaine. Hormis cela, il n'y avait aucun équipement social digne de ce nom: pas d'hôpital, pas de maison de retraite, comme depuis longtemps à cette date, à Bois-du-Luc. Par contre,

un cimetière avait été prévu par Antonio Sedó. Il avait acheté l'emplacement dans un lieu paradisiaque, non loin de l'établissement industriel, et l'avait fait construire avant de demander une quelconque autorisation, comme il faisait à l'accoutumée. Or, le ville d'Esparreguera, dont dépendait la colonie venait d'en faire construire un à grands frais et voyait avec terreur lui échapper une source importante de revenus et d'autorité. L'intervention auprès de la hiérarchie ecclésiastique donna raison à la ville, contre le patron, qui du, finalement, s'incliner.

Au début du XX siècle, peu de colonies présentaient une politique sociale diversifiée dont l'espace puisse rendre compte. Même la **Colònia Güell**, qui s'est voulue cité modèle, dès le départ, doit sa renommée non à ses services sociaux, mais à son architecture. Par contre l'évolution de l'église a tout son sens.

Il s'agit, pour la Colònia Güell, d'une colonie récente, du début du XX siècle faite en deux temps, entre 1895 et 1910 d'une part et autour des années 20 d'autre part. A l'origine, les habitants de la colonie disposaient de la chapelle de l'ancienne ferme qui subsistait, entre l'usine et les maisons ouvrières. Un peu plus loin, dans l'angle névralgique que constituait la rencontre des deux axes principaux du village, face à l'usine, se trouvait le couvent des sœurs carmélites à l'étage du bâtiment qui faisait office de crèche et d'hôpital au rez-de-chaussée.

Dès 1910, toutefois, on commande à Gaudí une église d'un nouveau genre. Située dans un petit bosquet, sur une éminence, symétrique de l'usine par rapport au village, elle avait une double vocation : la partie inférieure, construite à la façon d'une crypte, était destinée à l'enseignement du catéchisme et aux conférences « de religion et de morale ». La partie supérieure devait être l'église proprement dite, avec le baptistère, la sacristie, la bibliothèque « et autres services propres à l'exercice du ministère religieux ». Cette église ne sera jamais terminée. Seule la crypte existe qui fait fonction d'église aujourd'hui. Précisons que ces conférences d'éducation populaire à destination des ouvriers, des hommes, étaient, antérieurement, prononcées par le directeur de l'usine. Là encore, l'étroite collaboration des pouvoirs économiques et religieux est à remarquer, tout comme l'implication de l'église dans les tâches organisationnelles.

La **Colònia Vidal**, présente un cas à la fois curieux et emblématique de politique religieuse en direction de femmes, matérialisé dans l'espace<sup>12</sup>. La Colònia Vidal est la plus récente des colonies du Llobregat. Fondée en 1905 par une très ancienne famille d'artisans et industriels

<sup>12</sup> Les débuts de la colònia Vidal datent de 1905. La construction de la *Casa de la Dona*, dont nous parlons ici se situe dans les années trente. Inachevée lors du soulèvement des factieux en 1936, elle sera terminée sous le franquisme.

de la petite ville voisine de Sallent, elle correspond à un moment où la politique familiale est prise en main par un industriel audacieux et en même temps très religieux. Sa première initiative est de créer une pension pour ouvrières célibataires et une crèche à proximité de l'usine (années 30) mais rapidement, il envisage une structure de plus grande ampleur, qu'il place à un endroit stratégique, mais retiré auquel il donne le nom de « Maison de la Femme ». Cette Maison de la Femme, terminée sous le franquisme, rassemble pour la première fois, une série de structures qui étaient éparées et qui n'avaient pas d'identité physionomique propre: le pensionnat de filles célibataires, les cours du soir pour les filles avec enseignement ménager, la crèche et la garderie, l'école de fillettes, l'hôpital. A part les bébés et les malades, tout était en direction des filles et des femmes, en complément (ou en opposition?) avec les structures dédiées aux hommes et situées sur la place de la cité ouvrière. Un couvent de dominicaines cloîtrées avait en charge la Maison de la Femme, qui était physiquement composée d'une partie séculière, et d'une partie régulière. Dans le cloître, il avait deux lavoirs : l'un des deux était réservé au linge des malades contagieux. Le plan de la Colonia Vidal rend compte de cette structure qui n'est nulle part aussi bien achevée : lorsque l'on se promène sur les lieux, on a l'impression que la Maison de la Femme est retirée, à l'écart. Quand on regarde le plan on s'aperçoit qu'elle est l'exact symétrique de la Fondation ouverte sur la place, où se rassemblent toutes les activités de culture et de loisir en direction des hommes.

Ce soin porté à l'encadrement des femmes, qui connaît son maximum sous la période franquiste renforce ce qui a été dit précédemment. Il s'agit d'éduquer la femme dans ses devoirs de maîtresse de maison et de mère de famille, tout en lui faisant admettre, sans protester, sa condition d'ouvrière. La femme respectable est celle qui sort de l'usine pour aller directement chez elle sans s'attarder, pour s'occuper de son intérieur. Et au cas où il lui resterait du temps, la kyrielle d'associations patronales sous la houlette du curé ne lui étant pas destinée, elle pouvait toujours aller coudre avec quelques-unes de ses compagnes, dans un atelier dirigé par une femme experte et de moralité reconnue.

Ainsi, en Espagne, où le gouvernement central n'a jamais su s'imposer, c'est la structure de l'Eglise, la seule administration présente partout, qui est l'institution de référence. En se taillant une place considérable dans les villages ouvriers catalans et en faisant plier le patron quand celui-ci était trop entreprenant sur des prérogatives qu'elle estimait siennes, l'Eglise occupait une place laissée vide par l'Etat. Loin de produire un Léon Harmel, à l'origine de syndicats chrétiens, qui ont plutôt embarrassé, dans un premier temps, la hiérarchie ecclésiastique en France,

le patronat catalan a produit des dévots, comme Güell, le mécène de Gaudi, tout entier dévoué à une structure qui avait comme mérite essentiel de ne pas perturber l'ordre établi, et même de contribuer à le maintenir.

Le cas extrême est probablement celui de Claudio Lopez, dont la famille avait été élevée au marquisat par le roi d'Espagne. Les Lopez, comme les Guëll, avaient fait fortune dans le commerce illicite des noirs. Issus d'un petit village des Asturies, Comillas, ils avaient investi dans les mines et la métallurgie. Ils s'étaient associés aux Guëll et, installés à Barcelone, avaient fondé la plus importante compagnie de navigation transocéanique d'Espagne vers les Philippines. Claudio Lopez a pris la direction des affaires par défaut, par suite du décès de son frère aîné. Rien ne le destinait aux affaires ; il était tourné vers la religion. Il s'illustre par la fondation d'un village modèle en Asturies, le village de **Bustiello**, conçu pour casser la méfiance des paysans-mineurs, hostiles aux grandes concentrations minières. Les maisons de Bustiello sont disposées régulièrement entre l'hôpital et la caserne, plus tard convertie en centre social, et l'église. La décoration intérieure de celle-ci est un vrai programme. Le devant de l'autel en bois sculpté présente trois médaillons : le mineur, avec son piolet et son marteau, au centre, est encadré par une locomotive et un bateau à voile, référence explicite aux autres affaires exploitées par l'entrepreneur. La statue en pied du Christ porte une auréole faite de pelles de mineur. La statue de la Vierge porte un socle décoré du piolet et du marteau.. Le prône porte aussi ces symboles, associés à la lampe du mineur. Les grilles de l'entrée sont faites de piolets et de pelles alternées. A l'entrée de l'église, un monument célèbre les bienfaits du marquis de Comillas. La vie religieuse imprégnait la cité.

Cependant, Claudio Lopez, marquis de Comillas était non seulement très pieux : il était aussi un chrétien militant. Persuadé que l'ouvrier devait être rigoureusement encadré par l'Eglise, il allait jusqu'au bout de son raisonnement et accordait la plus grande importance à la formation des prêtres qui devaient ensuite exercer leur ministère dans les cités et villages ouvriers. Son œuvre majeure est la réalisation d'un séminaire grandiose, dont la construction avait été suggérée à son père et qu'il mena à bien. Pour cela, il fit venir les plus grands artistes de son temps, en particulier Domenech i Muntaner, l'un des constructeurs de la Barcelone moderniste. Ce séminaire s'élève en face du palais de Sobrellano que son père avait fait édifier dans sa ville natale de Comillas, où Gaudi lui-même était venu construire un pavillon *El capricho*. Approuvé par Léon XIII, il fut reconnu en tant qu'université pontificale par Pie X. Ce séminaire forma des générations de prêtres particulièrement hostiles au mouvement ouvrier et qui fournirent un soutien indéfectible au fascisme. Transféré à Madrid en 1968, les immenses bâtiments furent laissés

à l'abandon, jusqu'à ce que récemment on les rénove et convertisse en centre pour le rayonnement de l'hispanité et de la langue espagnole....

## Des pluralités de situations

Que se passait-il lorsque les patrons affichaient des positions d'agnostique ou de libre-penseur ? C'est le cas de Robert Owen à **New Lanark**, le modèle et l'archétype de la colonie industrielle, tant par la date, la physionomie, la source d'énergie, la façon dont les problèmes humains ont été posés et résolus. En 1800, New Lanark fonctionne suivant ce qu'Engels nommera le socialisme utopique; on accourt de toute l'Europe pour voir le système gestionnaire et le système éducatif qui permettent un fonctionnement idéal et des rentrées d'argent conséquentes. Owen est au sommet de sa fortune et de sa célébrité. On remarque cependant que son usine fonctionne sans Dieu, car Owen, n'a voulu imposer aucun culte, aucune religion. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'une église sera construite. Encore se confond-elle dans la masse des immeubles de logement. Le lieu de réunion créé par Owen est la **Maison de la formation du Caractère**, sorte de centre d'enseignement et de cours du soir en même temps que lieu de formation professionnelle. C'est là où se disent les prières, et elles sont toutes les bienvenues, quelle que soit la secte. Cette **Maison**, aux fonctions multiples est un cas unique dans l'histoire de l'industrialisation<sup>13</sup>.

Un demi-siècle plus tard, Godin est un autre entrepreneur sans Dieu: il laisse la liberté de culte à ses ouvriers, mais pour lui, il professe haut et fort sa libre-pensée et s'adonne au spiritisme. Pas d'église au **Familistère de Guise**, donc, le lieu de réunion étant le théâtre, d'où Godin interpelle les foules. La scène du théâtre est le prône de cette nouvelle « ecclesia »<sup>14</sup>. Dans l'un et dans l'autre cas, il y a sacralisation de l'entrepreneur, véritable Dieu de la Cité. Dans l'un et dans l'autre cas il y a formation d'une communauté distincte dont les pratiques culturelles tranchent sur celles de son environnement. Il est probable que l'adhésion des ouvriers à cette liberté spirituelle, au début, allait de pair avec la conscience de former partie d'une nouvelle société, plus moderne, plus ouverte que la société paysanne souvent misérable dont ils étaient issus.

Ces quelques remarques n'épuisent pas la question: ainsi la **Nouvelle-Angleterre**, l'une des régions du monde le plus précocement industrialisées présente une autre variante. Au départ, les industries textiles emploient les filles de la campagne, les *mill girls*. Mais il n'est pas

question pour elles de montrer une quelconque liberté de mœurs : elles sont accueillies dans des pensionnats à l'architecture caractéristique, et sont astreintes à un mode de vie quasi monacal. La main d'œuvre féminine de la campagne ne suffisant plus aux besoins croissants de la production, on fait appel, dès le premier tiers du XIX siècle aux canadiens français. Ils sont catholiques alors que leurs employeurs sont des quakers protestants. L'église des villages et des cités est de taille modeste, et semble être plus une concession faite par le patron qu'un moyen, pour celui-ci, de tenir la population ouvrière en respect. A **Eindhoven**, en Hollande, au début du XX siècle, l'entrepreneur, faute de main d'œuvre, importe une colonie protestante en pleine région catholique. Celle-ci se distingue toujours dans le paysage urbain par son architecture et ses édifices religieux modestement fondus dans les façades des rues.

## Conclusion

Dans la suite des manufactures du XVIII siècle, mais avec des modalités différentes, les églises sont présentes au sein de la population ouvrière, dans le but de répondre aux besoins dans les domaines qu'elles assurent généralement : enseignement, soins hospitaliers, service religieux. Corrélativement, elles veillent à la paix sociale nécessaire à la bonne marche de l'entreprise. Une communauté d'individus ne se conçoit pas sans encadrement religieux. Celui-ci est plus ou moins sophistiqué suivant les moyens que l'entreprise entend consacrer à cet effet. Aussi l'éventail est grand qui va de la présence active au projet social. De plus, l'écart est sensible entre une activité donnée, favorisée et gérée par l'Eglise, et sa traduction dans un édifice d'une taille plus ou moins imposante, qui en matérialise l'existence et fournit un repère spatial. En fait, nous ne savons pas encore très bien à partir de quand se généralisent ces monuments économiques et sociaux qui traduisent l'action de quasi-démiurge du chef d'entreprise, épaulé par le curé de la paroisse. De vraies réussites culturelles et sociales sont à mettre à leur actif, dans la mesure où ce n'est qu'à partir des années 20 du XX siècle et surtout après la Deuxième Guerre Mondiale que les Etats prendront pleinement en charge les domaines du logement, de l'éducation, de la santé, des loisirs. Mais les implications fortes des églises se sont souvent retournées contre elles : elles ont été accusées d'avoir fait le travail du patron contre l'ouvrier. C'est un des arguments avancés par ceux qui, malgré leur

<sup>13</sup> Le site est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Voir la page web disponible en français : <http://www.newlanark.org/robertowen/shtml>

<sup>14</sup> Voir la page web : <http://www.familistere.com/site/index.php>



engagement chrétien, ont vu d'un bon œil la séparation de l'Eglise et de l'Etat en France. C'est une accusation qui prend tout son sens quand on sait que dans les colonies industrielles catalanes, lors du soulèvement fasciste de 1936, les curés ont été menacés et souvent exécutés, accusés de faire cause commune avec les rebelles.

Un autre apport de cette analyse spatiale, c'est, au delà de la variété des situations, l'évidente politique menée en direction des femmes. Les arguments avancés sont partout les mêmes : la femme est le pilier de la stabilité familiale, sa solidité garantit celle du foyer. L'analyse du fait catalan permet d'aller un peu plus loin. Dès le XIX siècle le travail des femmes apparaît non seulement comme une nécessité économique mais aussi comme une menace pour l'équilibre social : le salaire les rend socialement indépendantes ; l'expérience du travail les rend moralement critiques. Dans le textile où les femmes étaient la main d'oeuvre la plus nombreuse, le problème de leur émancipation est latent d'où l'alliance objective entre l'Eglise et hommes, qu'ils soient

patrons ou ouvriers. C'est ce qu'exprime de façon forte une construction telle que la « Casa de la dona » de Can Vidal.

Quoiqu'il en soit, la marque de l'Eglise dans les espaces de travail et de vie au temps de l'industrie, est un indicateur précieux. C'est une piste de recherche pleine de promesses. Cependant, l'espace, comme l'architecture, n'est pas tout : il est ce qu'en font les hommes, à un moment donné, dans un contexte donné. Il suffit que les paramètres changent et alors l'espace n'a plus qu'une signification fossile que plus rien ne vient plus réactiver. Les désindustrialisations ont dépouillé les anciens lieux de production et très souvent, comme en Catalogne, les anciens villages industriels ont été vidés de leurs habitants. Parfois les églises continuent à fonctionner ; le plus souvent, elles sont fermées et servent comme, celle de la Colonia Sedó, d'entrepôt, seul usage que lui permet son grand volume. Elles ne dominent plus rien sinon une cité ouvrière abandonnée, livrée à la spéculation des promoteurs immobiliers. Dieu a déserté l'usine et une page d'histoire est tournée.

# Entre recyclage et conversion patrimoniale :

## la Manufacture Royale d'Arc-et-Senans

*« La qualité exceptionnelle de ce monument architectural du XVIII<sup>e</sup> siècle, œuvre d'un visionnaire de génie, justifiait, à elle seule, qu'une action hors série soit menée pour l'arracher à la lente destruction de l'oubli qui menace les monuments du passé. L'ambition ne devait pas se borner à assurer la conservation des vestiges de cette ville inachevée ; il fallait aller plus loin en redonnant à la Saline de Chaux une vocation conforme au dessein de son créateur. »<sup>1</sup>*

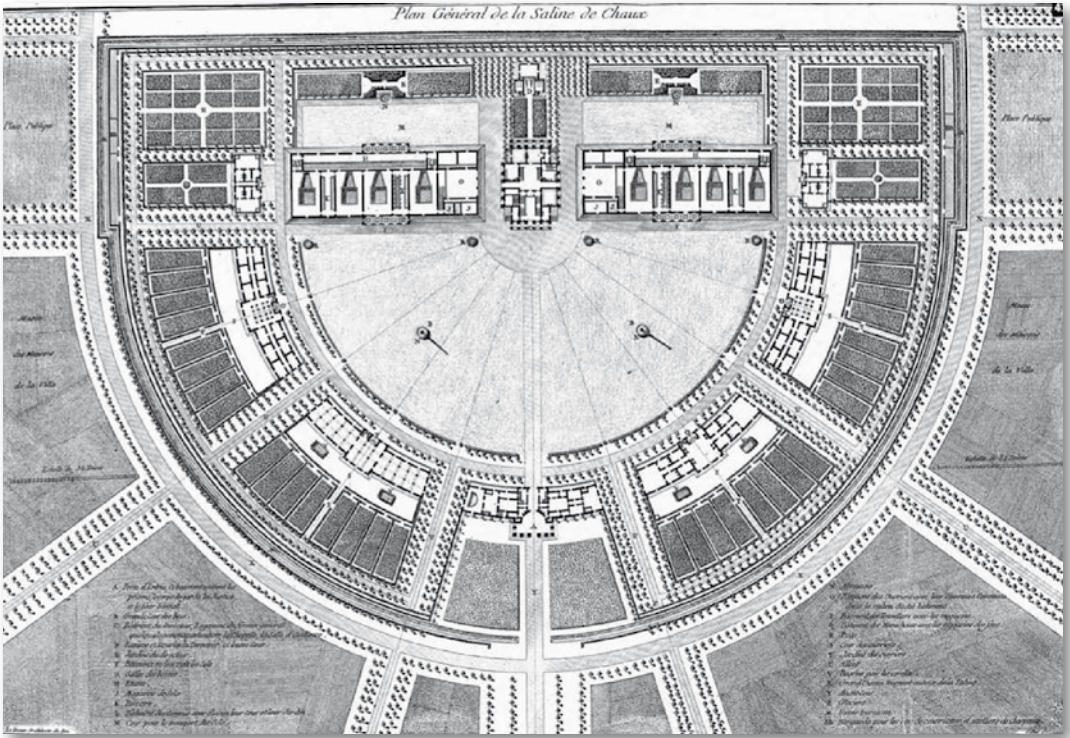
En 1975, tels sont ainsi décrits les objectifs du Centre International de réflexions sur le futur installé dans les murs de la Saline d'Arc-et-Senans (fig.1), au cœur de la Franche-Comté. Si la référence à l'architecte des lieux, Claude-Nicolas Ledoux, et à son projet de ville idéale de Chaux, y est claire, rien n'indique cependant que la Saline était avant tout un site industriel de production du sel. Ce qui souligne que le processus de patrimonialisation d'Arc-et-Senans s'est accompagné d'une reconstruction de l'image du site. Aujourd'hui encore, dans l'imaginaire collectif, la Saline est immédiatement associée à Ledoux et à l'utopie, alors que sa vocation et son histoire industrielles semblent complètement occultées. Pourtant, quand en 1774, Ledoux répond à la commande de la Ferme Générale, ce sont bien les plans d'une manufacture de sel qu'il dessine. Loin de l'utopie, celle-ci répond aux exigences de son époque en matière d'industrie et fonctionne pendant plus d'un siècle. En 1895, le développement de nouvelles techniques de production conduit la Saline à fermer ses portes. D'abord laissée à l'abandon, la Saline est rachetée par le Département du Doubs en 1927. Commence alors une période mouvementée durant laquelle on tente de redonner une seconde vie à cet ensemble architectural exceptionnel. La solution s'impose dans les années 1970 avec la création de la Fondation Claude-Nicolas

Ledoux et du Centre de Réflexions sur le Futur. La Saline d'Arc-et-Senans est alors reconnue comme patrimoine architectural, associée à l'utopie, mais vidée de son passé industriel. Consacrée par son classement comme patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco en 1982, la renommée de la Saline Royale dépasse alors les frontières. Cependant, son image actuelle ne correspond plus aux attentes du public régional. Or, depuis 2006 et la fin du bail qui en concédait la gestion à l'Institut Claude-Nicolas Ledoux, la Saline est revenue entre les mains du département du Doubs, qui souhaite en repenser la mise en valeur.

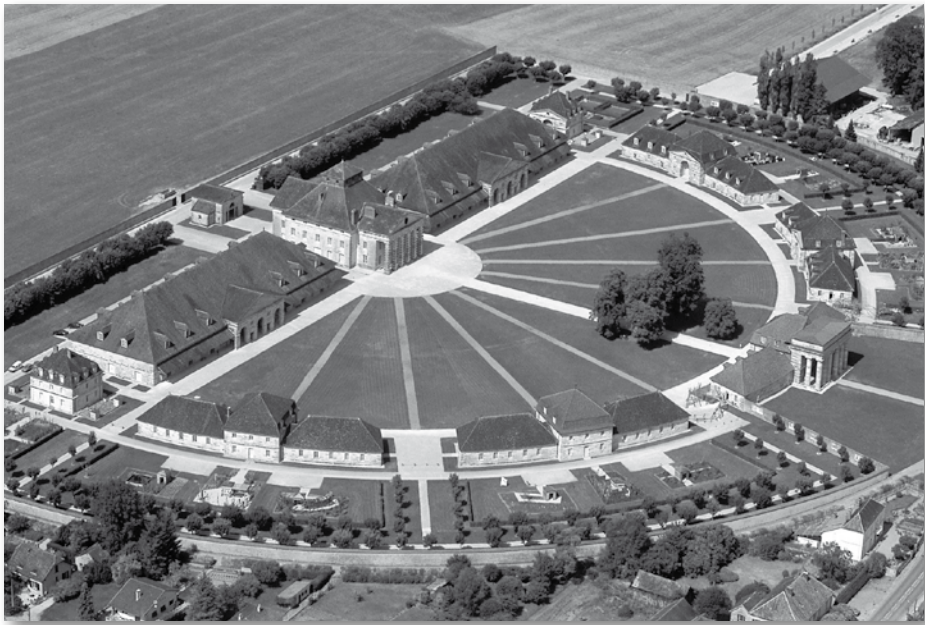
La patrimonialisation de la Saline royale d'Arc-et-Senans est donc un processus long et complexe, dont il est nécessaire d'analyser les différentes étapes pour comprendre l'identité actuelle de la Saline. Ainsi, entre hier et aujourd'hui, comment s'est opérée la conversion de ce site industriel en patrimoine architectural ?

La première étape consiste d'abord à replacer la Saline dans le contexte industriel des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles pour comprendre pourquoi le déclin de l'usine était inévitable. Ensuite, alors que le site est abandonné et que les projets de reconversion avortés se succèdent, l'image de la Saline évolue. Enfin, avec la création de l'Institut Claude-Nicolas Ledoux, la solution patrimoniale s'impose à la Saline.

<sup>1</sup> « Arc-et-Senans : centre international de réflexions sur le futur », Plaquette de présentation du site, 1975. Archives de la Saline.



*Vue aérienne de la saline  
(copyright F. Bidoli)*



*Plan en demi-cercle de la saline par Ledoux en 1774. Gravure.*

# I/ L'échec industriel de la manufacture de Ledoux

## A. La commande de la Ferme générale

Tout d'abord, la création de la Saline d'Arc-et-Senans répond à une commande de la Ferme générale. En effet, la Saline de Salins-les-Bains, dans le Jura voisin, connaît à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle des difficultés d'approvisionnement en bois, pourtant nécessaire à la cuite des eaux salées. Le problème n'est certes pas récent car le bois se fait de plus en plus rare pour l'industrie depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. Mais à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le coût de l'approvisionnement de la Saline est tel qu'il devient plus rentable de transporter l'eau salée à proximité de la forêt que de voiturier le bois jusqu'à Salins. C'est ce qui motive en 1773 la décision de construire une nouvelle saline à proximité de la Forêt de Chaux. Pour y transporter les eaux salées, on construit entre Salins et Arc un système de doubles canalisations en bois, long de plus de 21 kilomètres. Située en plaine, entre les villages d'Arc et Senans, le choix du site de cette nouvelle saline semble d'autant plus judicieux qu'il offre la possibilité de construire un bâtiment de graduation, long de près de 500 mètres, chargé d'augmenter la teneur des eaux en sel par évaporation. L'usage d'un tel bâtiment permet d'obtenir une saumure dont le sel cristallise plus rapidement et donc, de consommer moins de bois pendant la cuite. Il est utile pour la Saline de Salins puisqu'il lui permet également de traiter les petites eaux, c'est-à-dire les eaux à faible teneur en sel, qui étaient jusqu'alors inexploitées. Ainsi, le projet de la nouvelle Saline à Arc-et-Senans semble donc avantageux en tous points pour celle de Salins.

Si la conception de la Saline est confiée à l'architecte Claude-Nicolas Ledoux, commissaire aux Salines de Lorraine et de Franche-Comté depuis 1771<sup>2</sup>, la conduite des travaux est assurée par l'entrepreneur Jean Roux Monclar, avec qui la Ferme signe un traité en mars 1774. Dans celui-ci, sont indiqués les éléments qui doivent composer la future Saline :

« [...] une saline, composée de Maisons de cuite ou bernés, Etuves, Réservoirs d'eau, Magasins, Etuilles, Logements d'Employés et Ouvriers, Bâtiment de graduation avec les Canaux, Vannes et Ecluses, Rouages, Pompes et autres machines hydrauliques nécessaires pour le jeu desdits Bâtiments [...] et généralement tous les Hangars, Bâtiments et Etablissements nécessaires pour former annuellement, dans ladite

saline, la quantité de soixante mille quintaux de Sel »<sup>3</sup>

La Saline d'Arc-et-Senans possède donc toutes les caractéristiques d'une installation industrielle telle qu'on les construit à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : un espace comprenant un ensemble de bâtiments distincts destinés à la production, des entrepôts, des installations techniques nécessaires à l'exploitation de l'énergie hydraulique et des logements pour le personnel. Sur ce point, la Saline ne fait que reprendre un système d'organisation déjà ancien, puisque pour maintenir la main-d'œuvre sur place, les logements ouvriers sont bien souvent inclus dans les grandes manufactures de l'époque moderne. Par exemple, à la manufacture de draps de Villeneuve, on compte déjà près de 66 logements dès 1681<sup>4</sup>. De plus, à la Saline, le besoin de loger les ouvriers sur place se fait clairement sentir, notamment au moment de sa construction, si bien que l'espace est également couvert par des bâtiments en bois, aujourd'hui disparus :

« Ces hangars sont destinés à emmagasiner les bois de construction, planches, madriers et autres matériaux nécessaires à l'entretien de la saline. Mais la disette de logements d'ouvriers pendant la construction a déterminé MM. les Entrepreneurs à en faire construire de provisoires pour cet usage dans lesdits hangars et une partie de ces logements est encore occupée [...] »<sup>5</sup>

Occupée par le bois et les matériaux utilisés, par les logements provisoires, le visage de la Saline au XVIII<sup>e</sup> siècle n'est donc pas celui qu'elle nous présente aujourd'hui. Seule, la disposition des bâtiments de Ledoux en conserve la mémoire.

## B. Le projet de Ledoux

Après un premier plan carré en 1773, Ledoux propose pour la Saline d'Arc-et-Senans un second plan en 1774 (fig.2), à partir duquel elle est construite. Il conçoit une saline en demi-cercle, à l'architecture majestueuse et géométrique, cernée par un mur d'enceinte. Le bâtiment d'entrée se situe au milieu de l'arc de cercle et offre au regard extérieur un ensemble de colonnes imposantes qui dissimule un porche d'entrée aux allures de grotte naturelle. Ce bâtiment servait à la fois de logements pour les portiers mais aussi de lavoir, de boulangerie et de prison. Quatre autres bâtiments d'allure identique s'organisent de part et d'autre de l'entrée. On y trouve la maréchalerie, avec les ateliers et les logements des maréchaux prévus à l'étage, la tonnellerie, avec, là aussi, à la fois les ateliers et les logements des tonneliers, ainsi que deux bâtiments d'habitation destinés aux ouvriers et aux employés de la Saline.

<sup>2</sup> Daniel RABREAU, *Claude-Nicolas Ledoux*, Monum, Editions du patrimoine, Paris, 2005, p. 31.

<sup>3</sup> Archives Nationales G 1 93. Traité pour la construction d'une saline en Franche-Comté, 12 mars 1774.

<sup>4</sup> Denis WORONOFF, *Histoire de l'industrie en France du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Editions du Seuil, Paris, 1994. Voir également Maurice DAUMAS, *L'Archéologie industrielle*, Editions Robert Laffont, Paris, 1980

<sup>5</sup> Archives départementales du Jura, 8 J 502. Rendue de 1783.





ARC-SÈZE - Intérieur des Salines. Coté droit

*Vue aérienne de la saline  
(copyright F. Bidoli)*



*Plan en demi-cercle de la saline par Ledoux en 1774. Gravure.*



Ceux-ci sont conçus avec un foyer central autour duquel se répartissent les logements. Chaque extrémité de l'arc de cercle est ensuite occupée par un petit pavillon destiné aux commis de la Ferme générale. Sur le diamètre, au centre du demi-cercle, trône la maison du directeur (fig.3), qui domine la Saline. Son péristyle est particulièrement original puisqu'il est composé de colonnes aux bossages alternativement ronds et carrés. Ce pavillon de la direction servait à la fois de logement pour le directeur, de bâtiment administratif mais aussi de chapelle pour tous les employés de la Saline. De chaque côté de celle-ci, on trouve les bernes, c'est-à-dire les bâtiments de production. Il s'agit de deux bâtiments en longueur (85 mètres sur 30 mètres environ) qui pouvaient accueillir jusqu'à cinq poêles chacun pour la cuisson de la saumure. Les bernes sont organisées autour de la production du sel, avec les étuves pour faire sécher les pains de sel, les magasins à sel, et les salles des *bosses* où le sel en grains est mis en tonneaux. Les deux bernes sont reliées entre elles par un passage couvert, aménagé sous le bâtiment du directeur. Derrière celui-ci, au milieu des jardins du directeur, on trouve encore ses écuries, alignées dans l'axe de l'entrée et du pavillon central. Quant aux salariés, Ledoux leur aménage une trentaine de jardins derrière les habitations, le long du mur d'enceinte. L'architecture de l'ensemble de la Saline rappelle le néoclassicisme de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec une inspiration antique fortement marquée, et peu ou pas de décorations, si ce n'est un motif qui revient sur chacun des bâtiments, celui d'une urne renversée de laquelle s'échappe une saumure cristallisée<sup>6</sup>.

Aujourd'hui, cette architecture massive, inspirée des temples grecs, surprend les visiteurs de la Saline, qui peinent à y voir un bâtiment industriel. Pourtant, avec le projet de Ledoux, la Saline s'inscrit dans le contexte des grandes manufactures royales de l'époque. En effet, à l'image de la Corderie royale de Rochefort ou de la Manufacture de draps fins du Dijonval à Sedan, la Saline d'Arc-et-Senans concilie architecture grandiose et fonction industrielle. Selon Claudine Cartier, ces « palais de l'industrie » réunissent généralement un pavillon central, une grande cour et des ailes symétriques :

« *Ce sont des architectures qualifiées de majeures dont la caractéristique, contrairement à la grande majorité des*

*édifices industriels, est de n'exprimer que secondairement la fonction. En effet, ces manufactures sont avant tout l'expression d'un pouvoir régalien.* »<sup>7</sup>

Et c'est bien, là aussi, la fonction principale de la Saline, établie au nom du Roi pour défendre les intérêts de la Ferme générale dans la région. En effet, avant sa création, la forêt de Chauv voisine est administrée par la Maîtrise des Eaux et Forêts de Dole. Or, depuis les années 1760, la concurrence est rude entre les Eaux et Forêts, qui comptent parmi les organismes les plus critiqués de la monarchie, et la Ferme générale, qui veut appliquer à la gestion des forêts les idées des Lumières<sup>8</sup>. La création de la Saline de Chauv devient alors l'occasion de repenser l'organisation de la forêt, en remplaçant la Maîtrise des Eaux et Forêts de Dole par un Tribunal de Réformation des Salines de Chauv, dépendant de la Ferme. C'est la réaffirmation du pouvoir royal dans la région, que Ledoux se devait de symboliser par l'architecture de la Saline.

### C. Une saline inadaptée aux évolutions économiques et techniques du XIX<sup>e</sup> siècle

C'est donc dans une manufacture d'Ancien Régime que l'on commence à produire du sel en 1779, avec pour objectif la formation de 60 000 quintaux AR par an<sup>9</sup>. La Saline d'Arc devait permettre à celle de Salins de réduire sa production de 130 000 à 100 000 quintaux AR, tout en augmentant la quantité totale de sels produits en Franche-Comté. Cependant, dès les premières années de fonctionnement, la Saline d'Arc ne remplit pas ses objectifs de production<sup>10</sup>. Le mauvais état du saumoduc où les fuites sont nombreuses, les intempéries et le gel qui gênent le bon usage du bâtiment de graduation, sans oublier le faux saunage et les vols d'eau salée, empêchent la Saline de répondre aux attentes. D'après les comptes-rendus des assemblées de la régie intérieure de la Saline<sup>11</sup>, elle produit avec peine entre la moitié et les deux tiers des 60 000 quintaux AR prévus :

Années de production	Quantité de sels délivrée en quintaux AR	Equivalence en quintaux métriques
1787	37 085	18 172
1788	41 143	20 160
1789	31 388	15 380
1790	35 239	17 267

<sup>6</sup> Anthony VIDLER, Ledoux, Paris, Editions Fernand Hazan, 1987. Réédition 2005, p. 49 à 63.

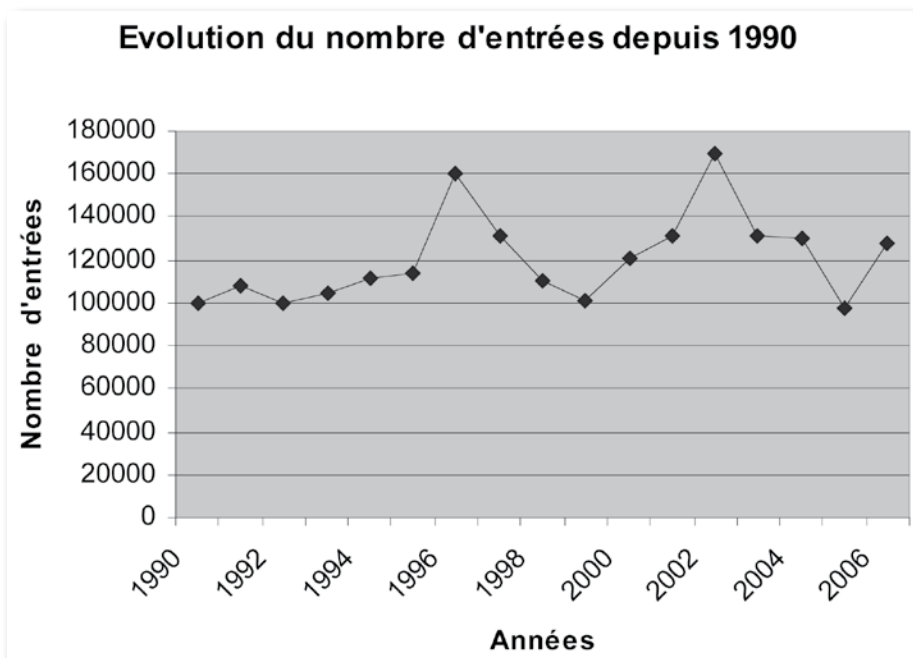
<sup>7</sup> Claudine CARTIER, *L'héritage industriel, un patrimoine*, Patrimoine références, CRDP de Franche-Comté, Besançon, 2002, p. 32-33.

<sup>8</sup> Fabien GAVEAU, « Surveillance et police en utopie : de la tournée au regard », colloque *Ledoux, l'utopie, la ville*, Arc-et-Senans, 25-26 et 27 octobre 2006. Publications des actes en cours.

<sup>9</sup> Un quintal Ancien Régime équivaut à environ 49 kg.

<sup>10</sup> Emmeline SCACHETTI, « La Saline d'Arc-et-Senans : le sel, l'eau et le bois », colloque *Sel, eau et forêt, d'hier à aujourd'hui*, Arc-et-Senans, 3, 4 et 5 octobre 2006. Actes du colloque en cours de publication.

<sup>11</sup> Archives départementales du Jura, 8 J 503 et 8 J 504.



*Evolution du nombre de visiteurs à la Saline, par l'auteur.*



*La saline en 1964, carte postale, collection particulière*

## II/ L'impossible recyclage de la Saline

Dans un contexte de crise révolutionnaire peu favorable à l'industrie du sel, le déclin de la Saline d'Arc semble donc amorcé, à tel point que l'on en imagine déjà la reconversion dans l'Annuaire statistique du Doubs de 1804 :

« *La saline d'Arc renferme une étendue de bâtiments double de celle qui lui est nécessaire, [...] Ce bâtiment seroit propre à établir des manufactures de quelque genre que ce fût ; les salles sont très vastes et très bien éclairées.* »<sup>12</sup>

Pourtant, au XIXe siècle, la Saline connaît un regain d'activité. Ainsi, entre 1850 et 1865, la Saline produit en moyenne 47 500 quintaux métriques de sel par an, et emploie de 40 à 55 ouvriers à la production du sel<sup>13</sup>. Ce renouveau de la Saline d'Arc s'explique par l'introduction de nouvelles techniques d'exploitation du sel. Par exemple, à Salins, depuis 1830 environ, on n'exploite plus les sources salées mais on utilise la technique du sondage, qui permet d'obtenir une saumure immédiatement saturée en sel. De même, depuis le milieu du XIXe siècle environ, la houille est quasiment le seul combustible utilisé pour la production du sel. L'essor de l'activité de la Saline est également lié à la transformation d'une industrie d'Etat en industrie privée. Avec la loi du 17 juin 1840, les salines quittent en effet l'Administration des Domaines pour être proposées à des exploitants privés. La Saline d'Arc, tout comme celles de Salins et Montmorot, est alors rachetée en 1842 par la société des Salines Domaniales de l'Est. Mais si la Saline d'Arc produit plus de sel qu'elle ne l'a jamais fait, il en est de même pour les autres salines. Et face à une forte concurrence, celle d'Arc, éloignée à la fois des bancs de sel et des gisements de houille, se montre finalement inadaptée à de telles évolutions. Si bien que l'activité de la Saline décline jusqu'à ce que la fermeture du site soit inévitable. Dans le rapport hebdomadaire du 30 décembre 1894 au 5 janvier 1895, le directeur de la Saline décrit ainsi la situation :

« *Malgré la réduction de notre personnel, nous ne savons à quoi occuper les hommes qu'il nous reste : un piqueur, un maréchal, un charpentier, deux chauffeurs, et un maçon qui depuis trois jours reste chez lui et ne travaille plus.* »<sup>14</sup>

Ainsi, même si la Saline reste encore occupée par ses locataires, toute activité de production cesse en 1895. Construite selon le modèle et les exigences du XVIIIe siècle, la Saline d'Arc-et-Senans n'est donc pas adaptée aux exigences industrielles du XIXe siècle.

### A. La Saline à l'abandon

Au début du XXe siècle, la Saline d'Arc-et-Senans est toujours aux mains de la Société des Salines Domaniales de l'Est. Les logements des bâtiments ouvriers sont encore occupés. On compte 22 ménages (66 personnes) en 1906 et 20 ménages (56 personnes) en 1911<sup>15</sup>. La société s'engage même dans la restauration de quelques logements pour y accueillir de nouveaux locataires. Elle loue également un hangar à un entrepreneur de travaux publics, et les avant-toits du bâtiment des bernes à un agriculteur de Buffard « *pour abriter ses batteuses et ses locomotives* »<sup>16</sup>. Cependant, même si les lieux sont encore occupés, l'espace de la Saline n'est plus utilisé que comme entrepôt. Les bâtiments de production, rongés par le sel, sont laissés à l'abandon et se détériorent un peu plus chaque année. En 1918, un incendie ravage l'intérieur de la Maison du Directeur. Le destin de la Saline semble alors identique à celui de bon nombre d'établissements industriels, qui finissent en friches (fig.4). Et dès 1921, le directeur conseille à l'administrateur général des Salines de l'Est de vendre le site d'Arc :

« *Les immeubles d'Arc sont une grosse charge pour la Société et l'ont toujours été. [...] Quel que soit le prix offert, je crois qu'il faut vendre. La seule limite est la possibilité de trouver mieux dans un avenir plus ou moins lointain, je ne crois pas que les acheteurs éventuels deviennent jamais fort nombreux.* »<sup>17</sup>

Les premières négociations ont lieu en 1923 avec le directeur des Usines Métallurgiques de Vallorbe, qui souhaite y établir de nouveaux logements pour les cent ouvriers de son usine d'Arc-et-Senans dont seulement un sur cinq est logé sur place. Les deux sociétés ne réussissent cependant pas à se mettre d'accord sur le prix de vente.

Ensuite, l'intérêt de la Société des Salines de l'Est pour le site d'Arc se réveille au moment où le ministère des Beaux-Arts souhaite le classer comme Monument Historique. En effet, le Touring-Club de France, dont le délégué régional réside à Arc-et-Senans, signale au ministère l'intérêt architectural de la Saline et demande immédiate-

<sup>12</sup> Archives départementales du Doubs. Annuaire statistique du Doubs, 1804.

<sup>13</sup> « Enquête sur le sel », Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, Tome 2, régions du Midi, de l'Est et du Sud-Ouest, Imprimerie Nationale, Paris, 1868, p.375.

<sup>14</sup> Archives départementales du Jura, 8 J 494. Rapports hebdomadaires de la Saline d'Arc, 1892 à 1895.

<sup>15</sup> Archives départementales du Doubs, 6 M 6. Recensement de la population 1906 et 1911.

<sup>16</sup> Archives départementales du Jura, 8 J 496. Lettre à M. Michel du 29 novembre 1905.

<sup>17</sup> Archives départementales du Jura, 8 J 494. Lettre de M. Maubouché à M. Schaller, 9 décembre 1921.

ment l'ouverture d'une instance de classement. Une telle démarche soulève de vives protestations à la Société des Salines, dont l'administrateur souhaite se réserver la possibilité d'en tirer un revenu plus tard ou de construire de nouveaux ateliers à la place :

« *Ces gens sont complètement fous, de classer ces bâtiments et s'ils le font, c'est que l'architecte s'est pâmé d'admiration devant des portes de grange qui sont incluses dans ces ateliers.* »<sup>18</sup>

Pour empêcher le classement des bâtiments centraux de la Saline, la Société des Salines de l'Est choisit alors de faire dynamiter le porche d'entrée de la maison du Directeur, sous le faux prétexte d'un danger pour ses ouvriers : « [...] *il faut à tout prix faire vite afin que cette démolition soit achevée avant que nous soyons avisés par les beaux-arts de son intention. Il est complètement inutile de chercher à voir quelqu'un dans votre région susceptible de nous aider à éviter le classement ; le principal à l'heure actuelle est de placer les beaux-arts devant le fait accompli. Nous pourrions leur laisser la satisfaction de classer la porte d'entrée et c'est bien suffisant.* »<sup>19</sup>

Ainsi, les colonnes de la maison du Directeur s'écroulent le 28 avril 1926, ce qui n'empêche cependant pas les Beaux-Arts de classer parmi les Monuments Historiques les façades et les couvertures de l'ensemble des bâtiments de la Saline le 30 novembre suivant.

## B. Les tentatives de reconversion

Une fois classée, la Saline devient une réelle charge pour la Société des Salines qui refuse de payer des frais d'entretien pour des bâtiments dont elle n'a plus l'utilité. Elle cherche donc à s'en débarrasser. Or, l'année suivante, le département du Doubs se porte acquéreur. Loin de toute préoccupation patrimoniale, il souhaite y installer les haras de Besançon. Ceux-ci sont dans un tel état de délabrement que le ministère de l'Agriculture menace de les transférer dans un autre département si rien n'est fait. Abandonnant le projet de reconstruire les haras sur place à Besançon, le Président du Conseil général Léonel de Moustier se tourne alors vers le site d'Arc-et-Senans qui semble une solution avantageuse, moins coûteuse que la construction de bâtiments neufs. Et le 17 mai 1927, avant même de connaître l'avis du ministère de l'Agriculture sur la question, l'acte de vente est signé, pour un peu plus de 250 000 francs. Mais le ministre Henry Queuille, partisan

d'une reconstruction des haras in situ, s'oppose au principe de leur transfert vers Arc-et-Senans et retarde la réalisation du projet de trois ans. En 1930, les premiers travaux débutent à la Saline, sous la direction de l'architecte en chef des Monuments Historiques Julien Polti, chargé de la restauration du site, et de l'architecte départemental des Monuments Historiques, René Tournier, chargé de son aménagement. Ces travaux sont à l'origine de la restauration des bâtiments d'habitation, du péristyle d'entrée, et des toitures de la maison du Directeur. Mais ils sont organisés autour du cahier des charges des haras, très exigeant, et transforment en grande partie le site. Les derniers résidents sont expulsés, les bâtiments de production sont vidés, et les éléments techniques disparaissent au profit de charpentes de béton destinées à soutenir les greniers et le manège des haras<sup>20</sup>. Dès le début des travaux, Julien Polti propose néanmoins d'étendre le classement aux Monuments Historiques à l'ensemble du site pour en compléter la restauration. Mais le département du Doubs s'y oppose car il refuse d'assumer de nouvelles charges. D'ailleurs, vers 1938, il suspend les travaux, faute de subventions du ministère de l'Agriculture. Il faut attendre 1940 pour que le site soit classé dans sa totalité, alors que le projet de haras est définitivement abandonné.

Pendant la guerre, la Saline sert tout d'abord de lieu d'hébergement pour des réfugiés espagnols puis, à partir de septembre 1941, de camp de rassemblement pour nomades, avant de devenir un véritable camp d'internement durant l'été 1943. Quand le camp ferme en septembre 1943, ce sont 168 personnes qu'il faut déplacer<sup>21</sup>. Si les conditions d'hébergement des nomades étaient déplorables, ces diverses utilisations de la Saline ont néanmoins permis d'y faire installer l'éclairage électrique et un système de distribution d'eau. Au sortir de la guerre, la Saline se retrouve donc transformée mais sans réel projet d'affectation. La société des Usines Métallurgiques de Vallorbe et sa filiale d'Arc-et-Senans réitérèrent alors leur proposition d'achat de la Saline. Cependant, préoccupé par la sauvegarde du site, le ministère des Beaux-Arts s'oppose fermement à toute reconversion industrielle de la Saline, comme en témoignent ces mots de René Tournier, en 1944 :

« *Il est à craindre qu'une installation industrielle ne compromette à jamais l'ensemble de l'œuvre de Ledoux. [...] Il avait été envisagé, à une certaine époque, la création d'un haras, cette idée est, à mon avis, préférable à l'installation d'une usine dans des bâtiments non construits à cet effet.* »<sup>22</sup>

<sup>18</sup> Archives départementales du Jura, 8 J 495. Lettre de M. Maubouché à M. Schaller, 27 août 1926.

<sup>19</sup> Archives départementales du Jura, 8 J 495. Lettre à Maubouché, 24 avril 1926.

<sup>20</sup> Brigitte NAVINER, *La Saline d'Arc-et-Senans de Claude-Nicolas Ledoux*, mémoire de fin d'études, sous la direction de M. Frédéric DURAND, Ecole d'Architecture de Paris-La Villette, Novembre 1989, p.50-51.

<sup>21</sup> Archives départementales du Doubs, 48 W 1.

<sup>22</sup> Lettre de l'architecte départemental des Monuments Historiques au secrétariat des Beaux-Arts, 26 février 1944. Archives du patrimoine, cote 738, Arc-et-Senans, 3e dossier, 1940-45. Cité par Alain CHENEVEZ, *La Saline d'Arc-et-Senans : de l'industrie à l'utopie*, L'Harmattan, Paris, 2006.

L'architecte, qui a participé aux travaux de restauration du site est resté marqué par l'architecture de Ledoux, au point qu'il en a occulté la fonction première de la manufacture. A cette époque, la Saline se trouve donc au cœur d'un conflit d'intérêt : pour le département du Doubs, c'est un lieu qu'il faut rentabiliser, alors que pour les Beaux-Arts, c'est un lieu qu'il faut préserver. Cette opposition empêche l'aboutissement de tout projet de recyclage, qu'il s'agisse d'en faire un centre d'apprentissage (1950), de la vendre au négociant en vins Henri Maire (1953), d'en faire un dépôt d'archives du ministère des Finances ou un centre international de linguistique (1960), ou encore de la céder à un industriel de Quingey pour y installer des ateliers de fabrication de couverts (1962). Les projets échouent les uns après les autres et l'avenir de la Saline reste incertain<sup>23</sup> (fig.5).

### III/ La conversion patrimoniale

---

#### A. Le choix du culturel

D'échecs en refus, le département du Doubs s'impatiente. La Saline est pour lui un gouffre financier dont il cherche à se débarrasser. Mais pour ce faire, le projet de vente doit être accepté par le Conservateur des Bâtiments de France de Bourgogne et Franche-Comté, Michel Parent, qui préférerait une reconversion culturelle du site. En 1962, le Conseil général lui soumet néanmoins une proposition de vente de la Saline à l'Union des Coopératives de Céréales de l'Yonne, qui projette d'y stocker des céréales. La société UCCY accepte toutes les conditions imposées par le ministère des Beaux-Arts. Le projet est donc sur le point d'aboutir quand Michel Parent présente une nouvelle proposition, celle du département du Jura, qui souhaite y installer un centre culturel régional. Tout est alors remis en cause :

*« Le Conseil Général du Doubs qui cherchait à se débarrasser de l'encombrant monument, fut bien embarrassé par la proposition de son collègue et voisin. [...] Le fait de posséder le monument le plus précieuse de Franche-Comté et de le vendre au département voisin parce qu'on ne sait qu'en faire ne pouvait être présenté à l'opinion comme une bonne affaire. Il y aurait toujours eu quelqu'un pour demander [...] pourquoi ce qui était valable pour un département ne l'était pas pour l'autre. »<sup>24</sup>*

Mais si le projet soutenu par le Conservateur des Bâtiments de Franche-Comté répond au besoin d'une utilisation culturelle du lieu, il n'est pas pour autant réalisable. Devant l'ampleur de la polémique que le sort de la Saline soulève, une table ronde est organisée le 14 mai 1963. Lors de cette réunion, l'idée d'une utilisation culturelle et touristique de la Saline est adoptée, alors que celle de vendre la Saline est définitivement rejetée. Cette décision, conjuguée à l'action de Michel Parent, contribue à faire évoluer l'image de la Saline, de site industriel en lieu culturel. Mais la Saline n'a toujours pas d'affectation. Le vice-président du conseil général du Doubs, Albert Migeon, propose alors en 1964 la mise en place d'une Association pour la Renaissance et la Gestion des Anciennes Salines Royales, chargée de les remettre en valeur. L'association assainit le site, restaure le pavillon du Directeur et les intérieurs des bâtiments, et y organise quelques expositions. Mais privée de ses éléments techniques, la Saline apparaît comme un ensemble vide de sens, ce qui ne facilite pas sa transformation patrimoniale. Site sans fonction, la Saline n'a pas d'autre mémoire que celle de ses bâtiments. Sa redéfinition se centre donc nécessairement sur son architecture.<sup>25</sup>

#### B. La Fondation Claude-Nicolas Ledoux

C'est en tout cas la conclusion du rapport de 1965 de la Société centrale pour l'équipement touristique, que l'Association pour la renaissance des Salines charge d'une enquête sur les possibilités qu'offre le lieu. La SCETO propose de prendre appui sur les écrits de Claude-Nicolas Ledoux pour créer à la Saline un centre d'études et de recherche sur l'architecture et l'esthétique industrielle, avec une exposition permanente sur l'œuvre de Ledoux et les architectes visionnaires<sup>26</sup>, un projet qui n'est plus si éloigné de l'usage actuel des lieux. Albert Migeon n'y est cependant pas favorable, car il ne répond pas aux attentes du département qui veut en faire un centre socioculturel populaire. Mais ce projet montre bien que le glissement de la Saline vers l'univers de la cité idéale et de l'utopie est amorcé. Parallèlement, la Saline prend un nouveau visage, avec une autre campagne de rénovation. Elle abrite régulièrement des expositions, des colloques, et attire de plus en plus de visiteurs. L'utilisation culturelle des lieux est donc déjà une réalité. Mais la Saline trouve sa véritable destination lorsque Michel Parent rencontre Serge Antoine, Directeur des Etudes à la DATAR<sup>27</sup>. Ensemble, ils

---

<sup>23</sup> Alain CHENEVEZ, op. cit.

<sup>24</sup> Article paru dans *Le Comtois*, 15 mai 1963.

<sup>25</sup> Archives de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Besançon. Dossier consacré à la Saline d'Arc-et-Senans.

<sup>26</sup> Alain CHENEVEZ, op.cit., p.252.

<sup>27</sup> Délégation de l'Aménagement du Territoire à l'Action Régionale.



réfléchissent sur l'intérêt du développement de la prospective en France et sur la nécessité de créer un centre d'études permanent. Le projet de la DATAR rejoint ici les orientations prises pour le développement de la Saline, le site d'Arc-et-Senans s'impose donc à eux<sup>28</sup>. Le projet fait l'unanimité, et grâce aux crédits offerts par les lois-programmes d'André Malraux, en décembre 1971, la Saline devient un Centre du Futur, géré par une association, la Fondation Claude-Nicolas Ledoux. Celle-ci regroupe bon nombre d'acteurs (le département du Doubs, la région de Franche-Comté, l'ancienne association pour la Sauvegarde des Salines, des entreprises privées, etc.), et associe subventions publiques et financements privés. La promotion de la Saline par la Fondation insiste alors clairement sur le lien avec la ville idéale de Ledoux. Régulièrement, elle réaffirme le projet de Ledoux de construire autour de la Saline une ville entière, telle qu'il la décrit dans son livre, *L'Architecture considérée sous le rapport de l'art, des mœurs et de la législation*<sup>29</sup>, pourtant paru trente ans après la construction d'Arc-et-Senans :

« Cette initiative fera revivre l'intention prospective d'un grand architecte visionnaire du XVIII<sup>e</sup> siècle : l'histoire des salines remonte, en effet, à près de deux siècles. En 1775, Claude Nicolas Ledoux (1736-1806) posait à Arc-et-Senans la première pierre d'une saline royale qui devait être le centre d'une ville idéale et que l'on connaît pour être, au monde, un des grands monuments inachevés de ce temps et une des grandes utopies construites par l'homme. »<sup>30</sup>

Grâce à l'image d'une utopie inachevée, la Saline se fait connaître et le Centre du Futur se développe. Les expositions annuelles (Ledoux en 1976, le sel en 1977, le soleil en 1979, les nouvelles images en 1981, etc.) attirent de plus en plus de visiteurs, tandis que les colloques et les réunions se multiplient. Au début des années 1980, la Saline est même classée au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco grâce à une triple justification : « l'aspiration à la cité idéale » qu'elle traduit, sa « correspondance avec le siècle des Lumières » et sa « spécificité industrielle exemplaire »<sup>31</sup>. Parallèlement, la Fondation Ledoux devient l'Institut Claude-Nicolas Ledoux.

### C. Une exploitation touristique difficile

A partir de 1980, l'Institut Ledoux tente de diversifier ses activités en organisant de nouvelles manifestations à la

Saline : les classes du patrimoine à destination du public scolaire, le festival annuel des jardins, etc. Le musée Claude-Nicolas Ledoux, consacré à l'ensemble des projets de l'architecte ouvre ses portes en 1991 dans l'ancienne tonnellerie. Et de près de 50 000 visiteurs annuels en 1980, la Saline passe à plus de 100 000 dès 1990, avec jusqu'à 160 000 entrées en 1996, année de l'exposition sur le lait (fig.6). En 2000, avec l'arrivée du nouveau directeur et l'exposition sur la cité idéale, l'Institut réaffirme une nouvelle fois le choix de l'utopie comme axe de la mise en valeur de la Saline. « *Architecture, utopie et sel seront désormais les trois piliers de ce patrimoine mondial [...]* »<sup>32</sup> annonce alors Serge Antoine dans son discours d'inauguration. Les visiteurs découvrent ainsi un site vidé de sa mémoire industrielle, dont la dimension architecturale est valorisée, et dont on s'acharne à faire le cœur d'une imaginaire cité idéale.

Mais aujourd'hui le bilan de la Saline apparaît plutôt mitigé. D'une part, si la Saline trouve dans ses ressources propres près de 60 % de son budget, le fonds de roulement de l'Institut reste négatif malgré les subventions du département, révélant ainsi les limites de son mode de gestion. D'autre part, si le nombre de visiteurs annuels reste important, la fréquentation touristique semble stagner, voire décliner, depuis quelques années. Cette situation est en grande partie due au choix des thématiques annuelles de la Saline, inadaptées aux attentes du public régional, qui ne représente plus que 13 % des visiteurs en 2000. Le contraste entre le succès de l'exposition consacrée au bois en 2002, qui attire près de 170 000 visiteurs, et l'échec de celle consacrée au design en 2005 (moins de 100 000 visiteurs) l'illustre bien. Certes, cette fracture entre la Saline et le public local n'est pas nouvelle. En effet, dès la création du Centre du Futur, les habitants d'Arc-et-Senans ont eu le sentiment d'être exclus d'un lieu qu'ils s'étaient réapproprié. Mais elle illustre bien les difficultés actuelles de la Saline, qui ne parvient pas à concilier utopie et tourisme de masse.

En décembre 2006, le bail qui concédait la gestion de la Saline à l'Institut Ledoux a pris fin. La Saline est donc revenue aux mains de son propriétaire, le département du Doubs, qui souhaite en relancer l'activité et en repenser la gestion. L'idée du Conseil général est d'en faire un site plus grand public, mieux adapté au public franc-comtois,

<sup>28</sup> Archives de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Besançon. Dossier consacré à la Saline d'Arc-et-Senans.

<sup>29</sup> Claude-Nicolas LEDOUX, *L'Architecture considérée sous le rapport de l'art, des mœurs et de la législation*, Paris, 1804. Recueil de gravures commentées par l'architecte qui emprunte beaucoup au genre utopique, en mêlant à la fois les planches des bâtiments réalisés pour la Saline et les plans de bâtiments urbains restés à l'état de projets.

<sup>30</sup> Archives de la Saline, documents de la Fondation Claude-Nicolas Ledoux, 1975-1980. Feuillet de présentation de la Saline, diffusé entre 1975 et 1980.

<sup>31</sup> Archives de la Saline, Unesco. Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, « proposition d'inscription présentée par la France : la Saline d'Arc-et-Senans », 1982.

<sup>32</sup> Archives de la Saline, Serge Antoine 1998-2000. Discours d'inauguration de l'exposition « A la recherche de la cité idéale », 2000.

sans pour autant remettre en cause la qualité de ses manifestations. Pour ce faire, en novembre 2006, un groupe de travail réunissant les membres du Conseil d'Administration de l'Institut et les représentants du département a pris la décision de faire de la Saline un Etablissement Public de Coopération Culturelle. Ce nouveau mode de gestion devrait permettre au département d'intervenir plus largement dans les décisions concernant la Saline, sans bouleverser l'organisation privée de la gestion de la Saline. Ce nouvel EPCC déclinera son activité en trois pôles, réunifiés par le thème du travail. Le pôle muséographique et touristique reprend l'idée que la Saline est une ancienne manufacture, en mettant en valeur le lien avec Salins et en modernisant l'exposition sur la cité idéale. Le pôle de la création et de la diffusion artistique a pour objectif de présenter le travail de création avec, par exemple, l'accueil en résidence d'artistes, l'organisation de concerts grand public, ou le développement du Festival des jardins. Enfin, le pôle du savoir et de la recherche devrait permettre de développer l'organisation de colloques à la Saline, en créant un centre de recherche sur les thèmes de l'architecture et du travail. L'ensemble de ce nouveau projet devrait être mis en place dès janvier 2008<sup>33</sup>.

En définitive, chacune des étapes de la patrimonialisation de la Saline d'Arc-et-Senans a contribué un peu plus à convertir l'ancienne manufacture recyclée en patrimoine de l'utopie. Que ce soit à cause de l'inévitable déclin économique de la Saline au XIX<sup>e</sup> siècle, ou de son impossible reconversion industrielle au début du XX<sup>e</sup> siècle, la Saline s'est vidée de son histoire industrielle, offrant au regard un bâtiment dont la fonction n'était plus lisible. Ensuite, les conflits d'intérêt et la polémique autour de la réutilisation de la Saline ont contribué à imposer l'idée de faire de la Saline un patrimoine culturel organisé autour de l'idée de cité idéale. Mais aujourd'hui, le constat des difficultés auxquelles elle doit faire face révèle les limites de ce choix. Elles illustrent toute la difficulté qu'il y a à donner une seconde vie à un site industriel sans le dénaturer. Car la conversion de la Saline en emblème de la cité idéale passe par une reconstruction de l'image de ce lieu, qui occulte nécessairement les aspects techniques et fonctionnels du site, si bien que c'est un siècle d'activité industrielle qui est escamoté. Les nouvelles orientations prises par le département du Doubs devraient néanmoins redonner au site une partie de sa mémoire perdue.

---

<sup>33</sup> Entretien avec Laurent VERCRUYSSSE, représentant du conseil général du Doubs, mars 2007. Voir également : Conseil général du Doubs, « Convention entre le département du Doubs et l'Institut Claude Nicolas Ledoux », décembre 2006.



*La Macérienne est une des friches industrielles les plus importantes du nord de la France.  
Vue de la salle qui serait sortie des ateliers d'Eiffel.  
© Gracia Dorel-Ferré*

# Friches industrielles

## et réappropriation territoriale.

*Entre le déclenchement de la crise à l'été 1974 et la faillite retentissante de Creusot-Loire en juin 1984, l'industrie française a connu une décennie noire marquée par des licenciements massifs et le retournement de la courbe des emplois du secteur secondaire, l'effondrement de certaines branches (sidérurgie, chantiers navals, papeterie) et l'extension des friches industrielles, la disparition de raisons sociales historiques (Boussac, Kublmann, Manufrance), la ruine brutale d'entreprises jusque-là florissantes (Poclairn, Manurhin), enfin l'ébranlement de bastions réputés solides (Renault, PSA, Michelin).*

La reprise internationale et le tournant de la rigueur amorcés en 1983 ont permis de renouer à partir de 1984 avec la croissance de la production manufacturière, mais non avec le modèle des Trente Glorieuses : les « dégraissages », réductions d'effectifs, délocalisations, fermetures d'usines ont continué à faire partie du quotidien en France, mais aussi dans l'ensemble de l'Europe occidentale. Pourtant la décennie 1974-1984 apparaît comme une phase suraiguë dans un processus de désindustrialisation qui accompagne comme une ombre l'industrialisation depuis ses origines. Ce processus qui avec le recul du

temps commence à devenir un sujet d'investigation des historiens économistes<sup>2</sup>, a contribué à précipiter la question du patrimoine industriel. Après une première phase de sensibilisation à une sauvegarde et à une préservation urgente, est venu le temps de la valorisation de ces espaces en déshérence.

En effet, depuis la constitution à la fin des années 1990 des Missions interministérielles et interrégionales d'aménagement du territoire (MIAT<sup>3</sup>) dont le but est de rendre compte des dynamiques démographiques, économiques

<sup>1</sup> Respectivement maître de conférences et professeur à l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard - laboratoire Récits (Recherches sur les Choix Industriels, Techniques et Scientifiques - EA 3897).

<sup>2</sup> Près de vingt ans après la publication (en 1989) par l'économiste Elie Cohen de *L'Etat brancardier. Politiques du déclin industriel (1974-1984)*, c'est maintenant aux historiens d'aborder l'étude de cette décennie avec leurs méthodes et leur questionnement en prenant d'abord la mesure de la crise, en en précisant son intensité et ses spécificités, ses rythmes et ses modalités, la nature des remises en cause en fonction des branches, des types d'entreprise et des localisations. Les études de cas ou les approches plus transversales devraient permettre de poser la question des facteurs et des responsabilités tant au niveau du management des entreprises que de la gestion de la crise par les autorités et par les divers agents économiques. Mais l'analyse ne doit pas s'arrêter aux effets destructeurs, mais s'étendre également aux résistances, aux capacités d'adaptation et aux bonnes pratiques, aux orientations nouvelles dans l'organisation du travail et de la production qui ont permis le redressement d'entreprises ou d'activités en difficulté. De ce point de vue, il faut s'interroger sur la profondeur des restructurations et des mutations, concernant aussi bien les secteurs publics que privé, qui ont donné un nouveau visage à l'industrie, voire à l'usine : la désindustrialisation des années 1974-1984 a-t-elle été une étape nécessaire pour moderniser le tissu industriel à l'aube de la mondialisation ?

A travers ce questionnement, l'intérêt est de croiser les regards dans une perspective élargie et de discuter le cliché trop facilement admis d'une industrie sur le déclin et condamnée à terme. Cette approche globale a fait l'objet d'un colloque « Une décennie de désindustrialisation (1974-1984) », Journées d'histoire industrielle, Mulhouse-Belfort, 11-12 octobre 2007. L'objectif a été également de donner la parole à des décideurs des années 1974-1984, politiques, gestionnaires et chefs d'entreprise, en témoignant et en apportant leur éclairage sur cette époque. Les actes sont en passe d'être publiés sous la direction de Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf.

<sup>3</sup> Ces MIAT sont au nombre de six : Grand Sud-Est ; Grand Sud-Ouest ; Grand-Ouest ; bassin parisien ; Grand Est ; Pays du Nord.

et socio-culturelles, de nombreuses réflexions et travaux ont émergé afin de penser le territoire autrement, notamment dans une logique de développement durable de plus en plus prégnante. Avec la suppression des frontières, ces MIIAT ont eu le double objectif de souligner la cohésion et la compétitivité territoriales des six grands bassins français dans un espace européen, avec pour mission de promouvoir les territoires. Chacune de ces missions a été en mesure de produire un document d'orientations stratégiques mis au service des collectivités et des acteurs socio-économiques. L'un des axes de travail de la mission Grand Est<sup>4</sup> a été d'identifier les potentielles collaborations en matière de recherche et d'enseignement supérieur. Expérimentales et déconcentrées auprès des préfets de région, les MIIAT rebaptisées MEDCIE (missions d'études et de développement de coopérations interrégionales et européennes) sont devenues un outil interrégional d'observation, de veille et de prospective de l'Etat au sein duquel l'outil industriel et le patrimoine qu'il génère trouvent naturellement leur place.

Dans ce contexte, diverses rencontres ont eu lieu, co-organisées par les laboratoires Récits (Université de Technologie de Belfort-Montbéliard) et CRESAT<sup>5</sup> (Université de Haute Alsace), dont plusieurs journées de travail inscrites sous l'angle des enjeux de la requalification des friches industrielles<sup>6</sup> dans un premier temps et sous celui de leur réappropriation comme vecteur de reconquête économique<sup>7</sup>, dans un second temps. En plus de l'intérêt de la thématique pour les laboratoires et les acteurs sollicités pour ces journées, ces réflexions souhaitaient fournir quelques pistes, voire apporter des éléments de réponse à des préoccupations pleinement contemporaines en lien avec l'aménagement territorial. Il est aujourd'hui très courant de voir des sites usiniers vidés de leurs machines et de leur main-d'œuvre, corollaire des phénomènes de désindustrialisation liés à la crise des activités productives et aux délocalisations. Comment revaloriser alors ces lieux désertés sans tronquer leurs sens ? Quelle résurgence possible pour un lieu emprunt d'une image négative pour la mémoire collective ? Comment « réhabiliter » la pénibilité du travail auprès de la population ouvrière en érigeant leur lieu de labour en haut lieu patrimonial, en valeur sym-

bole de l'industrie ? Comment combiner dépollution et patrimonialisation d'un site ? C'est autour de ces interrogations que se sont réunis plusieurs acteurs issus du Grand Est, parfois au-delà. Il s'est d'abord agité de réfléchir aux phénomènes d'industrialisation et de désindustrialisation, ainsi qu'à leur impact sur le territoire paysager ; ensuite la discussion a porté sur la perception des friches industrielles par la population et leur gestion par les collectivités locales ; enfin ont été abordés les processus de patrimonialisation dont l'Alsace a servi de terrain d'application avec deux sites emblématiques : la SACM et Wesserling. Dans la continuité de ce fil conducteur, la seconde phase de réflexions<sup>8</sup> visait à approfondir et à affiner la problématique. Le nouvel objectif était de s'interroger, avec des praticiens (architecte et industriel), sur l'usage économique potentiel qui peut être fait du patrimoine industriel, dans le respect, bien entendu, de ses dimensions historique et culturelle. Il s'agissait d'inscrire les débats dans une vision prospective dans laquelle le patrimoine industriel peut être utilisé comme levier et permettre d'asseoir une vraie dynamique territoriale économiquement viable.

La gestion des friches industrielles a un grand rôle à jouer dans le développement et la reconfiguration des territoires, d'autant qu'elle implique une multiplicité des acteurs afférents : collectivités locales, entrepreneurs, architectes, urbanistes, universitaires, etc. Au-delà des limites spatiales et temporelles, désindustrialisation, délocalisation et disparition des industries posent, dans tous les cas, la question délicate de la requalification des espaces désertés et de la réhabilitation des édifices. L'un des intérêts de cette première rencontre a été d'appréhender ces problématiques par le biais de différents regards dont les contraintes varient selon que l'on se positionne en scientifique, en politique ou en aménageur. Malgré la diversité des profils, l'impact de l'industrie sur le paysage, voire son ancrage, a amené quasiment tous les intervenants à évoquer les problèmes de pollution des sols générée par l'industrie, le cheminement étant souvent semblable, à savoir, très succinctement : conquête industrielle du territoire, rural ou urbain - désaffectation - prise de conscience patrimoniale ou d'un intérêt foncier - phase de dépollution - renaissance dans une perspective sociale, culturelle ou économique.

<sup>4</sup> L'interrégion Grand Est associe l'Alsace, la Bourgogne, la Champagne-Ardenne, la Franche-Comté et la Lorraine. Les travaux menés par cette mission, coordonnée par M. Coulette, G. Couval, J.-P. Jouhaud et A. Mailfert, ont été publiés sous le titre : *Le Grand Est. Contribution de l'Etat à de nouveaux enjeux interrégionaux*. Paris : La Documentation française, 2002, 160 p. (Aménager la France de 2020).

<sup>5</sup> Centre de Recherches sur les Economies, les Sociétés, les Arts et les Techniques (EA 34 36) co-dirigé par N. Stoskopf et P. Fluck, professeurs à l'Université de Haute Alsace, à Mulhouse.

<sup>6</sup> Les actes de ce colloque ont été publiés : Lamard, Pierre et Vitoux, Marie-Claire (dir.). *Les Fiches industrielles, point d'ancrage de la modernité*. Paris : Editions Lavauzelle, 2006. 214 p.

<sup>7</sup> Les communications de cette journée d'étude sont en cours de publication par les éditions Lavauzelle. L'ouvrage doit paraître à la fin de l'année 2007 sous le titre « Le patrimoine industriel comme vecteur de reconquête économique ».

<sup>8</sup> Voir ci-dessus l'ouvrage à paraître.



Plus concrètement une communication a retracé ainsi la construction d'un paysage industriel dans la banlieue parisienne et plus précisément en Seine-Saint-Denis. Elle évoque les conséquences négatives de l'industrialisation concentrée, massive, non concertée, soulignées par un vocable spécifique, reflet d'une industrie nuisible pour son environnement paysager : « séquelles », « activités délétères », « foyers miasmatiques », ou encore « dépotoirs ». Les questions de salubrité sont placées au cœur de cette industrialisation et elles n'ont, en aucun cas, été endiguées par la législation napoléonienne de 1810 portant sur les activités dangereuses et insalubres. Au contraire, elle démontre que ce décret a progressivement induit une ségrégation entre la banlieue industrielle (Saint-Denis, Saint-Ouen, Aubervilliers ou Pantin) et la banlieue résidentielle (Auteuil, Neuilly, Passy ou Saint-Cloud). Les industries les plus polluantes ont été reléguées à la périphérie de la ville et se sont ainsi maintenues en l'état jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle. Ce n'est qu'après la désindustrialisation, puis la déconstruction du paysage industriel ambiant qu'une prise de conscience a émergé dans les années 1980 et que la requalification des friches a commencé à être pensée. Cette désindustrialisation a certes partiellement libéré l'espace des nuisances visibles, sonores et olfactives directement induites par la production, en revanche elle a laissé les sols souillés par une pollution plus insidieuse.

Cette dimension a été également abordée par un pur scientifique de la question de l'École nationale supérieure de Nancy. Il s'est appuyé sur ses propres travaux et sur ceux de son équipe pour indiquer que la friche industrielle peut malgré tout, au-delà du « déchet », être envisagée comme un espace à reconquérir même si elle a été source de pollution. Différents types de friches sont clairement distinguées. D'abord, arrive en premier exemple la friche industrielle comme ensemble résiduaire à travers l'exemple du site sidérurgique de Rombas, en Moselle. Ensuite, est déclinée la notion de friche déplacée résultant de dépôts de matières technologiques résiduaire rassemblés sur des sites distincts de ceux de leur production. Ces dépôts ont été parfaitement pensés et conçus pour répondre à des dispositions réglementaires destinées à faciliter leur gestion, et ce parfois dès le début du 20<sup>e</sup> siècle. Mais malgré ces précautions, la difficulté rencontrée aujourd'hui provient de l'absence d'archives précisant leur localisation et leur conditionnement ; ces dépôts se trouvent alors ponctuellement révélés à l'occasion d'opérations de travaux publics dans des conditions très délicates. Il faut encore distinguer la friche disséminée issue de l'érosion des matières fabriquées par l'homme. Même si contrairement à la friche, ces produits d'usure sont très éparpillés et diversifiés, leur nature est très semblable et ils fournissent une image plus variée des impacts anthropiques. Qu'il s'agisse de zinguerie des toitures, de pneumatiques,

de peintures ou encore de produits d'entretien, ils sont presque exclusivement concentrés en milieu urbain, lieu de leur production, et sont véhiculés par les eaux de ruissellement, puis finissent par atteindre le réseau d'assainissement si aucune disposition *ad hoc* n'est prise. Aussi protéiforme soit-elle, la friche industrielle doit donc être reconquise en prenant en compte ses caractéristiques spécifiques afin de les rendre compatibles à sa nouvelle affectation et d'en optimiser le traitement nécessaire.

Dans la même veine ont été mentionnées les dispositions de dépollution de l'île Seguin dont le chantier de déconstruction des usines Renault a démarré en 1997 à Boulogne-Billancourt. Les ateliers sont alors vidés de leurs entrailles ferreuses avant que la démolition ne commence en mars 2004. Chargé de suivre le dossier depuis la fermeture de l'usine, un membre de la Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA) décline un processus de non patrimonialisation. Conscient des contraintes et des enjeux politiques, il retrace les différentes phases par lesquelles le site est passé. C'est aussi l'occasion d'évoquer le travail et la mission de l'Inventaire général qui a notamment permis de fixer à jamais le site tel qu'il se présentait entre 1990 et 1992, à travers de nombreuses campagnes photographiques ; d'effectuer des recherches sur l'histoire de l'usine auprès de la section d'Histoire du Groupe Renault fondée en 1970 par Gilbert Hatry ; et d'y découvrir le fonds extrêmement riche des archives internes de la Régie. Les différents projets de requalification du site portés par des équipes d'architecte de notoriété dont R. Piano, C. de Portzamparc, R. Rogers ou encore Reichen et Robert, sont aussi évoqués, ainsi que celui de la fondation d'art contemporain imaginé par Tadao Ando pour F. Pinault arguant d'un effet Bilbao-Rogers et entraînant par là même la démolition des derniers bâtiments de l'île. Du patrimoine à la table rase, le paysage du site est présenté tel qu'il existait à la fin de l'année 2005 et dont le niveau d'arasement de l'île correspond désormais à celui de la fin des années 1920 ; seuls quelques pans de murs subsistent aujourd'hui, le destin de l'île étant toujours incertain depuis le départ de la collection de F. Pinault pour le palais Grassi, à Venise.

Dans un autre cadre géographique, un aménageur, Directeur adjoint d'une agence de développement et d'urbanisme, a montré à son tour comment l'industrie du Pays de Montbéliard a tout autant façonné son paysage, à sa manière, et a évoqué une industrialisation en deux temps. Au 19<sup>e</sup> siècle, l'industrie diversifiée autour du textile, de la petite métallurgie, de l'horlogerie, puis des cycles et des premières automobiles, s'organise et s'étend dans les vallées, structure les villages et utilise l'eau comme force motrice. Puis au début du 20<sup>e</sup> siècle, ces anciennes activités cèdent la place à l'industrie automobile hégémonique regroupée à partir des années 1980 autour de

Sochaux. Une typologie des friches essentiellement situées dans les zones urbaines des vallées est dressée. La question de la dépollution s'avère là aussi prégnante. La pollution des sols est considérée comme un frein à la mutation, la responsabilité incombant au cédant. Au-delà de ces difficultés, l'enjeu, pour les collectivités du Pays de Montbéliard, est d'assurer la gestion des friches de cette ère post-industrielle nécessaire au renouvellement du territoire en général, et de la ville en particulier. Cette problématique territoriale est intéressante dans le sens où elle révèle la variabilité de la perception de la friche industrielle selon le statut et les fonctions de chacun. Tandis que l'urbaniste perçoit ces espaces désertés comme un vrai potentiel de renouvellement urbain, l'historien y voit des lieux de mémoire du passé industriel à ne pas dénaturer ; l'économiste, quant à lui, les considère comme des contraintes aux exigences de la compétitivité internationale ; enfin, l'administration les définit comme zone désaffectée depuis un temps donné. Mais malgré les réalités fort différentes que recouvrent les friches, l'objectif affirmé est une gestion pertinente des traces du passé industriel pour conforter l'attractivité économique et résidentielle du Pays de Montbéliard ; plusieurs opérations de requalification de friches anciennes y sont déjà engagées et témoignent de l'implication de tous les acteurs par la diversité de leurs destinations : usage économique ; parcs urbains ; équipements culturels ; ou encore usage social (logements). Il est souligné par ailleurs l'importance du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), lequel facilite la requalification des sites dont la nouvelle affectation varie aussi selon leur implantation géographique. Dans le cœur de l'agglomération ou du village, sont privilégiés logements, services, équipements publics, tandis qu'en dehors du périmètre urbain sont encouragées les conversions à fins économiques destinées aux petites industries ne générant pas de nuisance environnementale. Le SCOT permet ainsi une plus grande cohérence dans la réflexion sur les choix d'aménagement. Ces opérations de reconversion sont aussi l'occasion de maintenir les emplois de proximité dans le tissu urbain. L'intérêt des SCOT est donc fondamental si l'on considère par exemple, avant sa généralisation, le cas de la banlieue parisienne. L'absence d'organisation rationnelle et pensée de son territoire, jusqu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, génère des paysages urbains agencés de manière hasardeuse dont les conséquences sociales et environnementales sont désastreuses.

Au-delà du territoire, l'appréhension des friches industrielles peut passer par une appropriation des actions culturelles auprès des populations locales. A partir de la Lorraine, un enseignant-chercheur à l'UHP-Nancy I, a démontré en quoi les friches peuvent être considérées comme de vrais leviers vers la pérennisation de savoir faire disparus, comme des lieux et points de convergence entre les professionnels du

métier (anciens ouvriers) et le public. Dans cette logique, est évoquée, à travers les travaux du sociologue D. Charrasse, la socialisation de la production d'archives illustrée par le bassin sidérurgique de Longwy. La collecte des archives s'y est faite ponctuellement, sans intervention institutionnelle qui aurait pu garantir une systématisation et une cohérence de l'archivage dans un lieu de conservation unique. Ce fut ultérieurement le cas d'Usinor qui définit une politique de collecte des archives de l'ensemble des établissements du groupe. Le constat, assez déplorable, a révélé des classements anarchiques au gré de la volonté des différents chefs de service et de la place dont ils disposaient. Compte tenu des mauvaises conditions de conservation, c'est à l'issue de cette enquête préalable qu'a été mis en place un programme de repérage, de collecte et de gestion des archives anciennes et à venir. Le problème de conservation des archives d'entreprises est, en Lorraine, vraisemblablement lié à un phénomène culturel ; il semble dû à la méfiance des anciens maîtres de forges et plus largement des milieux économiques. Une exception cependant, le cas de Pont à Mousson où a été instauré dès le début une politique de collecte systématique des archives dont l'intérêt dépasse la seule monographie d'entreprise mais fournit des informations plus générales, notamment sur l'histoire sociale de la région.

Les préoccupations liées aux friches industrielles peuvent autant se manifester à travers l'animation du patrimoine comme l'indique le Directeur de l'Atelier du Pays de Montbéliard. Dans ce cas, elles apparaissent comme une passerelle destinée à conserver et à transmettre la mémoire. Les actions développées peuvent être menées par des troupes de théâtre qui s'approprient un temps des sites industriels désertés. La mémoire orale y est valorisée et présente le double intérêt de permettre aux témoins, anciens ouvriers, de s'exprimer sur leur histoire, et de diffuser cette mémoire auprès du public et des chercheurs. Certes, l'histoire est nécessairement scénarisée mais elle apporte l'humanité que les friches semblent avoir perdue, ainsi qu'un regard contemporain sur le passé, enfin elle donne une lisibilité à l'ensemble architectural et technique.

Autre lieu, autre approche : un chercheur de l'APIC, montre comment la Macérienne, usine emblématique de la métallurgie ardennaise issue de la dynastie Clément-Bayard, s'est faite objet patrimonial. Edifiée à la fin du 19<sup>e</sup> siècle à Charleville-Mézières, la Macérienne dépose son bilan en 1984 au moment même où disparaissait une frange importante du monde industriel lié à la métallurgie de transformation développée à partir de la monarchie de Juillet (clouterie, boulonnerie, fonderie, etc.). Achetée par la commune en 1989, elle devient le lieu de nombreuses manifestations : expositions, conférences, colloques, etc. Le combat patrimonial pour cet emblème régional est toujours en cours et veut avant tout s'inscrire dans une vision

prospective dont la nouvelle destinée du site ne saurait en aucun cas masquer l'histoire du lieu (exposition permanente).

C'est cette perspective<sup>9</sup> qui a également été adoptée sur l'ancien site chauxfournier de Lormandière, à Chartres-de-Bretagne, propriété du Conseil général d'Ille-et-Vilaine depuis 1988. Cette friche industrielle ne constitue pas seulement un lieu d'expérimentations culturelles, mais elle est aussi une opportunité de reconquête territoriale. L'objectif est de revitaliser la friche afin d'en faire un véritable enjeu de développement c'est-à-dire la faire émerger comme un lieu d'échanges, de culture et de connaissance en plaçant la mémoire dans une position prospective. L'approche territoriale de ce haut lieu chauxfournier est aussi l'occasion de souligner la fragilité du patrimoine industriel et l'intérêt variable qui lui est porté puisque le site industriel doit sa survie à l'attention accordée à l'écosystème local dont la richesse est générée par la présence d'un sous-sol calcaire (rareté de la faune et de la flore). A Lormandière, le choix d'une alliance étroite entre patrimoine naturel et patrimoine industriel a été fait et se traduit par exemple par la mise en place de circuits de découverte au même titre qu'à la Macérienne. Il est clair que ces expériences patrimoniales ne résultent pas de la seule volonté du grand nombre mais elles se construisent aussi au gré des politiques locales dont l'aval est indispensable à la bonne conduite d'un projet, comme en atteste la requalification de deux sites alsaciens dont le consensus entre privé et public en a été garant. C'est autour de ces deux emblèmes que le colloque a pris une dimension plus pratique, plus proche du terrain, au cœur des processus de patrimonialisation.

Comme le précise alors un professeur d'histoire contemporaine à l'UHA, dans son récit de l'histoire de l'entreprise, la fonderie Marozeau trouve son origine dans les années 1920 au cœur du site de la Société Alsacienne des Constructions Mécaniques (SACM) à Mulhouse. Son développement spatial témoigne à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle d'un grignotage des terres, prises entre le canal Rhin-Rhône et le réseau ferré. C'est ainsi qu'est soulignée la richesse de l'apport de l'archéologie industrielle qui restitue l'invisible par un va et vient entre le travail de terrain et celui de la consultation archivistique. Puis, ce regard porté sur le passé est ensuite complété par l'intervention du directeur du service d'urbanisme, et du directeur technique de la Société d'économie Mixte de la région mulhousienne,

qui se remémorent plus de dix années de réflexion générale sur le quartier, nécessaires pour aboutir à la décision politique de reconversion de la fonderie en lieu d'enseignement supérieur<sup>9</sup>. Le chantier devait affirmer ses atouts en terme qualitatif avec l'instauration de logements sur le site et en terme de redynamisation du quartier avec l'apport de nouvelles fonctions. Il est rappelé l'importance que ces friches ne soient pas le lot de seules structures publiques. Elles peuvent être l'objet d'initiatives privées, voire citoyennes, signe de l'émergence d'une vraie conscience patrimoniale. Cet enjeu symbolique lié à la conservation de la mémoire du passé industriel est d'ailleurs illustré par le site mulhousien Manurhin pour lequel une vingtaine de particuliers se sont rassemblés en SCI immobilière pour réhabiliter ce vaste espace et le diviser en lofts. Les enjeux urbains, techniques et architecturaux de la reconversion de la fonderie ont été évoqués par l'architecte en charge du projet, l'un des objectifs du projet étant que l'université établisse des liens avec son environnement et devienne un lieu d'échange. Son ouverture est prévue pour l'automne 2007. En plus de surmonter les difficultés liées au risque sismique, l'un des défis techniques a été d'adapter un édifice industriel à son nouvel usage et, d'un point de vue architectural, il faut féliciter l'attitude respectueuse de la maîtrise d'œuvre en matière de structure et de logique fonctionnelle de l'édifice sans en dénaturer le sens. Au même titre que la Macérienne avec son thème autour de l'eau utilisé comme point d'ancrage aux énergies renouvelables, le programme de la Fonderie répond aux nouvelles problématiques de développement durable, notamment aux exigences de la Haute Qualité Environnementale (HQE) de l'ADEME.

Aux quartiers urbains ont succédé les collines vosgiennes avec la présentation du site de Wesserling en cours de requalification. Niché dans une vallée, il est question d'un ensemble textile (filature et tissage) de renommée internationale dont l'évolution historique a été complétée par un regard archéologique courant sur deux siècles et demi, de 1762 à 2003. La société, fondée pour fabriquer des indiennes, devient manufacture royale en 1783 et se caractérise par une mécanisation précoce. Elle emploie 5000 salariés sous le Second Empire et assure l'impression de tissus de grande qualité. Aujourd'hui objet de mémoire, elle vise à intégrer son histoire dans une dynamique prospective. Le Président de la Communauté de Communes de la vallée de Saint-Amarin explique comment ce type

<sup>9</sup> En dehors de la faculté des Sciences Economiques, Sociales et Juridiques (FSSESJ), la Fonderie accueillera le Pôle documentaire de la faculté complété par le Centre Rhénan d'Archives et de Recherches Economiques (CERARE) ; la Bibliothèque de l'Université et celle de la Société Industrielle de Mulhouse (BUSIM) ; la cafétéria du Clous ; le Centre d'Art Contemporain de Mulhouse fonctionnant sur le mode des « Kunsthalles » comme un lieu de création en synergie avec d'autres entités culturelles locales et européennes (proximité de Bâle) ; et les Archives Municipales.

Voir à ce sujet : Marina Gasnier. *Mulhouse : de la fonderie sidérurgique à la « Fonderie du savoir ». Archéologie industrielle en France*, 49, décembre 2006, p. 20-27.

de friches industrielles, au départ perçues comme un handicap, à la fois économique et paysager, peut devenir un atout si elles sont valorisées par un programme aux ambitions plurielles. Ainsi en 2004, la communauté de communes rachète le parc de Wesserling, inscrit en 1998 à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques, ainsi que ses friches pour en faire un centre économique (accueil des PME), patrimonial (écomusée) et touristique (hôtels) majeur en Alsace. Par cette reconversion, il souhaite appliquer la mixité fonctionnelle très diffusée Outre Manche, mais encore trop rare en France précise-t-il. Dans le cas présent, cette pluralité fonctionnelle semble facilitée par le fait que les collectivités locales sont l'unique propriétaire de l'ensemble d'où une volonté de cohérence du projet à court, moyen et long terme.

## Conclusion

---

La montée en puissance des territoires industriels comme le phénomène de désindustrialisation induisent de nombreuses interrogations, quant à la gestion d'un patrimoine en constante mutation. Car, la patrimonialisation du fait industriel reste un phénomène fondamental pour appréhender des identités territoriales. Le paysage, les lieux d'usines,

l'architecture, les savoirs faire, les objets... tout comme la mémoire du travail, les cités ouvrières, les demeures patronales et autres infrastructures à caractère social concourent à la lecture et à la perception de notre cadre de vie. Or, les valeurs cardinales issues de notre passé ont tendance parfois à être ignorées dans la précipitation de la reconversion, voire dans l'éradication parfois brutale de toutes traces physiques d'ateliers, de bâtiments, parfois d'archives. Certes tout ne peut être conservé, mais l'histoire est partout présente et de nouvelles pistes de réflexion contemporaine se multiplient nous amenant vers des formes modernes de valorisation. L'architecture industrielle, ignorée voire méprisée il y a peu de temps encore, se retrouve donc aujourd'hui au cœur de nombreux enjeux d'ordre urbanistique et économique, impliquant acteurs professionnels et institutions diverses, chacun animé par des préoccupations différentes. La friche industrielle est donc un lieu de confluence de compétences et de pratiques multiples où les valeurs du passé sont l'objet de réappropriations diverses dans des perspectives de recomposition et de dynamiques territoriales. Il existe ainsi des formes emblématiques de coordination d'une politique de sauvegarde et de valorisation en appui sur des programmes scientifiques nourris et élaborés par les meilleures compétences, en direction de formes d'activités fort différentes.

# La Macérienne,

## Une usine emblématique appelée à un autre destin

*Sur l'arc de la France industrielle en reconversion, qui s'étire du Nord-Pas-de-Calais à la Porte de Montbéliard, en passant par la Lorraine, l'Ardenne du Nord se caractérise par la pérennité de sa spécialisation métallurgique. Depuis les derniers siècles du Moyen Age jusqu'à nos jours, cette contrée offre un exemple d'industrialisation en continu, en particulier dans l'étendue de la clouterie à la main, au nord de Charleville-Mézières. En effet, la disparition progressive de cette dense protoindustrie, dans les premières décennies du XIX<sup>ème</sup> siècle, n'a pas engendré la désindustrialisation.*

A l'instar des anciens bassins industriels, l'Ardenne du Nord n'a pas échappé à la grande transformation en œuvre depuis le milieu des années 1970, d'où des fermetures d'usines et des friches industrielles. A Charleville-Mézières, le site de La Macérienne est unique, par la qualité et la représentativité du bâti usinier sauvegardé, mais aussi par la personnalité de son créateur, A. Clément-Bayard - convaincu de la supériorité de l'hydro-électricité sur le charbon -, et encore par sa situation dans la ville, à proximité de la Préfecture des Ardennes. Par ailleurs, La Macérienne est le seul site de la métallurgie ardennaise à avoir bénéficié d'une mobilisation durable et multiforme pour sa sauvegarde et son avenir.

### La Macérienne, une des usines d'Adolphe Clément-Bayard

Lorsque commence la construction de son usine, en juin 1894, à Mézières, préfecture des Ardennes et place militaire déclassée dix ans plus tôt, Adolphe Clément (1855-1928) est un constructeur de vélocipèdes (bicycles et tricycles) réputé. En 1889, il a déposé la célèbre marque de fabrique « Le Clément », et les années suivantes plusieurs brevets d'invention.

Né à Pierrefonds (Oise), fils d'un modeste épicier, A. Clément se forme à la serrurerie et à la mécanique en accomplissant un « Tour de France ». Lors de son mariage en 1878, il est déjà établi à Paris. Ambitieux et inventif, ce self-made-man, qui aime la compétition et ne manque pas d'audace, installe une manufacture en 1886, 20 rue Brunel, à proximité de la place de l'Etoile. Habile sur le plan commercial, il ouvre un magasin en

1890, au 31 rue du Quatre-Septembre, près de l'Opéra. La même année, il réussit un magnifique coup de poker. En contrepartie de l'achat de 2000 actions Dunlop pour 55.000 francs, A Clément obtient pour la France la licence du fameux pneu inventé en 1888. Sûr de lui, il se sépare, en 1891, de ses premiers associés.

Dans son petit essai biographique, un dénommé Izard rapporte qu'A. Clément, le grand-père de son ami Billy, aurait fait une plus-value représentant cent fois son investissement ! C'est ce début de fortune qui pourrait expliquer la formation, dès 1894, d'une commandite par actions au capital de 4 millions de francs, la société Clément et Cie, pour « la fabrication et le commerce de vélocipèdes et de voiturettes mécaniques ». Par ailleurs, A. Clément s'engage à faire édifier deux nouvelles usines : l'une à Tulle où il a acheté le domaine de La Marque en 1893, et l'autre à Levallois-Perret où il possède un terrain, en bordure de la Seine. Avant de devenir un des pionniers de l'automobile en France (1897-99), il vend son affaire à un groupe financier anglais qui réunit les cycles Clément et les cycles Gladiator. C'est Fernand Charron, son futur gendre, qui en prend la direction.

Durant ces années cruciales, le noyau primitif (1894-1897) de La Macérienne sort de terre, à la grande satisfaction du maire de Mézières, l'ingénieur des Mines Marie-Georges Mialaret. A partir de 1897, La Macérienne fournit l'usine-mère de Levallois-Perret en pièces pour les bicyclettes (rayons, écrous, billes) et les premières voiturettes (pièces en acier coulé et en fonte malléable). Plusieurs facteurs expliquent ce choix de localisation : la modicité des prix des terrains libérés par l'Armée, l'aménagement d'une retenue d'eau par la ville en 1890, la proximité de Paris et la présence d'une main-d'œuvre métallurgique de qualité.



Alors qu'il est devenu un chef d'entreprise d'envergure, A. Clément est autorisé, en 1911, à adjoindre à son patronyme celui de Bayard, qu'il avait déjà utilisé comme marque commerciale. Dans le parc jouxtant La Macérienne, une statue du preux chevalier avait été érigée en 1893. Réalisée par le sculpteur ardennais Aristide Croisy (1840-1899), elle devait non seulement illustrer le patriotisme dont Bayard avait fait preuve lors du siège de Mézières en 1521 par les Impériaux tenus en échec, mais aussi exalter des valeurs qu'Adolphe Clément-Bayard faisait siennes.

## La Macérienne, un site majeur et des constructions représentatives

De l'ensemble usinier (18.000 m<sup>2</sup>), il reste aujourd'hui deux bâtiments représentatifs de l'évolution de l'architecture industrielle au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. D'une part, il s'agit du grand atelier de mécanique (1894-97), auquel est accolé le petit bâtiment des turbines, et d'autre part de l'atelier Eiffel (1903-07). Afin

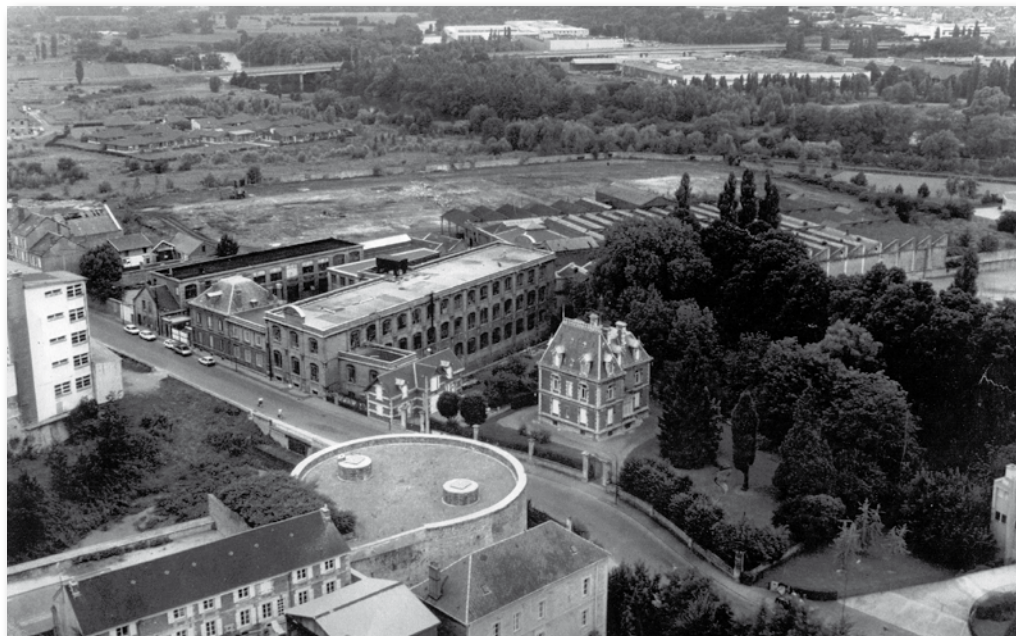
de suivre leur construction, A. Clément se fit envoyer des photographies par son homme de confiance qui était sur place, le capitaine Leneveu.

Donnant sur l'avenue L. Tirman (autrefois Chaussée des Usines), le grand atelier offre un exemple rare dans la métallurgie ardennaise d'une usine à étages (67 m x 17m), avec ses trois niveaux éclairés par de larges fenêtres métalliques, et reliés dès 1898 par un monte-charge électrique. Sa réalisation fut confiée à l'architecte L. Dardenne. Bien qu'il soit représentatif d'une conception traditionnelle, cet édifice se distingue par ses planchers reposant sur des poutrelles métalliques hourdées de béton, que portent quelques piliers en métal, d'où un espace disponible qui paraît plus vaste. Couvert d'une terrasse délimitée par une balustrade pleine, le grand atelier témoigne du dessein d'A. Clément de faire une belle usine. D'inspiration classique, avec des fenêtres encadrées de chaînes harpées et surmontées d'un arc avec clef, bien ordonnée par des pilastres et des bandeaux, sa façade en est l'élégante illustration. Dominée par un fronton éponyme et daté, elle présente un appareil très soigné en pierres de Dom, un calcaire local de couleur jaunâtre.



*Vue des turbines A. Clément.*

© René Colinet



*Vue générale du site de la Macérienne  
coll. René Colinet*

A l'arrière du grand atelier, s'étend l'atelier dit Eiffel, le type même de l'usine en rez-de-chaussée, une juxtaposition de 16 travées (60 m x 5 m) identiques et construites en trois étapes (1903 : 12 travées de 40 m sur 5 m ; 1907 : 12 travées de 60 m sur 5 m) ; 1930 : 16 travées de 60 m sur 5 m). D'une superficie de 4.800 m<sup>2</sup> (1903 : 2400 m<sup>2</sup> ; 1903 : 3600 m<sup>2</sup> ; 1930 : 4800 m<sup>2</sup>), ce nouvel atelier de mécanique se distingue par ses sheds couvrant les travées selon le même principe : un versant vitré à pente verticale orientée au nord, et un versant moins incliné portant des tuiles mécaniques et des lanterneaux pour l'aération.

Ce toit en dents de scie repose sur une charpente métallique (d'où la référence à Eiffel) est constitué d'un assemblage de fermes de treillis rivés qui ne reposent que sur six minces piliers prenant appui sur des « socles » en béton armé enterrés dans les fondations. Opaques, les murs latéraux en moellons ne jouent qu'un rôle porteur partiel, par l'entremise de supports scandant la succession des travées. Ainsi, l'atelier Eiffel offrait un vaste espace libre au sol, propice à une production manufacturière rationnelle, moderne et productiviste. Y furent installées des machines-outils venues d'Outre-Atlantique, et reposant sur un pavage en bois.

C'est du sommet de la tour Milard qu'il faut voir le site de La Macérienne ! D'emblée, on saisit sa configura-

tion, son organisation, son lien intime avec l'eau comme énergie hydro-électrique et son grand intérêt patrimonial. A proximité de la basilique Notre-Dame et de la Préfecture des Ardennes, cette usine dans la ville est l'expression d'une histoire architecturale et technique, mais aussi un miroir de l'histoire économique et sociale, ce dernier aspect étant renforcé par la présence du château du directeur et des maisons ouvrières, un peu plus éloignées. Pour tout dire, elle est la marque de la seconde industrialisation dans le paysage urbain.

## **La Macérienne, un enjeu patrimonial, urbain et social**

La patrimonialisation de La Macérienne, c'est-à-dire sa transformation de site productif en objet patrimonial, résulte de l'engagement de personnes venues d'horizons divers, acteurs à différents degrés de la vie culturelle et associative. De fait, ce processus a démarré au lendemain de la cessation d'activité. En effet, la première étape fut le dépôt, en novembre 1984, d'un ensemble de documents et de papiers par M. Maurice Grimond (1923-2005), dernier directeur général de La Macérienne, auprès des Archives Départementales des Ardennes. Lors de leur classement, on découvrit un petit trésor, des

albums contenant les mêmes photos qu'A. Clément avait reçues entre 1894 et 1907. A l'invitation du Président de la Société d'Etudes Ardennaises, M. Michel Cart, deux articles pionniers furent rédigés à partir de ce fonds inespéré, et parurent dans la Revue Historique Ardennaise (tome XX, 1985 ; tome XXII, 1987).

En décembre 1989, l'acquisition du site de La Macérienne par la municipalité constitua la seconde étape. Ces 6 hectares offrent une belle réserve foncière en vue de la requalification du centre de Mézières. Afin d'éviter que ce site ne soit vandalisé, les services de l'urbanisme de la ville occupèrent les anciens bureaux. Menacé par des inondations désastreuses (1993/94 et 1995), l'avenir du site se trouvait suspendu aux travaux d'aménagement et de régularisation de la Meuse. Au printemps 2006, l'hypothèque était levée, comme le prouvait l'organisation d'un Concours d'idées sur la reconversion de La Macérienne. Une trentaine de projets – originaux, novateurs, n'oubliant pas le passé, s'inscrivant dans le projet urbain de relier les différentes parties de la ville, s'ouvrant sur les nouvelles énergies, comme l'avait fait A. Clément... - furent présentés au public. Par son vote, celui-ci récompensa les productions qu'il avait jugées les meilleures.

Ce processus de patrimonialisation, long et multiforme, s'appuya sur divers vecteurs : articles, conférences, colloques, interviews dans la presse, Journées du Patrimoine, Week-end du CILAC, et l'intervention de spécialistes du patrimoine industriel (en particulier, le professeur Denis Woronoff). Ainsi, le combat patrimonial en faveur de La Macérienne obtint une légitimité scientifique, fut connu parmi les spécialistes, et trouva un écho au sein du TICCIH. Sur place, l'organisation de l'exposition Art Passant par mes soins sur les grilles de la Préfecture des Ardennes, dans le cadre de la manifestation « Mézières 2005 » apporta la preuve que La Macérienne faisait maintenant partie du patrimoine de Mézières, au même titre que la Basilique Notre-Dame ou les fortifications. En outre, elle rappelait que Mézières n'était pas seulement une ville militaire et admi-

nistrative, mais aussi industrielle. Auparavant, l'OPAC des Ardennes avait accueilli dans son vaste hall une exposition réalisée par M. Jean-Claude Risse, un grand collectionneur, sur A. Clément-Bayard, à laquelle j'avais participé moi-même. Les visiteurs, à leur grande surprise, découvrirent alors trois voitures Clément-Bayard. Ainsi, l'année 2005 apparaît comme un tournant pour le site de La Macérienne, d'autant qu'elle a vu la formation d'un collectif qui se bat pour que la reconversion ne se traduise pas par une perte de sens, autrement dit un oubli du passé.

Les activités de l'APIC (Association pour le patrimoine industriel de Champagne-Ardenne) ont montré que La Macérienne peut être un objet d'étude et d'enseignement au patrimoine industriel, de l'école primaire à l'université, en passant par le secondaire. Elle offre une pertinente étude de cas sur l'implantation d'une usine dans la ville en fonction de la logique industrielle de son créateur, et d'autre part son inscription dans un territoire urbain. Sans oublier l'intérêt du bâti usinier dont les caractéristiques architecturales et l'expansion spatiale témoignent à la fois des styles d'industrialisation et de l'histoire de l'usine.

## Bibliographie

- R.COLINET., *Métallurgie Ardennaise*. Epernay, ORCA, CASTOR et POLLUX, 2001.
- R., COLINET., << La Macérienne, une usine emblématique en déshérence dans la ville >> in *Les Friches industrielles, point d'ancrage de la modernité*. Lavauzelle, 2006.
- R COLINET., << Mémoire, histoire et patrimoine : le cas de la métallurgie ardennaise >>, in *Les Arts du feu*, Claude Brevot- Dromzée et al., Reims, PUR, 2004, pp15-36
- G.DOREL-FERRÉ (dir.), *Atlas du patrimoine industriel de Champagne- Ardennes*, CRDP de Champagne-Ardenne, 2005.

# Les reconversions d'usines à Troyes

*Bien avant la Première Guerre mondiale, elle devient la capitale de la bonneterie avec 54 % du chiffre d'affaires national. Cet âge d'or se poursuit jusqu'aux années 1970 et lègue à Troyes un patrimoine considérable : bâti de production, machines, habitat ouvrier et bourgeois, mémoire sociale... La crise de la bonneterie provoque la fermeture d'usines et la multiplication des friches industrielles. Leur ampleur est telle qu'elle fait naître à la fin des années 1990 un interventionnisme municipal concernant leur avenir, les enjeux étant en effet considérables en terme de requalification urbaine. Les multiples reconversions mises en oeuvre dans le faubourg troyen de Sainte-Savine, autour des rues Bégand et Courtalon, sont tournées vers le logement et les activités tertiaires.*

## I. Des enjeux considérables

Jusque vers les années 1870, la production de bonneterie s'organise selon le système de la manufacture dispersée dans des ateliers ruraux et urbains. Les négociants regroupent petit à petit les métiers dans leurs murs ou dans des bâtiments non usiniers. Très vite, la place manque dans ces locaux et en ville du fait de l'expansion de l'activité ou de l'évolution des métiers. Il faut quitter le centre médiéval - le bouchon de champagne - pour trouver les espaces nécessaires. La bonneterie industrialisée, organisée en filière (teinture, tricotage, coupé-cousu, apprêt, construction de métiers), investit particulièrement le faubourg troyen de Sainte-Savine.

Ce quartier est situé à proximité du Quartier-haut. Là sont installés les marchands-fabricants des origines qui y trouvent des terrains disponibles, hors d'atteinte des eaux de la Seine. De plus, la proximité de la nouvelle gare, édifée en 1857-1858 lors du prolongement de la voie ferrée Paris-Troyes vers Mulhouse, présente un attrait commercial non négligeable. Certaines entreprises se servent aussi des eaux de la petite rivière de Vienne pour évacuer leurs effluents liquides. Enfin, les industriels du quartier profitent des synergies qui s'établissent entre entreprises de la filière maille. En 1870, on dénombre dix entreprises en rapport avec la bonneterie, et quarante en 1880. Le chiffre baisse en 1900 du fait de la concentration et de

l'essor des grandes usines qui regroupent sous le même toit ce qu'elles confiaient auparavant à des entreprises dispersées.

Le faubourg troyen de Sainte-Savine voit, entre les rues Bégand et Courtalon, le développement d'un îlot usinier d'une taille exceptionnelle. Des entreprises de premier plan s'y développent : Mauchauffée (1876), Bonbon (1882), Delostal (1883), Lebocey (1884), Devanlay (1870). Trait majeur de l'urbanisation à Troyes : l'usine côtoie l'habitat et inversement. Une certaine mixité sociale est la règle. L'habitat ouvrier a aujourd'hui disparu, mais subsistent encore des villas bourgeoises et habitations regroupées en cités, comme cela se pratique en région parisienne depuis la première moitié du XIXe siècle. La villa Rothier est lotie à partir de 1890 par Émile Rothier, industriel cordier, et finit par compter 33 maisons. Les villas Moderne et Courtalon sont fondées à partir de 1898 par une société civile Bonbon-Delostal, initiée par Anatole Delostal et Georges Bonbon, industriels bonnetiers.

D'une ampleur relativement modeste, le bâti industriel se fond dans l'habitat ambiant, même s'il présente parfois une certaine esthétique (usines Journé et Bonbon) ou affiche l'identité de son propriétaire (Mauchauffée). Si l'architecture usinière du quartier apparaît médiocre, comparée à celle des châteaux de l'industrie du nord, il reste que ses témoignages sont déterminants du point de vue de l'histoire sociale.





*Photographie aérienne du quartier Bégand-Courtalon  
© Press' Troyes, N°111 mars 2003*



*Vue du complexe cinématographique et hôtelier construit sur le site Poron  
© J-L Humbert, 2003*



Le site montre enfin une reconversion en cours de friches et de bâtiments industriels, les usines ayant pour la plupart, cessé leur activité. Les reconversions accomplies, en cours ou à venir, concernent les principales usines. Leurs promoteurs cherchent de plus en plus à connaître l'histoire de ces dernières avant d'agir.

Ce souci est à mettre au crédit des défenseurs du patrimoine industriel<sup>1</sup>. Des associations comme le Club XIXe siècle, la SAT (Sauvegarde et Avenir de Troyes) ou l'APIC (Association pour le Patrimoine industriel de Champagne-Ardenne) sensibilisent aussi le public au patrimoine de l'industrialisation. Depuis 1995, l'Office de Tourisme de Troyes intègre le XIXe siècle et le patrimoine industriel dans ses dépliants promotionnels, ses circuits commentés et la formation de ses futurs guides.

À Troyes, comme dans d'autres villes industrielles, la mutation des systèmes productifs conduit à l'abandon des sites industriels anciens. La crise de la bonneterie, dont les effets se font sentir dans la deuxième moitié des années 1970, aboutit dans l'agglomération troyenne à un désastre humain et à la fermeture de nombreux sites de production. La mondialisation et les délocalisations qui l'accompagnent, la pression de la grande distribution qui lamine les prix et les marges, le manque de dynamisme des entreprises dans la recherche de débouchés nouveaux, font subir une crise sans précédent aux anciennes structures. Celles qui se maintiennent accroissent leur productivité et redéploient leurs activités en les adaptant au nouveau contexte. Mais la maille régresse inéluctablement : les fermetures d'usines se succèdent, les effectifs employés fondent, les friches industrielles se multiplient. Par ailleurs, l'exode péri-urbain des entreprises vers les zones industrielles amplifie le mouvement. Il tend à faire disparaître l'activité industrielle dans la ceinture usinière développée autour du bouchon de champagne au cours des années 1880-1930. Au total, au cours des années 1980, la première couronne urbaine et industrielle de Troyes subit de profondes transformations : disparitions de sites usiniers, ateliers laissés à l'abandon, réutilisations diverses de bâtiments non sacrifiés à la pelle des démolisseurs. En 1990, le géographe Martin Vannier recense 4,3 ha de sites industriels rasés, 3,6 ha de friches abandonnées et 6,6 ha de sites réhabilités.

Localisées dans les faubourgs ou les quartiers péri-centraux, les friches industrielles troyennes suscitent l'intérêt d'hommes d'affaires qui trouvent là de grands terrains et de vastes bâtiments, bien situés, qui se prêtent à la réalisation d'opérations immobilières, comme le centre tertiaire réalisé sur le site des usines Vitoux, rue de la Paix. Les anciens bâtiments industriels peuvent aussi être démolis et les terrains utilisés à d'autres fins, comme dans le cas du complexe cinématographique et hôtelier édifié sur le site Poron, connu sous la marque Petit-Bateau, rue des Bas-Trévoux.

Cependant, les préoccupations des pionniers pour la protection et la valorisation du patrimoine industriel trouvent un écho auprès des collectivités locales, des organismes publics de logement et auprès de certains investisseurs privés. L'opinion, jusque-là traumatisée par le déclin de la bonneterie locale et par l'ampleur de ses conséquences sociales, prend conscience, après la quasi disparition du site Poron en 2000-2001, de la nécessité de sauvegarder quelques vestiges d'une activité qui a établi la réputation de Troyes. Le patrimoine industriel semble avoir acquis droit de cité. Une volonté municipale s'affirme pour protéger le patrimoine du XIXe siècle.

Actuellement, la réhabilitation est généralement préférée à la démolition, en dépit d'un coût souvent plus élevé et des problèmes posés par l'aménagement de bâtiments anciens pour des usages sans rapport avec ceux qui ont présidé à leur conception. Pour certains architectes troyens, la réhabilitation-réutilisation d'usines devient une évidence, particulièrement dans un contexte où émerge le concept de développement durable. Les bailleurs de logements sociaux réutilisent de plus en plus le bâti industriel, comme l'a fait dès 1997 l'OPAC de l'Aube dans les locaux de la Société industrielle de bonneterie (SIB). Ils insistent sur le charme des verrières des sheds ou sur le cachet de la brique et de la pierre mêlées. Cependant, pour eux, tout n'est pas bon à réhabiliter et la destruction de tout ou partie de certains sites est inévitable.

La réhabilitation des friches industrielles est restée longtemps le résultat d'opportunités, sans projet global. À partir du milieu des années 1990, les effets de la crise de la bonneterie produisent progressivement une vingtaine d'hectares de friches, puis plus d'une trentaine. Toutes ne

---

<sup>1</sup> La reconnaissance est tardive. En 1983, Rémi Rivière publie un "Plaidoyer pour le patrimoine industriel aubois", dans la revue *La Vie en Champagne* (n° 337, p. 16-20). En 1986, la DRAC débute le repérage du patrimoine industriel de l'Aube. Historiens et géographes commencent à publier sur l'industrie troyenne. Reste cependant à sensibiliser les publics. L'Éducation nationale donne l'exemple. À partir de 1990, une équipe d'enseignants, pilotée par l'Inspection pédagogique d'histoire-géographie, entreprend de faire entrer le patrimoine troyen, et particulièrement celui du XIXe siècle, dans le quotidien des classes avec la publication du dossier : *Le patrimoine urbain dans le quotidien de la classe, École, Collège, Lycée*, Guide pédagogique, Exemples tirés du milieu troyen (CDDP Aube, 1993). L'équipe sensibilise les enseignants par des journées d'information, puis le grand public en organisant des Assises du Patrimoine troyen du XIXe (1995). Des recherches concernant ce dernier sont ensuite publiées par le CDDP de l'Aube. Par ailleurs, depuis sa création en 2000, l'IUP patrimoine culturel et documentaire de Troyes (URCA) forme les étudiants au patrimoine industriel.



*L'usine Journé-Lefèvre en cours de travaux de réhabilitation*  
© J-L Humbert, 2003



*L'usine Delostal, rue Rothier transformée en logements*  
© J-L Humbert, 2003

trouvent pas un repreneur porteur d'un projet de reconversion (problèmes de pollution, de localisation) et leur bâti se maintient tant bien que mal. Petit à petit, la Ville de Troyes acquiert certaines usines désaffectées et, en attendant de leur trouver une destination, les conserve en l'état. Ainsi se trouve sauvegardé un vaste patrimoine usinier.

Mais l'ampleur des friches industrielles, et leur dégradation, impose assez vite une réflexion d'ensemble pour leur valorisation à l'échelle de la ville par la définition de projets de requalification des quartiers qui les abritent. Dans un premier temps (1999), la ville de Troyes définit des périmètres à réhabiliter. Il ne s'agit pas de sauvegarder le patrimoine industriel présent dans ces zones, mais d'envisager pour elles un avenir en termes de requalification urbaine. Cela peut aller du maintien et de la réhabilitation d'un ensemble industriel à la refonte intégrale d'une friche industrielle avec création d'un paysage et de fonctions n'ayant plus rien à voir avec ce qui existait. Dans tous les cas, il s'agit de rendre vie aux friches en tenant compte des besoins de la ville. Le quartier de l'avenue Pasteur, domaine des magasins à succursales multiples, est transformé en parc urbain et reçoit des activités tertiaires afin d'introduire une zone verte et de nouveaux emplois dans la ville. Le site Poron, rue des Bas-Trévois, est aménagé en complexe cinématographique de centre ville afin de créer un pôle de loisirs et d'éviter l'exode des cinéphiles vers la périphérie.

Cette requalification est du ressort de repreneurs, privés, municipaux ou bailleurs de logements institutionnels, qui, avant d'agir, ne se préoccupent pas toujours de l'intérêt de tel ou tel bâtiment industriel. Aussi, les défenseurs du patrimoine industriel troyen interviennent-ils dans la presse locale en décembre 2001 pour alerter les élus de l'agglomération troyenne sur le devenir de ce patrimoine. Leur démarche rencontre un certain écho, puisque début 2002 le conseil municipal de Troyes décide l'instauration d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), prenant en compte les quartiers issus de l'urbanisation du XIXe siècle. Le principe d'un inventaire est décidé et son financement adopté. Les études sont réalisées par un cabinet parisien du printemps 2002 à l'automne 2003, en concertation avec les défenseurs du patrimoine du XIXe siècle.

La définition de la ZPPAUP intervient dans le même temps que celle du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Destiné à remplacer le Plan d'Occupation des Sols (POS), le PLU s'appuie sur un projet d'aménagement et de développement durable (PADD) élaboré fin 2002-début 2003. Il s'agit pour la Ville

de Troyes de maîtriser les concentrations de population, de sauvegarder des espaces verts et de préserver le patrimoine architectural. Le PADD intègre la mise en place de la ZPPAUP concernant le patrimoine industriel troyen. Le diagnostic du PLU est réalisé courant 2003 et approuvé à l'unanimité par le conseil municipal en novembre 2003. C'est un succès pour les défenseurs du patrimoine industriel. En effet, ce dernier est reconnu en tant que tel à travers une zone délimitée, dont les caractéristiques devront être respectées. D'autres zones du PLU le concernent aussi : immeubles de faible hauteur, habitat collectif, sites industriels, zones pavillonnaires, zones économiques, lotissements ouvriers et bourgeois, jardins ouvriers. Après consultation dans les quartiers, le PLU et la ZPPAUP sont adoptés en 2004. L'adoption du PLU, en rompant avec la sectorisation qui interdisait, par exemple, de créer du logement dans les secteurs voués à l'industrie, permet de multiplier les projets de réhabilitation du patrimoine industriel en logements. .

## II. Des reconversions de plus en plus systématiques : logements, activités tertiaires

Les reconversions de sites industriels ne datent pas d'aujourd'hui. Les Archives départementales de l'Aube ont été hébergées dans une partie des locaux de la Société Générale de Bonneterie de 1953 à 1988, site désormais occupé par le service départemental de secours. Les garages Ford et Renault, boulevard Danton, sont installés dans les locaux de la filature de schappe Hoppenot. Le site Marot, rue Jeanne d'Arc, a longtemps hébergé l'école des Beaux-Arts avant d'accueillir les ateliers d'artistes Gingko. La maison du marchand-fabricant Vinot, rue Jeanne-d'Arc, est depuis longtemps occupée par la Chambre des métiers. Le lycée professionnel privé Aviat occupe les locaux de la cité Aviat, oeuvre du père Brisson et des frères Hoppenot, rue Étienne Pédron. À ces réutilisations tertiaires s'est ajouté le logement.

Après des réalisations qui n'ont guère tenu compte de la spécificité industrielle des lieux et qui ont consisté à reproduire des F2, F3, F4 ou F5 dans des volumes importants, on s'oriente vers des réalisations qui utilisent mieux les possibilités de l'espace usinier pour offrir des agencements répondant aux attentes contemporaines en matière de logement : vaste espace à vivre et aménagement de lieux plus intimes<sup>2</sup>. Deux exemples illustrent cette évolution.

<sup>2</sup> Parmi les réalisations de logements dans d'anciens bâtiments industriels ou sur d'anciens sites de production à Troyes et dans son agglomération : Malterie de Champagne à La Chapelle Saint-Luc en 2004 (Société HLM Troyes Habitat), silos de la SCARM à Saint-Julien-les-Villas en 2004 (Laurentine Immobilière), usine de bonneterie Thibord rue Mitantier en 2006 (Opac de l'Aube). D'autres projets sont en cours sur les sites bonnetiers Frafor, cours Jacquin (Marianne Investissement, Paris) ou TMT/ Guy de Bérac, rue Jean Nesmy (Opac de l'Aube).



*L'usine Bonbon réhabilitée devient l'Espace Bégand  
© J-L Humbert, 2003*



*Le siège de la Communauté d'agglomération de Troyes (la CAT), rond-point Robert-Galley  
© J-L Humbert, 2003*



L'usine Delostal, rue Courtalon, occupait en 1924 environ 800 ouvriers, dont 700 employés en usine. Elle fournissait une clientèle métropolitaine mais aussi coloniale. Elle arrête la production en 1953. Les bâtiments sont vendus ou loués à différents acquéreurs avant d'être cédés à l'Opac de l'Aube en 1995. L'Opac a été sensible à la proximité du centre ville et aux superficies offertes par l'usine : 6 000 m<sup>2</sup> de terrain, 11 000 m<sup>2</sup> de planchers. Les bâtiments datent surtout du premier quart du XXe siècle. Ils reflètent l'évolution des matériaux utilisés dans la construction des usines troyennes. Le torchis et le bois sont présents dans la partie la plus ancienne. Les autres façades, à ossature métallique, montrent des murs constitués de moellons, dans lesquels la brique est présente aux angles et en décoration. Les toitures à sheds sont couvertes de tuiles mécaniques.

Les bâtiments sont restructurés pour accueillir 46 appartements en location de facture classique, livrés en 1995 et 1996. Ils constituent la première grande réalisation de l'Opac en matière de reconversion de locaux industriels. Les architectes Jacques Morel et Dominique Soret conservent l'essentiel des bâtiments. La cour intérieure percée dans les anciens ateliers permet de retrouver les poutres à treillis typiques de l'architecture usinière. L'utilisation de matériaux contemporains pour la couverture des murs et la construction des escaliers assure le lien avec le présent.

L'autre exemple concerne l'usine Journé-Lefèvre, rue Benoît-Malon à Sainte-Savine. Le site Journé-Lefèvre est dû à l'initiative de Edmé Évrard, négociant en bonneterie circulaire troyen, qui édifie une usine de blanchisserie à vapeur, en 1866 puis en 1871, à côté de celle-ci, une fabrique de bonneterie spécialisée dans la production de tricots, de maillots et de caleçons. L'usine est louée à Antoine Journé qui s'associe à Pierre Lefèvre en 1909. Ils fondent une société en nom collectif au capital social de 300 000 francs, qui acquiert l'usine.

En 1924, la SNC est transformée en société anonyme, puis en société à responsabilité limitée (1926). En 1933, la SARL rachète l'usine du 10 rue Malon. Après la Seconde Guerre mondiale, elle poursuit son activité, animée par les descendants des fondateurs. L'usine de bonneterie est organisée autour d'une cour centrale, ses deux ailes sont bâties en pierre, celle de droite étant accolée à une maison de type patronal. La partie centrale abrite les ateliers de plain pied. Les murs sont de brique. Les pignons de la toiture à sheds sont ornés d'oculi de pierre. Celle-ci est soutenue par une charpente et des poteaux de bois. La chaufferie et sa cheminée se situent à gauche des ateliers. Le magasin de vente de l'aile gauche est une salle rectangulaire prenant ses jours sur le toit, avec deux galeries tout autour qui peuvent contenir plus de 60 000 douzaines de paires de bas. Un atelier de confection est construit en 1925 dans la cour de l'usine.

En 2001, l'usine Journé-Lefèvre est achetée par l'Opac de l'Aube qui y mène un ambitieux projet de réhabilitation sur 7 800 m<sup>2</sup> de surface au sol. L'idée est de dégager l'espace de manière à retrouver la configuration de l'usine du XIXe siècle. Pour ce faire, les bâtiments construits ultérieurement, dont l'atelier central, sont abattus. Sur 6 000 m<sup>2</sup> de bâti, 4 000 sont réhabilités. L'une des deux cheminées, qui venait d'être restaurée, est conservée. Les surfaces dégagées accueillent des logements locatifs ou en accession à la propriété. Dans le bâtiment central, l'Opac vend des volumes et les occupants aménagent les lofts comme bon leur semble. Sur le côté droit, un immeuble de 13 logements neufs en accession à la propriété est construit à la place d'un bâtiment démolé. Des espaces verts et des parkings privatifs complètent ce programme immobilier. L'Opac, en même temps qu'il aménage l'ensemble du site, confie à des opérateurs choisis la réhabilitation en lofts des deux immeubles d'aile et du bâtiment de 1931 en béton armé, qui accueillait des bureaux. Cette mixité est une nouveauté qui semble devenir indispensable à la réhabilitation des plus grandes friches industrielles.

Dans les années 1980, la rue Bégand voit naître, dans une partie des anciennes usines Mauchauffée, l'espace Belcourt, premier espace commercial regroupant plusieurs magasins d'usines. Mais au cours des années 1990, il est déserté au profit de localisations périphériques, sa voirie ne permettant guère la circulation et le stationnement pratiques de la clientèle. Au cours des mêmes années, les bâtiments de la filature Poron, rue des Bas-Trévois, sont réutilisés par des entreprises tertiaires aux activités diverses : entrepôts, centre de formation à la conduite.... Sur le site Vitoux, rue de la Paix, en partie démolie, est mis en place un parc tertiaire où s'installent les Assedic, des organismes de formation, une école de danse, des cabinets médicaux, des cabinets d'architecte et d'expertise, des conseils en publicité, des assureurs... Plus récemment, le siège social de style Arts Déco des Établissements économiques troyens, avenue Pasteur, est sauvé de la démolition et accueille désormais la maison des Associations (2000).

La manufacture de bonneterie Devanlay et Recoing a été fondée en 1870 devient la maison-phare troyenne de l'après Seconde Guerre mondiale, animée par Pierre Lévy. L'usine Devanlay mêle un bâtiment de béton édifié au cours des années 1960 et des parties plus anciennes surmontées de sheds du côté de la rue du Paradis, qui datent d'avant la Grande Guerre. Elle est reprise par la Communauté de l'agglomération troyenne (CAT) en 1999. Elle souhaite y abriter son administration et y attirer des entreprises de la nouvelle économie, afin de lutter contre les conséquences de la crise de la bonneterie par le déve-



loppement d'activités tertiaires. Le bâtiment est habillé de panneaux isolants qui cachent un peu plus une fonction industrielle déjà peu mise en avant par son architecture. Une cheminée est maintenue devant la nouvelle façade vitrée de l'hémicycle de l'assemblée. Le reste du bâtiment est aménagé en plateaux que les entreprises intéressées aménagent à leur guise. Depuis 2000, l'ancienne usine Devanlay abrite les sièges de la CAT et de l'Agence d'urbanisme, de développement et d'aménagement de la région de Troyes (AUDART) et les bureaux du journal gratuit *Paru Vendu*, ceux des entreprises Euro CRM et Techno call center.

Autre exemple de réaffectations, l'usine Bonbon. Georges Bonbon (1847-1899) se spécialise dans les articles confectionnés de qualité qu'il exporte vers les colonies françaises : Afrique du Nord, Levant. Ses articles sont connus à l'étranger, notamment aux États-Unis, où la maison exporte une importante partie de sa fabrication. Georges Bonbon est aussi un commerçant avisé. Il s'associe à Antoine Corbin, négociant nancéien, dans la création des Magasins Réunis de Troyes en 1895, et s'intéresse aussi à l'immobilier (Villa Courtalon et Villa Moderne). Son oeuvre nbon est poursuivie après 1899 par son fils adoptif, Louis Bonbon, époux de Juliette Lebocey, fille d'un fabricant de métiers. Son usine regroupe toute la filière maille et est, avant 1914, l'une des plus importantes de Troyes. Après la Grande Guerre, par ses participations aux expositions internationales, Louis Bonbon est l'un des entrepreneurs qui fait connaître et apprécier à l'étranger la qualité et le bon goût de l'industrie française de la bonneterie. Rachetée dans les années 1960 par le groupe Devanlay, l'usine produit les pulls Lacoste et des articles haut de gamme, gagne de l'argent et emploie 450 personnes. Mais les bâtiments qui comportent une dizaine de niveaux différents ne sont plus adaptés à une fabrication moderne. L'usine ferme ses portes en 1994 et l'activité est transférée dans un autre site troyen.

L'usine Bonbon est constituée de bâtiments de pierre, brique et fer, organisés autour de cours intérieures qui petit à petit ont été occupées par de nouveaux ateliers. Quatre longs ateliers construits avant 1914 cohabitent avec des ateliers érigés au cours des années 1920-1930. Devanlay cède le site au groupe Opac/Siaba en 1999. D'une surface au sol de 4 800 m<sup>2</sup> et 11 000 m<sup>2</sup> développés, il s'agit d'un ensemble de grande taille. La Siaba bénéficie des contributions financières de l'État, du Feder, du Conseil général et du Conseil régional, au titre de la restructuration des friches industrielles. La Caisse des Dépôts et Consignations apporte également son aide. La première tranche des travaux débute en 2001 et s'achève en 2002. La réhabilitation est réalisée par les cabinets Axis et Claude Lenoir.

Laurent Thomassin reconquiert les cours intérieures et dégage les bâtiments principaux, rendant leur architec-

ture plus lisible. L'opération la plus spectaculaire concerne la façade donnant sur la rue Bégand qui retrouve son aspect du XIXe siècle, jusque-là caché par des rajouts. Un patio central est réalisé au milieu des ateliers pour apporter la lumière, dédensifier les lieux et desservir facilement la totalité des plateaux. L'opération est réalisée avec des matériaux qui s'intègrent à l'architecture d'origine : acier, bois et verre. Les plateaux sont aménagés selon les besoins des clients. L'atout du nouvel ensemble immobilier est d'être doté d'un parking semi-enterré destiné aux salariés des entreprises occupantes. Le site accueille la société Nouricia (agroalimentaire), Leeds Machine (centre d'appels téléphoniques), un service du Centre d'Action médico-sociale de l'Aube, l'agence des Bâtiments de France, une agence de voyage, des sociétés de communication... La fin de l'opération de reconversion a lieu en 2007.

## Conclusion

En dépit de la sensibilisation menée depuis une quinzaine d'années par les défenseurs du patrimoine de l'industrialisation, le sort de quelques usines demeure incertain (Bolloré à Saint-Julien-les-Villas Confiserie Jacquot, rue de Beauregard à Troyes). Très préoccupante aussi, est, en l'absence de classement, la dégradation continue de l'image de quartiers fortement marqués par le XIXe siècle, comme ceux de Sainte-Savine. Les ateliers de façonniers disparaissent, victimes de l'usure ou de leur remplacement par des structures plus modernes et plus pratiques pour garer les automobiles ou stocker le matériel de jardinage... Les nombreux témoignages d'habitat ouvrier ou bourgeois sont victimes de démolitions inconsidérées ou de transformations hasardeuses. Par ailleurs, témoins de l'histoire sociale, bains-douches, cinémas de quartiers et bistrotts disparaissent eux aussi peu à peu.

Les bâtiments usiniers sont conservés ou modifiés sans que les intervenants aient toujours à l'esprit une logique patrimoniale à destination des générations futures. Que diront certaines usines réhabilitées de l'activité industrielle qui fut la leur ? Pourtant, la réhabilitation et la transformation en logements ou bureaux, si elle est bien menée, est capable de conserver l'essentiel du bâti, en évitant le <sup>3</sup>façadisme<sup>2</sup> qui ne conserve que les éléments architecturaux nobles de l'usine et fait table rase du reste des bâtiments. Le maintien d'usines, d'ateliers et de lotissements ouvriers permet d'approcher la réalité et l'intelligibilité d'un faubourg industriel.

Par contre, la lisibilité sociale et fonctionnelle des bâtiments réutilisés disparaît pour les nouvelles générations. L'usine réhabilitée ne conserve sens que pour pour ceux qui ont eu avec elle des relations de travail, qui y ont vécu, l'ont façonné, s'y sont confrontés. Aussi, et puisqu'il s'agit

de patrimoine au même titre que les églises et hôtels particuliers troyens, faut-il apposer sur les bâtiments industriels reconvertis au moins un panneau explicatif proposant une photographie ancienne du lieu et les grandes lignes de son existence. Ces présentations permettraient la conservation, au moins partielle, de l'histoire économique et sociale des usines troyennes.

Il faut, en prolongement de l'inventaire réalisé à l'occasion des diagnostics patrimoniaux établis par les communes lors de l'élaboration de leur PLU, engager une démarche susceptible de favoriser la préservation et la mise en valeur du patrimoine industriel à l'échelle de l'agglomération troyenne. Il est en effet fâcheux de constater que la ZPPAUP ne concerne que la rive troyenne d'une rue et que la rive opposée, située sur une autre commune, n'est pas protégée alors qu'elle présente les mêmes caractères.

Signe positif, la commune de Sainte-Savine a engagé la procédure de mise en oeuvre d'une ZPPAUP à thématique XIXe siècle qui permettra d'apporter une solution à ce problème tout en mettant en valeur un patrimoine vert hérité de l'époque de l'industrialisation.

## Bibliographie

---

D'HULST (G.), "Patrimoine industriel du 19e siècle : 2004, l'année de la protection, Ces Troyens qui ont secoué la municipalité," *Libération-Champagne*, 19 janvier 2004.

HUMBERT (J.-L.), *Destins d'usines*, SAT/Éditions Dominique Guéniot, Troyes/Langres, 2004.

MONIOT (A.), "Vivre en ville dans une ancienne usine", *City mag*, n° 13, supplément à *L'Est-Éclair et Libération Champagne*, 16 janvier 2004.

PÉCHINOT (T.), "L'OPAC de l'Aube poursuit sa Loft Story", journal *L'Est-Éclair*, 9 décembre 2003.

SCHILDE (P.), "Des lofts dans les usines", *Le Point spécial Troyes*, 26 septembre 2003, p. VI-VIII.

VAN HOUTTE (J.-M.), "Lofts : un nouvel esprit d'entreprise", *City mag*, n° 13, supplément à *L'Est-Éclair et Libération Champagne*, 16 janvier 2004.



*Le patrimoine industriel , un héritage ? Les ateliers ferroviaires de Tafi Viejo abandonnés dans le NOA  
(Nord Ouest de l'Argentine)  
© Santiago Carrillo, 2007*

## Le Patrimoine, antidote de la disparition ?

*La disparition nous environne. Elle est partout : celle habituelle à la nature humaine, qu'est le décès par vieillesse, maladie, accident; celle provoquée par la guerre déclarée ou souterraine; le génocide, impensable et néanmoins récurrent qui blesse l'humanité en son tréfonds, celle venue d'une brutalité de la nature elle-même, tremblement de terre, tsunami, irruption volcanique; celle, produite à l'endroit de la nature par l'activité humaine, qui amenuise le vivant, atteint les espèces végétales et animales des plus étranges aux plus communes; celle enfin, produite par l'activité humaine à son endroit : atteinte du tissu productif en Europe par exemple, d'un tissu productif qui en France, s'élimine dangereusement.*

Singulière ou totale, la disparition est, en quelque sorte, le destin de l'humanité. C'est un fait anthropologique, que l'humain spontanément traite tel depuis les débuts de son histoire. Depuis la nuit des temps, il met en œuvre ce qui lui permet d'y faire face et de le dépasser. Moyens matériels qu'il décline en fonction de la complexité du monde dans lequel il vit : totems, tombes, monuments commémoratifs...; moyens immatériels, récits, méta-récits, poèmes, tragédies qu'il élabore, qu'il transmet comme autant de constructions poétiques, comme autant de tombeaux d'un autre genre pour lesquels il déploie les fonctions mémorielles et imaginatives qui le distinguent des autres êtres vivants et, dont on sait maintenant qu'elles fondent son humanité bien plus que l'usage de l'outil<sup>1</sup>. Le développement de la fonction métaphorique, qui est l'un des apprentissages essentiels de l'enfant, donne les moyens de tisser les chaînes de l'avenir au travers des trames du passé. Dire que tout mythe est mythe des origines en même temps qu'il est en perpétuel renouvellement<sup>2</sup>, c'est détecter cette capacité humaine à poursuivre l'aventure en réactualisant incessamment le passé.

Mais qu'en est-il aujourd'hui, en ce monde où les méta-récits collectifs semblent ne plus devoir fonctionner ? L'écart s'est progressivement creusé entre une conscience de plus en plus aiguë de la disparition et les modalités ancestrales de sa gestion. La disparition par un singulier retournement, a fini par porter sur les moyens qu'avait construits l'humain pour l'affronter. En regard, des formes neuves d'historicité ont émergé, qui, depuis quelques décennies mobilisent simultanément trois relations distinctes au passé, la mémoire, l'histoire, le patrimoine. C'est ce triptyque nouvellement établi que je propose d'analyser dans cet article, en l'étudiant d'abord pour lui-même, puis dans le cadre de l'héritage industriel.

### Pourquoi parler d'historicité ?

Le concept, récemment vulgarisé par François Hartog<sup>3</sup>, a été élaboré entre XIXe et XXe siècle sous la plume des philosophes, Wilhelm Dilthey, Martin Heidegger, Hans Georg Gadamer et Paul Ricoeur<sup>4</sup>. L'historicité c'est d'abord le caractère de ce qui est historique, par rapport à ce qui

<sup>1</sup> Bernard Thierry. « Social transmission, tradition and culture in primates : from the epiphenomenon to the phenomenon », Techniques et culture, n°23-24, Cultures de bêtes... Outils qui pensent ?, novembre 1995. [En ligne], <http://tc.revues.org/document554.html>

<sup>2</sup> L'Homme, n° 106-107, *Le mythe et ses métamorphoses*, Edition Navarin, juin-septembre 1988. [En ligne], <http://www.persee.fr>

<sup>3</sup> François Hartog. *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris : Seuil, 2003.

<sup>4</sup> Jean Grondin propose dans le *Dictionnaire des sciences humaines* une définition claire et bien utile du concept. S. Mesure et P. Savidan (dir.), *Dictionnaire des sciences humaines*, Paris, PUF, 2006, p. 485-486, 532-533, 570-573. [En ligne], <http://www.philo.umontreal.ca/prof/jean.grondin.html>.

ne l'est pas. Le terme dans ce cas renvoie à la positivité du fait en tant que certitude de la survenue de l'événement. Comment, toutefois juger de ce qui est historique par rapport à ce qui ne l'est pas ? Difficile problème, dont Lucien Febvre traite abondamment, en expliquant que l'«historien fabrique ses sources», et que «les archives ne sont pas des greniers à faits».<sup>5</sup> Tous, intuitivement, nous savons que la compréhension de ce qui est historique et de ce qui ne l'est pas se modifie en fonction d'une multiplicité de facteurs au rang desquels le vécu, l'expérience, individuelle et sociale qui bouleversent la compréhension, individuelle et collective que l'on se fait du monde et qui amènent en retour, à revisiter le passé, à le ré-interpréter. Cette aptitude à la ré-interprétation des faits, en fonction ou sous le coup d'expériences nouvelles, conduit directement au deuxième sens du terme. L'être humain, en tant qu'être pensant, en temps qu'être interprétant, en tant qu'être symbolisant, est historique par essence. L'homme évolue dans et par une triple temporalité : celle de son existence, individuelle, celle du contexte dans lequel il évolue, celle des représentations qui l'animent, auxquelles ils se heurtent. Il est revenu à Hans-Georg Gadamer (1900-2002) d'explorer et de définir cette historicité, dans son ouvrage *Vérité et méthode*, paru en 1960. A l'instar de ce qu'expliquait déjà Lucien Febvre, H. G. Gadamer rappelle la nécessité qu'il y a pour l'historien d'employer une méthode qui l'aide à tenir en échec ses préjugés historiques. Parce que «toute compréhension se trouve aiguillée par des anticipations de sens (ou des préjugés).» Parce que «toujours fusionnent les horizons de l'interprète et de la chose à comprendre.» En clair, l'historien se doit sans cesse de démêler entre sa propre historicité : ce contexte individuel, familial, sociétal duquel il reçoit ses outils de pensée et à partir duquel il en forge d'autres, et l'historicité de son objet : ces outils de pensée qui s'offrent ou s'offraient au sujet qu'il étudie dans le temps et le lieu que ce sujet habitait.

François Hartog a raison de faire de la notion de « régime historique » cet instrument heuristique qui permet de s'interroger sur les modes d'articulation des trois catégories du passé, du présent et du futur..., en partant des catégories elles-mêmes, et de la façon dont leurs articulations ont varié selon les lieux et les époques »<sup>6</sup>. Mais tout à son souci d'y raccrocher cet autre concept qui lui est propre, le présentisme, il n'évite pas l'aporie. Car parler l'historicité ce n'est pas introduire une temporalité, c'est analyser la modalité d'être de l'humain, cette condition qui le relie inéluctablement au temps, qui est d'abord et avant tout, temps de son passage dans le monde. La relation passé/présent/avenir est un fait anthropologique massif. L'historicité est à la fois le fondement de la condition humaine, son « être-au-monde », et les mo-

dalités de son expression, la manière dont un peuple élabore sa relation à la temporalité, la manière dont une nation, un clan, une ethnie comprend, élabore, remanie, recompose sa vision du monde.

Toute société humaine s'inscrit dans deux histoires, celle qu'elle subit et celle qu'elle élabore. C'est cette dernière qui la définit et qui exprime sa relation à la temporalité. Elle est universelle dans son essence, mais contingente dans son expression. Elle est ce lieu, cet espace mental où dans un temps, à un moment donné, un groupe, un établissement humain au sens anthropologique du terme, déroule, élabore sa relation à la temporalité, sans obligatoirement la régir : relation passive plus souvent qu'active, vécue comme un héritage, avec la force d'évidence que présente une relation au monde, et dans lesquels interfèrent l'individu, la société et les représentations qui les animent. C'est, à mon sens, moins un ensemble de règles, de facteurs qui caractérisent le fonctionnement, le cours de quelque chose donc, que le lieu d'interactions dynamiques d'instances parfois conflictuelles. Ce qui fait d'elle autant une topique qu'un régime. Quoiqu'il en soit, régime ou topique, un point fait consensus : les modalités de l'historicité dans notre société, se sont récemment modifiées. Tout au long du XIXe siècle et jusqu'après la seconde guerre mondiale, la science historique a été l'outil majeur d'inscription des sociétés européennes dans leurs temporalités. On parlait du sens de l'histoire et on y croyait. Ce moment est passé. Une topique nouvelle est apparue dans les années 1980, qui s'est généralisée irrésistiblement. La temporalité du monde, du moins du monde occidental, s'appréhende désormais au moyen du tryptique histoire/mémoire/patrimoine, quoique ce soit le plus souvent dans une demi-conscience. Et le patrimoine industriel s'est trouvé pris d'émblée, en dynamique et en tension, dans ce tryptique, dans cette topique. On ne peut donc comprendre ce qui entre en jeu dans le patrimoine industriel sans avoir au préalable défini l'historicité ambiante, sans avoir distingué et défini chacune des instances qui en constitue le fondement, sans les avoir situées les unes par rapport aux autres.

## Mémoire, totems et récits

Envisageons la mémoire tout d'abord. Sans elle, il n'y a ni société humaine, ni passé. La mémoire intervient de plusieurs manières dans les actions humaines : d'elle dépend la transmission, qui fut d'abord orale rappelons-le, et la formation identitaire ; elle autorise la mobilisation

<sup>5</sup> Lucien Febvre. *Combats pour l'histoire*. Paris: A. Colin, 1953.

<sup>6</sup> Entretien avec Annick Louis, *Vox Poetica*, [En ligne], <http://www.vox-poetica.org/entretiens/hartog.html>.



du passé pour penser le futur, qui est en soi scandaleux, risqué puisqu'il s'agit d'oser défier, aller vers l'inconnu ; elle autorise l'élaboration des identités, dans une recomposition où le couple mémoire/ oubli joue autant que la mémoire seule. Oublier fait partie du travail de mémoire, et de l'oubli, naît la re-mémoration<sup>7</sup>. Que son origine soit génique ou neuro-chimique, elle est cette faculté que possède le vivant à garder traces, à répéter, à transmettre. Un grand singe, par comparaison, sait organiser ses actes en fonction d'un besoin futur, il peut tenir compte de circonstances absentes. Mieux, sa capacité d'adaptation ne repose pas seulement sur la mémorisation induite par l'acte. Il agit en intégrant ce que sait autrui : il sait agir collectivement. Mais il ne peut évaluer l'inobservable, il ne peut par exemple, imaginer un mécanisme. Et quand il coopère, il ne cherche pas à informer ; il ne montre pas. « Expliquer l'observable par l'inobservable serait donc une spécificité humaine »<sup>8</sup>.

La mémoire, par essence, relève de l'anthropologie. Elle donne à l'homme cette capacité de symbolisation qui est fondamentalement une capacité à figurer l'absent, à se le représenter par des artefacts. Ces artefacts sont matériels, concrets, palpables ; ce sont aussi, conjointement ou de manière complémentaire des artefacts de pensée, tel les mythes et les épopées déjà évoqués, régulièrement mis en scène, rejoués dans des cérémonies collectives. L'absent représenté, ce sont les ancêtres, le territoire d'où la tribu, le clan, le groupe, la famille est originaire et que parfois elle a dû quitter. Ces cérémonies mémorielles sont aussi l'occasion dans les sociétés sans écrit, de ramener en mémoire la mesure du territoire que l'on domine, ses réalités et ses dangers, ou encore, à faire vivre le territoire donné dans la totalité de ses dimensions, utilitaires et sacrées, matérielles et fantasmatiques. Un exemple célèbre et saisissant de cette inscription mémorielle d'un peuple et de son territoire, ce sont les «*songlines*», les «pistes chantées» aborigènes, à la fois la description d'un chemin pour le voyage à pied et récit mythique narratif de ce chemin dont tout membre du groupe détient un couplet en mémoire<sup>9</sup>.

Joël Candau, dans *Mémoire et identité*, distingue trois types de mémoire : la mémoire des gestes, la mémoire propre-

ment dite, et la «méta-mémoire», qui est la représentation que chacun se fait de sa mémoire, à partir de laquelle se développe la mémoire collective. Puis, il différencie entre «sociétés à mémoire forte» et «sociétés à mémoire faible» au rang desquelles il place nos sociétés dites «post-modernes». L'absence de méta-récits identitaires et structurants induit en retour la multiplication des artefacts mémoriels. Généalogie et micro-muséologie sont les symptômes de cette faiblesse mémorielle, de même que la généralisation du recours au patrimoine. Cela dit, la distinction rejoint celle que j'ai pu établir entre «mémoire vive» et «mémoire éteinte» lorsqu'il s'est agi d'analyser les réussites et les déboires de l'Association pour le Patrimoine Minier et Métallurgique Armoricaire, l'APMA, qui œuvra en Bretagne dans les années 1990<sup>10</sup>. Tout repose à vrai dire sur le récit, ce que Paul Ricoeur appelle l'identité narrative<sup>11</sup>, cette propension qu'à l'être humain à construire son identité en racontant et en se racontant. De tels récits circulent autour du patrimoine industriel. Et, le bilan de dix années de travail sur le terrain, c'est que l'historien est rarement convoqué quand la mémoire reste vive, c'est-à-dire lorsque les communautés, déracinées ou non, transmettent par récit, le souvenir de ce qui les relie au passé, de ce qui les identifie. Tandis que l'historien est appelé à la rescousse pour pallier l'absence de mémoire, pour construire une «mémoire éteinte» : mémoire parce que les traces sont là encore du passé : toponymes ou patronymes par exemple, «éteinte» parce que ces traces sont sans paroles, sans mots pour les évoquer et les transmettre. Dans ce cas, la relation avec l'historien, souvent passionnée dans ses débuts, se dégrade facilement. Car, ce qui est recherché est une manière d'identité, non une objectivation.

## Histoire, science, récit

Il ne peut y avoir de sociétés sans mémoire. Tandis qu'il est des sociétés sans histoire. Qu'est-ce en effet que l'histoire ? Un mode d'objectivation du passé dont l'élaboration repose sur une technique elle-même objectivante : l'écriture. Il n'est d'histoire sans volonté d'objectivation du passé, et il n'est de possibilité d'objectivation du passé sans écriture. L'écriture est en soi un dépôt de mémoire, ces «sources» dont l'historien s'abreuve avec délectation

<sup>7</sup> Un travail que l'excès de commémoration peut étouffer. Voilà pourquoi, il n'est pas judicieux de parler de «devoir de mémoire». Il faudrait plus exactement parler du devoir de laisser se faire le travail de mémoire. Car le pire qui puisse arriver à un groupe humain, n'est pas l'oubli, c'est le déni de mémoire.

<sup>8</sup> Bernard Thierry, «La raison des singes», *Pour la Science*, octobre 2007, n°360, p. 36-42.

<sup>9</sup> Hedward Morphy, *Behind the Songlines, Anthropology Today*, vol.4, n°5, Oct. 1988, p. 19-20.

<sup>10</sup> Anne-Françoise Garçon, «L'épinglette et la plume. A propos du Patrimoine Minier et Métallurgique Armoricaire», in C. Geslin (dir.), *La vie industrielle en Bretagne. Une mémoire à conserver*, Colloque Fougères, décembre 1999, PUR, Rennes, 2001, p. 107-130, [En ligne], [http://www.uhb.fr/sc\\_sociales/crhisco/site/page104.htm](http://www.uhb.fr/sc_sociales/crhisco/site/page104.htm)

<sup>11</sup> Paul Ricoeur, *Temps et récit*. L'Ordre philosophique. Paris: Seuil, 1983.

## Patrimoine, transmission, conservation

au point d'oublier que la mémoire elle-même, et donc la transmission orale, pouvait également être une source. Cela ne signifie pas que les sociétés sans écriture soient des sociétés sans histoire. Je ne m'étendrai pas ici sur ce qui constitue l'histoire. Je rappellerai simplement qu'elle n'est pas un « roman vrai », comme a pu l'écrire Paul Veyne<sup>12</sup>. D'une part, parce qu'il n'existe pas de « roman faux » ; d'autre part, parce que les deux récits, celui des romanciers et celui des historiens ne relèvent pas de la même intentionnalité. Le roman est l'expression esthétique de la subjectivité, il tente d'atteindre l'universel par l'expression d'une singularité ; le récit historique est la mise en scène au plus près de sa vérité d'un moment passé appréhendé dans sa rationalité. Le romancier s'adresse à l'affect ; l'historien à l'intellect. Ce pourquoi d'ailleurs il rompt avec la mémoire.

L'histoire est le moyen que les sociétés complexes se donnent pour appréhender le passé. C'est par définition une science sociale, susceptible de donner sens à l'action humaine, par les éléments qu'elle met à disposition : l'histoire est explication et interprétation des événements, compréhension de la manière dont les sociétés évoluent, rappel objectif de ce qu'elles ont été. On connaît aujourd'hui la complexité des moteurs sociaux. On utilise souvent pour concevoir et comprendre l'évolution de cette complexité dans le temps, le concept de « feuilletage des temporalités », encore qu'il serait de meilleur aloi, de parler d'écheveaux de temporalité. Quoiqu'il en soit, user de cette métaphore, c'est reconnaître que les temporalités de l'économie, du politique, du social, du culturel, du technique, de tout ce qui structure les sociétés humaines, s'étirent, se nouent et se dénouent comme autant de fils, comme autant d'ondes, engendrant des dynamiques différenciées. C'est comprendre qu'aucun de ces éléments structurants n'avance du même pas ; que chacun peut être diversement facteur d'accélération ou d'inertie ; être à la traîne ou devenir un élément moteur. C'est reconnaître également qu'au sein des groupes sociaux, qu'au sein des institutions une dynamique des représentations existe et se déploie, distincte de la dynamique de l'action, avec le lot qui en découle d'accélération, d'inerties, de blocages, d'explosion. L'histoire est cette science qui s'attache à décrypter ce jeu des temporalités, à les définir et à les expliquer, nonobstant le fait qu'elle est conflictuelle par essence, puisqu'en elle naissent les conflits entre passé historique et passé idéologique, entre passé historique et passé mémoriel, et désormais, entre passé historique et passé patrimonial.

La notion de « patrimoine » est autrement plus complexe et délicate. Notons en premier lieu qu'elle ne relève pas du même registre que les deux autres notions : on entretient sa mémoire, on écrit l'histoire, on dispose d'un patrimoine. Autrement dit, la mémoire relève du registre anthropologique, l'Histoire du registre scientifique, le patrimoine appartient au registre de l'usage social. Son domaine originel est le droit privé, qui demeure son domaine premier. Parler de patrimoine dans le vocabulaire courant, c'est d'abord désigner l'ensemble des biens hérités ou réunis et conservés, dont l'on dispose et que l'on transmet aux descendants. Disposer d'un patrimoine, c'est disposer d'un bien, de valeurs susceptibles d'être augmentées ou diminuées, susceptibles d'être transmises. On possède un patrimoine, on l'entretient ou pas, on le fait fructifier ou pas ; dans tous les cas, positif ou négatif, on le transmet. Plusieurs réflexions s'imposent dès lors :

- 1) On voit comment le terme se rattache aux précédents. Dans les trois cas, il y a relation au passé ; dans les trois cas, il y a constitution et transmission : constitution et transmission de souvenir et d'identité pour la mémoire ; constitution et transmission de connaissances objectives pour l'histoire ; constitution et transmission de richesses pour le patrimoine.
- 2) La synergie a pu s'établir entre les trois termes, entre les trois instances<sup>13</sup>, lorsque la notion « patrimoine » s'est élargie au-delà du droit privé pour s'appliquer à l'ensemble de ce qui peut se transmettre sous des formes matérielles et immatérielles : patrimoine génétique, patrimoine culturel, patrimoine naturel. Ce glissement de sens, débuté au XIXe siècle avec la définition des « Monuments Historiques » en réaction aux actes de vandalisme commis lors de la Révolution, s'est imposé au XXe siècle irrésistiblement : d'abord en réaction aux destructions de grands monuments lors des guerres, ensuite en réaction à l'épuisement des ressources naturelles<sup>14</sup>. Le patrimoine est devenu ce qui se transmet à une collectivité par les générations précédentes, et qui est considéré comme un héritage commun. L'étape essentielle a été franchie en juin 1972, à la conférence des Nations-Unies sur l'environnement à Stockholm, en Suède, où furent définis les fondements de la protection du patrimoine culturel et naturel d'une « valeur universelle exceptionnelle »<sup>15</sup>.

<sup>12</sup> Paul Veyne, Comment on écrit l'histoire, Paris, Seuil, 1<sup>ère</sup> édition 1971, p. 50-85, [En ligne], <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.dab.com>

<sup>13</sup> Au sens de : « catégorie, domaine particulier de facteurs ou de fonctions », <http://www.cnrtl.fr/lexicographie/instance>

<sup>14</sup> Jean-Michel Leniaud : De Guizot à Malraux : le monument historique, un projet national, <http://calenda.revues.org/nouvelle1650.html>

<sup>15</sup> <http://www.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?DocumentID=97&ArticleID=1503&=fr>

3) Cet élargissement n'a pas été sans effet sur la notion : outre qu'il oblige à l'arbitrage, celui nécessaire pour décider du caractère exceptionnel ou non de monuments, d'ensembles, sites, « connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers »<sup>16</sup>, il renforce singulièrement le lien entre ressources et protection du fait qu'il donne à ces monuments, ensembles, sites, connaissances et pratiques, la qualité d'inaliénabilité quant au fonds, d'usufruit quant à l'usage. Une nation souveraine, lorsqu'elle signe la convention de l'UNESCO, « reconnaît l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel ». On mesure l'ampleur de la contrainte : contrairement à un propriétaire qui peut dilapider son patrimoine, une entité juridique nouvelle, l'humanité, très exactement, « les peuples du monde », en tant que personne morale globale représentée par l'Unesco, se donne pour droit d'utiliser les biens communs à tous, et pour devoir la transmission de ces biens aux générations futures. Ce faisant, le patrimoine cesse d'être exclusivement ce moyen social qui atteste du droit à posséder et à jouir d'un bien dans la durée; il devient cette durée, il l'institue en même temps qu'il en atteste matériellement. En corollaire, mémoire et histoire sont devenus les outils de l'expertise indispensable à l'arbitrage, voire pour la mémoire, l'objet-même de la sauvegarde patrimoniale. Les enjeux étaient suffisamment lourds pour qu'un nouveau régime d'historicité s'instaurât subrepticement, qui détrônait l'histoire de la position majeure qu'elle occupait dans les trois fonctions de rapporter sur le passé, de donner sens au présent et de préparer l'avenir. Le patrimoine est majoritairement requis désormais pour faire le lien entre passé, présent et futur, au nom de la dynamique de conservation.

## A quelle disparition, le patrimoine industriel est-il opposable ?

Qu'est-ce que le patrimoine industriel, *stricto sensu* ? C'est l'ensemble des biens détenus par un chef d'entreprise travaillant dans le secteur industriel, personne privée ou morale, comptabilisé tel, qu'il est supposé faire fructifier, qui est aussi une mesure de sa fortune, et qu'il est supposé transmettre.

Qu'est-ce que le patrimoine industriel au sens élargi ? « *Le patrimoine industriel est constitué des traces, plus ou moins bien préservées, de son fonctionnement et de son insertion dans le paysage ou dans la société. Il parle d'une histoire inscrite non seulement dans les statistiques, les enquêtes, les comptabilités, mais aussi dans l'espace à trois dimensions, dans la vision d'une population, dans des vies quotidiennes* »<sup>17</sup>. (Bergeron, Dorel-Ferré, 1996, p. 5).

On mesure, à la confrontation des définitions, l'ampleur du glissement et sa violence, presque. D'un côté des biens mesurant une fortune; de l'autre, des traces préservées de fonctionnement, d'insertion dans un lieu. Entre les deux, un fait, une béance : la fermeture d'un lieu de travail, qui toujours se solde par la perte de l'emploi, souvent par la mise à mal de l'économie locale, qui parfois, mais pas obligatoirement, a signifié la ruine de l'industriel. Olivier Kourchid détermine très justement l'enjeu de la transformation : patrimonialiser l'industrie, c'est opérer « un transfert d'attributions permettant un discours et une action au nom d'autrui »<sup>18</sup>.

Ce processus, qui consiste à faire de l'industrie un bien commun à tous, et devant être transmis pour la valeur qu'elle est susceptible de représenter aux yeux des générations futures alors même que la dite industrie vient de perdre toute valeur matérielle tandis que le terrain qu'elle occupait en possède, ne peut aller de soi. Parce que la sauvegarde d'un espace économiquement vide, suppose à son endroit, une valorisation culturelle ou sociale, une valeur publique supérieure à la simple valeur foncière. Parce que, qu'on le veuille ou non, la fermeture d'une usine représente socialement au mieux un échec, au pire une fuite. Il suppose, par ailleurs, pour sa réalisation apaisée, un positionnement également apaisé de l'entrepreneur dans la cité, ce qui est loin d'être le cas dans notre pays. Parce que, enfin, la profondeur et la brutalité de la crise économique des années 1980-2000, n'ont pas touché les seuls ouvriers : les entrepreneurs eux aussi, durent faire face à la modification de la relation à l'industrie qu'a induite la mise en système des nouvelles techniques, la globalisation et la dématérialisation des modes de production qui en est résulté<sup>19</sup>. La vague de démolition et d'arasement qui a accompagné la fermeture des usines, dans la décennie 85-95 ne trouve pas seulement son origine dans la brutalité patronale, ni même dans la nécessité qu'il y

<sup>16</sup> En d'autres termes, le « patrimoine oral et immatériel », <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=FR&pg=00056>

<sup>17</sup> Louis Bergeron et Gracia Dorel-Ferré, *Le patrimoine industriel. Un nouveau territoire*, Edition Liris, 1992, p. 5, [En ligne], <http://www.patrimoineindustriel-apic.com/documentation/P1%20un%20nouveau%20territoire/P1%20un%20nouveau%20territoire.htm>.

<sup>18</sup> Olivier Kourchid et Hélène Menin, « Mobilisations et mémoire de travail dans une grande région: le Nord-Pas-de-Calais et son patrimoine industriel », *Le Mouvement Social*, n°199, Avril-Juin 2002, p. 37-59. Sauf avis contraire, les citations d'Olivier Kourchid renvoient à cet article.

<sup>19</sup> Anne-Françoise Garçon, « L'ouvrier ne fait pas patrimoine. De la difficulté en France de faire se rejoindre mémoire du travail et archéologie industrielle », *L'Archéologie industrielle, Revue du Cilaç*, n° 36, juin 2000, p. 48-59. Mais aussi, dans un registre différent : Alain Beltran, « La culture d'entreprise : mode ou nouveau champ historique ? », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, n°15, juillet 1987, p. 135-137.

avait à se débarrasser rapidement de friches coûteuses à l'entretien – après tout, Renault a montré avec l'Ile Seguin que d'autres alternatives étaient possibles<sup>20</sup>. Cela correspondait aussi à la nécessité pour l'entrepreneur de mettre fin matériellement à des modalités de compréhension de l'industrie vieilles de plusieurs siècles. Nul, dans le secteur industriel, n'a eu le privilège du deuil dans ce moment terrible de la fin du XXe siècle.

## Le foisonnement des initiatives de conservation

Certainement l'historien des générations futures rendra compte de l'extraordinaire foisonnement qui a entouré la disparition des grands bassins industriels français. Le fracas qui a entouré la mort de ces mastodontes productifs : bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, vallées sidérurgiques de la Lorraine, bassins industriels des Cévennes : Decazeville, Alès, chantiers de construction navale, et autres, fut bien plus que social. Les associations fleurirent, tout une génération d'intellectuels et d'artistes se démenèrent, gens du crû, intellectuels peu ou prou impliqués dans l'histoire industrielle, dans la sociologie, dans l'ethnologie des techniques pour témoigner, accompagner, enregistrer, sauvegarder, pour maintenir coûte que coûte si ce n'est l'industrie, du moins ce qu'elle avait structuré autour d'elle, de savoir-faire, de paysages, de lien social, d'humanité, de souffrances, de vie.

Et contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, le patrimoine industriel dans l'acception qu'on lui connaît désormais, ne fut pas le premier convoqué. A dire vrai, la notion existait à peine. Il fut question essentiellement de sauvegarde. Fondé en 1971, l'Ecomusée du Creusot en fit son maître mot, et de manière magistrale bien au-delà de ce que parler de patrimoine industriel a ensuite signifié. Dans un court texte paru six ans plus tard, Marcel Evrard explique le projet, un projet qui demeurerait exotique à cette date<sup>21</sup>. « De fait, l'originalité de l'Ecomusée de la communauté réside en son ambition : viser au développement culturel d'une population qui, depuis plus d'un siècle et demi, vit dans une dialectique permanente les transformations, échanges, tensions et heurts des mondes agricole et industriel, rural et urbain. Ceux-ci cohabitent - avec toutes les étapes intermédiaires du passage de l'un à l'autre et

jusqu'à des stades très élevés (culture et élevage, mine et métallurgie) - sur le territoire relativement restreint de seize communes regroupées en une communauté administrative. » S'agissait-il de sauver des bâtiments, une usine, de garder traces d'espaces ? Pas véritablement au point qu'il est regrettable aujourd'hui que rien ou presque au Creusot ne témoigne *in situ* de la puissance de l'entreprise Schneider, rien dans la plaine des Riaux, redevenue quelconque pour rappeler matériellement qu'est née là, à la fin du XIXe siècle, une discipline scientifique nouvelle, la métallographie<sup>22</sup>; rien non plus pour illustrer l'emprise de l'entreprise sur le territoire environnant. L'écomusée se plaçait ailleurs, dans l'analyse et la sauvegarde des spécificités culturelles et sociales d'un territoire; il s'agissait de considérer le « moment Schneider » dans l'histoire de ce territoire, d'appréhender ce qui avant et pendant ce « moment » l'avait structuré et comment ces structures pouvaient évoluer.

Il semblait, avec un tel concept, qu'on pouvait envisager la « disparition policée » d'un secteur structurant de l'économie d'une région, en gardant au-delà du structurant, la forme sociale qui en avait résulté et l'utiliser pour le futur de l'évolution économique, pour l'émergence de nouveaux dynamismes. « Pour entraîner à agir sur l'environnement global, l'Ecomusée de la communauté manifeste les habituelles préoccupations muséales : inventaire, sauvegarde, conservation, mise en valeur du patrimoine culturel, ce dernier étant entendu au sens le plus large et appartenant à toutes les couches de la population. Celle-ci est invitée à le découvrir et à le faire revivre sur les lieux, non pour le plaisir de la reconstitution ou pour trouver refuge dans le passé, mais pour mettre en évidence, à travers la radiographie de sa mémoire collective, les facteurs positifs qui ont forgé sa personnalité ou les facteurs négatifs qui ont enrayé son développement ». Dans une région d'industrie « à la française », c'est-à-dire d'industrie intégrée pour le meilleur et pour le pire dans un milieu rural, la tension ville/campagne était le maître-mot de l'architecture sociale à analyser dans son passé, son présent et son futur. Dans cette configuration, sauvegarder l'héritage industriel ne signifiait ni la fossilisation des traces d'un moment industriel, ni sa disparition, mais, comme l'écrit très justement Olivier Kourchid, « une forme de mobilisation collective pour défendre l'outil de travail devenu autre » et un outil de sauvegarde de la « mémoire opératoire indispensable à la reproduction des sociétés », que véhicule entre autres

<sup>20</sup> Alain Degraeve, « Déconstruction de l'usine Renault (Ile Seguin) », in A.-F. Garçon et al., « Démolition, disparition, déconstruction. Approches techno-économiques et anthropologiques », *Documents pour l'histoire des Techniques, Cahiers n°11*, CDHT, (CNAM/EHESS), Paris, 2002, p. 81-82.

<sup>21</sup> Marcel Evrard, « Au pays de Schneider: Prolétariat et militants ouvriers de la Commune à nos jours », *Le Mouvement social*, No. 99, avril-juin 1977, p. 7-10. Sauf avis contraire, les citations de Marcel Evrard proviennent de cette référence.

<sup>22</sup> Nicole Chézeau, *De la forge au laboratoire. Naissance de la Métallurgie Physique (1860-1914)* Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2004.

le langage, et qui prend appui sur la mémoire collective et son objectivation muséale, historique, ethnologique. « En tous les cas, ce sont les mêmes spécialistes du musée qui collaborent avec les habitants. Il n'y a pas d'animateurs de milieu. L'écologiste s'occupe aussi bien du barrage de la Sonne que des itinéraires forestiers, de la suppression du bocage que des clubs scolaires, des nuisances des fumées de l'usine sur les pâturages, etc. ; le technologue collecte, étudie, sauvegarde outils, machines, bâtiments agricoles, artisanaux, préindustriels, industriels ; l'inventaire architectural recense habitats ruraux et habitats ouvriers ; l'archiviste travaille sur les archives industrielles de Creusot-Loire, des Houillères, de la Tuilerie de Montchanin, mais aussi sur celles de toutes les communes ; les monographies, autobiographies, publications diverses qu'il rassemble rendant compte du passage de l'état rural à la ville, de la main-d'oeuvre agricole à la mine et l'usine, de l'histoire paysanne à l'histoire ouvrière ; de même en ce qui concerne les arts et traditions populaires, objets, parlars locaux, etc. » C'est ce qu'aurait dû être à proprement parler le patrimoine industriel, ce qu'il est à souhaiter qu'il devienne.

Les conditions historiques, savoir le choc induit par la disparition quasi-simultanée de tous les grands bassins industriels en même temps que la modification du régime d'historicité, ce glissement précédemment évoqué de la relation habituelle Histoire-Mémoire vers la triangulation Histoire/Mémoire/Patrimoine, poussèrent la sauvegarde de l'héritage industriel vers d'autres voies. Avec pour dommage collatéral, l'échec de l'archéologie industrielle. En 1976, Maurice Dumas (1910-1984), chimiste, élève de G. Bachelard et père du Centre d'Histoire des Techniques au CNAM, participait à la fondation de la revue *L'Archéologie industrielle en France*. Quatre ans plus tard, il publiait l'ouvrage du même nom. L'archéologie fut donc parmi les disciplines convoquées pour garder témoignage des traces industrielles et les expliquer. L'idée en venait certes de la Grande-Bretagne, mais l'historien ne s'en est pas saisi dans un souci de mode ou d'imitation. C'était pour lui, un moyen d'affirmer la nécessité qu'il y avait à écrire l'histoire de l'industrie en s'intéressant aussi à l'histoire des machines et des bâtiments, d'ajouter à l'approche intellectuelle, le sens et la compréhension du terrain. Ce fut un geste militant, un plaidoyer contre l'intellectualisme dominant dans cette matière. Pouvait-il penser autrement, lui qui avait brillamment démontré dans sa thèse sur l'histoire des instruments scientifiques,

que l'histoire des sciences avait progressé non seulement par les idées mais aussi par la capacité technique des artisans ? Reconnaissons en toute lucidité que son désir de voir se rejoindre autour de l'industrie, l'histoire économique, l'archéologie industrielle et l'histoire des techniques reste tout entier à réaliser. L'archéologie industrielle, à peine née, disparut dans les replis du patrimoine industriel, notion autrement plus aisée à manier, socialement, psychologiquement, intellectuellement, dans le contexte français des années 1980. Serge Chassagne parle à ce propos d'élargissement. J'y verrais quant à moi un inflexionnement qui porta les historiens sur un terrain qui n'était pas le leur *a priori*. La caution politique : première journée du patrimoine en 1980, rapport Querrien en 1982, et la légitimité qu'elle donnait à la démarche y furent pour beaucoup<sup>23</sup> : aux rênes d'un pays ébranlé par la crise économique, le gouvernement de gauche érigea la culture en outil de conciliation sociale. Le manque à gagner est certain. L'absence de l'archéologie industrielle, en tant que discipline rend malaisée la sauvegarde de la mémoire opératoire des grands processus industriels du XXe siècle et minorise les quelques excellents travaux qui en relèvent<sup>24</sup>.

L'histoire du Centre Historique Minier de Lewarde (Nord) exprime bien ce glissement vers le « tout-patrimoine ». En 1971, les Houillères du Bassin Nord Pas-de-Calais - HBNC, qui préparaient la fermeture de leurs mines, prirent la décision de sauvegarder une fosse et d'en faire un exemple régional. L'idée empruntait à l'Allemagne et à l'écomusée du Creusot. La direction des Houillères souhaitait travailler avec Marcel Evrard ; elle fit appel à l'expertise scientifique : Maurice Dumas et Jean Cuisenier qui dirigeait alors le musée des Arts et Traditions Populaires approuvèrent l'idée. La constitution fut envisagée d'une équipe pluridisciplinaire regroupant des ingénieurs, sociologues, ethnologues, archéologues et historiens. Mais l'objectif affiché de « travailler à la base, de réunir des chercheurs, des associations des usagers et des travailleurs, et aussi constituer des collections d'objets significatifs »<sup>25</sup> différait de la dynamique initiée au Creusot. Le choix du site se porta sur la fosse Delloye à Lewarde, ouverte dans les années 1930 et fermée depuis 1971. L'argumentaire explicite les orientations retenues par les ingénieurs qui pilotaient le projet : « Delloye .., correspond à la vulgarisation la plus fréquente d'une exploitation houillère : chevalements, bâtiments plantés dans la mer des champs » ; il faut « faire une présentation typique

<sup>23</sup> Eugène Olivvier, « Les monuments historiques demain... », *Terrain*, Numéro 9 - *Habiter la Maison* (octobre 1987), [En ligne], <http://terrain.revues.org/document3196.html>.

<sup>24</sup> Par exemple : Le Roux Thomas, « Le patrimoine industriel à Paris entre artisanat et industrie : le facteur d'instruments de musique Couesnon dans la Maison des métallos (1881-1936) », *Le Mouvement Social*, n° 199, avril-juin 2002, p. 11-36

<sup>25</sup> Olivier Kourchid et Hélène Menin, « Mobilisations... », *op.cit.*, 2002



d'une époque révolue. » « Ce parti pris de transfiguration « propre » et esthétisante du site, expliquent Olivier Kourchid et Hélène Menin, a pour corollaire, l'avantage de ne pas avoir de coron, ni de terril, ni d'industrie annexe (pas de lavoir), ni de chemin de fer (démonté) et qu'il est de petite taille, donc moins difficile à gérer. L'initiative de Lewarde présente aussi le bénéfice de faire d'une pierre trois coups : les H.B.N.P.C. y font une opération de reconversion ; sur un de leurs sites industriels ; et de surcroît dans le domaine de la pédagogie et de la culture scientifique et technique. » Le Centre Historique Minier (C.H.M.) est créé officiellement en novembre 1973. Une amicale du C.H.M. est constituée en 1976. Un administrateur nommé en 1978 : c'est un ancien ingénieur du fond, devenu responsable des relations publiques des H.B.N.P.C.). Le site, « tranfiguré » en 1980 par de gros investissements reçoit chaque année 100.000 visiteurs : c'est le plus important musée de la mine du pays<sup>26</sup>. Le travail minier y est remarquablement expliqué, de même que le travail de surface. Et, avec 2 500 mètres linéaires d'archives, le Centre est aussi un des plus importants lieux-ressources pour l'histoire technique, sociale, économique de la mine.

Avouons-le : c'est pour large part, dans le Nord-Pas-de-Calais, et au Centre Historique Minier de Lewarde, qu'est née et que s'est fixée cette forme de patrimonialisation donnant des lieux de travail industriel une image esthétisante, stylisée et pour tout dire mythifiée. Non pas que des formes de patrimonialisation qui cherchent ou ont cherché à sauvegarder la mémoire du travail, des formes de patrimonialisation qui cherchent ou ont cherché à construire à partir du terrain une histoire des formes de l'industrie n'existent pas ou n'ont pas existé<sup>27</sup>. Mais, elles ne tiennent pas le haut du pavé. D'autant que l'Écomusée du Creusot, qui aurait pu jouer le rôle de contre-poids dans cet infléchissement général survenu dans les années 1979-1985, s'est lui-même quelque peu perdu dans les sables de l'intellectualisme puis de l'inertie. Tandis que *l'Archéologie industrielle en France*, devenue la revue du Cilac<sup>28</sup>, s'éloignait du programme que lui donnait son titre, s'intéressait de plus en plus à la sauvegarde du bâti, qu'elle dédaignait la patrimonialisation des techniques et des savoir-faire, la revue *Milieus* publiée par l'Écomusée s'éloignait du recueil de mémoire et des analyses de terrain au profit d'une réflexion à caractère philosophique. En regard, le ministère de la culture, très engagé dans l'aventure patrimoniale, ne parvint jamais à faire se rencontrer durablement le travail sur la mémoire des acteurs - pris en charge par la mission du patrimoine ethnologique, et le travail sur les architectu-

res du travail - pris en charge par la cellule patrimoine industriel créée en 1983. Multipliant les publications de type « belle image », il ouvrit la voie au marketing culturel et laissa en friche le terrain de l'archéologie industrielle sans comprendre qu'il y avait là des sources inestimables de connaissances scientifiques et de valorisation territoriale. Les associations s'attelèrent, autant qu'elles le purent à la sauvegarde puis à la conservation de leurs sites ; les collectivités territoriales hésitèrent entre désir de sauvegarde et destruction résignée ou pragmatique ; enfin, dans un deuxième cercle, les universitaires s'appliquèrent à la mise sur pied de formations, sans véritablement considérer l'épistémologie de la notion, sans proposer des débats de fond sur la signification du terme.

## Pour conclure : l'industrie en héritage ?

Incontestablement, le pays vit une nouvelle étape de son histoire économique avec la désindustrialisation de son secteur secondaire et l'envol du tourisme culturel. Après les grands bassins industriels, c'est au tour des PME d'affronter les faillites, de subir rachat et fermeture. Simultanément, le secteur des services s'industrialise à grande vitesse. A court d'argent, le gouvernement a délégué aux collectivités territoriales, l'inventaire et la gestion du patrimoine culturel et matériel. Le marketing culturel devient une modalité forte du développement économique, il déploie ses lieux communs colorisés tandis que dans les musées locaux, la génération fondatrice, souvent des anciens ouvriers, cadres, ingénieurs, disparaissent. Ces réalités économiques, administratives, humaines posent de nouveau crûment la question de la transmission et rendent urgente une re-définition de l'héritage industriel. Qu'entend-on par mémoire de l'industrie ? Quel type d'Histoire faut-il écrire ? Le patrimoine industriel relève-t-il de la pratique pure ?

Qu'on le veuille ou non, l'héritage industriel, ce sont d'abord les pratiques, les techniques, les savoir-faire ceux de l'ensemble des métiers de l'industrie, entrepreneurs, ingénieurs, ouvriers. Ceci est de l'ordre de la mémoire, et l'erreur serait de considérer qu'il suffit pour garder un procédé en mémoire, de disposer des écrits techniques qui les concernent. Si cela était le cas, point serait besoin d'historiens des techniques, et l'histoire des techniques serait une discipline à ce point aisée que tous la pratiqueraient. Entendre le récit de métier l'enregistrer, compren-

<sup>26</sup> Website : <http://www.chm-lewarde.com/index2.htm> e

<sup>27</sup> Par exemple, l'Écomusée du textile et de la vie sociale de Fourmies-Trélon (Nord).

<sup>28</sup> Centre d'Information pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel, fondé en 1979. Website : <http://www.cilac.com/>

dre le geste, le noter, permet d'appréhender l'implicite des techniques, que, par nature, l'écrit passe sous silence, suppose des compétences. Or, la perte de ces savoir-faire peut s'avérer proprement catastrophique dans le long terme, alors que la pénurie menace une globalisation gourmande en matière énergétique, en pétrole tout particulièrement. La question de la sauvegarde est économique, ici, avant que d'être sociale ou culturelle – et on s'étonne véritablement qu'en France, plus souvent prête à brader qu'à protéger, si peu d'économistes ou de géographes, s'interrogent et prospectent à ce sujet<sup>29</sup>. La mémoire, comme l'avait compris Marcel Evrard il y a trente ans, c'est aussi la mémoire sociale, l'inscription dans les pratiques sociales, dans les pratiques culturelles quotidiennes, des habitus imprimés par l'industrie, qu'il convient de repérer et de connaître parce qu'ils sont facteurs de blocage peut-être, mais tout aussi sûrement porteurs d'aptitude, facteurs de résilience c'est-à-dire de capacité à rebondir. On comprend mal, là encore, que si peu d'études soient menées à ce propos.

L'Histoire ou d'ailleurs la sociologie ou l'ethnologie travaillent ces dépôts de mémoire, écrits, parlés, dessinés; elle les objective; elle les interprète. Parce qu'elle interprète et actualise, l'Histoire est l'indispensable articulation entre mémoire et patrimoine. L'historien des techniques, pour ne parler que de lui, analyse la technique proprement dite, l'évolution des lignées et filières techniques, l'architecture des complexes techniques, leur possible articulation en systèmes, et l'interférence avec les autres structures sociales : politique, religieuse, sociale, économique, culturelle. Il analyse comment s'organise la pensée technique dans les diverses cultures techniques, détecte les lois du changement technique, les modalités de l'innovation : autant d'éléments dont on ne comprend pas pourquoi ils ne sont pas enseignés dans les écoles qui forment les futurs industriels, ingénieurs, techniciens. Les temps de crise ne poussent pas à l'éclectisme. Le XIXe siècle, qui fut celui de l'industrialisation, fut moins obtus, jusqu'à ce qu'intervienne, il est vrai, la grande crise des années 1880-1900 dont nous sommes intellectuellement les héritiers directs, quoique ce ne soit pas en pleine conscience.

Mais l'histoire a besoin d'auxiliaires : les recueils de mémoire en sont, mais aussi les réalisations patrimoniales et l'archéologie industrielle, qui aident l'historien en particulier, le citoyen en général, à saisir la matérialité d'époques et de procédés. Qui parmi nous n'a pas visité un château-fort ? Qui se rappelle, par contre, des doléan-

ces de Mérimée, qui parcourait la France pour inventorier les Monuments Historiques et se plaignait de prêcher dans le désert ? Patience, obstination, passion : tel est l'enseignement. Inventaire et sauvegarde patrimoniales sont d'une absolue nécessité à condition toutefois de bien les mettre à leur place. Je ne pense pas, contrairement à Serge Chassagne, que le patrimoine soit un « vaste champ disciplinaire commun à bien des spécialistes de l'économie, de la société ou de ses productions, matérielles ou artistiques. » Patrimonialiser implique des méthodes spécifiques, mais ces méthodes relèvent de l'ingénierie culturelle au sens noble du terme : inventaire, constitution de collections, conservation, restauration, valorisation. C'est là qu'est la discipline. Il s'agit de pratiques, de modalités d'approches, qui peuvent fournir de l'aliment au marketing culturel, auquel cas il y aura répétition à l'infini des lieux communs collectifs<sup>30</sup>. Elles peuvent à l'inverse alimenter l'étonnement et la découverte caractéristiques de la recherche scientifique, histoire, archéologie, ethnologie. Alors, oui, parce qu'il est mise en valeur de monuments, de sites, de savoir-faire, le patrimoine industriel peut devenir lieu-ressource, pour les disciplines scientifiques, pour le tourisme et la pédagogie, pour la compréhension des processus cognitifs productifs : conception, innovation, gestion des connaissances. Puisque nous avons sur les pays actuellement émergents, un temps d'avance - celui de la désindustrialisation, pourquoi ne pas se mettre en mesure d'en étudier calmement les conséquences ?

## Repères bibliographiques

- BERGERON LOUIS, DOREL-FERRÉ Gracia. *Le patrimoine industriel. Un nouveau territoire*, Edition Liris, 1992.
- BON François *Daewoo*, Paris, Fayard, 2004.
- CANAU Joël, *Mémoire et identité*, Paris, PUF, 1998.
- CHASSAGNE Serge, « L'élargissement d'un concept : de l'archéologie (industrielle) au patrimoine (industriel) », *Le Mouvement social*, n°199, Avril-Juin 2002, p. 7-9.
- DAUMAS Maurice, *L'archéologie industrielle en France*. Paris, R. Laffont, 1980.
- EVRAUD Marcel, « Au pays de Schneider: Proletariat et militants ouvriers de la Commune à nos jours », *Le Mouvement social*, No. 99, avril-juin 1977, p. 7-10.
- GARÇON Anne-Françoise, « L'ouvrier ne fait pas patrimoine.

<sup>29</sup> Citons, en contre-exemple, les travaux de Vincent Veschambre, en particulier son mémoire d'habilitation à diriger des recherches, intitulé *Patrimonialisation, démolition, mise en mémoire. Processus de marquage et d'appropriation symbolique de l'espace*, Université d'Angers, CARTA - UMR ESO CNRS, 2007.

<sup>30</sup> Cela a déjà commencé à propos du patrimoine de l'industrie, lorsqu'on considère qu'il n'intéresse que les entreprises employant plus de 10 personnes alors que plus de 50% de notre tissu industriel, toutes époques confondues, se composait, se compose encore d'entreprises de taille inférieure.

De la difficulté en France de faire se rejoindre mémoire du travail et archéologie industrielle », *L'Archéologie industrielle, Revue du Cilac*, n° 36, juin 2000, p. 48-59.

GARÇON Anne-Françoise, « L'épinglette et la plume. A propos du Patrimoine Minier et Métallurgique Armoricaïn », in C. Geslin (dir.), *La vie industrielle en Bretagne. Une mémoire à conserver*, Colloque Fougères, décembre 1999, PUR, Rennes, 2001, p. 107-130.

GARÇON Anne-Françoise et al., (dir.), *Démolition, disparition, déconstruction. Approches techno-économiques et anthropologiques, Documents pour l'histoire des Techniques*, Cahiers n°11, CDHT, (CNAM/EHESS), Paris, 2002.

KOURCHID Olivier, Menin Hélène. « Mobilisations et mémoire de travail dans une grande région: le Nord-Pas-de-Calais et son patrimoine industriel », *Le Mouvement Social*, n°199, Avril-Juin 2002, p. 37-59.

LE ROUX Thomas. « Le patrimoine industriel à Paris entre artisanat et industrie : le facteur d'instruments de musique Couesnon dans la Maison des métaux (1881-1936) », *Le Mouvement Social*, n° 199, avril-juin 2002, p. 11-36.

MICOUÉ André, « Du patrimoine naturel de l'humanité considéré comme un symptôme », *Droit et Société*, n°30-31, 1995, p. 265-279.

OLLIVIER Eugène, « Les monuments historiques demain... », *Terrain*, Numéro 9 - *Habiter la Maison* (octobre 1987), [En ligne], <http://terrain.revues.org/document3196.html>

POULOT Dominique, « De la raison patrimoniale aux mondes du patrimoine », *Socio-Anthropologie*, N° 19, *Les Mondes du Patrimoine*, 2006, [En ligne], mis en ligne le 31 octobre 2007. URL : <http://socioanthropologie.revues.org/document753.html>. Consulté le 15 novembre 2007.

TOURAINÉ Alain, *Production de la société*, Editions du Seuil, 1973.

VESCHAMBRE Vincent. « Habiter un lieu de production et de travail, in Maria Gavrari-Barbas (dir.) *Habiter le patrimoine. Enjeux, approches, vécu*, PUR, Rennes, p. 511-516.

VESCHAMBRE Vincent, *Patrimonialisation, démolition, mise en mémoire. Processus de marquage et d'appropriation symbolique de l'espace*, Mémoire d'HDR, Université d'Angers, CARTA - UMR ESO CNRS, 2007

# Détruire le patrimoine industriel pour effacer la mémoire ouvrière ?

## L'exemple de la requalification du site historique de Moulinex à Alençon.

Dans le cadre d'un essai de « géohistoire », il nous a semblé intéressant de porter notre regard d'historien sur un « territoire du quotidien », une usine aujourd'hui en grande partie disparue. Il s'agit de l'usine Moulinex d'Alençon fondée en 1937 par l'industriel Jean Mantelet aux bords de la Sarthe, au sud est de la préfecture de l'Orne, à l'emplacement d'un site industriel local de première ampleur (une des premières filatures de chanvre de France). Cette usine, assez banale en soi, mais qui a incarné à sa façon la « révolution invisible » que furent les « Trente glorieuses<sup>1</sup> », est fermée en 2001, lors du dépôt de bilan du groupe. La période de friche industrielle est de courte durée, et le terrain est racheté par la communauté urbaine d'Alençon, qui lance alors un projet de requalification du site dans le cadre d'un programme d'aménagement urbain. Depuis 2005, les travaux, confiés par la municipalité à une société d'économie mixte du Calvados, ont considérablement modifié le visage du site, par la destruction de la grande majorité des bâtiments, y compris les plus anciens. De leur côté les anciens ouvriers, regroupés au sein de l'« association Jean Mantelet », s'organisent pour qu'un « espace de mémoire » soit préservé sur le site afin de conserver, à travers le patrimoine industriel, la mémoire de l'entreprise, celle du fondateur et de ses ouvriers.

Une double problématique semble ainsi pouvoir être abordée à l'échelle de cet espace : stricto sensu, celle des interactions entre anciens espaces industriels, projets urbains et groupes sociaux ; lato sensu, celle des rapports entre patrimoine industriel contemporain et mémoire ouvrière dans le contexte d'une région de l'Ouest de la France. Trois optiques successives peuvent ensuite être adoptées pour la décliner.

Tout d'abord, en partant des concepts, il s'agit de mettre en évidence les rapports encore ambigus entre le patrimoine industriel et la mémoire ouvrière.

Le patrimoine industriel a pris une importance grandis-

sante dans les sociétés développées depuis les années 1970, alors que la crise économique condamnait les anciennes industries d'hier (sidérurgie, textile, mines). Aujourd'hui, et de plus en plus, on constate que ce patrimoine est à la fois considéré par les acteurs locaux comme un élément à préserver mais aussi comme un possible levier des politiques de renouvellement urbain et de développement local.

Mais préserver les bâtiments industriels n'amène pas nécessairement à conserver la mémoire ouvrière. En fait, les spécificités de cette dernière, sur le fond (caractère ambigu de la valeur travail, question de l'évocation des luttes sociales et des rapports sociaux) comme sur la forme (rareté et fragilité des sources, question de l'implication des anciens ouvriers eux-mêmes dans ce processus de mise en mémoire), font souvent obstacle à une inscription spatiale de cette mémoire.

Une des façons de concilier ces deux concepts pourrait être de développer le tourisme industriel, décrit récemment comme un « tourisme de savoir faire ». Aujourd'hui le tourisme industriel est un produit touristique à diffusion croissante, qui contribue à la mise en valeur des « nouveaux patrimoines ». Dans l'Ouest en général, et dans l'Orne en particulier, en dépit d'une ruralité mise en avant, la présence d'un riche patrimoine industriel diffus, hérité notamment de la période proto-industrielle, pourrait servir de base à la mise en place d'un tourisme industriel valorisant là aussi les atouts des territoires et permettant de retenir les touristes de passage.

La seconde approche possible est celle qui part de l'espace et de son occupation, hier et aujourd'hui. L'intérêt de la « géohistoire » est ici de mettre en valeur le caractère industriel ancien de l'espace concerné, successivement occupé par un moulin du XIII au XIX<sup>ème</sup> siècles, puis de 1838 à 1925 par une filature de chanvre, employant plusieurs centaines de personnes. (Alençon est au XIX<sup>ème</sup> siècle la première ville toilière de France pour le lin et le

<sup>1</sup> « La révolution invisible » est le sous titre de l'ouvrage célèbre de Jean Fourastier, Les Trente glorieuses, Paris, Fayard, 1979.

chanvre de France avec une industrie « duale », à domicile et en usine)<sup>2</sup>. La dernière étape de cette évolution est l'installation en 1937 de la « Manufacture d'Emboutissage de Bagnolet », ancêtre de l'usine de « Moulin légumes », qui devient « Moulinex » en 1956 avec le lancement de la mécanisation des petits appareils ménagers (moulins à café tout d'abord).

Les extensions suivantes de l'entreprise, qui passe après 1945 du statut de groupe régional au statut de firme multinationale, se traduisent sur le site par une multiplication des constructions, aboutissant à la naissance d'un vaste espace industriel de 20 hectares au sud de la ville. L'usine (qui emploie plus de 3000 ouvriers au début des années 1970, pour une ville de 30000 habitants) devient ainsi un pôle d'attraction local majeur, qui accentue certainement à partir des années 1950 le phénomène de l'exode rural à l'échelle de la ville. A proximité, une Zone à Urbaniser en Priorité est même mise en place dans les années 1960, la ZUP de Perseigne. La population ouvrière y est relativement concentrée, et cela aujourd'hui encore (les ouvriers représentent 50% des actifs du quartier en 1968, et près de 40% en 1990).

L'entreprise Moulinex est ensuite frappée dans les années 1980-1990 par une crise multiforme, avec comme caractère marquant le problème de la succession du fondateur, Jean Mantelet, qui disparaît en 1991. Mal géré, et malgré les plans sociaux multiples, l'empire Moulinex s'effondre en 2001. Comme d'autres, l'usine d'Alençon, la maison mère, est fermée, malgré les protestations dignes mais fermes des ouvriers.

Un projet de requalification du site est alors rapidement mis en place par la communauté urbaine. Ce projet, qui s'inscrit dans une ambitieuse politique d'aménagement urbain visant à redonner à la ville un dynamisme démographique et économique, se décompose en trois volets : environnement (redonner à la Sarthe une lisibilité paysagère, tenir compte d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondations, intégrer le site dans des espaces naturels protégés), urbanisme (construction de logements de standing sur pilotis, d'une « résidence seniors », remodelage de l'entrée de ville et de la voirie), et économie (maintien de l'activité industrielle sur place et développement d'un pôle services). Au final, le « parc de la Cité Jean Mantelet », nouveau nom du site, devra devenir un véritable nouveau quartier d'Alençon.

Tenter de mettre en évidence les stratégies des groupes sociaux concernés par le projet de requalification du site permet enfin en troisième lieu une approche par les acteurs.

Ainsi, sur la lancée des actions qui ont ponctué la fin de l'histoire de l'entreprise, une partie des anciens « Moulinex » d'Alençon s'est regroupée dès 2002 au sein de « l'association Jean Mantelet ». Ses objectifs sont multiples : favoriser la réinsertion sociale des anciens ouvriers, tout en restant un lieu convivial, mettre en place un projet d'« espace mémoire » axé sur la préservation et la mise en valeur du patrimoine industriel, et enfin être une passerelle entre les savoir faire d'hier et ceux de demain, via des partenariats pédagogiques.

Au moyen d'une enquête restreinte diffusée auprès des ouvriers membres de l'association, nous avons pu constater l'existence d'une véritable mémoire ouvrière originale dans le cas de l'usine Moulinex d'Alençon, usine à fort recrutement rural certes mais conservant des traditions ouvrières spécifiques, comme la perruque par exemple. Par ailleurs, la même enquête montre qu'un consensus existe chez les anciens ouvriers pour mettre en place un lieu de mémoire afin de témoigner de l'importance qu'ont eu l'usine, son fondateur et ses ouvriers pour la ville d'Alençon. Le bâtiment encore préservé qui semble s'imposer pour cette fonction est la « cathédrale », ancien séchoir à chanvre datant des années 1840-1860.

Face à ces projets, force est de constater les hésitations des équipes municipales en place, l'actuelle, depuis 2002, comme la précédente, de la même tendance politique, dirigée de 1989 à 2002 par Alain Lambert. Après l'abandon du premier projet d'espace mémoire (un des bâtiments, aujourd'hui détruit, de la filature abritant un moteur de paquebot de 1923), on semble s'orienter aujourd'hui en ce domaine vers un projet à minima, sous forme de parcours signalétique, même si l'option de la « cathédrale », présentée comme coûteuse, n'est pas complètement écartée. On peut donc voir à travers ces hésitations une victoire de la « volonté moderniste » sur la « logique patrimoniale » : l'obsession semble celle de « tourner la page Moulinex » en effaçant les traces et en se tournant résolument vers le XXI<sup>ème</sup> siècle, qui s'incarne dans la récente autoroute et les nouvelles technologies...

Conclure sur ce sujet impose de revenir sur la place essentielle de la décision politique concernant les choix faits en matière de patrimoine industriel et de mémoire ouvrière. Ces deux concepts, combinés heureusement, peuvent pourtant permettre, grâce au double apport croisé de l'histoire et de la géographie, de redonner leur lisibilité aux lieux et aux hommes qui ont à leur façon marqué les paysages dont nous sommes aujourd'hui les héritiers.

<sup>2</sup> Sur ce sujet, lire la thèse de Jean Louis Lehnof, maître de conférence à l'université de Caen, *Quand se tissait la ville des classes moyennes : impasses industrielles et réussites sociales en Alençon au XIX<sup>ème</sup> siècle*, Université de Caen, 1998.



# La mémoire du travail

## et le futur du patrimoine<sup>1</sup>

### I. L'objet de notre recherche : qu'entendons-nous par "mémoire du travail" ?

*"Tout ce que nous faisons, et d'autant plus, tout ce que vit notre corps, existe, s'entend et se justifie sur la toile de scène ineffaçable, de ce que nous avons été. Etre, c'est par essence, être mémoire",*  
Emilio Lledó, *El silencio de la escritura*,<sup>2</sup>

Nous devons commencer par nous demander ce que nous entendons par mémoire du travail, puisque on utilise communément ce concept de façon descriptive et floue, ce qui conduit à plus d'une confusion. Tous les auteurs ne parlent pas de la même chose, tant s'en faut.

Cette précision, comme on le verra, va bien plus loin qu'un simple éclaircissement terminologique ou qu'une discussion de lettrés cherchant à labourer leur terrain de prédilection. Bien mieux, elle devient un des fondements de l'orientation que peuvent adopter les politiques de récupération du patrimoine. En fait, la mémoire du travail s'interroge sur le futur du patrimoine à partir d'une question simple mais catégorique: y a-t-il une histoire du patrimoine ?

On comprend que de la réponse à cette question dépend le résultat de la réutilisation du patrimoine: parcs thématiques, fragments isolés d'un environnement productif qui fait ouvrir la bouche du passant, *épaté*<sup>3</sup>, sans qu'il puisse replacer ce vestige dans quelque contexte

qui lui donne son sens. Pour parler d'exemples concrets, c'est le cas de la cheminée solitaire et déconnectée de son environnement auquel elle a été arrachée - bien que toujours érigée à la même place - qui domine toujours le jardin du Rastro de Madrid. Seule la rue adjacente donne des pistes au *flâneur*<sup>4</sup>: la rue du Gasomètre.

La mémoire du travail ne doit en aucun cas se confondre, comme on le fait tant de fois, de forme simpliste, du point de vue méthodologique, avec le type de source utilisé. Et la tendance la plus établie est d'identifier la mémoire du travail avec l'usage, dans la reconstruction historique du passé, des sources orales, de l'histoire orale, de la biographie. Ce dont nous voulons discuter, c'est de quelque chose de plus profond, de plus risqué du point de vue épistémologique, bien que pour le chercheur habitué au travail de terrain, c'est un peu une vérité première.

Notre objectif est de nous opposer à cette tendance qui consiste à faire disparaître le travail et les travailleurs des lieux de production. Tendance à être éblouis ou

<sup>1</sup> Conférence de l'Université d'Été de l'Université Complutense de Madrid, à l'Escorial, "El patrimonio industrial y la memoria del trabajo: recuperación y futuro", 5 de agosto de 2003. L'auteur, sociologue, professeur à la Complutense de Madrid, nous a autorisée à traduire et publier son texte. Nous l'en remercions vivement. Cependant, notre traduction, avec l'accord de l'auteur, est parfois résumée. Nous prions le lecteur de se reporter, pour la version intégrale à la revue *Sociología del Trabajo*, n° 52 (note de la traductrice GDF)

<sup>2</sup> Emilio Lledó: *El silencio de la escritura*, Madrid, Espasa Calpe, 1998, p. 7.

<sup>3</sup> En français dans le texte (note de la traductrice)

<sup>4</sup> Idem



*Tertiariser la ville, faire de l'usine un monument dissocié de sa fonction pour ne prendre en compte que l'architecture...  
et violence des aménagements urbains : vision des destructions du quartier ouvrier de Barcelone, Poble Nou (2006).*

© Gracia Dorel-Ferré

s'émerveiller devant le *cadre bâti*, devant les engins et les artefacts, ou devant leurs fragments incompréhensibles, sans que bien souvent ces mêmes chercheurs soient capables de reconstituer le processus productif, et encore moins le réseau dans lequel s'insère un lieu de travail. Comme ceux que Doña Emilia Pardo Bazán avait stigmatisés : émerveillés devant un tisserand sans savoir si la soie était produite par un arbre ou un ver<sup>5</sup>. Des pièces, des fragments, des édifices ou des vestiges déracinés, en quelque sorte.

La question, nous allons le voir, n'est pas inutile. Comme l'a souligné un admirable anthropologue, en résumant et en faisant le bilan dans un livre exceptionnel sur les communautés minières, cet espèce d'éblouissement est à la racine, est partiellement responsable d'une vision péjorative des travailleurs. C'est, dit-il « le produit de la fixation fétichiste académique<sup>6</sup> dans les technologies et les machines, qui porte à exclure tout intérêt pour les dimensions sociales des communautés minières ». « Une fixation dans les technologies et les machines qui- comme il le démontre- obscurcit les dimensions humaines et sociales des communautés minières de la même façon qu'une distinction brutale entre technologie et société obscurcit certains des facteurs qui donnent aux communautés minières leur dynamique particulière. »

Notre objectif, tout au contraire, est réflexif, car pour pouvoir penser son objet de recherche, on ne peut en aucune façon éviter de se penser à soi-même, comme sujet chercheur. Beatriz Sarlo, avec sa lucidité habituelle et ses vues pénétrantes, l'a écrit dans le prologue de l'édition espagnole de l'ouvrage *La Campagne et la ville*, de Raymond Williams :

“Le paysage (...) est la production d'un type particulier d'observateur soustrait au monde du travail. Le paysage est un point de vue, avant d'être une construction esthétique. Plus même : pour que l'intervention esthétique du paysage ait lieu, il faut qu'il se produise l'articulation avec un point de vue qui magiquement, pour le dire avec les mots de ce livre, annule le travail et dépersonnalise la force du travail.”<sup>7</sup>

Nous, nous voulons nous placer aux antipodes de cette attitude. Une chose est le recours à toutes (si cela était possible...) les sources d'information, et une autre, bien distincte est la forme dans laquelle se construit une problématique de recherche. Et dans ce cas le profil épistémologique du chercheur est aussi important que les sources elles-mêmes<sup>8</sup>. Quelqu'un peut avoir devant les yeux les traces, les témoignages, les « faits » et ne pas être capable de les voir et encore moins de les interpréter. Comme la lettre volée de Poe, laquelle, à force d'être devant nos yeux, est impossible à trouver.

En ce sens, il est évident que les sources orales, associées aux archives d'entreprise, la documentation graphique, le matériel imprimé, la presse, si elle existe les machines, etc. sont, pour récupérer la mémoire du travail, des ressources de tout premier ordre. Comme l'ont écrit deux chercheurs espagnols dans un magnifique étude sur l'industrie sucrière de Motril : “En contraste avec la relative abondance des restes matériels, nous ne connaissons pas grand chose des processus de travail ou des conditions de travail et de vie de ceux qui l'exerçaient. Ces coulisses de l'histoire quotidienne ne subsistent que dans la mémoire de ceux qui l'ont vécue, et cette mémoire est une source d'information de grande valeur”<sup>9</sup>.

Mais nous pouvons en savoir plus, en interprétant les sources. Par exemple, dans un *Informe* oublié, publié en 1845, Ramón de La Sagra, l'auteur prolifique que je n'hésiterais pas à qualifier de premier sociologue espagnol, non seulement nous informe et décrit la localisation des usines mais il décrit aussi, avec toute son autorité de personnalité reconnue- les processus « arriérés et vicieux » de « l'état actuel de la fabrication du sucre » et en outre, il propose des solutions pour quelques-uns des problèmes fondamentaux de cette industrie. Ce qui lui paraît le plus important, c'est que la plus grande partie de l'année les ouvriers, comme les édifices, sont oisifs. Les deux ne travaillent que pendant la récolte. Et voilà la solution qu'il propose, que bien des entrepreneurs actuels auraient profité à lire attentivement :

“Le premier inconvénient que l'on pensera contourner en disant que les ouvriers ne seront payés par l'entreprise

<sup>5</sup> Une magnifique illustration, de tout le contraire est rapportée par M. Pretes, “Touring mines and touring tourists”, sur la façon dont les mineurs quechuas des mines del Potosí ont converti leur travail de guides en une reconstruction de leur véritable histoire. Avec eux, la mémoire du travail n'est pas manipulée par des étrangers qui la menacent d'histoire sociale !

<sup>6</sup> Bryan Pfaffenberger, “Mining communities, chaînes opératoires and sociotechnical systems”, 1999, p. 291.

<sup>7</sup> Beatriz Sarlo, prologue de R. Williams, *Campo y ciudad*, p 19

<sup>8</sup> Voir notre “Un camino y cien senderos: el trabajo de campo como crisol de disciplinas”, recueilli par J.J. Castillo *En la jungla de lo social. Reflexiones y oficio de sociólogo*, Buenos Aires-Madrid, Miño y Dávila, 2003, pp. 17-39. Et l'application concrète de ce qui nous occupe ici, dans notre livre avec Paloma Candela et Mercedes López, *Arqueología industrial y memoria del trabajo: el patrimonio industrial del sudeste madrileño, 1905-1950*, Aranjuez, Doce Calles, 2002.

<sup>9</sup> Piñar y Jimenez, *Motril*, 1996, p. 135. Voir les pp. 127-158, “Patrimonio histórico-tecnológico/patrimonio local”.

que le temps de la campagne; mais outre que cette mesure ne pourra être appliquée aux cadres, il n'est pas non plus profitable pour une entreprise bien gérée de changer fréquemment d'ouvriers, puisque c'est à cela que l'on s'expose, puisque on ne peut les fidéliser avec un emploi temporaire et variable. Une usine doit former une grande famille, dont les membres voient en elle et seulement en elle, leur présent, leur avenir et celui des leurs enfants assuré.<sup>10</sup>

Ce souvenir ne persiste pas seulement dans les esprits et la mémoire de ceux qui l'ont vécu. Car ce n'est pas la méthode d'obtentions des informations qui peut nous dire comme on travaillait, qui étaient les travailleurs, à partir de quelle organisation collective du travail s'articulaient chacun des fragments du souvenir de chaque ouvrier. Ce n'est pas la technique de la collecte de l'information mais ce sont les objectifs de la recherche, la culture épistémologique du chercheur ou de la chercheuse, qui se mettent en marche lorsqu'il « s'agit de reconstruire les vies des mineurs mêmes (si c'est le cas) qui ils étaient, d'où ils venaient et comment ils interagissaient avec leur milieu environnant »<sup>11</sup>. Cette mémoire peut se concrétiser dans des données diverses, informations tirées des périodiques, entretiens dans la presse, lettres, ou « faits » recueillis au cours d'entretiens oraux. Mas il y aura d'autres traces, pistes, indices, qui peuvent subsister dans les restes physiques. Il suffit de savoir les interpréter. Par exemple, la « personnalisation » des postes de travail que nous transmettent les photographies, comme nous l'avons démontré dans le cas de l'étude des ouvrières d'Alfa, à Villarejo de Salvanés. Ces traces peuvent être traquées, à rebours, dans les règlements d'usine comme l'a montré de façon exemplaire José María Sierra dans un article éclairant<sup>12</sup>.

Cette perspective épistémologique et méthodologique a été déployée avec sagacité par Gustave Nicholas Fisher, tant dans son aspect historique, avec un objectif très proche du nôtre, que dans son objectif actuel, qui récupère les problèmes posés par l'ergonomie<sup>13</sup> : l'espace est une nouvelle lecture du travail, les pratiques sociales

aussi. Tant le « poste de travail et son espace personnel » comme ce que l'on a appelé « autogestion clandestine des postes de travail » est quelque chose d'impossible à comprendre si ce n'est en faisant de la sociologie de proximité, et en ne se satisfaisant pas de ce que l'on appelle avec euphémisme, « la sociologie du bureau ».

Ces informations peuvent être classées comme mythes ou stéréotypes qui perdurent le long du temps, et que l'on peut analyser, comme le font les sociologues de la science, avec ce que l'on appelle « légendes urbaines ». Elles peuvent aussi se trouver dans les romans ou la littérature, ou dans d'autres formes d'expression artistique : peinture, cinéma, etc, qui non seulement collectent des faits mais parfois aussi concrétisent la mémoire de toute une génération, ou familiale pour les plus modestes, comme c'est le cas du splendide roman *Central Eléctrica*, de Jesús López Pacheco. Basée sur l'expérience d'enfant puis d'adolescent de l'auteur pendant la guerre civile, il reconstruit avec beaucoup de vraisemblance les conditions de la construction des grands travaux hydrauliques sous le franquisme de l'après-guerre. Là, nous pouvons deviner (et même parfois découvrir de façon détaillée, car ce genre n'a pas été appelé en vain, bien que de façon injustement dépréciative, « réalisme social ») quelles ont été les conditions de travail dans la construction des grands barrages du franquisme.

*“Andrés [l'ingénieur “éclairé”] s'éloigna de là. Il s'était rappelé les accidents de travail auxquels il avait assisté. « Maintenant, personne ne sait rien, personne ne se préoccupe de rien jusqu'à ce qu'il se produise quelque chose » pensa-t-il. En sortant de la centrale, il regarda en l'air. Au-dessus des cent mètres du barrage (de Aldeaseca) il y avait la petite salle des machines. Deux hommes avaient été engloutis dans cette masse de ciment. Il ne put réprimer un geste d'horreur. « Peut-être y a-t-il déjà une centaine de morts... Et ce n'est pas fini. » Le barrage, la centrale, la pente découpée au pic et à la dynamite, le tunnel qui s'était ouvert, le jour précédent, la structure qui brillait dans la auteur du côté gauche... tout lui paraissait impressionnant. Une épopée de deux mille héros.”<sup>14</sup>*

<sup>10</sup> Ramón de La Sagra: *Informe sobre el cultivo de la caña y la fabricación del azúcar en las costas de Andalucía...*, Madrid, 1845, p. 58.

<sup>11</sup> James D. Muhly, 'Foreword' a Bernard Knapp *et alii*, *Social approaches to an industrial past*, 1998, p.xvi.

<sup>12</sup> José Sierra Álvarez : 'Para una lectura histórico-social de la espacialidad obrera en la España de la Restauración: una cala en los espacios de trabajo', *Studia Historica. Historia Contemporánea* (Salamanca), vols. 19-20, 2001-2002 [pero, abril 2003], pp. 15-33. On trouvera des études de cas, suivant ces indications, dans: P. Candela, *Cigarreras madrileñas: trabajo y vida*, Madrid, Tecnos, 1998; Josefina Piñón, *Cervecera El Águila, S.A. (1900-1936). Trabajo y tecnología en los orígenes industriales de Madrid*, Madrid, Editorial Complutense, 2003; ou Julio Fernández, *Buscando el pan del trabajo. La industrialización de Villaverde. Condiciones de trabajo y vida en el sur de Madrid (1940-1965)*, Buenos Aires-Madrid, Editorial Miño y Dávila, à paraître.

<sup>13</sup> Gustave Nicholas Fisher: *Le travail et son espace. De l'appropriation à l'aménagement*, Paris, Bordas, 1983.

<sup>14</sup> Jesús López Pacheco, *Central eléctrica*, Barcelona, Orbis, 1984, p. 155. Le roman *Central Eléctrica* a été édité chez Destino, la première fois en 1958. Nous citons ici l'édition de 1984. Aujourd'hui l'ouvrage est introuvable et a disparu du catalogue de la maison d'édition.

Dans ces travaux publics, comme l'a étudié Alvaro Chapa, depuis le début du vingtième siècle jusqu'en 1970, plus de 25.000 hommes ont travaillé et aussi des femmes, par exemple dans la construction des routes d'accès aux barrages. Ils ont été emportés dans cette épopée collective, mais de la plupart d'entre eux, il ne nous est resté aucun souvenir<sup>15</sup>.

Oui, nous savons quelque chose de "l'ordre du travail" qui pouvait régner sur ces espaces productifs. Chapa traite le sujet en détail, par exemple dans le cas du barrage de Villalcampo. L'ordre du travail était donné depuis la petite caserne de la Garde Civile où d'abord « on répartissait les coups et ensuite on interrogeait sur le pourquoi du désordre ». Les manières de faire et de se conduire des contremaîtres n'étaient pas très différentes. « Les contremaîtres et responsables des équipes d'ouvriers se comportèrent de façon analogue ». Et pour faire bonne mesure, parmi les groupes de travailleurs, il y avait de nombreux exilés politiques. L'auteur d'une entrevue rapporte que sous cet anonymat local se cachait un nombre élevé de policiers camouflés<sup>16</sup>.

De cette façon, seulement, "avec comme point de départ les traces matérielles ou les expériences d'une activité passé" on peut aborder une politique de récupération et de gestion du patrimoine qui puisse donner un sens aux vestiges physiques<sup>17</sup>. Car contrairement à ce que l'on donne pour établi, de la part de ceux qui regardent du dehors les réalités du travail et qui préfèrent la commodité du bureau au travail sur le terrain, « décrire un système technique industriel ne *va pas de soi*<sup>18</sup>. Et le problème ne réside pas tant dans la complexité- pensons à tout ce que l'on devrait prendre en considération pour rendre compte d'une chaîne de fabrication d'une voiture et de tous ses éléments- puisqu'une grande partie des informations ne sont déjà plus disponibles, mais plutôt dans le choix qu'il faut faire pour ne se centrer que dans ce qui est caractéristique d'une fabrication dans un lieu donné."<sup>19</sup>.

Aussi est-il agréable de découvrir dans un prospectus oublié sur les étagères de la Société Economique madrilène des Amis du Pays, une piste-clé qui révèle non seulement

un autre passé industriel de la capitale de l'Espagne, mais qui aussi fait comprendre avec quelle évidence on articulait l'organisation du travail et la surveillance des travailleurs.

Dans la *Memoria acerca de la fábrica de calzado de ... José Soldevila y Castillo*, de 1874, à l'étonnement ou à la surprise du chercheur, dans le quartier de Pozas de Madrid, dans le Paseo de los Areneros, numéro 8 (là où aujourd'hui se trouve à peu près El Corte Inglés de Argüelles), se dressait une usine qui comptait, selon de chroniqueur de 1874, "plus de 600 ouvriers" (lesquels deviennent, suivant le même texte, 540 ouvriers des deux sexes) et qui produisait mensuellement 17.000 paires de bottines. De plus, on décrit les cinq sections selon lesquelles l'entreprise est organisée, pour terminer sur quelques recommandations de la Sociedad Económica de Amigos del País, qui agissait en sorte comme une agence d'innovation. Parmi elles, il convient de souligner la 3e: « [Créer] un nouveau local, où l'ensemble des ateliers soient réunis dans une seule et même salle, surveillés par une administration centrale et dirigés plus directement par un seul chef qui puisse donner son unité et son homogénéité aux travaux."<sup>20</sup>

La mémoire du travail, ce sont aussi les travailleurs eux-mêmes, modelés physiquement et mentalement par le processus de conversion du travail en force de travail. Dit plus carrément, « nous privilégions non la possession de faits particuliers, mais l'effort systématique pour répondre à une question de recherche ». <sup>21</sup> Avec l'érudition qui le caractérise, celui qui a été président de l'association internationale des archéologues industriels, Louis Bergeron, a résumé la question de cette façon :

"Pourquoi ne pas parler aussi d'une archéologie de la mémoire, qui n'est pas seulement, ce que ferait l'historien traditionnel, à savoir la recherche de textes malheureusement trop rares, que nous aurait laissés les ouvriers, et même les patrons, mais qui, plus proche de la méthode ethnologique et de l'histoire orale, une collecte de la parole ouvrière et de la parole patronale, une archéologie qui suscite, suggère, aide l'interrogé dans

<sup>15</sup> La citation est de Alvaro Chapa: *La construcción de los Saltos del Duero, 1903-1970. Historia de una epopeya colectiva*, Pamplona, EUNSA, 1999, p.51.

<sup>16</sup> A. Chapa, ouvrage cité, pp. 145-148.

<sup>17</sup> Alfrey y Putnam, 1992, p. 7.

<sup>18</sup> En français dans le texte

<sup>19</sup> Alain Morel, dans son introduction à l'excellent ouvrage *Cultures du Travail. Identités et savoirs industriels dans la France contemporaine*(Séminaire de Royaumont, janvier 1987), Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1989, p. 3. Sur la reconstruction du processus complet de production du modèle 'Polo' de VW, voir ce que nous disons, Pablo López Calle emoi-même: *Los obreros del Polo. Una cadena de montaje en el territorio*, Madrid, Universidad Complutense-Universidad Pública de Navarra, 2003.

<sup>20</sup> Nicolás Díaz y Pérez: *Memoria acerca de la fábrica de calzado...*, Madrid, Pedro Montero, 1874, pp. 9, 17, 23 y, pour la citation, p. 22.

<sup>21</sup> Schiffer, 1996<sup>a</sup>, p. 76.



la construction de sa propre mémoire de l'industrie ?"<sup>22</sup>. Une mémoire capable de rendre compte de l'écrit, du construit, et de tout ce qu'incarnent les personnes elles-mêmes. Cette façon d'enrichir les sources n'est possible qu'avec une problématique de recherche bien établie : "Si l'histoire est nécessaire pour interpréter ce que nous trouvons sur le terrain, à l'inverse, ces découvertes apportent des informations inédites qui nous portent à traiter différemment les sources documentaires habituelles"<sup>23</sup>. La mémoire du travail, dans cette interprétation, prétend redonner toute sa chair, tout son sang, toute la complexité de la vie aux usines et aux lieux de travail, leur singularité, leur contingence, car, il faut le répéter, le contenant ne suffit pas, ou ne dit que peu de choses une fois vide, une fois qu'il a été converti en friche industrielle.

Et c'est fondamental pour ce qui nous occupe ici, à savoir l'élaboration d'une politique de réutilisation ou de récupération. Comme le disait Louis Bergeron à propos de la « mémoire de l'entreprise » en proposant pour le Lingotto de la Fiat à Turin, quelque chose de très voisin à ce que nous-mêmes préconisons (ce qui d'ailleurs n'a pas été retenu dans la conversion menée à terme par Renzo Piano) : en parlant d'un ton admiratif du film *Les Temps Modernes*, de Charles Chaplin "en tant qu'historien et anthropologue de l'industrie", "il serait possible de transmettre la mémoire de ce que fait une chaîne de montage, la gestation d'un véhicule, la relation de l'homme à la mécanisation"<sup>24</sup>.

Les abattoirs et les frigorifiques d'Argentine ont été analysés et étudiés dans une perspective que nous considérons exemplaire, par Mirta Zaida Lobato. Pour elle, "l'espace usinier [est] un lieu de la mémoire du travail", et elle a consacré beaucoup d'années de recherche à son identification, que l'on retrouve maintenant dans son livre *La vida en las fábricas*. "Mon objectif, - nous dit-elle<sup>25</sup>- était de vérifier où et comment les ouvriers, hommes ou femmes, exécutaient leurs tâches, comment

ils entraient en relation avec leurs camarades et avec leurs chefs, de quelle façon ils étaient traités par eux et pour quelles raisons ils protestaient ou restaient muets".

Pour cela, elle brasse toutes les techniques de récolte de l'information : une exploitation exhaustive des archives d'entreprise, une utilisation pertinente de l'iconographie, un recours systématique aux survivants, en créant, comme elle les appelle, des «groupes de souvenirs », « comme supports de la mémoire ». Dans une entrevue publiée dans le journal *Clarín* de Buenos Aires, à l'occasion de la sortie de son livre, elle disait: "Berisso [le port de La Plata, où étaient situés les frigorifiques nord-américains Swift (1907-1970) et Armour (1915-1969)] est un vrai laboratoire sociologique. Là s'est construite et a été démantelée une société du travail ; la fermeture des frigorifiques a entraîné la disparition d'un espace qui avait rendu possible l'existence et la formation d'une identité sociale des travailleurs, dans un lieu où la relation entre le travail et la communauté a été intense, et où, de plus, et comme nulle part ailleurs, il y a une grande diversité de groupes ethniques, depuis les croates et les italiens jusqu'aux polonais, lituaniens, serbes et bulgares. Et elle dit, plus loin : "la précarisation et la flexibilité du travail, considérés comme les symboles de la société post-moderne, y sont présents dès le début ....La particularité des grandes entreprises nord-américaines était leur rationalité : elles ne laissaient absolument rien perdre de chaque animal mais non plus de la force du travail. Il n'y avait pas de temps morts pour le travailleur. C'est ce qu'eux appellent la rationalité scientifique du travail.<sup>26</sup> Cet échantillon de ses analyses nous rappelle les pages les plus révélatrices écrites par Upton Sinclair en 1906, dans son roman *La jungle*, qui, justement, décrivait l'horreur de la fabrication de la viande dans les *stockyards* de Chicago, en ce même frigorifique *Armour*, qui devait s'installer, entre autres lieux, à Berisso, à la recherche de nouvelles sources de main d'œuvre bon

---

<sup>22</sup> L. Bergeron, Archéologie industrielle, patrimoine industriel: le contenu et la pratique aujourd'hui", pp. 57-68, en C. Geslin, *Vie industrielle en Bretagne. Une mémoire à conserver*, 2001; la citation est p. 58.

<sup>23</sup> Jean-François Belhoste, en C. Geslin, op.cit., p. 28.

<sup>24</sup> L. Bergeron, dans les Actes de la Tournee d'Archéologie Industrielle, au Lingotto de Turin, le 30 novembre 1990. Voir *La memoria dell'impresa*, Roma, Il Coltello di Delfo, abril 1991, p. 27

<sup>25</sup> M.Z. Lobato, *La vida en las fábricas*, 2001, p. 35. La citation précédente est de la page 77.

<sup>26</sup> Liliana Moreno: "Apogeo y caída de Berisso", *Clarín*, domingo 24 de junio de 2001. La revue *Sociología del Trabajo* a publié un article de Mirta Zaida Lobato qui reprend quelques-uns de ces arguments: "Organización, racionalidad y eficiencia en la organización del trabajo en la Argentina: el sueño de la americanización y su difusión en la literatura y la prensa". Le sujet est capital et peut être considéré comme l'archétype du travail industriel en Argentine pendant une longue période. En témoigne l'important congrès qui s'est tenu en octobre 2002 à Buenos Aires, sous le titre général de "La culture du travail, mémoire et présent". On y proposait une "archéologie du sautelage: la mémoire des frigorifiques". L'intérêt est toujours aussi fort: les 1 et 2 juillet 2003, on a mis en place des "Journées du patrimoine industriel. Force et richesse du travail collectif", à Buenos Aires également. Contact: [cicop@sinectis.com.ar](mailto:cicop@sinectis.com.ar).

marché et disciplinée, formée en grande partie, là aussi, d'immigrants<sup>27</sup>. "L'américanisme et la perfection du travail dans les frigorifiques atteignaient leur plus grande expression dans les rythmes de production, la variété des processus, la dispersion des travailleurs dans de grandes unités qui occupaient plusieurs hectares et l'emploi de milliers de salariés. La division des tâches et le rythme de la noria humaine prennent un relief particulier dans les témoignages des travailleurs, dans les rapports techniques et apparaissent aussi dans la littérature.

Récupérer la mémoire historique, collective, requiert, donc, un travail d'identification des différentes formes que cette mémoire a adoptées dans le temps et dans l'espace. Et il s'agit de le faire non seulement en récupérant et en intégrant dans le processus de travail et de production les vestiges matériels, mais aussi les traces laissées par les personnes et les institutions. Cette 'atmosphère industrielle', comme l'appelle Alfred Marshall, oblige à récupérer une mémoire, comme nous l'avons déjà dit en d'autres lieux<sup>28</sup>, matérialisée à travers des artefacts, des édifices, des voies de communication, des formes productives, des ressources matérielles, etc. Cette mémoire est incarnée dans des personnes, dans le sens qui a été popularisé en sociologie avec la notion de *habitus* de Pierre Bourdieu, le maître admirable : un ensemble de dispositions, de savoirs, de capacités... un modelé qui ne se révèle pas seulement dans la manière de penser et d'être mais aussi dans le *savoir faire*, comme dans le savoir être, dans tout ce qui nous charpente, qui nous donne nos moyens mais aussi nos limites, comme personnes. Toute une problématique bien identifiée par Michael Dietler et Ingrid Herbich, lorsqu'ils ont étudié les appareils sociaux qui créent les dispositions,

l'*habitus*; les conditions matérielles qui influencent la création de ces dispositions, l'origine et la nature des problèmes qui provoquent les adaptations auxquelles les personnes sont soumises et qui les conditionnent, et aboutissent à la construction d'une mémoire d'un travail qui leur est propre<sup>29</sup>.

Un patrimoine, comme on voit, est tangible et intangible. Il se nourrit d'un ensemble de façons de vivre, de croyances, d'idées, de stratégies de survie... qui rendent la vie à n'importe quel reste physique. "Les lieux de mémoire sont, avant tout, des restes", dit l'historien Pierre Nora. Des lieux qui naissent et vivent du sentiment qu'il n'y a pas de mémoire spontanée, qu'il faut la créer et la recréer : "Il n'y a pas d'homme-mémoire, sinon, en lui-même, un lieu de mémoire"<sup>30</sup>. C'est ce que proposait déjà Maurice Halbwachs en 1925, comme une forme de la "reconstruction du passé", avec un style d'écriture qui rappelle Marcel Proust. Pour lui, expliquer la mémoire oblige à considérer "les circonstances qui l'encadrent": "De ce fait, la société oblige les hommes, de temps en temps, non seulement à reproduire par la pensée les événements antérieurs de leur vie, mais aussi à les retoucher, à les compléter, de manière à ce que convaincus cependant de ce que leurs souvenirs sont exacts, ils leur communiquent un prestige dont la réalité ne disposait pas"<sup>31</sup>.

Le programme de l'UNESCO sur la défense du Patrimoine immatériel ouvre de nouveaux chemins dans cette perspective qui enrichit, renforce (et complique aussi) la perspective de l'archéologie industrielle et la défense du patrimoine et sa récupération. "Les cathédrales et les pyramides ne sont pas les seules à avoir droit à

<sup>27</sup> J'ai analysé La jungle dans mon texte "Un camino y cien senderos...", ainsi que dans: *En la jungla de lo social. Reflexiones y oficio de sociólogo*, 2003. Il faut ajouter, ce qui est important: Sinclair débattit publiquement avec l'entreprise Armour, qu'en focalisant l'attention sur le fait d'avoir dénoncé les conditions sanitaires de la production de la viande on avait omis de parler des terribles conditions de travail dans les abattoirs. En passant, il écrit en 1906, ce qui vaut bien pour des situations plus récentes: "Il y a à peu près douze ans [1894, en fait] le vieux P.D. Armour, en mettant terme à une grande grève, déclara qu'il riverait son clou à la population de Packintown [le quartier des abattoirs de Chicago] de telle façon que jamais plus elle ne puisse faire grève. Il mit ses agents au travail, pour qu'on lui amène des hordes d'émigrants de l'Europe de l'Est, des lithaniens, des polonais, de Bohême, des slovaques (...) et comme résultat, le vieux P.D. Armour a obtenu tout le travail qu'il voulait, et il a mis à la baisse les salaires jusqu'à la misère et lui, s'est converti en un des hommes les plus riches d'Amérique. Quant à son fils [celui qui installe l'Armour à Berisso] en un de la demi-douzaine des maîtres des destinées du peuple américain". Tiré du *Literary Digest*, n. 33, 14 juillet 1906. Sur les débuts de la "mécanisation de la viande" voir l'ouvrage indispensable de Sigfried Giedion, *La mecanización toma el mando* (1948).

<sup>28</sup> Une présentation de cette problématique, jointe à un exemple de recherche de terrain, par la suite sujet de thèse de Maxi Santos, se trouve dans l'article que nous avons écrit ensemble, "La cualificación del trabajo y los distritos industriales: propuestas para una política del trabajo", inclus maintenant dans J.J. Castillo: *A la búsqueda del trabajo perdido*, Madrid, Editorial Tecnos, 1998, pp. 177-199. Voir, Maximiano Santos: *División del trabajo y cooperación entre empresas. Formas organizativas y estrategias empresariales en los sistemas productivos de Arganda del Rey y Fuenlabrada*, Madrid, Consejo Económico y Social de la CAM, 2000.

<sup>29</sup> M. Dietler et I. Herbich: "Habitus, techniques, style: an integrated approach to the social understanding of material cultural boundaries", in M.F. Stark (ed.): *The archaeology of social boundaries*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1998, pp. 233-263.

<sup>30</sup> P. Nora: "Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux", p. 28 y 37; en P. Nora (sous la direction): *Les lieux de mémoire. 1*, Paris, Gallimard-Quarto, 1997, pp. 23-43 [1984].

<sup>31</sup> M. Halbwachs: *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris Mouton Éditeur, 1975 [Primera edición, 1925], p. 113. Le chapitre 3, est "La reconstruction du passé", pp. 83-113.

participer au patrimoine: les connaissances traditionnelles aussi<sup>32</sup>. Javier Pérez de Cuéllar nous montre le chemin: "rappelons, à titre d'exemple, l'existence au Pérou de certaines techniques ancestrales dans la construction des logements, qui permettent d'affronter avec un vrai succès les fréquents mouvements sismiques. Les maisons construites ainsi sont plus résistantes aux tremblements de terre et moins coûteuses. Ces techniques ont été testées avec succès en Amérique centrale, qui est souvent affectée par ce type de désastre naturel"<sup>33</sup>.

## II. La méthode : le travail de terrain, et son orientation théorique. Archéologie industrielle et patrimoine industriel, un continuum inséparable

Un objet de recherche comme celui que nous venons de décrire, la mémoire du travail, qui oriente ou qui justifie le croisement de disciplines qu'est, de notre point de vue, l'archéologie industrielle, implique ou s'accompagne d'une stratégie de recherche que nous avons condensée, en suivant Gaston Bachelard, pour qui il s'agit de "penser pour chercher, et chercher pour penser".

L'objet de recherche, la préoccupation pour (et la construction théorique) cet objet, définissent les ressources méthodologiques qui nécessairement doivent être mises en pratique. Les styles de pensée se fondent dans la plate-forme théorique de l'archéologie industrielle, comme une confluence de savoirs. Ils se fécondent mutuellement. Ils s'enrichissent et se transforment par la mise en pratique du travail de terrain, de la recherche concrète. La mémoire du travail, comme problème de recherche, oriente notre regard, qui, s'il doit avoir un point de départ, doit être dans les situations réelles de travail, la reconstruction des processus de travail, dans un espace qui n'est pas seulement géographique mais aussi historique et généalogique. Qui doit s'étendre dedans et dehors de l'usine ou du lieu de travail, à des hommes et des femmes de chair et d'os, dans un environnement concret,

circonscrit, construit socialement. Les méthodes et les ressources techniques pour la collecte de l'information découlent de cette perspective.

Alfrey et Putnam, dans un livre exceptionnel sur la récupération et la réutilisation du patrimoine industriel ont mis en relief la nécessité de relier l'étude et la recherche, l'archéologie industrielle, avec l'identification et la mise en valeur du patrimoine. Ils voient ce processus comme un tout. Ainsi, l'interprétation, et dans sa forme la plus visible, les « centres d'interprétation » est conditionnée par cette façon d'aborder le problème et ce que cela entraîne<sup>34</sup>. A mon avis, la question a été traitée de façon inégalable par Diane Barthel, lorsqu'elle a analysé le "rôle que joue la sauvegarde historique dans la création des mémoires collectives". Les processus que conditionnent la préservation du patrimoine industriel sont eux-mêmes dépendants de trois processus sociaux : 1) la sélection; 2) la contextualisation ; et enfin 3) l'interprétation<sup>35</sup>.

Non seulement, dit-elle, la technologie est "socialement construite", mais de plus, elle est aussi socialement reconstruite. Les *monuments*, comme le suggère en allemand le terme *Denkmal*, sont des "occasions de réflexion". Et c'est ce que devraient être, en tout premier lieu, de son point de vue, les ruines industrielles.

Ici, "le signifié s'est converti en un objet explicite de contestation" car "les objets mêmes peuvent parler plus haut que les mots" (des prospectus ou des centres d'interprétation). Elle termine en disant que "les aspects particuliers du passé industriel peuvent être expropriés et on peut leur attribuer des sens différents". Ces interprétations dépendent en partie des intérêts matériels et des idéaux des acteurs sociaux impliqués. Comme quoi, pour parler de cultures, il faut d'abord et avant tout les connaître<sup>36</sup>.

Fait-on ainsi dans la réalité? Il est sans doute réconfortant de répondre oui, bien que ce soit à différents niveaux. Nous avons fait ainsi, avec notre équipe (Mercedes López García, Paloma Candela, Arturo Lahera), dans le cas du Musée des Moulins du Tajuña, mis en place de façon exemplaire grâce à la mémoire et à la participation active du dernier meunier, malheureusement disparu depuis. On a de la même façon récupéré la Fabrique de Gaz

<sup>32</sup> Agnès Bardon: "Un pasado que se escucha", en *Fuentes.Unesco*, n. 136, julio-agosto de 2001, p. 2.

<sup>33</sup> J. Pérez de Cuéllar: "Defensa de lo inmaterial. La frágil cultura oral", *El País*, 12 de marzo de 2003.

<sup>34</sup> Alfrey y Putnam, 1992, capítulo 5, "Interpretation: linking resources and uses".

<sup>35</sup> Diane Barthel: "Getting in touch with history: the role of historic preservation in shaping collective memories", *Qualitative Sociology*, vol. 19, n. 3, 1996, pp. 345-364.

<sup>36</sup> Voir l'excellent livre édité par Robert Lumley, *The museum time-machine. Putting cultures on display*, Londres-Nueva York, Routledge, A Comedia Book, 1988. J'en extrais, pour ce qui nous concerne, les textes de Philippe Hoyau: "Heritage and 'the conserver society': the French case", pp. 27-35; et surtout, Bob West: "The making of the english working past: a critical view of the Ironbridge Gorge Museum", pp. 36-62.

<sup>37</sup> Mercedes López García, *Informe técnico sobre la recuperación de la Fabrica de Gas de Oviedo*, à la demande du gouvernement regional des

d'Oviedo ou encore la meunerie "La Esperanza" de Alcalá de Henares<sup>37</sup>. On est intervenu à bon escient –quoique tardivement, pour la brasserie 'El Águila', l'actuelle bibliothèque régionale de Madrid<sup>38</sup>. L'intervention, à Valdemorillo, sur les hauts fourneaux de Falcó a été moins réussie. Et, dans la même ville, celle qui a concerné les grands moulins, convertis en restaurant, a été désastreuse.

La récupération du tunnel qui conduisait au vieux port de Laredo, en Cantabrie, a été faite dans le style d'un éléphant qui entre dans un magasin de porcelaine, faisant fi de l'étude préalable que j'avais réalisée en 1995. Il a fallu la combinaison entre des intérêts immobiliers et une ignorante crasse et une dépense de 127 millions de pesetas pour en venir à bout, de façon quasi irréversible<sup>39</sup> !. Et pour comble, l'emblématique usine de Salvarrey, sur le port, qui devait héberger le siège central d'un "musée du travail en mer" et qui pendant des années a été un signe fort d'identité et la principale source de revenus de beaucoup de familles, elle aussi a été détruite et reconvertie en sources de profits immobiliers dont le seul résultat a été un désastre dans le paysage urbain : depuis, la ligne de crête de Laredo, vue de la mer, est désormais rompue. On pourrait aligner d'autres exemples aussi dramatiques.

C'est à une véritable destruction de la mémoire du travail qu'on s'est livré, à Monterrey, California, en récupérant *Ocean View*, un lieu où s'établirent 36 conserveries de poisson, d'où son nom de *Cannery row*. On y employait, au moment de sa splendeur, dans les années 30, jusqu'à quatre mille personnes. Monterrey finit par être le port de pêche le plus productif des Etats-Unis, et le troisième du monde en ce qui concerne la conserverie de poisson. Et bien aujourd'hui, ce lieu n'est même pas un parc thématique, car la renommée universelle de l'auteur de *Cannery row*, John Steinbeck, qui publie le roman en 1945, alors que la pêche et les conserveries étaient sur le déclin, a fait disparaître la moindre trace de travail. Comme l'écrit une spécialiste, *la politique de la mémoire publique* a construit de toutes pièces une attraction touristique où « le récit littéraire s'est fait histoire ».

"Steinbeck et ses personnages de fiction, bien plus que les conserveries ou leurs ouvriers sont devenus des référents pour *Cannery row*. Avec Steinbeck en point de mire, il n'est

plus besoin de se référer à l'héritage industriel de la ville. Au lieu de s'ancrer dans le passé et dans les restes physiques des *canneries*, c'est Steinbeck qui est utilisé pour mettre en marche le processus d'authentification, la spécificité du lieu, l'imaginaire organisé par le tourisme dans la *Row*"<sup>40</sup>.

Je sais que le problème que je soulève est très complexe, et que les facteurs sont nombreux, ainsi que les intérêts, qui influent sur son développement. Certains sont si évidents qu'il n'est pas besoin d'être un grand spécialiste pour le comprendre. Prenons l'exemple de la destruction presque délictueuse de l'emblématique meunerie d'El Puente de Aranjuez: presque toute l'étude réalisée par notre équipe (Paloma Candela y Arturo Lahera), s'est faite alors que les pelleteuses et les *bulldozers* étaient en action et qu'eux cherchaient par tous les moyens à garder une trace des restes encore visibles ! Le fait que la presse attribue à la « reconversion immobilière » un bénéfice de 2.500 millions de pesetas explique mieux que n'importe quel traité de sociologie pourquoi Aranjuez est devenu aujourd'hui, comme nous l'avons écrit dans la presse, « un paysage tronqué »<sup>41</sup>.

La récupération historique d'un ensemble productif qui prétend rendre à la communauté actuelle un vestige ou une pièce de sa propre mémoire soulève des problèmes qui ne sont en rien évidents : comment on a intégré cette mémoire dans le paysage mental des ouvriers, oui, mais surtout dans celui d'une communauté plus large, celle des habitants du lieu. Car il s'agit de récupérer les traces du passé, de les rendre et en « faire » un patrimoine commun qui ne soit pas une mystification, qui ne soit pas tronqué, ni converti en une espèce de fétiche impossible à reconnaître. C'est comme enraciner le passé dans le futur.

## En conclusion : combattre contre la corbeille à papier et le bulldozer<sup>42</sup>.

Les arguments que nous avons développés supposent que nous parlions des meilleures possibilités de récupération et d'intégration des traces du travail du passé, matérielles

Asturies, 2002.

<sup>38</sup> Josefina Piñón, *Cervecera 'El Águila', (1900-1936). Trabajo y tecnología en los orígenes industriales de Madrid*, Madrid, Editorial Complutense, 2003 (publicado con la colaboración de la Comunidad de Madrid).

<sup>39</sup> Juan José Castillo: "Un muelle para atracar la memoria: un museo del trabajo en el mar para Laredo", *El Diario Montañés*, 28 de agosto de 1995.

<sup>40</sup> J'emprunte cette citation à l'article de John Walton "Narrative, action and collective memory: the production of California history" dans Martha K. Norkunas: *The politics of public memory: tourism, history and ethnicity in Monterey, California*, Albany, Nueva York, State University of New York Press, 1993, p.63.

<sup>41</sup> P. Candela, J.J. Castillo, M. López García: "Aranjuez: un paisaje truncado. La defensa del patrimonio histórico", *El País*, 8 de diciembre de 2002 (Edición Madrid).

<sup>42</sup> L. Bergeron, "Préface" dans C. Geslin (dir.): *La vie Industrielle en Bretagne. Une mémoire à conserver*, 2001, p. 7-8.

ou non, et cela, grâce à une façon d'aborder le sujet qui intègre la mémoire du travail dans les projets de réutilisation, de mise en valeur, de reconstruction d'une histoire, et que tout cela puisse s'intégrer dans la vie quotidienne collective de tous ceux qui ne veulent pas perdre leurs traces.

Maintenant, nous savons aussi que cette stratégie peut avoir, pour nous, comme au niveau international, et dans ce qui nous est le plus proche, l'Union Européenne, un intérêt économique de plus en plus évident : pour ses opportunités de développement local, pour sa capacité à générer ce que l'on appelle (ce qui prête certains à sourire) des gisements d'emplois, parce qu'il faut réutiliser un site, même à des fins touristiques, pour conjurer la chute libre en matière sociale que représente une usine qui ferme »<sup>43</sup>.

Nous sommes de ce fait bien conscients que ce que nous proposons peut contribuer à lutter contre la poubelle à papier. Mais il faut plus qu'un bon niveau d'études pour lutter contre le bulldozer. Car si tout le monde est d'accord que la culture matérielle est le cœur de l'archéologie, il est non moins sûr que les activités technologiques créent des mondes de valeurs et de signification qui minent la cohésion sociale et les vies des personnes, lorsque ils sont brutalement mis à jour. C'est pourquoi il est chaque fois plus nécessaire d'opérer une ethnographie globale, capable de rendre compte des travailleurs des usines et des champs. Et comme toujours, les sciences sociales ne doivent pas se laisser impressionner par tout ce qui relève de la théorie et du global, qui bien des fois relève de la logorrhée verbale de la littérature de gare.

Car, que se passe-t-il quand les usines disparaissent ou deviennent si mobiles que l'organisation permanente des travailleurs et de leur mémoire devient difficile, voire impossible ?<sup>44</sup> Car la politique est toujours immergée dans les « formes de vie » et dans les « structures de sentiments » particuliers de lieux et de communautés<sup>45</sup>.

Le fait que tous les vestiges industriels ne peuvent être réutilisés (comment et à quel prix!) se déduit du commentaire lucide que Salvador Forner faisait en 1989 à propos d'Alcoy, en Pays valencien: "Ainsi, disait-il alors<sup>46</sup>, des édifices industriels sont devenus discothèque,

gymnase, *fast food*, bars-discos ; on a même le siège de l'Association de recherche pour l'Industrie textile d'Alcoy et celui du Centre d'entreprises et innovation. De la même façon, la Mairie a prévu d'installer une gare routière, un centre d'hygiène et une école de formation professionnelle dans divers locaux industriels ». Mais ces interventions, poursuit-il, se sont faites de façon ponctuelle, et par contre, rien n'a été fait pour les édifices de la première industrialisation situés près de la rivière Molinar, ni pour l'habitat ouvrier, ni pour les machines, ni pour le patrimoine immatériel. Il s'agit là d'un vrai oubli des racines, d'un perpétuel et vain désir de recommencer à zéro, qui aujourd'hui sont en partie résolus grâce, précisément aux interventions postérieures dirigées par le même Forner et son équipe. Mais cette espèce de « postmodernisme psychédélique » qui aime le bruit et maudit ce qu'il ignore n'est que la pointe de l'iceberg d'une attitude qui est une vraie plaie, et qui ne date pas d'hier. Déjà, à Madrid, à l'occasion de l'Exposition Industrielle de 1850, on en relevait une manifestation. Le comité de sélection de cette exposition se lamentait en ces termes dans le Mémoire de l'industrie espagnole :

Pourquoi cette innocente industrie traditionnelle n'a pas été présentée, avec ses produits, dans l'exposition qui vient d'avoir lieu? Notre Comité aurait aimé y voir les rustiques produits de nos filatures, ses draps et ses bures; ses lins et ses chanvres peignés, les plantes que l'on place dans les herbiers, les instruments agricoles forgés dans ses forges; les argiles qui servent à construire les cabanes, les tapis de sparte et les toiles de chez nous. Car ces produits grossiers assurent l'existence de milliers d'individus, car sous leur rude apparence, on devine les créations belles et coûteuses qui nous surprennent dans les palais des tous-puissants<sup>47</sup>.

Il faut donc continuer à étudier, à chercher, et à développer cette plateforme multidisciplinaire qu'est l'archéologie industrielle. Mais il ne fait aucun doute que pour que le patrimoine industriel puisse être, notre héritage et nos racines, l'engagement du chercheur, notre engagement se fonde sur notre devoir de citoyen. Il faut se situer du côté de l'action raisonnable. Nous sommes encore à temps pour sauver et savourer, nous et nos enfants, la mémoire du travail, « arracher les ombres, oublier l'oubli »<sup>48</sup>.

<sup>43</sup> Juan José Castillo: "La estrategia de las multinacionales: La revolución comienza en Ólvega", *El País*, 9 de julio de 2001, p. 60 ('Economía').

<sup>44</sup> David Harvey: *Espacios de esperanza*, Madrid, Akal, 2003, p. 67.

<sup>45</sup> D. Harvey, op.cité, p. 74. Harvey étudie le cas de Baltimore (Etats-Unis) avec un matériel iconographique abondant. Il analyse les reconversions industrielles. Voir au chapitre VIII de l'édition espagnole "Les espaces de l'utopie", pp. 159-210.

<sup>46</sup> S. Forner: "Arqueología y patrimonio industrial", en *Canelobre* (Alicante) n. 16, 1989, pp. 18-24.

<sup>47</sup> Pitarch y Dalmases, *Arte e industria...*, pp. 10-12.

<sup>48</sup> Luis Cernuda, *La realidad y el deseo*, 1991, p.176



# La patrimoine industriel<sup>1</sup> :

## un bilan d'étape

*Cela fait plus de quarante ans qu'a démarré le mouvement pour l'étude et la préservation du patrimoine industriel et il y a plus de trente ans que l'on a convoqué la première réunion internationale sur le sujet. Aujourd'hui, le patrimoine industriel est reconnu comme tel par la plupart des pays et des institutions culturelles. Un fait décisif pour la prise de conscience et la valorisation du patrimoine industriel à l'échelle mondiale et qui a eu un impact déterminant tant sur les personnes que sur les institutions intéressées par le patrimoine, a été l'inscription, par l'UNESCO, de plusieurs sites industriels sur la liste du Patrimoine de l'Humanité. Pour la première fois, on accordait à des sites comme le Canal du Midi, en France ou*

Malgré tout cela, les administrations publiques et les personnes qui travaillent dans les structures concernées par le patrimoine culturel manifestent encore des réticences sur ce qui doit être considéré comme un patrimoine industriel et sur la valeur à lui accorder. C'est pourquoi TICCH et ICOMOS ont estimé nécessaire d'élaborer un document synthétique et simple qui rassemble les principaux concepts autour du patrimoine industriel, dans le but de clarifier les idées de tous ceux qui sont intéressés par le patrimoine industriel ou qui sont amenés à le gérer.

### Définir le patrimoine industriel

Le concept de patrimoine est relativement récent et a notablement varié au cours des ans. Dans son acception actuelle, il émerge à la Renaissance, face au legs grec et romain que l'on redécouvre et que l'on veut préserver. C'est à ce moment-là que surgit le concept d'antiquité, mot qui existait déjà mais qui a acquis, alors, un sens plus profond et s'est appliqué comme valeur positive aux biens matériels des épo-

ques antérieures. Le terme n'était plus appliqué dans le sens de quelque chose de réalisé il y a longtemps, pour lequel on employait désormais le terme de « vieux ». Le concept d'antiquité associé à l'œuvre d'art déjà existante alimentèrent celui de patrimoine, concept qui a perduré dans nos mentalités jusqu'à nos jours.

C'est aussi à cette époque, et pendant les siècles qui ont suivi, que se sont formés, les collections privées des rois et des princes de l'Eglise, à partir de la collecte de pièces artistiques et archéologiques de tous les pays d'Europe et de leurs colonies. Elles sont le point de départ des grands musées d'Europe. Les objets les plus prisés appartenaient aux grandes civilisations de la Méditerranée antique. Par contre, ceux d'autres périodes, comme par exemple la période médiévale, ont souffert d'un certain désintérêt, mais ont bénéficié d'un vrai mouvement en leur faveur au XIX siècle.

D'autres concepts ont surgi à la faveur des études de ces civilisations, comme celui de bien matériel, auquel appar-

---

<sup>1</sup> Ce texte a été soumis à ICOMOS, pour constituer la base de rédaction d'un texte de travail commun. Son importance stratégique est telle, que malgré des répétitions par rapport à certaines communications de nos deux dossiers, il nous a paru nécessaire de le placer ici. Nous remercions Eusebi Casanelles de nous en donner la primeur. Bien évidemment, la traductrice est seule responsable des erreurs qui auraient pu se glisser dans le texte.

Rappelons que TICCIH The international committee for conservation of industrial heritage, est l'association internationale de patrimoine industriel ; ICOMOS, International Council on monuments and sites, est l'association internationale sur laquelle l'UNESCO s'appuie pour sa liste du patrimoine mondial. TICCIH est consultant d'ICOMOS pour le patrimoine industriel.



*Sewell, une des villes minières du Chili, construite il y a cent ans en pleine montagne,  
vient d'être inscrite au patrimoine mondial*  
© Gracia Dorel-Ferré

tient celui de patrimoine industriel, qui se définit comme l'ensemble des biens meubles et immeubles produits par la société dans son travail et considérés comme suffisamment importants pour être conservés pour les générations futures. Alors que jusqu'à présent, les critères d'esthétique et de singularité ont prévalu, avec le patrimoine industriel, ce sont ceux de document et de témoignage qui sont mis en avant. Mais l'étude et la sauvegarde du patrimoine industriel aident aussi à comprendre un des moments essentiels qu'a connus l'Humanité, celui de l'industrialisation, qui après avoir saisi toute l'Europe occidentale et l'Amérique du nord, s'est étendu dans le monde entier jusqu'à caractériser la Chine aujourd'hui.

## Les antécédents et les débuts de l'industrialisation

Il est toujours difficile de dire quand commence ou s'achève une transformation sociale, dans la mesure où l'histoire est un flux continu et un fait est la conséquence d'un autre qui l'a précédé. Mais il est toujours utile de placer des dates symboliques qui servent à organiser les périodes de l'Histoire.

En divers lieux d'Europe, il y eut des changements dans les modes de production, que l'on pourrait qualifier d'industriels, comme c'est le cas de la Suède du XVIII<sup>e</sup> siècle ou les moulins de soie du nord de l'Italie dans les siècles précédents. Mais tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il y eut un changement d'échelle dans les années 1770, où l'on relève une suite de facteurs convergents. Arkwright, en Angleterre invente la machine à filer « waterframe » qui révolutionne ce processus technique et il crée ce que l'on considère comme la première usine à Cromford, dans la vallée de la Derwent. Au même moment, non loin, le premier pont métallique est construit à Ironbridge, en 1777-1779, avec un matériau fabriqué dans les hauts-fourneaux, établis par Darby, qui fonctionnaient au coke. Enfin, dans les bassins miniers, la machine à vapeur permettait de pomper l'eau des galeries profondes et rendait leur exploitation possible. Mise sur roues, la machine à vapeur devenait une locomotive dans le premier tiers du siècle suivant.

Mais cette date n'est pas toujours acceptée par tout le monde, car dans différents moments de l'Histoire, nous observons des situations de production industrielle qui ont laissé d'importantes traces, comme celles des villages ouvriers égyptiens, des infrastructures minières grecques de l'Antiquité, la fabrication de la céramique sigillée gallo-romaine, etc. Bien que ne pouvant être qualifiées d'industrielles, au moins suivant la définition actuelle, elles constituent un précédent évident avant l'industrialisation et se caractérisent par la production massive de biens qui n'étaient pas pensés pour la consommation locale et im-

médiate, mais pour des marchés lointains très vastes. On parle de « situations industrielles » du fait que le système englobant de l'époque reste inchangé, essentiellement rural et agricole.

Mais il y a des historiens qui estiment que l'origine de l'industrialisation se trouve dans les grands changements de productions qui se sont réalisés en Europe occidentale à partir des X-XII siècles, quand se développa le commerce et que l'on commença à employer massivement la roue comme moteur hydraulique. A cette époque également se développent les techniques minières et les machines. On fit des découvertes dans différents secteurs de production comme par exemple la roue à filer, le métier à tisser horizontal et la broyeuse de lin dans le secteur du textile. En d'autres termes, ce fut la mise en place du premier concept de productivité en Europe occidentale qui, quelques siècles plus tard allaient être le moteur de l'industrialisation. D'autres situent le palier aux XIV-XV siècles, au moment de la première Renaissance, quand on commença à voir se développer des centres de production importants, en relation avec des places de commerce au niveau européen, entre l'Italie et les Flandres.

Un cas à part doit être souligné, celui des moulins à soie du nord de l'Italie. Du fait de leur organisation et leurs caractéristiques, ils peuvent être classés parmi les toutes premières structures industrielles. Mentionnons aussi le cas des moulins papetiers, qui avec des structures très différentes mais avec un grand nombre de petits centres productifs concentrés, ont créé un système régional qui leur permettait de commercialiser au loin. De plus, nous ne pouvons ignorer les débuts de l'industrie qui ont eu comme théâtre les manufactures royales des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles en France, Espagne et Naples, dont il nous reste des vestiges spectaculaires.

## L'industrialisation, une révolution.

La production à grande échelle pour les marchés toujours plus lointains a transformé le monde. L'industrialisation n'a pas seulement provoqué la baisse des coûts de production et l'apparition de nouveaux produits ; mais aussi le changement de structure de société et un changement de forme de vie et de pensée. Auparavant, on n'avait jamais connu une croissance continue de ce type et ceux qui mouraient abandonnaient une société sensiblement équivalente à celle dans laquelle ils étaient entrés en naissant.

Les paramètres les plus importants furent : l'investissement de capitaux abondants (d'où vient le nom de capitalisme), la concentration de la main d'œuvre, la division du travail, l'usage d'énergies extérieures à l'homme, la mécanisation et l'ouverture de marchés provoquant la fin de l'économie autarcique. De nouveaux groupes sociaux

surgirent : les possesseurs du capital d'un côté, les ouvriers, de l'autre. Le lieu de production ainsi créé a été baptisé par les historiens anglo-saxons « le factory-system », le système d'usine.

Les centres de production caractérisés par les paramètres précédents ont vécu côte à côte pendant des années avec d'autres que l'on peut qualifier d'artisans, mais qui durent s'adapter à la productivité des premiers ou se résigner à n'être plus, dans quelques lieux écartés, que le témoignage d'époques révolues. Mais l'industrialisation a également impulsé la formation de petits ateliers qui peuvent être assimilés à des ateliers d'artisans, et former la sous-traitance.

Les nouveaux lieux de production furent les symboles de l'industrialisation ; ils se caractérisaient pas des paramètres très différents de ceux de l'époque précédente. Ils avaient comme fin ultime d'augmenter la productivité constamment, afin de pouvoir entrer en compétition avec d'autres entreprises. Ainsi se créèrent des villes-usines et des bassins industriels, à une échelle jamais vue jusqu'alors.

### **Le grand tournant du dernier tiers du XX siècle**

Depuis la Deuxième guerre mondiale, des grandes innovations se sont produites et de nouveaux matériaux sont apparus qui ont provoqué une rupture radicale, tant dans la forme que dans le fond, dans les constructions, les machines et les outils utilisés jusqu'à présent par les systèmes productifs, ainsi que dans les produits technologiques utilisés dans la vie quotidienne. Un autre fait capital a été le développement des communications, au point que toutes les parties du monde sont entrées en connection et que rares sont les lieux qui sont restés totalement isolés. Dans le même temps, les mentalités ainsi que les habitudes des gens ont changé d'une façon bien plus radicale que pendant la révolution industrielle, ce qui a provoqué une transformation de la société, en profondeur. Le changement linéaire de la société qui avait caractérisé l'industrialisation s'accéléra et devint exponentiel. Une nouvelle ère s'imposa et se substitua à l'ère industrielle. Althusser, dans les années 70 l'appela « post-industrielle » et Alvin Toffler la définit comme la troisième vague depuis le néolithique et l'industrialisation. Aujourd'hui, avec l'impact des ordinateurs et des nouveaux moyens de communication surtout depuis les années 80, on parle de société de l'information.

En peu d'années, tout un monde productif et les outils de la vie quotidienne sont devenus obsolètes. Les usines qui se sont construites ont suivi d'autres modèles, par exemple sans fenêtres avec une structure sans colonnes. Les machines ont adopté d'autres matériaux, elles se sont compactées, carénées, elles sont électroniques et automatisées. Le monde matériel de l'industrialisation est de-

venu du passé et en peu de temps il a acquis la valeur d'une antiquité nouvelle.

### **De l'archéologie au patrimoine industriel**

Le mouvement pour la valorisation du patrimoine industriel est apparu corrélativement à ces changements fondamentaux, dans les milieux universitaires. Le plus précoce fut celui des années 70 en Angleterre sous la houlette des professeurs de Bath et de Bristol. Le congrès de 1975 qui eut lieu à Ironbridge fut la première réunion de niveau international. Ces professeurs considéraient le patrimoine industriel comme des biens archéologiques dont les études fournissaient des informations sur les techniques, les formes de travail et des modes de vie qu'on ne pouvait obtenir d'une autre façon. C'est pourquoi on parla d'archéologie industrielle. Le professeur Buchanan la définit comme « le domaine d'études lié à la recherche, l'inventaire, la catalogation et dans certains cas, la préservation d'un lieu industriel ». Aujourd'hui, nous définissons l'archéologie industrielle comme une méthode interdisciplinaire pour l'étude de tout témoignage matériel créé suivant des processus industriels ou pour eux : construction, structures, machines, établissements humains, etc... ». La plupart des pays non anglo-saxons ont préféré appeler ce domaine d'études « patrimoine industriel » car non seulement il fait l'objet d'études de terrain mais il englobe aussi toutes sortes de sources écrites, iconographiques, orales. Ainsi, l'étude du patrimoine industriel accède au statut d'une véritable discipline, avec son contenu propre et sa méthodologie spécifique.

Malgré ces débuts parmi les universitaires, le patrimoine industriel ne relève d'aucun département précis de l'Université du fait de son caractère pluridisciplinaire. Des formations très différentes peuvent conduire au patrimoine industriel : les travaux les plus nombreux sont ceux qui sont en relation avec l'archéologie, quand il s'agit d'étudier les restes matériels d'un site précis ; avec l'ethnologie quand on s'intéresse au monde du travail et à la vie quotidienne ; l'art de l'ingénieur, quand l'intérêt se centre sur la technique et son évolution ; l'architecture quand l'étude est basée sur les édifices et les constructions ; avec l'histoire économique et la technique, etc. Certaines approches acquièrent de plus en plus d'importance comme celles du géographe ou du sociologue.

La revendication populaire a aussi sa place dans la naissance du patrimoine industriel, comme par exemples les protestations qui en 1964 se sont élevées pour sauver le portique néo-classique de la station de Euston ; finalement elles furent repoussées et le portique fut détruit. Aussi englobe-t-on dans le patrimoine industriel les actions que réalisent des organismes privés et les Départements des administrations publiques du patrimoine historique. Au dé-

part, le principal objectif des intéressés, face aux vestiges de l'industrialisation, était de les étudier dans une perspective globale de l'histoire ; aujourd'hui c'est la préservation de ces lieux qui constitue l'objectif principal des personnes qui travaillent dans ce domaine et ne sont pas des universitaires. C'est une particularité propre au patrimoine industriel que dans pratiquement tous les pays et dans un grand nombre de cas, la préservation des biens industriels a été la conséquence de mouvements revendicatifs provoqués par des personnes physiques ou des organismes privés plus que par des institutions patrimoniales qui ne l'ont pas défendu autant que d'autres types de patrimoines.

## II. Connaître et valoriser le patrimoine industriel

### Valeurs du patrimoine industriel et problématiques

Le patrimoine industriel se compose des biens matériels de la culture technique et industrielle, créés en vue d'une production. Ces biens possèdent une valeur historique, technologique, sociale, architecturale et scientifique que nous devons préserver pour les générations futures. C'est le legs du monde du travail : ce ne sont pas des œuvres d'art et leur préservation ne se fait pas pour qu'ils soient contemplés mais pour être compris. La majeure partie de ces biens appartient à la seconde moitié du XIX siècle et aux premières décades du XX : leur ancienneté n'est pas due au temps mais à la conception, à la technologie et aux matériaux avec lesquels ils ont été construits et qui sont considérés aujourd'hui obsolètes. Les édifices les plus significatifs et ceux qui ont été les plus représentatifs d'un territoire donné sont les plus communs. La rareté, en termes de survivance de processus particuliers, typologie de sites ou de paysages, ajoute une valeur particulière et doit être évaluée avec soin. Les raisons pour protéger le patrimoine industriel se fondent plutôt sur la valeur universelle de leur témoignage que sur la singularité de sites particuliers.

C'est là le grand problème qu'ont rencontré les personnes et les institutions qui ont travaillé pour préserver le patrimoine industriel. Très souvent, les responsables des institutions publiques enfermés dans une logique de valorisation suivant l'ancienneté ou l'esthétique ou encore la rareté, n'ont pas compris les valeurs inhérentes au patrimoine industriel.

### Les caractéristiques du patrimoine industriel : fonctionnalité, répétition, sélection

Les éléments productifs du patrimoine industriel sont principalement fonctionnels ; leur design est pensé en fonction de la plus grande efficacité dans le travail. Les

grandes verrières des industries manufacturières ont été construites pour profiter au maximum de l'ensoleillement et la distribution des espaces était faite en fonction des axes de transmission. La conception était également fonction du mouvement des personnes, des matières premières ou des produits transformés ou semi-transformés. Dans certains secteurs comme la meunerie ou dans les processus qui impliquaient l'usage du four, les édifices se résumaient à envelopper les machines ou le four en question.

Une des caractéristiques du patrimoine industriel est son manque de singularité, bien que d'un certain point de vue on pourrait dire de même pour les églises romanes ou gothiques. Non seulement ils ne sont pas uniques, mais ils sont répétitifs. Les biens meubles, machines et outils se fabriquaient en série et les édifices se dessinaient suivant des modules qui se répétaient comme ce fut le cas pour les usines textiles. D'autres fois, les édifices et les constructions d'un secteur industriel suivent les mêmes modèles qui sont repris par toutes les constructions du secteur.

La singularité de différents lieux de production d'un même secteur productif et son importance universelle n'est pas due à la technique mais à son environnement naturel et social. Très souvent, les machines sont identiques ou semblables dans des lieux différents, mais l'histoire et le témoignage qu'elles suscitent est, lui, unique. La connaissance de l'histoire du lieu, qui toujours ajoute de la valeur à tout lieu patrimonial est d'une importance vitale dès qu'il s'agit de mettre en valeur le patrimoine industriel. C'est pourquoi il est nécessaire de promouvoir des études avant toute intervention pour connaître l'importance relative du site.

La répétition dans la fabrication et l'existence d'une grande quantité de biens de l'industrialisation, au moins dans beaucoup de lieux, a comme conséquence que beaucoup pensent que l'on ne peut tout conserver : devant le coût de la restauration et de la maintenance, nous pensons qu'il faut faire une sélection de ce qui doit être conservé, comme étant ce qu'il y a de plus représentatif, pour les générations futures.

### Le patrimoine industriel : classification de ses éléments

#### 1. Typologie des sites qui composent le patrimoine industriel

Les constructions et les machines qui composent le patrimoine industriel peuvent former les ensembles suivants :

- a - Lieux de production : ateliers, moulins et usines, mines et lieux où se produit tout type de processus productif et de transformation
- b - Magasins et entrepôts où l'on conserve les matières premières, les produits finis et semi-finis.
- c - Services et approvisionnements énergétiques : lieux où se produit, se transmet et s'utilise l'énergie et lieux où se stocke et se purifie l'eau.



- d - **Communications** : moyens de transport de personnes et de marchandises et toute son infrastructure qui se compose de routes fluviales, ports, lignes de trains et gares, routes et aéroports
- e - **Lieux sociaux** où se développent les activités en relation avec une activité industrielle donnée, comme les quartiers et les villages ouvriers, avec leurs habitations, les services, les écoles, le lieu de culte

## 2. Classification selon des aires thématiques

A titre indicatif, et sachant que toutes ces divisions thématiques peuvent se décliner en de nombreuses sous-catégories : textile, métallurgie, sidérurgie, mines et extraction de roches, agroalimentaire, chimie, papier, cuir, énergie, eau, chemins de fer, canaux, installations portuaires, transport aérien, routes, matériaux de construction et verre

## 3. Périodes historique et classification dans le temps

Bien que certains lieux de production du XIX siècle puissent toujours être en activité, un bien immeuble est un objet de patrimoine industriel quand il cesse de réaliser les fonctions pour lesquelles il a été dessiné ou, s'il s'agit d'une machine ou d'un outil, quand sa technologie est obsolète. Les derniers biens considérés comme faisant partie du patrimoine industriel sont ceux qui se sont produits avant le grand changement technologique de l'après-guerre mondiale, c'est-à-dire la décennie des cinquante ou soixante suivant les pays. Les biens postérieurs peuvent être classés comme post-industriels. Aussi pouvons-nous adopter la classification suivante :

- a - La période pré-industrielle : elle concerne les édifices et les installations antérieurs à l'industrialisation, dont les produits n'étaient pas destinés à la consommation locale
- b - La période de la première industrialisation du XIX siècle, à partir de l'Europe occidentale et des Etats-Unis d'Amérique du Nord, caractérisée par l'usage systématique de l'énergie hydraulique et du charbon, la construction de chemins de fer, l'exploitation des bassins miniers, la production massive de tissus de coton.
- c - La période de la deuxième industrialisation, qui commence essentiellement aux débuts du XX siècle se manifeste par l'usage de l'électricité, l'exploitation du pétrole, la production d'automobiles et plus tard d'avions. Les principales infrastructures délaissent les bassins intérieurs pour s'installer près des ports.
- d - La période post-industrielle se caractérise essentiellement par des activités de commerce, d'échanges et de tourisme.

## 4. Le paysage industriel

Toute activité humaine recompose son environnement. L'industrialisation, avec le saut qualitatif qu'elle a représenté, non seulement a modifié la relation des sociétés

face à leur environnement mais celui-ci s'est modifié de façon rapide et dramatique : les périodes antérieures connaissaient les grandes concentrations d'activités humaines comme les grands ports. Mais avec l'industrialisation, les vallées se remplissent d'usines textiles, les bassins miniers présentent un panorama complètement nouveau avec les chevalements, les terrils, les corons. De vastes zones se trouvent réunies par la croissance urbaine et des réseaux complexes d'articulations spatiales. A tel point, que le paysage industriel finit par être une caractéristique en soi. De ce fait, beaucoup de territoires acquièrent un vrai statut de patrimoine qu'il faut préserver. La politique de conservation du patrimoine s'étend donc à une très grande variété de sites en relation avec l'industrie.

# III. Gérer le patrimoine industriel

## Inventaires et études

La programmation d'une politique de préservation du patrimoine industriel doit s'appuyer sur la connaissance de ce qui existe, et par conséquent, il faut réaliser les inventaires nécessaires, comme pour n'importe quel type de patrimoine. Dans ce cas, l'inventaire, qui est presque toujours territorial, doit aussi se faire par secteurs économiques pour faciliter l'établissement de typologies opératoires.

Parallèlement, il faut promouvoir des études de recherche historique, en particulier en relation avec l'histoire économique. Ils fourniront les éléments susceptibles de valider les politiques de protection du patrimoine industriel. A partir du constat de ce qui est et de son importance historique, on peut établir les critères de priorité et de sélection.

Les études de patrimoine industriel doivent avoir comme objectif la connaissance de l'histoire sociale et économique et le fonctionnement d'un ou plusieurs lieux de production concrets pourvus de restes matériels suffisamment évocateurs. L'approche historique peut se réaliser à travers les disciplines déjà mentionnées (archéologie, ethnologie, histoire orale, architecture, art de l'ingénieur, histoire économique du lieu...) puisque les études d'histoire économique générale ne prennent pas en compte la méthodologie et les contenus scientifiques propres au patrimoine industriel.

Il est recommandé, chaque fois que ce sera possible, de réaliser des études exhaustives sur le lieu de production avant sa fermeture et de sauver les archives existants. Ces études doivent être accompagnées de toute la documentation d'appui telle que : descriptions, dessins, photographies et gravures des machines et des éléments de transmission de l'énergie en fonctionnement et de la liste des gens qui y ont travaillé. Au cours de ces processus

d'inventaire, on identifie les sites importants en péril et on peut alors commencer une campagne de sensibilisation pour leur protection.

## Catalogage

Les paramètres qui établissent les critères de catalogage d'un édifice ou d'une construction industrielle et de sa préservation future ne dépendent pas seulement de l'importance intrinsèque du bien, qui est fondamental pour tout type de patrimoine, ils dépendent aussi de toute une série de facteurs extérieurs comme son intégrité et son état de conservation ou de la possibilité réelle de conservation et de sa maintenance pour l'avenir. Les paramètres peuvent être variés. A titre d'exemple on indique ici ceux qui ont été retenus par l'Institut du patrimoine historique espagnol pour mettre en place un Plan de patrimoine industriel :

- A - Valeur de témoignage, singularité et/ou représentativité typologique, authenticité, intégrité.
- B - Valeur historique et sociale, technologique, artistique et architecturale, territoriale.
- C - Possibilité de restauration intégrale, état de conservation, plan de viabilité et de rentabilité sociale, situation juridique.

Il est à recommander que les paramètres que l'on utilise pour évaluer les biens industriels soient publiés officiellement et diffusés pour qu'ils soient acceptés et servent de guide aux personnes qui doivent décider du futur des lieux patrimoniaux. La liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO qui représente le catalogue absolu d'un site patrimonial et qui déjà contient plusieurs des sites industriels doit servir de référence pour les catalogues nationaux, régionaux ou locaux.

## Protection légale

Le patrimoine industriel doit s'entendre comme une partie du patrimoine culturel en général et on doit lui appliquer les lois et les normes qui existent à ce sujet. Les degrés de protection s'appliqueront suivant la législation en vigueur dans chaque pays. Malgré cela, il est à recommander que la protection légale d'un édifice se fasse en commun accord avec le propriétaire, qu'il soit privé ou public et que soient faites les mises de fonds nécessaires pour sa protection. Un édifice industriel abandonné tombe facilement en ruine en peu de temps à cause du vandalisme ou de l'impact progressif des éléments et des intempéries.

La protection légale doit prendre en compte la nature particulière du patrimoine industriel qui non seulement se compose d'un édifice de production, le plus remarquable, le plus souvent, mais il comprend aussi d'autres éléments (certains en sous-sol) et des édifices complémentaires. Parfois, on a préservé les espaces de production et on

a détruit ou on a démantelé les espaces de production d'énergie, les entrepôts, les logements du propriétaire et du gardien... Les sites les plus importants doivent être protégés complètement, et il ne faut faire aucune intervention qui puisse compromettre son intégrité historique et son authenticité. Les espaces de résidus industriels doivent être considérés dans leur valeur archéologique potentielle.

## Conservation, restauration, réutilisation

La conservation du patrimoine industriel doit être pratiquée comme pour tout autre élément du patrimoine construit et doit maintenir le plus haut degré d'authenticité. Dans les lieux de production, il est primordial que l'on préserve son intégrité fonctionnelle, ou au moins qu'il subsiste les éléments minimums pour que l'on puisse transmettre la connaissance de son fonctionnement antérieur.

Le premier problème qui se pose sur ce type de patrimoine c'est le sens que l'on donne à l'authenticité. Les lieux industriels sont créés pour produire : de ce fait, ils doivent constamment s'adapter aux nouvelles situations économiques de l'entreprise, aux innovations techniques qui les obligent à générer et à réduire les espaces spécifiques ou changer leurs fonctions. D'autres fois, le changement est le plus radical et le lieu même est mis en cause par un nouveau propriétaire qui installe une autre activité économique qui peut être complètement différente de la précédente et même se réduire à un simple entrepôt. Nous pouvons nous demander à quel moment cet édifice a été authentique ? Il n'y a pas de réponse ! Cela dépend des critères de conservation qui doivent être explicites dans la présentation de l'édifice. Il est aussi valable de rechercher la structure primitive que de conserver le site avec toutes les strates de ses transformations successives.

Pour pouvoir intervenir en toute connaissance de cause, il faut une connaissance profonde sur la cause ou les causes qui conduisent à construire en ce lieu, sur les différents processus industriels qui ont pu se pratiquer et sur les fonctions de chaque partie dans les différents moments de son histoire. La mise en valeur d'un édifice, comme on l'a dit au chapitre précédent, doit se faire en tenant compte des ensembles industriels composés de constructions principales et d'autres secondaires ; dans certains cas complexes, il y a un important patrimoine social qui lui est attaché, composé essentiellement d'habitat, comme par exemple les colonies textiles ou les villages miniers. Si on détruit ces éléments-là, le lieu perd une grande partie de son authenticité et de son sens.

Parfois, quand on entreprend une restauration, il manque des parties que l'on considère indispensables pour en comprendre le fonctionnement et se pose alors la question des reconstructions, même partielles. Ce type d'inter-

vention doit être exceptionnel, et seulement dans le cas où il contribue à l'intégrité de l'ensemble du site et à sa compréhension. Pour réaliser une reconstruction, il faut disposer d'une information exhaustive sur son état antérieur et le faire avec les matériaux et les connaissances techniques de l'époque.

L'authenticité et la compréhension d'un site industriel sont très liées à l'existence ou non de biens meubles (machines et outils) à l'intérieur de l'édifice. Si comme on l'a affirmé, une construction industrielle se définit par sa fonctionnalité, un édifice productif sans ses machines perd une part importante de sa dimension. Jusqu'à quel point est-il significatif de préserver un édifice sans les machines pour lequel il a été construit ? En général, quand on se décide à protéger un lieu de production, les machines et les outils ont disparu et la protection doit se faire sans eux. Il est alors nécessaire de laisser sur place des éléments fonctionnels qui existent comme c'est le cas des éléments éleveurs, ceux qui sont liés au processus énergétique... qui transmettent au futur visiteur ou utilisateur la dimension industrielle du site. De même, il est indispensable qu'il y ait quelque part sur le site une interprétation, si minime soit-elle, dans un espace prévu à cet effet.

Pour visualiser la complexité de l'industrialisation sur un territoire, il est nécessaire de préserver une quantité importante d'éléments en relation avec l'industrialisation, que ce soient des éléments de production, de communication, de services ou d'habitation. Ces édifices peuvent être dispersés ou constituer un vrai paysage industriel. Dans ce cas, on ne peut préserver tous les édifices et constructions comme des monuments à contempler, et on ne peut tout convertir en musée. La seule solution réside en la réutilisation pour d'autres fins et cela signifie le plus souvent qu'il faut réaliser des opérations « chirurgicales » pour éliminer telle ou telle partie ou en construire de nouvelles et cela se fait en opposition avec les principes de base de la conservation du patrimoine déjà définis et le principe d'authenticité.

Dans la pratique, la réutilisation d'un site industriel comme manière d'en assurer la survie en tant que témoignage est acceptable sauf dans le cas de sites d'une importance historique spéciale. La plupart des préservations de lieux industriels se fait à travers des réutilisations. On recommande que les nouveaux usages respectent les éléments d'espace et de structures les plus significatifs et que l'on maintienne le plus possible les tracés originels de circulation. Il faut faire en sorte que les interventions soient réversibles et qu'elles soient d'un impact minimal. Tout changement inévitable doit être appuyé sur des documents et tous les éléments qui sont éliminés doivent être relevés et les traces conservées en lieu sûr.

Pour aller un peu plus loin, si un concept important de la préservation du patrimoine industriel est celui du paysa-

ge, il peut être parfois légitime de préserver des éléments isolés comme les cheminées ou des parties de l'édifice complémentaires d'autres éléments importants. Dans ces cas, il est nécessaire de se demander si l'élément est vraiment utile en tant que témoignage d'un ensemble ou s'il vaut mieux le faire disparaître. Un élément peut toujours être considéré comme un monument sur le site d'un ancien endroit productif disparu.

La réutilisation d'édifices et la préservation des éléments singuliers d'un processus de production sont les points les plus discutés de la valorisation de ce patrimoine. C'est là où l'on voit la différence entre le patrimoine culturel historique, artistique et archéologique et le patrimoine industriel.

Si on tient compte des préservations réalisées ces dernières années, on peut établir la classification suivante :

1. Lieux où l'on préserve les biens meubles et les édifices, que l'on a muséalisés. Souvent ce sont des lieux qui sont été fermés pendant une longue période et les machines ont été démontées. Dans ce groupe on comprend aussi les lieux qui sont passé directement de la production à la muséalisation.
2. Les édifices qui n'ont pas conservé les machines mais qui ont préservé leur authenticité dans la structure et qui sont utilisés pour un autre usage que muséographique.
3. Lieux dont on n'a préservé que l'extérieur et qui sont réutilisés pour un autre usage.
4. Éléments isolés du patrimoine industriel.

La validité de ces interventions dépend du degré de préservation que l'on veut obtenir, du témoignage que l'on veut mettre en scène et de l'action patrimoniale que l'on réalisera par le fait. Il est évident que pour qu'un édifice fasse partie d'un patrimoine national, il est nécessaire qu'il se situe dans une des deux premières catégories ci-dessus. La troisième option qui consiste à préserver l'enveloppe des édifices n'est valide qu'au niveau local quand on veut qu'il y ait le témoignage d'une activité donnée, dans la mesure où l'on considère qu'il vaut mieux une visualisation extérieure d'un édifice productif plutôt que de le voir disparaître totalement.

La quatrième option est une préservation minimale, qu'il vaut la peine d'effectuer comme monument d'une activité disparue. Cela a tout son sens dans un paysage urbain qui par ailleurs préserve d'autres lieux du passé industriel ou encore dans le cas d'un paysage rural (un paysage minier, par exemple) où l'on a préservé les lieux productifs principaux et que l'on veut préserver quelques éléments concrets de cette activité avec la volonté de protéger un paysage culturel industriel.

Dans quelques cas on a opté pour laisser le lieu sans intervention d'aucune sorte de manière qu'à travers le temps, le patrimoine naturel se substitue au paysage culturel.

C'est un critère extrême, qui n'a de sens que lorsqu'il n'y a aucune solution de maintenance et que l'on croit nécessaire la présence du site aussi longtemps que cela sera possible.

Un autre problème commun à tous les pays, ce sont les lieux industriels de grande taille qui ne produisent plus et que l'on appelle les « dinosaures du patrimoine industriel ». Ce peuvent être des lieux métallurgiques, miniers, manufacturiers, avec une colonie industrielle... Dans ces cas, il est recommandé que soient faites des études qui indiquent les possibilités de réutilisation servant de base à un projet global, pour faire du site un lieu fonctionnel et en même temps historiquement intelligible pour ceux qui y travailleront dans le futur et ceux qui viendront le visiter.

Parallèlement à la préservation des restes matériels, il est nécessaire de préserver les connaissances et les savoir faire qu'impliquaient ces processus industriels anciens ou obsolètes sans lesquels on ne peut comprendre comment fonctionnait le lieu. La perte de ces connaissances peut être irréparable. Il est nécessaire de les enregistrer soigneusement et de les transmettre aux nouvelles générations. Il faut aussi promouvoir la conservation des archives d'entreprise, les plans de construction, de même que les échantillons des produits industriels, tous éléments qui fournissent des informations essentielles.

La coopération internationale est une forme particulièrement appropriée pour traiter du patrimoine industriel à travers des initiatives concertées et la mutualisation des moyens. L'industrialisation a comporté le transfert des connaissances, des technologies, des machines, des personnes et des matériaux. La documentation d'un pays peut être fondamentale pour comprendre le patrimoine d'un autre. Pour cela, il faut établir des critères compatibles pour pouvoir mettre en relation des inventaires et des bases de données internationales.

## Sensibilisation et formation

La valeur des biens matériels de l'industrialisation comme patrimoine culturel ne va pas de soi, en grande partie parce qu'il est difficile de comprendre qu'un lieu qui a été un lieu de travail pour des générations successives puisse devenir un lieu de préservation historique. La plupart du temps, les lieux industriels n'ont pas de valeur esthétique et sont dans une situation déplorable. Pourtant, une grande partie du patrimoine industriel mondial a été préservé grâce à l'action de groupes de citoyens convaincus.

Une politique de préservation du patrimoine industriel va au-delà de la simple action administrative ; elle doit compter avec la sensibilisation des citoyens. Pour faire d'un site un élément du patrimoine culturel il faut recher

cher la complicité des citoyens en expliquant son importance et rechercher les cas concrets de préservation dans les différentes parties du monde ayant eu du succès. En même temps, il faut disposer de professionnels formés dans les diverses disciplines qui composent le patrimoine industriel. Pour cela, les Universités doivent donner des cours et former les professeurs de l'enseignement primaire et secondaire qui puissent transmettre ce patrimoine aux générations futures.

## Eduquer au patrimoine industriel à travers les musées et les centres d'interprétation

La préservation du patrimoine industriel ne se fait pas, comme on a dit plus haut, pour être contemplé, mais pour être compris. C'est un patrimoine didactique, ce qui signifie qu'on doit comprendre l'activité qui se faisait là.

Le patrimoine industriel comme tout patrimoine culturel matériel, est une grande ressource pour l'apprentissage pour la formation initiale comme pour la formation continue de tout citoyen. La seule existence d'un édifice ou d'une construction de l'ère industrielle est un témoignage qui conduit les citoyens à s'interroger et à s'intéresser sur son sens. La compréhension et la connaissance de l'industrialisation sont beaucoup plus faciles à travers les témoignages matériels qui aident à comprendre la vie et le travail qui se produisait en un lieu donné ; c'est ce que l'on appelle la « force des lieux » du fait qu'elle nous permet de comprendre et de *ressentir* les espaces où en d'autres temps, se sont développées ces activités.

Sa valeur didactique se centre sur trois axes. Le premier est l'**axe technologique**, et met en évidence l'ingéniosité des hommes pour réaliser des tâches plus efficacement. Le second est l'**axe social**, dans le sens qu'il reflète les conditions de travail et de vie, tout comme les relations et conflits de travail. Le troisième est l'**axe environnemental**, et concrètement, ce qui concerne l'impact des actions productives humaines sur le milieu environnant. Ces trois axes peuvent s'observer dans la dimension temporelle (l'évolution dans le temps) et la dimension spatiale (son extension sur un territoire). Ces axes et ces dimensions confèrent au patrimoine industriel une interdisciplinarité qui est essentielle dans n'importe quel processus de formation.

Le patrimoine industriel ne doit pas seulement servir à diffuser et expliquer la technique et la vie dans des lieux à une époque donnée, mais il doit aussi constituer un élément de réflexion sur le sens de l'industrialisation et sa relation avec la société actuelle. Les traits de base qui définissent l'industrialisation aujourd'hui sont les moteurs du changement de notre société et sa connaissance nous aide à comprendre le monde actuel : la concentration des capitaux et des travailleurs a débouché sur les multinationales ; l'innovation technologique est le moteur de déve-

loppement d'autres pays ; l'élargissement des marchés nous a conduit à la globalisation ; les migrations vers les lieux où se concentre l'offre de travail, autrefois au niveau national, ont acquis une dimension globale...

La connaissance de l'histoire de l'industrialisation permet de comprendre les conflits entre les pays pour l'acquisition des matières premières et la recherche des débouchés de leurs produits fabriqués ; de même que les conflits sociaux qui en dérivent. La différence réside dans le fait que ce qui était à une échelle nationale entre quelques pays s'est transféré à une échelle globale.

Les outils principaux pour transmettre les connaissances industrielles sont la muséification des lieux de production et les centres d'interprétation quand les biens immeubles sont les objets à expliquer. Les centres d'interprétation ont leur raison dans les édifices réutilisés pour d'autres objectifs et dans ce cas, il faut un lieu où l'on visualise l'histoire du lieu, dans les centres productifs de grandes dimensions et dans les territoires où il y a un paysage industriel. Il faut alors établir des itinéraires avec les explications nécessaires à chaque point d'intérêt. Pour comprendre les relations entre centres productifs d'un même secteur ou de l'industrialisation d'un territoire, il faut aussi établir des routes régionales et internationales du patrimoine industriel qui montrent la diffusion de l'industrialisation, d'une même technologie et le transfert de technologies industrielles d'un endroit à un autre. Enfin, il est utile, pour la compréhension des lieux préservés, de produire des publications, des visuels, des pages web.

### **Patrimoine et développement économique**

La conservation du patrimoine industriel est avant tout une action culturelle destinée à témoigner d'une part de l'histoire d'un territoire qui fut essentielle pour l'histoire de l'humanité et qui explique le monde actuel. Mais poli-

tiquement, la préservation de tout lieu patrimonial se fait pour améliorer la qualité de la vie des citoyens puisque le patrimoine rend les lieux plus agréables et pour accroître le lien que l'on a avec un lieu donné. En même temps, il renforce l'identité des communautés, il est un facteur d'intégration pour les personnes venues d'ailleurs. Les éléments du patrimoine industriel donnent son caractère au territoire et le personnalisent par rapport à d'autres en lui donnant sa singularité.

Comme cela se passe pour le patrimoine architectural, les réhabilitations des biens patrimoniaux industriels finissent par être totalement assumées par les citoyens et souvent sont converties en emblèmes des lieux où ils sont situés. Le grand avantage du patrimoine industriel sur les autres est sa facilité de compréhension et sa familiarité avec le quotidien, car les thèmes traités sont ceux de la vie de tous les jours. L'amour de certaines populations pour leur patrimoine industriel est très grand dans des lieux où le système productif a déterminé une vie collective, comme c'est le cas pour la mine.

Les lieux de patrimoine industriel peuvent être convertis en lieux touristiques de qualité car ils peuvent plaire à toute sorte de publics. Actuellement, il y a des exemples dans le monde entier, en particulier dans les zones désindustrialisées qui ont vu dans le tourisme industriel un vrai débouché économique. Actuellement, les possibilités touristiques des lieux de production sont une des facteurs qui aident à préserver le patrimoine industriel. Les responsables politiques et les propriétaires de ces lieux comprennent la force d'attraction de ce patrimoine qui montre la production autrefois, des formes de travail et de vie complètement distincts de celles d'aujourd'hui et pourtant pas si lointaines dans le temps. La possibilité que ce patrimoine contribue au développement économique facilite sa préservation et sa mise en valeur.



## Des associations du patrimoine industriel

---



*Les congressistes TICCIH, après le colloque de Buenos Aires, visitent l'un des « ingenios » (plantation sucrière) les plus importants du nord-Ouest de l'Argentine, l'ingenio Ledesma.  
© Santiago Carrillo, 2007*



*Un groupe de l'APIC visite le domaine Pomery avec le Prince de Polignac,  
descendant direct et biographe de la fondatrice de la firme.*

© Gracia Dorel-Ferré

# L'APIC,

## Association pour le Patrimoine Industriel de Champagne-Ardenne

*L'APIC est une association loi 1901 à vocation régionale qui a été fondée le 22 septembre 1997 à la demande du recteur de l'Académie de Reims et dont le siège est au Rectorat. Ses buts sont l'étude, la mise à la portée du plus grand nombre et l'aide à la mise en valeur du le patrimoine industriel issu notamment des XVIII, XIX et XX siècles en Champagne-Ardenne.*

Elle se compose de 130 personnes pour la plupart enseignants exerçant de l'école primaire à l'Université. Sa présidente, Gracia Dorel-Ferré, est docteur en histoire pour une thèse portant sur : *Les colonies industrielles en Catalogne, le cas de la Colonia Sedó*. Elle a été pendant quatorze ans inspectrice pédagogique régionale à Reims en histoire géographique. Après avoir été chercheur associée au CDHT (Centre d'Histoire des Techniques) du Conservatoire des Arts et Métiers, Paris, elle est maintenant chargée de cours à l'Université du Reims et depuis 2006, chargée de cours au Centre Malher, Histoire des Techniques, Paris1-Sorbonne où elle est responsable de l'axe patrimoine industriel

Le contact entre les adhérents de l'APIC est assuré, outre une correspondance suivie avec chacun assurée par la secrétaire, d'un quatre pages trimestriel « Le Rivet » (responsable Claude Picot) qui informe et rend compte régulièrement des activités de l'association. Un site [www.patrimoineindustriel-apic.com](http://www.patrimoineindustriel-apic.com) (webmaître, Jean-Marie Duquénois) témoigne aussi des actions entreprises et fournit des références, des parcours photographiques, des articles de réflexion, des séquences pédagogiques et tout document utile à quiconque s'intéresse au patrimoine industriel. Notamment téléchargeable sur le site, l'ouvrage désormais épuisé : *Le patrimoine industriel, un nouveau territoire*, de Louis Bergeron et Gracia Dorel-Ferré.

L'APIC est inscrite dans un réseau d'associations spécialisées dans le patrimoine industriel à différentes échelles, du local à l'international. Elle entretient, entre autres, des liens privilégiés avec le CREPI<sup>1</sup> ; elle est adhérente du CILAC et de TICCIH<sup>2</sup>. Des liens étroits sont aussi tissés autour d'actions bien déterminées avec des organismes publics ou privés pour l'organisation de colloques, d'expositions, de sorties et pour l'édition d'ouvrages : le Centre Régional de Documentation Pédagogique de Champagne-Ardenne, établissement de l'Éducation Nationale, le Conseil Général de la Marne, le Conseil Régional de Champagne-Ardenne, la Société d'Agriculture, Commerce, Sciences et Arts du département de la Marne (S.A.C.S.A.M.) dont l'objet est l'histoire du département de la Marne et enfin la DRAC avec laquelle elle a particulièrement collaboré pour l'édition, dans la collection des *Indicateurs du patrimoine industriel*, des volumes concernant l'Aube, la Marne, et actuellement, les Ardennes.

Depuis sa création, les actions de l'APIC se sont développées autour des quatre grands axes que sont la constitution d'ensembles documentaires, la connaissance du terrain, les actions de « formation », formation étant prise au sens large pour diffuser le patrimoine industriel, la réflexion scientifique et l'expertise.

<sup>1</sup> CREPI, Comité pour la réhabilitation et l'étude du patrimoine industriel, Le Dijonval, Sedan.

<sup>2</sup> TICCIH : The International Committee for the conservation on Industrial Heritage. Cette association internationale, fondée en 1973 à Ironbridge, en Angleterre, est depuis quelques années le consultant de l'UNESCO pour les questions de patrimoine industriel. L'actuel président est Eusebi Casanellas, le directeur du Musée des Sciences et des Techniques de Catalogne

# I. Constitution progressive d'un corpus documentaire

Depuis sa fondation en 1997, l'APIC a publié en moyenne un ouvrage par an. Ces publications, dans des séries différentes, couvrent les différents domaines concernant le patrimoine industriel<sup>3</sup>.

La série « *Les Cahiers de l'APIC* » reprend les actes des colloques organisés par l'association. Le premier, en 1999, était consacré au *patrimoine de l'agro-alimentaire*, une donnée constitutive du paysage quotidien de la Champagne-Ardenne. Le professeur Louis Bergeron soulignait à cet effet qu'un des mérites du colloque avait été « de faire progresser l'intérêt vers ce secteur relativement délaissé du patrimoine industriel ». Le second colloque, repris dans le cahier n°2 *L'eau industrielle, l'eau industrielle* (2000), à travers des exemples locaux mais aussi européens a permis d'enrichir le concept de « révolution industrielle » à travers la période pendant laquelle l'eau, selon les propos de Denis Woronoff, fut « moteur de l'industrie » et de montrer la place de l'innovation dans l'énergie hydraulique. Le troisième colloque dont les actes sont parus dans le cahier n°3 *La cité-jardin, une histoire ancienne, une idée d'avenir* (2001) apporte sa contribution à une réflexion sur l'histoire du logement à travers un sujet mal connu dont on connaît les contours historiques mais dont les manifestations spatiales sont loin d'être maîtrisées : la cité-jardin. Le quatrième colloque, dont les actes sont parus dans le cahier n°4 en 2002 portait sur *Habiter l'industrie*, première approche régionale sur la diversité de l'habitat ouvrier, mise en perspective avec des études de cas internationales. Le cinquième colloque qui s'intéressait au *patrimoine des caves et des celliers* a montré combien la production industrielle de boissons alcoolisées a donné lieu à un patrimoine très divers. L'ouvrage constitué à partir de ce colloque et paru en 2005 constitue une précieuse source d'informations abondamment illustrée sur la production champenoise mais aussi sur des productions de vin et d'alcools du monde entier. Le sixième cahier de l'APIC, sous presse, rassemble les actes du colloque sur *les Arts du Feu* qui s'est tenu en 2003.

Les Hors-Série de l'APIC sont des ouvrages monographiques. L'excellent mémoire de maîtrise de Delphine Henry *Chemin Vert, l'œuvre d'éducation populaire dans une cité-jardin emblématique, Reims 1919-1939*, retrace l'histoire de la cité-jardin du Chemin Vert à Reims, citée pensée par son constructeur l'industriel Georges Charbonneau comme une solution au problème du logement ouvrier en même temps qu'une action socio-culturelle à visée éducative. Après l'échec du logement « en barres », la cité est

devenue un support de réflexion sur les formes de logement social de demain.

Autre série, les *Etudes de l'APIC* qui sont aussi des ouvrages monographiques mais dont la dimension exemplaire intéresse au-delà de la sphère locale. Le premier ouvrage publié concerne *Reims, comme laboratoire de l'habitat social* par l'architecte A. Coscia Morane. On y apprend comment on a tenté, par le tâtonnement et l'expérience, de faire de Reims une ville à taille humaine, ville qui de ce fait, avec une palette de réalisations est un véritable résumé de l'histoire de l'habitat au XX<sup>ème</sup> siècle.

Une production unique en son genre en France : *L'Atlas du patrimoine industriel de Champagne-Ardenne* est le premier ouvrage en France à faire le recensement raisonné et problématisé du patrimoine industriel dans une région. Les contenus scientifiques qui y sont développés témoignent d'une pluralité d'expériences, d'expressions et de la diversité des temps et modalités de l'industrialisation. De ces travaux d'inventaire a émergé aussi la préoccupation de la conservation et de la mise en valeur de ce patrimoine dont la richesse était insoupçonnée.

## II. Le patrimoine industriel, une affaire de terrain.

### Les mercredis de l'APIC

Quatre mercredis dans l'année sont consacrés à la visite d'un site patrimonial important. Ces visites sont proposées à tout public par le biais des offices de tourisme et plus particulièrement aux enseignants par l'intermédiaire du CDDP et des inspections de l'éducation nationale. Elles sont intégrées dans le plan de formation continue que les inspecteurs de l'éducation nationale proposent aux professeurs des écoles dans le cadre des circonscriptions. Devant leur succès, dans la Marne, sur plus de deux années consécutives, la démarche devrait être étendue aux autres départements.

Lors de ces matinées, les enseignants abordent des lieux touchant des productions industrielles diverses, lieux qu'ils croient connaître mais dont ils découvrent les enjeux patrimoniaux. Les exemples sont nombreux, retenons-en deux. Le prince de Polignac, descendant direct de Jeanne Mélin épouse Pommery, fondatrice du domaine Pommery à Reims a montré comment l'architecture du site à toutes les époques est entrée et entre encore dans la stratégie commerciale de cette grande maison de champagne. Une visite dans Sézanne, petite

<sup>3</sup> Ces ouvrages sont publiés par le CRDP de Reims et figurent au catalogue national du SCEREN. Les tables des matières sont consultables sur le site de l'APIC déjà mentionné : [www.patrimoineindustriel-apic.com](http://www.patrimoineindustriel-apic.com)

ville du sud-ouest marnais, a révélé aux participants une infrastructure exceptionnelle datant du Moyen Age qui a permis l'industrialisation de la ville au XIXème siècle, celle du ru des auges. Cette déviation du Grand Morin, qui dès le XII siècle, alimente la ville en eau et fait tourner un nombre important de moulins est le point de départ, en 1837 d'une industrie de pointe, l'Optique, dont la réussite est attestée par la taille de l'usine et la belle demeure patronale.

### Des journées d'étude

Dans le même esprit, des journées d'étude sur la journée et sur deux jours sont proposées chaque année : les forges de Buffon et la Haute-Bourgogne, Arc-et-Senans, les Salines de Salins et la Franche-Comté, le musée du fer de Neufchef et la Lorraine, ont été les temps forts dans les années précédentes. Cette dernière journée avait été placée sous la houlette de Thierry Koessler. En 2008, Pierre Fluck accueillera un groupe à Sainte-Marie aux Mines et une autre journée sera consacrée à la visite de Roubaix.

### Des voyages d'étude

Pour se frotter au patrimoine européen et mondial il faut entreprendre des voyages d'un autre style. L'APIC organise donc des voyages d'étude préparés en interne, qui ont entraîné ses adhérents à la découverte des différentes facettes du patrimoine industriel de plusieurs pays. Après un voyage en Nouvelle-Angleterre largement consacré au patrimoine autour de Boston et à Lowell, et un voyage en Pologne organisé par Marie-José Anikiniow axé sur de la ville de Lodz, en 2004, une trentaine d'Apiciens sont allés en Catalogne. Ils ont suivi Gracia Dorel-Ferré dans la vallée du Llobregat à la rencontre des colonies industrielles ; ils sont partis à la découverte des celliers viticoles de la Catalogne du sud et ils ont visité les villes de Catalogne centrale avec les anciennes activités centrées sur le papier, le cuir et la laine. Ils ont été accueillis d'une façon exceptionnelle au Musée des Sciences et Techniques de Catalogne et dans plusieurs des musées qui composent son réseau.

En 2005, les Apiciens ont l'Oural ont parcouru les pentes orientales de l'Oural au nord et au sud d'Ekaterinbourg pour être témoins de toute une histoire industrielle entre les fondeurs à la main de Koussa et les usines métallurgiques de Nijni-Taguil qui construisirent les tanks qui ont décidé de la victoire à Stalingrad.

En 2006, c'était le Chili, voyage d'une exceptionnelle richesse patrimoniale avec les ascenseurs de la ville mythique de Valparaiso, dans le désert d'Atacama, les ports du salpêtre d'Iquique, Pisagua, les villages fantômes du salpêtre de Santa Laura et Humerstone, au cœur

des montagnes au sud de Santiago, le village minier du cuivre de Sewell et enfin en Patagonie les anciens frigorifiques des Bories au milieu des grands domaines d'élevage des moutons.

En 2007, nous avons pu admirer quelques-uns des plus beaux éléments du patrimoine industriel de Saint Pétersbourg ( la Petite Hollande, les industries textiles, la manufacture de porcelaine) et de Moscou (le quartier des industries textiles, la chocolaterie Octobre rouge..)

Cette année 2008 nous entraîne à nouveau en Amérique du Sud, en Argentine cette fois, à la découverte des réhabilitations grandioses du port de Buenos Aires, et aux agroindustries de l'Argentine du Nord-Ouest et aux installations ferroviaires andines.

Le point commun de tous ces voyages concoctés spécialement dans une perspective de patrimoine industriel est la confrontation avec d'autres réalités, d'autres contextes. Revenus chez eux, les apiciens et les apiciennes contemplent leur patrimoine autrement.

## III. La formation continue, dans le prolongement de l'ouverture culturelle.

Dès le départ, l'APIC s'est trouvé intimement lié aux questions pédagogiques, en tant qu'association reconnue par l'Education nationale, d'une part, et du fait de l'action spécifique de Gracia Dorel-Ferré, qui cumulait les fonctions d'inspectrice du secondaire et de présidente-fondatrice de l'association. Dès 1990, des équipes d'animation volontaires avaient défriché le terrain ; des stages avaient été inscrits au **plan académique de formation** et sont toujours, actuellement, animés par la présidente. Parallèlement, Françoise Picot défrichait le terrain du primaire, avec, notamment une exposition remarquable sur le port de Vitry-le-François (51). Des interventions étaient faites à la demande dans les établissements scolaires, dont récemment, celui de Bazancourt (51) qui s'était lancé dans un projet d'action éducative autour de la friche Lelarge, une ancienne industrie textile installée sur les berges de la Suipe.

Plus ambitieux, sans doute est le projet qui est mis en place depuis 1998 d'échanges avec l'Ecole 39 spécialisée en français d'Ekaterinbourg (Oural)

Depuis plusieurs années, en concertation avec le **service des relations internationales du Rectorat de Reims**, l'APIC s'est engagée auprès des établissements scolaires qui réalisent un échange avec l'Ecole 39 d'Ekaterinbourg (Oural), sous forme d'aide à la préparation au voyage, accompagnements sur place, suivi, sur le thème du patrimoine industriel. Il s'agit d'échanges pédagogiques fondés non sur l'apprentissage



d'une langue mais sur la découverte d'une autre culture. La langue véhiculaire est prioritairement le français.

Pourquoi l'Oural? Il s'agit de se familiariser les élèves de Champagne-Ardenne avec une région, l'Oural, qui a connu une industrialisation particulière, à travers le système des villes-usines, sous l'impulsion du tsar Pierre le Grand. Devenue une des grandes régions industrielles de la Russie, elle a alimenté en fer pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle les pays de l'Europe occidentale que l'industrialisation était en train de bouleverser. Concurrencée par d'autres régions russes au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Oural est revenue au devant de la scène avec le repli des industries qui évacuaient la Russie occupée par les nazis. Grâce à un effort de guerre surhumain, ce sont les tanks fabriqués en Oural qui ont permis aux russes de gagner la bataille de Stalingrad. en 1943.

Ce sujet est particulièrement bien venu dans les classes de 4<sup>e</sup> qui ont au programme d'Histoire le thème de l'industrialisation de l'Europe, du XVIII<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle, et pour nos classes de 3<sup>e</sup> qui étudient le XX<sup>e</sup> siècle. Nous pensons qu'à l'heure de l'élargissement de l'Europe, nos élèves ne peuvent ignorer ces événements économiques et historiques d'une si grande ampleur. Au lycée, ce sujet a toute sa place dans l'une ou l'autre des classes du cycle, que ce soit pour l'industrialisation au temps de Pierre le Grand et des impératrices qui lui ont succédé, la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle que la Russie paysanne a difficilement adoptée, ou les conflits du XX<sup>e</sup> siècle, avec le rôle déterminant joué par l'Oural pour la victoire alliée.

Le sujet se prête à des actions interdisciplinaires qui requièrent la collaboration des enseignants d'histoire et géographie pour ce qui vient d'être indiqué, mais aussi de lettres, car bien des auteurs russes ( que ce soit Pouchkine ou Tolstoï) et français (Alexandre Dumas aussi bien que Jules Verne) ont évoqué cette région et en ont fait le centre d'un roman ou d'un épisode de roman ; de biologie et sciences de la terre, car l'Oural est une des réserves minières et métalliques les plus riches de la terre, d'arts plastiques, etc... Les formes de travail peuvent être très variées, dans l'espace du cours ou dans celui des activités pluridisciplinaires à caractère personnel ou de groupe.

Comme on a eu l'occasion de le dire ailleurs, l'implication précoce des enseignants de Champagne-Ardenne dans le travail de transfert pédagogique a eu comme résultat une production épistémologique et documentaire qui a eu son couronnement, à la demande du recteur Block, dans un GFR (**groupe de formation par la recherche**) composé d'une équipe intercatégorielle, qui a travaillé deux années consécutives (2001-2002 et 2002-2003) et a alimenté une bonne partie du dossier que publie la revue *Historiens-Géographes*. L'expérience n'est pas terminée, loin de là, mais comme le montre l'ensemble des contributions réunies dans ce dossier, nous sommes sur la bonne voie.

## IV. Collaboration avec TICCIH et travaux d'expertises

### Des rencontres internationales

Nous avons été sollicités par l'association internationale de patrimoine industriel (TICCIH) pour accueillir la 3<sup>e</sup> rencontre de la section thématique textile et la 1<sup>e</sup> rencontre de la section thématique agroalimentaire.

**La première rencontre de la section « agroalimentaire »** s'est tenue les 3, 4 et 5 mai 2007 à Reims, dans les locaux bien équipés que le CRDP avait gracieusement mis à notre disposition. Elle a rassemblé des spécialistes venus d'une quinzaine de pays différents et a permis de présenter à un public très motivé quelques uns des plus beaux fleurons du patrimoine de l'agroalimentaire mondial. Citons les maisons de champagne, les brasseries marnaises, les moulins en Champagne, les édifices de stockage du grain en France, le patrimoine de la bière en Angleterre, les élévateurs à grains d'Afrique du sud, les sucreries au Mexique, l'industrie du chocolat en Russie etc. La deuxième réunion de ce groupe se tiendra à nouveau à Reims, au CRDP, en 2009.

**La troisième rencontre de la section « textile »** après Terrassa (Catalogne) et Euskirchen (Allemagne rhénane) s'est tenue les 31 mai et 1 et 2 juin 2007 à Mouzon-Sedan (Ardennes). D'une façon tout à fait originale, puisque d'ordinaire nous sommes accueillis dans les musées la manifestation s'est déroulée au collège Le Lac de Sedan et au collège Victor Sécheret de e Rocourt. Une partie des travaux a eu pour cadre le musée du feutre que dirige la dynamique Carole Morelle. Divers pays ont présenté les sites du patrimoine textile les plus importants, mais l'intervention la plus spectaculaire a été sans conteste celle du maire de Tomioka (Japon) qui est venu avec toute une délégation défendre la candidature de sa filature de soie au patrimoine mondial de l'UNESCO. Les journées ont été marquées aussi par de vifs échanges. Comme le disait Michael Stratton, cité dans ce dossier, nous sommes trop souvent dans une perspective descriptive, et la discussion qui a été menée en synthèse par la secrétaire de la section Gracia Dorel-Ferré, a mis l'accent sur la nécessité d'une réflexion plus théorique et plus globalisante.

### Expertise et conseil

La présidente de l'APIC a été appelée en **expertise pour l'UNESCO** en 2002 et en 2003 pour évaluer les villages ouvriers du salpêtre au Chili. Ceux-ci sont depuis 2005 inscrits sur la liste du Patrimoine Mondial. Cette année, en 2007, elle fait partie de la commission chargée de présenter la candidature des pays du vin de Champagne à l'UNESCO. L'association est maintenant appelée régulièrement pour donner son expertise sur divers sujets de patrimoine industriel qui intéressent la Région. Elle est un partenaire incontournable pour les questions du patrimoine régional et de son enseignement.

# L'Association pour l'histoire des chemins de fer en France

## et le patrimoine ferroviaire

*L'Association pour l'histoire des chemins de fer en France (AHICF) célèbre en 2007 son 20e anniversaire. Ces deux décennies ont été celles, non certes de l'émergence ou du développement de la notion de patrimoine industriel en France, antérieurs d'une quinzaine d'années, mais de ce qu'on a appelé, analysé et critiqué comme la « patrimonialisation », ou l'ère du « tout patrimoine ». Le mot patrimoine est entré dans la vie publique, les politiques culturelles et les budgets des collectivités et, surtout, dans l'économie touristique pour y jouer un rôle comparable à celui de la culture et des arts vivants pendant les années 1960 à 1980. Une association d'histoire, qui se définissait lors de sa fondation comme une « société savante », ne pouvait, par sa vocation même, être à l'écart d'une telle évolution qui a concerné bien entendu le patrimoine des transports. C'est à celui-ci que nous reviendrons après avoir analysé le rôle qu'une association comme l'AHICF peut jouer dans le domaine du patrimoine.*

### De la société savante à l'association patrimoniale

#### L'archive, patrimoine de l'histoire

L'évolution générale du monde associatif de la société savante à l'association de défense ou de mise en valeur du patrimoine a fait l'objet de travaux de référence qui s'appuient principalement sur les statistiques de création des associations<sup>2</sup> et sur des monographies historiques

de sociétés<sup>3</sup>. De fait, dans le cas de l'AHICF, association constituée « pour l'histoire » d'un secteur de l'industrie, l'intégration du patrimoine dans l'objet de l'association n'a pas été une décision unilatérale : c'est l'évolution même des problématiques patrimoniales qui rendu aussi naturel qu'obligatoire ce rapprochement. L'objet initial de l'association, calqué il est vrai sur celui d'une association de même nature antérieure de cinq ans<sup>4</sup>, était ainsi rédigé :

L'objet de l'Association ainsi créée est d'étudier et de faire connaître l'histoire des chemins de fer en France et dans les pays de rayonnement français.

<sup>1</sup> Agrégée de lettres classiques (1984), secrétaire scientifique de l'AHICF depuis 1989, chargée de cours « patrimoine industriel » à l'université d'Artois (option « patrimoine industriel, scientifique et technique » du master 2 professionnel « mise en valeur du patrimoine ») depuis 2002, administrateur du CILAC depuis 2006.

<sup>2</sup> Hervé Glévarec, « De la société d'histoire à l'association du patrimoine. Changements socioculturels et nouvelles raisons de mobilisation », in Philippe Poirrier et Loïc Vadelorge, *Pour une histoire des politiques du patrimoine*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture / Fondation Maison des sciences de l'homme, 2003, 616 p., p. 509-525 ; Hervé Glévarec et G. Saez, *Le Patrimoine saisi par les associations*, Paris, DEP / La Documentation française, 2002 (analyse et résumé dans « Les associations du patrimoine », *Développement culturel*, n° 136, 2001, 12 p., en ligne : <http://www2.culture.gouv.fr/culture/deps/telechrg/dc/dc136.pdf>).

<sup>3</sup> Voir par exemple les actes à paraître de « Les associations de sauvegarde du patrimoine. Entre partage des savoirs et construction des identités, XIXe-XXe siècles », journée d'étude de l'EA Histoire culturelle et sociale de l'art, université Paris I – Panthéon-Sorbonne – UFR 03, 7 juin 2006.

<sup>4</sup> L'Association pour l'histoire de l'électricité en France, fondée en 1982 et dissoute en 2000, dont les missions sont aujourd'hui assumées par le Comité d'histoire de l'électricité rattaché à la Fondation EDF.

REVUE D'HISTOIRE  
DES CHEMINS DE FER

N°20-21, printemps-automne 1999

Le Patrimoine ferroviaire :  
enjeux, bilans et perspectives



REVUE DE L'ASSOCIATION POUR L'HISTOIRE  
DES CHEMINS DE FER EN FRANCE

*Actes du colloque « le patrimoine ferroviaire : enjeux, bilans et perspectives » réuni par l'AHICF à Mulhouse en septembre 1998, Revue d'histoire des chemins de fer, n° 20-21 (1999).*

*© A.Furio, service du patrimoine, département de Seine-Saint-Denis, 2004.*



*Patrimoine en devenir. Le triage du Bourget en Seine-Saint-Denis, paysage technique et végétal.*

*© A.Furio, service du patrimoine, département de Seine-Saint-Denis, 2004.*

A cet effet, l'Association se propose les missions suivantes :

- rassembler les travaux existants sur l'histoire des chemins de fer en constituant un fonds documentaire et une base de données- coordonner les efforts des institutions, groupements ou personnes physiques qui effectuent des travaux sur l'histoire des chemins de fer
- promouvoir une politique de sauvegarde d'archives, d'objets et de sites nécessaires à l'histoire des chemins de fer
- susciter de nouvelles recherches, approches ou analyses touchant l'histoire des chemins de fer...

Il s'agit bien de constituer des « fonds », patrimoniaux par nature, mais seul le rapport de l'histoire aux sources de l'histoire est envisagé, c'est-à-dire le patrimoine archivistique. Il est vrai qu'à l'époque les transports ne sont pas considérés comme un élément du patrimoine de l'industrie. L'étude de terrain entreprise par l'Inventaire général, précisément dans ces années, a fait évoluer cette classification en ce qui concerne les chemins de fer, au vu de l'imbrication des réseaux ferroviaires dans le tissu industriel et de l'influence des chemins de fer dans la localisation des activités industrielles<sup>5</sup>. Cette analyse rejoint celle des historiens puisque le transport des matières premières et produits de l'agriculture et de l'industrie a constitué la première mission des chemins de fer et a déterminé les investissements dans la construction des réseaux<sup>6</sup>.

On voit qu'en 1987 le couple histoire/archives, même si celles-ci incluent l'iconographie, la photographie, puis peu à peu les archives sonores, est exclusif : le patrimoine bâti, le réseau ferroviaire, les outils, les savoir-faire, les expressions de la culture professionnelle, les véhicules ne sont pas *a priori* rattachés à l'histoire. Ce qui s'exprime ici, c'est, plus qu'une définition du patrimoine, le rapport de l'histoire, et d'une histoire principalement

économique, technique et sociale, au patrimoine. Histoire et patrimoine n'ont pas encore opéré leur jonction, ce qu'ils font au cours des grandes manœuvres patrimoniales de la décennie suivante : aujourd'hui la pratique de la recherche historique n'exclut plus – du moins *a priori* – la trace matérielle, ou l'expression figurée de son objet ; la notion de source s'est étendue parallèlement et dans le même temps à celle de patrimoine.

### Un patrimoine ferroviaire fragmenté et hiérarchisé

Par ailleurs, cette conception d'un patrimoine fragmenté et hiérarchisé correspond à ce que l'on estime alors une juste répartition des tâches et des domaines d'autorité. Le patrimoine bâti est, avant la création de Réseau ferré de France en 1997, entièrement géré par la SNCF ; ce qu'elle vend - gares secondaires, maisons de garde-barrière -, sort du domaine public : le patrimoine des chemins de fer étant celui de l'Etat, la vente consacre un abandon définitif par celui-ci du bâtiment vendu, d'abord aux aléas du marché immobilier. De la même façon, ce que la SNCF a détruit dans ses emprises industrielles l'a été sans intervention de tiers<sup>7</sup>. Ce n'est que lorsqu'un bâtiment connu du public et protégé est en jeu qu'un dialogue a été ouvert à l'avantage des parties en présence<sup>8</sup>. En effet, un intérêt national s'est exprimé en 1984 pour le patrimoine ferroviaire, faisant ainsi émerger une certaine conscience de la notion et de la valeur des éléments distingués. Une campagne de protection lancée en mai par le directeur du patrimoine aboutit le 28 décembre à un arrêté protégeant 31 éléments choisis dans des listes qui en comptent beaucoup davantage ; comme l'écrit Paul Smith qui a analysé dans un article pionnier autant que détaillé l'histoire de la protection du patrimoine ferroviaire, c'est le critère « économique » qui a prévalu et non la représentativité historique, esthétique

<sup>5</sup> En dernier lieu, Evelyne Lohr et Mélanie Quéval, « La ligne des coquetiers (1875-2006). De Bondy à Aulnay, un chemin de fer au service du développement local », *Patrimoine en Seine-Saint-Denis*, n° 22, Bobigny, Conseil général de Seine-Saint-Denis, direction de la culture, du patrimoine, du sport et des loisirs, service du patrimoine culturel, 2007, 12 p.

<sup>6</sup> François Caron, *Histoire des chemins de fer en France*, tome premier, 1740-1883, Paris, Fayard, 1997, 706 p. pour un tableau général du développement des chemins de fer et Georges Ribeill, *La Révolution ferroviaire. La formation des compagnies de chemin de fer en France, 1823-1870*, préface de J. Fournier, Paris, Belin, 1993, 480 p., pour la nomenclature des premières compagnies : la compagnie de Saint-Étienne à Andrézieux, première ligne de France concédée (1823), est destinée au transport du charbon des mines de Saint-Étienne au fleuve ; elle est prolongée jusqu'à Roanne en 1841. La plupart des initiatives privées relève de l'extraction charbonnière ou de l'industrie : Saint-Étienne à Lyon (1830), Somain à Anzin (1838), Mulhouse à Thann (1839), Alais (Alès) à la Grand'Combe (1840) ; voir pour la région stéphanoise Michel Cotte, *Innovation et transfert de technologies, le cas des entreprises de Marc Seguin*, Lille, P.U. du Septentrion, 1998. Ce n'est qu'en 1974 que le trafic fret a cessé de croître pour entamer la baisse dont nous voyons aujourd'hui les résultats, voir Georges Ribeill, « Fret SNCF 1974 : les dessous d'un millésime exceptionnel », *Historail*, n° 1 (mars 2007), p. 98-101.

<sup>7</sup> Halle métallique de la gare des Brotteaux à Lyon, démolie en 1985 : le « bâtiment voyageurs » (ce à quoi le public réduit d'ordinaire la gare) a été protégé en 1982 ; remise semi-annulaire du dépôt du Charolais à Paris, etc.

<sup>8</sup> Rotonde de Chambéry, inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques le 28 décembre 1984, menacée de destruction après le séisme de juillet 1996 qui avait endommagé sa toiture ; la rotonde aujourd'hui peut accueillir des spectacles et reçoit des visites tout en conservant ses fonctions industrielles. Analyse du bâtiment sur la base Mérimée et sur le site « patrimoine du 20<sup>e</sup> siècle », <http://www.culture.gouv.fr/rhone-alpes/dossier/jep2000/rotonde.htm>

ou technique des éléments présentés<sup>9</sup>, sans que celle-ci, bien entendu, manque aux éléments retenus. Cependant, à la création de l'AHICF cette campagne fort courte était considérée comme terminée et la représentativité des éléments sélectionnés, suffisante. Il est vrai que cette action a eu des effets très positifs ; mais, fort heureusement, les protections d'éléments de patrimoine ferroviaire bâti, qui avaient commencé dès l'entre-deux-guerres, ont continué depuis lors<sup>10</sup>.

Quant aux véhicules, ils étaient répartis entre le Musée français du chemin de fer, ouvert en 1976, et les associations qui assurent la sauvegarde, la réparation et la restauration, l'entretien et parfois la circulation de machines, voitures et wagons qui leur appartiennent ou leur sont confiés par la SNCF. Le musée a lui-même une origine associative ; installé à Mulhouse, il rassemble la SNCF et les collectivités publiques. Créé par des agents et des anciens agents de la SNCF, il recevait les éléments sélectionnés par les directions du matériel et de l'équipement (voie et bâtiments) de la SNCF. Devenu un musée « professionnel », au sens où il s'est rapproché des professionnels du patrimoine - il bénéficie à partir de 1994 des compétences d'un conservateur du patrimoine et de 1991 d'une première publication de ses collections - il est aujourd'hui musée de France et a été reconstruit en Cité du train en 2005.

En dehors des collections du musée, la protection administrative des véhicules a beaucoup occupé la 4<sup>e</sup> section de la commission supérieure des monuments historiques (« Patrimoine industriel, scientifique et technique, classement parmi les monuments historiques et travaux s'y rapportant ») entre sa constitution en 1984 et sa dissolution en 2007. Environ 500 éléments sont aujourd'hui classés (l'échelon « inscription à l'inventaire supplémentaire » n'étant apparu que récemment pour le patrimoine mobilier<sup>11</sup>).

Quant aux archives ferroviaires, les archives des compagnies qui ont précédé la SNCF ont fait l'objet, en ce qui concerne les archives dites de façon ambiguë « sociales » - c'est-à-dire les actes de société et les archives des conseils d'administration - de versements, après guerre, aux archives nationales, la SNCF conservant pour son

usage les fonds techniques (des plans de gares du 19<sup>e</sup> siècle peuvent encore aujourd'hui être utilisés couramment). Etablissements publics, la SNCF, la RATP puis RFF conservent leurs archives, archives publiques, par délégation accordée par la direction des archives de France ; la SNCF se dote d'un conservateur qui va constituer des fonds historiques dans les flux d'archives jusque-là gérées pour les besoins administratifs de l'entreprise en 1989, la RATP en 1990, RFF en 2003.

Voici, brossé à grands traits, le tableau du patrimoine ferroviaire au début des années 1990 ; il s'agit à présent d'évaluer les modes d'action d'une association « sectorielle » et ses résultats, 20 ans plus tard.

## A quoi sert l'AHICF ?

En 1994, le premier article des statuts de l'association fut modifié ainsi :

**2.** Elle encourage la sauvegarde des archives, des objets et des sites essentiels à l'histoire des chemins de fer par ses actions et par ses conseils aux entreprises, administrations, collectivités publiques, associations et particuliers.

Cette rédaction reflétait l'inscription, encore timide, d'une « politique du patrimoine » dans le projet associatif. Dans la mesure où le patrimoine ferroviaire appartenait en majeure partie à l'Etat ou à ses établissements publics et, à cause de ce statut, était géré par eux, l'AHICF ne pouvait se voir déléguer la gestion d'éléments de patrimoine, à la différence d'autres associations d'histoire contemporaines<sup>12</sup>. Son action s'est donc construite peu à peu, au gré des opportunités et des demandes, sur trois modes : le signalement de patrimoine en danger, les actions de sauvetage ; l'accompagnement d'actions en faveur du patrimoine, l'offre de ressources, documentaires ou autres, à leurs promoteurs ; surtout, la fédération d'actions, la mise en réseau des acteurs. L'ensemble est une application de double la fonction qui est aujourd'hui celle de l'AHICF dans le monde ferroviaire : être un centre de ressource et un réseau de connaissances et de compétences.

<sup>9</sup> Paul Smith, « Le patrimoine ferroviaire en France : soixante-dix ans de protection juridique », in [coll.], « Le patrimoine ferroviaire : enjeux, bilans et perspectives », Actes du 6<sup>e</sup> colloque de l'AHICF, Mulhouse, 23-26 septembre 1998, *Revue d'histoire des chemins de fer*, n° 20-21 (1999), p. 329-347, voir p. 336. La SNCF n'a pas souhaité grever de contraintes des éléments qu'elle savait devoir abandonner à court ou moyen terme, et fait valoir en revanche la sauvegarde du patrimoine assurée par la continuité de l'exploitation ferroviaire.

<sup>10</sup> Jean Fosseyeux, « Conditions et effets de la protection des immeubles et meubles au titre de la loi de 1913 sur les monuments historiques et consistance du patrimoine ferroviaire protégé : quelques exemples », in Christian Chevandier et Philippe Mioche (dir.), « Ateliers et dépôts du Matériel ferroviaire, deux siècles d'histoire », Actes du 10<sup>e</sup> colloque de l'AHICF, Arles, avril 2002, *Revue d'histoire des chemins de fer*, n° 28-29 (2003), p. 462-478.

<sup>11</sup> Code du patrimoine, art. L622-20 (ordonnance n° 2005-1128 du 8 septembre 2005 art. 23, art. 24, *Journal officiel* du 9 septembre 2005 en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007).

<sup>12</sup> L'Institut d'histoire de l'aluminium, en charge du patrimoine d'entreprises privées, dénationalisées, ou de collections de personnes privées, voir l'excellent site [www.histalu.org](http://www.histalu.org) dans ce volume l'article de Florence Hachez-Leroy



## Sauver... ?

De façon discrète mais continue, l'AHICF a signalé aux services d'archives de l'Etat et des établissements ferroviaires, aux établissements culturels avec lesquelles elle est en correspondance, des fonds en déshérence ou en danger, en particulier des archives techniques ; des membres de l'AHICF ou leurs familles ont déposé à l'association des archives ou des ouvrages : les ouvrages sont conservés dans le fonds de l'AHICF et mis à la disposition des chercheurs ; les archives sont inventoriées par des étudiants en archivistique stagiaires à l'association, avec l'aide, pour les fonds techniques, de ceux de ses membres qui sont spécialistes du domaine considéré, puis versées dans les archives publiques. Le Centre des archives du monde du travail des Archives nationales est ainsi devenu, dès son ouverture en 1993, quand il a reçu les fonds des anciennes compagnies, l'interlocuteur naturel de l'AHICF, qui y a réuni son dernier colloque en date, en mars 2006. Reviennent à la SNCF des fonds personnels, constitués par des ingénieurs au cours de leur carrière, ou des ensembles constitués par des collectionneurs lors de mises au pilon des années 1970 qui se révèlent aujourd'hui très utiles. Il s'agit toujours, étant donné les moyens de traitement limités dont dispose l'AHICF, de petits volumes, mais de grand intérêt et qui peuvent être mis immédiatement à la disposition de la recherche grâce à l'intervention de l'association. De plus en plus nombreuses sont les collections documentaires privées qui sont proposées à l'AHICF, pour un dépôt, un don ou legs, ce qui va poser dans un proche avenir la question de la place de l'association dans le réseau des fonds historiques spécialisés et des moyens qui lui seront affectés pour tenir éventuellement un rôle plus affirmé.

Bien entendu, cette action ne se limite pas aux archives et aux fonds documentaires : l'AHICF relaie les signalements de destruction imminente d'une gare, d'un pont, d'un véhicule et tente d'orienter leurs défenseurs et dans le même temps d'informer les établissements et services concernés<sup>12</sup>. Dans la mesure où les principales entreprises ferroviaires, le ministère de la Culture et le ministère des Transports, parties prenantes dans la plupart des cas, sont membres de droit de l'association, elle conserve ce rôle de conseil et d'orientation, parfois de médiation, sans prendre position dans d'éventuels conflits.

## Constituer des ressources

Lorsqu'en 2001 Paul Smith, à la demande de l'AHICF, a publié la liste des éléments du patrimoine ferroviaire protégé

(hors véhicules), liste depuis mise chaque année à jour sur le site de l'AHICF, il a fallu reconnaître que... cette liste n'existait pas. Inutile de dire qu'elle est souvent consultée, surtout par les propriétaires des éléments concernés, en majorité la SNCF et RFF. Quand on sait que la SNCF (avant la création de RFF en 1997) était considérée comme le gestionnaire le plus important du domaine public après l'armée, on conçoit que les deux établissements soient, parmi les propriétaires publics de patrimoine inscrit ou classé, en bonne position : la liste compte aujourd'hui plus de 100 éléments, pour la plupart de taille respectable<sup>13</sup>.

Ce sont aussi les recenseurs-documentalistes des monuments historiques qui viennent parfois nourrir leurs dossiers à l'AHICF avant de les présenter aux commissions régionales du patrimoine et des sites, comme ce fut le cas pour la rotonde de Longueau (inscrite à l'inventaire supplémentaire le 28 mars 2003), ou les chercheurs de l'inventaire qui souhaitent des éléments de contexte ou de comparaison pour approfondir une monographie. Les pages « archives d'entreprises », « centres de documentation et bibliothèques » que l'AHICF développe sur son site Internet leur sont utiles. En revanche, le projet d'un « annuaire du patrimoine ferroviaire », lancé en 1998 et qui a donné lieu à une première publication à cette date n'a pas été poursuivi : la base de données des lieux et institutions de conservation envisagée demandait des moyens trop importants pour être efficacement tenue à jour ; par ailleurs, l'Internet regorge de portails qui, eux, le sont.

L'AHICF est aussi un acteur de la constitution et de la mise en valeur du patrimoine ferroviaire. Elle constitue un patrimoine dans le sens où elle provoque la création d'archives. En effet, depuis 2002 elle s'est lancée dans un programme de collecte de témoignages oraux dans la perspective de leur constitution en fonds d'archives sonores pérenne et ouvert à la recherche. Cette collecte suit trois axes : d'abord, l'histoire des métiers des cheminots depuis la Deuxième Guerre mondiale, qui s'intéresse aux métiers disparus ou à ceux qui ont subi les plus importantes mutations dans leur exercice ; cinq entretiens sont conduits par métier, chacun avec une personne différente. Ils suivent une trame commune. Ensuite, l'histoire des décisions structurantes prises par et pour la SNCF depuis les années 1970 : elle implique des entretiens plus longs, parfois répétés, avec les personnalités qui ont pris ou conduit l'application de ces décisions à caractère technique ou politique ou d'importants changements de structures. Enfin, la sauvegarde et l'ouverture à la recher-

<sup>12</sup> Un exemple du fonctionnement de ce réseau : un vendredi veille de Noël, à la veille de leur démolition, l'AHICF a organisé le don par la SNCF et le transfert d'une partie représentative des éléments techniques des abris anti-gaz des années 1935 du sous-sol de la gare Saint-Lazare vers la Coupole, centre d'histoire et de mémoire du Nord – Pas-de-Calais, où ils entreront dans la nouvelle muséographie en cours d'élaboration, sur le conseil de chercheurs spécialistes de la Deuxième Guerre mondiale partenaires des deux structures.

<sup>13</sup> <http://www.trains-fr.org/ahicf/patrimoine.htm> La liste des véhicules protégés est tenue par le ministère de la Culture.

che (par les mêmes traitement technique, régularisation juridique, organisation documentaire que les entretiens conduits par l'AHICF) d'entretiens menés par des associations, des syndicats ou comités d'entreprises, des particuliers, chercheurs ou amateurs du monde ferroviaire, qui sont versés à l'AHICF. On voit ici que constitution et mise en valeur sont inséparables : un patrimoine n'existe comme tel que par la reconnaissance de sa valeur pour la collectivité et le partage de cette valeur, reconnue comme un bien commun. Il en est ainsi pour l'inventaire des monuments commémoratifs ferroviaires : à l'exemple des inventaires et bases de données constituées pour l'ensemble du territoire par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ou par la Ville de Paris lors de la célébration du 60<sup>e</sup> anniversaire de sa libération en 2004, l'AHICF contribue à l'élaboration d'une base de données, bientôt en ligne, des monuments commémoratifs (plaques, stèles...) présents dans les lieux de travail ou les espaces publics (gares) qui ne sont pas autrement recensés. Ce faisant, l'AHICF joue pleinement son rôle : elle apporte le complément décisif qui permet la réalisation d'un projet qui intéresse et rapproche de multiples partenaires, ici les gestionnaires du parc immobilier de la SNCF et de RFF, les associations de généalogistes, les chercheurs qui s'intéressent à l'histoire des conflits, à la mémoire, à sa transmission et à sa perception ; les usages sont concrets, de la gestion quotidienne à la recherche, et permettent d'ancrer le patrimoine dans le présent en lui conférant, autant qu'un usage, une utilité ; enfin, cette initiative, comme la précédente, doit susciter des recherches nouvelles et pluridisciplinaires.

Il faut cependant souligner que le patrimoine dit immatériel est très matériel : c'est pour le programme de collecte d'archives orales que les partenaires de l'AHICF ont consenti les plus importants investissements de l'histoire de l'association ; de même, la maintenance et la pérennité de bases de données coûtent cher.

## Animer un réseau

C'est dans son rôle d'animateur de réseau que l'AHICF apporte le plus peut-être au patrimoine ferroviaire, dans la mesure où elle contribue à sa constitution, à sa sauvegarde, à sa mise en valeur, en bref, à sa vie quotidienne. En 1998, un colloque qui voulait promouvoir un patrimoine « global » du monde ferroviaire, au-delà des catégories traditionnelles et des frontières entre acteurs a marqué le

début de cette politique associative du patrimoine : intitulé « le patrimoine ferroviaire : enjeux, bilans et perspectives », il associait à l'AHICF le CILAC et le Musée français du chemin de fer (depuis Cité du train) pour réunir professionnels du patrimoine et du tourisme, administration centrale et collectivités locales, représentants des entreprises et des associations avec pour premier objet leur rencontre et des échanges au-delà de possibles conflits ponctuels ou de méfiances institutionnalisées<sup>15</sup>. Il s'agissait aussi de faire comprendre la consistance du patrimoine ferroviaire, né d'un système technique et d'un secteur d'activité, et ses spécificités, à des acteurs qui pouvaient avoir tendance à le considérer sous des points de vue partiels. Or c'est bien l'histoire qui fonde cette cohérence globale et il était naturel à l'AHICF de la faire apparaître ; c'est aussi une nécessité impérative car c'est elle qui doit fonder les choix patrimoniaux : comment telle rotonde ou telle machine peuvent-elles en effet être désignées comme « représentatives » du patrimoine ferroviaire si le système ferroviaire et son histoire ne sont pas connus et appréhendés dans leur entier ? Un tel choix a d'autant plus d'importance que la taille de ces équipements ou de ces objets est grande et les coûts attachés à leur conservation, élevés.

De telles manifestations permettent de créer des liens entre les acteurs et de prolonger les échanges. Ainsi, à travers les demandes de documentation ou d'orientation dans les archives ferroviaires qui lui sont parvenues de plusieurs directions, l'AHICF a pu faire le compte des opérations d'inventaires en cours, par des entreprises, des départements, des services régionaux d'inventaire. Une journée d'étude est prévue en 2008 pour mettre en commun les questions posées par l'inventaire non plus d'une catégorie de bâtiments, comme cela a pu être fait voici une dizaine d'années, mais d'une ligne de chemin de fer ; en effet, les opérations d'inventaire concernant le réseau ferroviaire en exploitation sont un domaine nouveau. Depuis la protection d'une section de ligne, en janvier 1993, par l'inscription à l'inventaire supplémentaire d'une série de points successifs<sup>16</sup>, la question de la prise en compte d'un patrimoine linéaire, modeste et répétitif est posée ; celle de sa description recevra peut-être bientôt, grâce à la confrontation des expériences, une réponse satisfaisante.

Enfin, l'AHICF a été sollicitée pour contribuer à approfondir et à compléter le dossier de candidature d'une ligne de chemin de fer française au patrimoine mondial, la ligne dite du « train jaune », de Latour-de-Carol à Villefranche-de-Conflent, ligne électrique de la Compagnie du

<sup>15</sup> Voir les actes, *Revue d'histoire des chemins de fer*, n° 20-21 (1999).

<sup>16</sup> Ligne à voie ferrée métrique le Blanc-Argent (ou B.A.) sur le tronçon Luçay-le-Mâle-Argy. Un seul arrêté concerne l'ensemble de la voie ferrée, englobant les bâtiments-voyageurs des six gares, ainsi que les halles à marchandises, les maisons de gardes-barrières et la plate-forme avec ses voies armées de rails à double champignon : ce qui a été considéré comme un ingénieux ou pernicieux « bricolage juridique » (l'ensemble de la ligne étant protégé par la juxtaposition des zones protégées comme abords de monuments historiques) a eu le mérite de poser la question de la protection des réseaux.

Midi inaugurée pour sa plus grande partie en 1910. Son action est double : médiation entre les parties prenantes (SNCF, RFF, Société hydroélectrique du Midi, département des Pyrénées-Orientales, région Languedoc-Roussillon) et animation d'un réseau d'experts français et étrangers qui doivent se retrouver en septembre 2008 lors d'un colloque qui traitera de l'histoire et de la gestion patrimoniale des lignes de montage construites dans les années 1860-1920. Le réseau de connaissances et de références que peut mobiliser aujourd'hui l'AHICF s'étend donc, à travers l'Association internationale d'histoire des chemins de fer<sup>17</sup> et TICCIH qui prépare une section « patrimoine des transports »<sup>18</sup>, aux échanges internationaux.

## Retour sur le patrimoine des transports, aujourd'hui et demain

Voici qui nous amène à poser la question de l'avenir du patrimoine des chemins de fer. Qu'en est-il du patrimoine ferroviaire aujourd'hui ? Comment se porte-t-il ? Sera-t-il un objet privilégié d'engouement populaire du début du 21<sup>e</sup> siècle ? Si l'on considère l'intérêt grandissant du public pour les grands musées des transports et la rénovation de la plupart d'entre eux, son affluence aux manifestations publiques comme Train capitale (2003 : 6 millions de personnes) ou les 25 ans du TGV (2006) ou la fréquentation croissante des trains touristiques (évaluée à 3 millions de personnes par an), on peut penser que ce patrimoine, loin d'être en danger, est reconnu par la collectivité et a de beaux jours devant lui. La place visible que tiennent aujourd'hui les réseaux ferroviaires dans les paysages ruraux et urbains serait alors le gage d'un avenir assuré.

### Un patrimoine en bonne santé ?

Ce jugement doit pourtant être nuancé. Lors qu'on observe l'inauguration en France de la Cité du train en mars 2005 à Mulhouse, l'ouverture du musée des chemins de fer d'Utrecht aux Pays-Bas la même année, les immenses projets de rénovation du musée national des chemins de fer de York au Royaume-Uni (un million de visiteurs annuel), on constate que ce n'est pas un intérêt pour le patrimoine ferroviaire qui motive la plupart des visiteurs ; le musée diversifie ses offres (éducation, culture, loisir, divertissement) mais doit sans cesse réfléchir à la façon

d'intéresser son public à l'histoire et de le sensibiliser à l'intérêt de la préservation du patrimoine. Cette réflexion est de moins en moins aisée ; l'une des solutions réside dans le lien que le musée peut créer entre le passé et le présent par l'interprétation qui est proposée du patrimoine exposé et par le rôle qui est donné à celui-ci dans l'enseignement d'une culture technique et l'ouverture d'un débat sur des questions actuelles : choix modal et développement durable, nouvelles infrastructures et environnement...<sup>19</sup> Les chemins de fer touristiques sont confrontés à la même problématique : ce n'est pas la dimension historique de leur exploitation ni l'authenticité du patrimoine technique mis en œuvre qui attirent d'abord les passagers, mais bien la qualité du produit touristique et de l'accueil offert ; c'est à travers elle que peuvent s'exprimer la richesse de l'histoire, les compétences professionnelles et la culture technique mis en œuvre dans l'exploitation du train en mouvement, surtout lorsqu'il circule sur une ligne qu'il a connue lors de son exploitation commerciale. Les commentaires apportés lors du trajet sur le fonctionnement des machines et de la signalisation, sur le paysage traversé et vu du train, surtout lorsqu'il comporte des équipements ou industries nés de la proximité de la voie ferrée, les démonstrations techniques, la visite des ateliers de restauration, les explications données sur les matériels exposés donnent sa dimension patrimoniale à cette activité qui, d'abord le fait d'amateurs de matériels anciens, se professionnalise de plus en plus et entre dans l'industrie touristique et le développement local.

On peut donc se réjouir de la relative bonne santé du patrimoine « patrimonialisé », en prenant garde cependant à la qualité de son interprétation. Mais qu'en est-il du patrimoine en devenir ?

### Un système ferroviaire en pleine mutation

Le système technique ferroviaire est engagé depuis 20 ans dans une mutation complète et rapide. Les équipements sériels, les éléments plus ou moins exceptionnels mais familiers hérités du 19<sup>e</sup> siècle ou du début du 20<sup>e</sup> siècle disparaissent de façon progressive mais totale, sans étude préalable. Qu'il s'agisse de caténaires des années 1920, de postes d'aiguillages, d'ateliers, leur inventaire systématique n'est prévu par aucune réglementation : l'obligation faite aux maîtres d'ouvrages de faire procéder à des fouilles archéologiques sur le site de construction de nouvelles infrastructures ne s'étend pas à l'inventaire du patrimoine industriel dont ils sont, consciemment ou

<sup>17</sup> <http://www.docutren.com/ai/>

<sup>18</sup> <http://www.mnactec.com/ticcih/>

<sup>19</sup> L'antenne du national Railway museum e York ouverte en 2005 à Shildon est un exemple de cette mise en perspective d'une collection patrimoniale ; voir <http://www.locomotion.uk.com/> et M.-N. Polino, « Museum Review: Locomotion, the National Railway Museum at Shildon », dans *Journal of Transport History*, 3e série, vol. 27, n° 1 (mars 2006), p. 155-157.

non, les gestionnaires. L'intérêt grandissant, que partage comme on l'a vu l'AHICF, pour les témoignages, récits ou images, du travail et pour l'histoire de la mobilité, quelque utile qu'il soit à la diffusion des connaissances et à la popularité du patrimoine ferroviaire, a tendance à faire oublier le destin du patrimoine « matériel »<sup>20</sup>.

À l'échelle des communes, les emprises d'une gare désaffectée et le bâtiment des voyageurs sont utilisés le plus souvent comme une réserve foncière sans que leur histoire et leur valeur patrimoniale soient pris en compte. Il en est de même, à une échelle plus grande, des paysages dont le réseau ferroviaire fait le principal (grandes emprises de la Seine-Saint-Denis, par exemple, fig. 5) ou l'armature (trace d'une voie rurale défermée) ; le ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables devrait bientôt considérer la présence du chemin de fer comme un critère de protection de paysages remarquables<sup>21</sup>.

## Conclusion : du bilan aux perspectives

On peut donc dire que le patrimoine ferroviaire en France est encore un champ d'étude, de réflexion et d'action. C'est un champ d'étude encore insuffisamment parcouru, où les recherches historiques comme les études de terrain sont encore trop peu nombreuses. On peut penser que la décentralisation entraînera la multiplication d'opérations d'inventaire conduites par les collectivités publiques et d'analyses de sites pour les besoins du développement local qui pourront modifier la perception de ce patrimoine par ceux – élus, aménageurs, urbanistes et architectes – qui en ont la responsabilité. De même, l'ouverture et la constitution de fonds d'archives, qu'il s'agisse de l'organisation et de l'ouverture au public des archives des entreprises ferroviaires ou d'initiatives plus modestes, comme la constitution de fonds d'archives orales par l'AHICF ou

d'autres associations, devraient susciter et encourager des recherches nouvelles. On ne peut que souhaiter par ailleurs le développement d'une réflexion d'ensemble sur les ressources que représente le patrimoine ferroviaire dans toutes ses composantes pour la diffusion de la culture technique et la compréhension de l'histoire et de la géographie locales.

Champ de réflexion, donc, il l'est aussi pour de nombreuses problématiques patrimoniales ; certaines sont communes au patrimoine des transports, comme la dialectique entre authenticité et fonctionnement dans la restauration des véhicules ou la protection d'un patrimoine linéaire dont les éléments sont hétérogènes, dispersés, répétés, matériels et immatériels. D'autres sont propres au mode ferroviaire, comme l'articulation des emprises ferroviaires de grande taille et du tissu urbain. C'est enfin un champ d'action privilégié pour l'économie touristique et le développement local, mais aussi pour les professionnels du patrimoine, chargés d'assurer sa préservation et sa mise en valeur. Réussites remarquables et échecs cuisants alternent, comme dans tous les domaines du patrimoine : à l'ouverture d'un musée succède la destruction d'un ensemble historique. La taille des équipements ferroviaires, la dimension des réseaux et des territoires concernés et l'absence d'une coordination nationale expliquent la fréquence des seconds.

C'est là que l'action d'une association comme l'AHICF se justifie et peut, par le dialogue entre les acteurs, contribuer à une définition et à une compréhension plus larges du patrimoine ferroviaire, qui doivent inclure autant le patrimoine reconnu que celui qui est en devenir, la collection que le paysage urbain en cours de conversion. C'est ainsi que l'on pourra intéresser à sa préservation et à sa mise en valeur des budgets et des acteurs nouveaux, dans les secteurs des transports ferroviaires, du tourisme, de l'urbanisme, en un mot l'intérêt de tous ceux qui font déjà aujourd'hui le succès populaire du patrimoine ferroviaire.

<sup>20</sup> À la suite de Sebastiao Salgado, *Les Cheminots*, Paris, Comité central d'entreprise de la SNCF, 1989 et de Gérard Mordillat, *Trains de vie, Les cheminots dans l'aventure du siècle*, Paris, Editions de la Martinière, 1999, 186 p. (tous deux commandes du Comité central d'entreprise de la SNCF), se sont multipliés les ouvrages fondés sur l'histoire orale et la photographie. Voir par exemple : France Berlioz, Jean Ber, *J'aimerais tellement vous dire... 26 parcours de jeunes cheminots à la SNCF*, Paris, Textuel, 2002, 175 p. (interviews de jeunes embauchés, commande de la SNCF) ; Jean-Charles Huitorel, *Cheminots. Gestes et paroles. Mémoires du Réseau breton*, Brest, Le Télégramme, 2003, 118 p. (album photographique des cheminots d'un réseau secondaire fermé au milieu des années 1970) ; Éric Bonneau, Christian Malaurie, *Mémoire entre les voix. Histoire des ateliers SNCF de Bordeaux (1854-1994)*, Pessac-Bordeaux, La part des Anges éd., 2005, 96 p. (interviews et photos par une association locale après la fermeture des ateliers de réparation de la SNCF) ; Pascal Rabot (photos), Florence Coudert (textes), Martine Robert-Monteil (coordination), *Chemins de Faire. Le Savoir Cheminot, Jugeals-Nazareth, F. Coudert*, 2005, 155 p. (album photo des savoir-faire cheminots). L'ouvrage *Cheminots et chemins de fer en Nord-Pas-de-Calais. Identités régionale et professionnelles. 1830-2030*, par Alain Barré, Denis Cacheux, Odette Hardy-Hémery, Olivier Kourchid, Philippe Menerault, Chantal Pétillon, François Schuiten, Didier Terrier (Paris, La Vie du Rail, 2004, 239 p.) a été écrit par des chercheurs à la demande du comité régional d'entreprise du Nord – Pas-de-Calais, comme *Cheminots en Provence, des voix de la mémoire aux voies de l'avenir (1830-2001)* en 2001 sous la direction de Robert Mencherini et Jean Domenichino pour celui de la région PACA. L'un et l'autre ont utilisé des récits de vie et une abondante iconographie outre les sources d'archives.

<sup>21</sup> Voir « Le paysage ferroviaire : mémoire et patrimoine », Actes de la journée du 3 février 2005 (reçu par ce ministère) *Revue d'histoire des chemins de fer*, n° 32-33 (2005), 194 pages.

## Comment faire découvrir le patrimoine des chemins de fer ?

### - Repérer et suivre sur le terrain la trace d'une ligne secondaire

Muni d'une carte Michelin des années 1930, on peut suivre sur le terrain le tracé d'une ancienne voie, reconnaissable à ses alignements et à ses faibles pentes, découvrir les ouvrages d'art, les maisons de garde et les haltes, etc. Beaucoup d'anciennes voies ferrées ont été converties au tourisme « doux » dans le cadre du programme européen « voies vertes » et sont aujourd'hui des sentiers de randonnée, ce qui permet de troquer la carte ancienne contre un guide récent. Voir le site de l'Association française de développement des véloroutes et voies vertes, <http://www.af3v.org/>.

- La visite d'un atelier de maintenance-restauration de matériel historique permet de comprendre un système technique : l'organisation des lieux, les techniques et procédés réunis, le travail, l'insertion de la maintenance dans l'exploitation ferroviaire, les relations hommes-machines...

Voir la liste des ateliers-musées proposée par le site de la FACS-UNETO : <http://www.trains-fr.org/>. La plupart des chemins de fer touristiques ont un dépôt ou un atelier.

- Lire et comprendre une gare, un atelier ou un poste de régulation en activité permet de découvrir l'insertion du travail industriel dans le quotidien.

Lors des Journées du patrimoine, la 3<sup>e</sup> fin de semaine de septembre de chaque année, animations et visites dans les principales gares (voir par exemple la gare et la rotonde de Chambéry, la gare de Metz...); visites des « coulisses », établissements de maintenance, centre régulation du réseau de la RATP, lors des journées du patrimoine mais aussi toute l'année dans le cadre de la politique de tourisme de découverte économique active menée par le comité départemental du tourisme de Seine-Saint-Denis : <http://www.tourisme93.com/document.php?pagendx=154>

Des établissements de maintenance de la SNCF (Nevers) sont ouverts également lors des Journées nationales portes ouvertes des entreprises en octobre de chaque année, voir le site officiel de la découverte économique et faire une recherche par entreprise : [http://www.decouverte-economique.org/acfci\\_1\\_ALK/scripts/sit\\_accueil/index.php](http://www.decouverte-economique.org/acfci_1_ALK/scripts/sit_accueil/index.php) ou s'adresser à la direction de la communication de la région SNCF concernée (pas de liste nationale en ligne).

### Ouvrage utile

Jérôme Camand, *Guide du tourisme ferroviaire. Trains, gares, ponts et viaducs, musées du rail*, Paris, Sélection du Reader's Digest, 2005.

### Adresses utiles

<http://www.trains-fr.org/ahicf/>

Site officiel de l'AHICF : vie et activités de l'association ; ressources documentaires en ligne (adresse des bibliothèques et centres d'archives spécialisés, catalogues des fonds de l'AHICF, d'archives publiques, liste du patrimoine ferroviaire protégé, inscrit ou classé) ; actualité de la recherche (manifestations, comptes rendus d'ouvrages).

9, rue du Château-Landon, 75010 Paris (sur rendez-vous)  
Tél. : 01 5820 5101 ou 02

ahicf@club-internet.fr

<http://www.citedutrain.com/fr/train/>

Site officiel de la Cité du train, Mulhouse  
2, rue Alfred de Glehn, 68200 Mulhouse  
Tél. : 03 89 42 83 33

Conservation : musee.ch.fer@wanadoo.fr

Administration et communication :  
message@citedutrain.com

<http://www.trains-fr.org/>

Site officiel de la FACS-UNETO, Fédération des amis des chemins de fer secondaires / Union des exploitants de chemins de fer touristiques et de musées

Revue *Chemins de fer régionaux et tramways* ; liste et coordonnées des 80 chemins de fer touristiques ou musées associatifs fédérés par l'Unecto, mais aussi de tous les autres ; voyages ferroviaires organisés par la FACS.

FACS – UNECTO

Gare de l'Est

F-75475 PARIS Cedex 10

Tél./Fax + (33)(0)1 40 38 39 07

sec.facsunecto@free.fr / unecto@trains.asso.fr

<http://www.ajecta.org/>

A l'origine « Association de jeunes pour l'entretien et la conservation des trains d'autrefois », combine la présentation de collections sur un site historique (dépôt de Longueville, rotonde de 1911), les ateliers de restauration, la formation à l'entretien des machines et à leur conduite l'organisation de voyages ferroviaires sur matériel ancien.

AJECTA

Dépôt des machines

Rue Louis-Platriez, 77650 LONGUEVILLE

Tél. : Dépôt de Longueville 01 64 08 60 62 (répondeur)

contact@ajecta.org (pour les questions d'ordre général) et  
musee@ajecta.org (pour prendre un rendez-vous pour une visite)



## Des partenaires de l'AHICF en Europe

---

L'AHICF entretient des relations privilégiées avec des institutions culturelles qui sont aussi des lieux de recherche historique.

### **Musée national des chemins de fer du Royaume-Uni : National Railway Museum, York**

[www.nrm.org.uk/](http://www.nrm.org.uk/)

La documentation et les archives conservées par le musée sont en ligne en 2007 (projet « Search Engine ») ; avec l'université de York, il a créé depuis 1995 l'Institute of Railway Studies and Transport History, seul institut universitaire en Europe à être consacré à l'histoire des chemins de fer (<http://www.york.ac.uk/inst/irs/>).

### **Fondation historique des chemins de fer suisses**

<http://www.sbbhistoric.ch>

(choisir la langue française)

La Fondation pour le patrimoine des Chemins de fer fédéraux suisses « est chargée d'assurer la collection, la conservation, l'entretien, la documentation et l'archivage des témoins de l'histoire ferroviaire suisse ». Depuis 2001 elle rassemble, conserve et inventorie d'importants fonds archivistiques et photographiques, des collections d'affiches et d'objets dont les catalogues sont en ligne. Parallèlement, la fondation est chargée de la conservation, main-

tenance et exploitation du matériel ancien appartenant aux CFF et propose un programme de voyages.

### **Fondation des chemins de fer espagnols : Fundación de los Ferrocarriles Españoles**

<http://www.ffe.es/portada.htm>

Parmi ses nombreux domaines culturels d'activité, dont deux musées historiques, la Fondation a développé un important département « documentation et archives » qui conserve les archives des anciennes compagnies (plan de classement en ligne), organise des colloques historiques et publie une revue scientifique internationale sur les réseaux, les transports et les communications.

Elle assure également le secrétariat général de l'Association internationale d'histoire des chemins de fer, constituée en 2002 : <http://www.docutren.com/ai/>

### **Deutsches Museum (Munich)**

<http://www.deutsches-museum.de/verkehrszentrum/information/>

Le Deutsches Museum qui vient de rassembler ses collections « transports » dans une section autonome (Deutsches Museum Verkehrszentrum), implantée dans les halles historiques (1907) du premier parc des expositions de la ville. Le centre de recherche, les archives, la bibliothèque qui embrassent techniques et sciences naturelles sont restés dans l'« île des musées ». La plupart des catalogues est accessible en ligne.

Voir aussi le département « transport sur rail » du Deutsches Technikmuseum à Berlin, <http://www.dtm.de/index.html>.

## Les débuts du CILAC :

---

*Dans les années 70, un vrai bouillonnement d'idées et d'initiatives est à l'origine de la fondation du CILAC. Serge Chassagne, l'un des membres fondateurs, professeur émérite à Lyon II témoigne.*

En 1974, Maurice Daumas lançait son enquête, à partir de questionnaires normalisés dont il a fait la matière de son ouvrage publié plus tard, en 1980<sup>1</sup>. J'étais en train de faire des recherches sur les moulins hydrauliques dans le cadre de ma thèse, dans les archives du CNAM et il m'a confié son projet. J'ai travaillé personnellement sur la filature de St Mesme près de Dourdan.

Yves Lequin, que j'ai rencontré dans un séminaire de Pierre Léon à Paris IV en 1975, était alors vice-président de l'Ecomusée du Creusot. Il me parla d'un colloque à venir sur l'archéologie industrielle, organisé par Marcel Evrard, avec des anglais, dont Angus Buchanan alors professeur à Bath, des suédois, dont Marie Nisser, le premier président de TICCIH<sup>2</sup>, l'américain (ancien marin) et le flamand Adriaan Linters. Barrie Trinder était là pour Ironbridge. Louis Bergeron et J.Goy étaient présents pour l'EHESS. C'est là où Bernard Rignault a parlé des Forges de Buffon. J'ai fait le compte-rendu de cette rencontre dans les Annales ESC de 1976. Au Creusot nous avons décidé la création d'une *Association pour l'Histoire de la Civilisation Industrielle*. Les statuts ont été déposés à Autun par Bernard Rignault, vice-président. On se réunissait ensemble, au CNAM avec parfois Michèle Perrot. Daumas nous appelait le « comité de liaison ». D'où le CILAC, créée à l'occasion du troisième Congrès de TICCIH à Stockholm. M.Daumas en était président, Armand Braun (de l'Institut de l'Entreprise) vice-président, Dominique Ferriot trésorière et moi secrétaire.

Nous avons en effet appris au Creusot la prochaine conférence de TICCIH à Stockholm en mai 1978.

Louis Bergeron me proposa d'y aller et Yves Lequin y délégua Pierre Cayez. Nous visitâmes les mines de Falun, les villages-usines (brucks) de la métallurgie. J'y proposais, avec P. Cayez, que la 4<sup>e</sup> conférence se tînt à Lyon (en en vantant les mérites, sans être alors lyonnais). La suggestion fut acceptée pour 1981. Au retour, Louis Bergeron, convaincu, s'impliqua dans la préparation de cette rencontre, avec Dominique Ferriot. Pris alors par d'autres tâches, je ne pus alors y assister. Dans le même temps, au retour de Stockholm, Daumas lançait la revue *l'Archéologie Industrielle en France*, éditée par le CDHT.

A l'issue du colloque de Lyon-Grenoble, le CILAC est constitué en association déclarée: il existait de fait, mais non de droit. C'est Maurice Daumas qui a trouvé le sigle : comité d'information et de liaison pour l'étude de l'archéologie industrielle et sa conservation, parce que cela sonnait bien. Le premier président en fut Yves Malécot, président du groupe des Banques Populaires. J'en fus secrétaire de 1978 à 1981. Serge Benoît me succéda. Y. Malécot fut la cheville du rapport Querrien en 1981, à la suite duquel fut créée au Ministère de la Culture la cellule du patrimoine industriel, en 1983. Maurice Daumas décéda malheureusement peu après et Louis Bergeron reprit alors la revue *l'Archéologie industrielle en France* au titre du CILAC.

Cette étape héroïque prit fin quelques années plus tard pour faire place à une politique de consolidation en direction des associations qui s'étaient multipliées entre temps, en faisant du bon travail. Aujourd'hui, le patrimoine industriel s'est imposé comme un champ de la connaissance mais aussi comme espace dans lequel le citoyen a son mot à dire.

---

<sup>1</sup> DAUMAS, M. *L'archéologie industrielle en France*, Laffont 1980.

<sup>2</sup> Voir plus loin la présentation de TICCIH par James Douet.

# L'ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE

en France PATRIMOINE - TECHNIQUE - MÉMOIRE

N° 47 - Décembre 2005

*Le papier*

**CILAC** COMITÉ D'INFORMATION ET DE LIAISON POUR L'ARCHÉOLOGIE  
L'ÉTUDE ET LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE INDUSTRIEL

*La revue l'Archéologie industrielle en France est publiée par le CILAC*

# Le CILAC,

## Comité d'Information et de Liaison pour l'Archeologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel

*Reconnaissons-le d'emblée : bien peu de structures affichent un sigle aussi peu lisible et compréhensible que celui du CILAC, association fondée en 1978 pour que soit reconnu, dans notre pays, le patrimoine de l'industrie... Peut-être est-ce, pour partie, ce qui explique que cette association à vocation nationale bientôt trentenaire soit encore trop discrètement connue de tous. On aurait pu imaginer qu'elle prenne pour nom « Les Amis du patrimoine industriel » ou quelque chose d'équivalent... Mais pour autant cette appellation n'aurait pas reflété les ambitions de ses fondateurs ni les objectifs de l'association.*

Sans doute les conditions mêmes de la naissance du CILAC expliquent-elles cela. Un groupe de personnes, universitaires pour la plupart, ont pris conscience à partir des années 1975 de l'irréversible et imminente disparition de secteurs entiers de l'industrie et sans l'exprimer en ce terme, que notre pays vivait la fin de la seconde industrialisation, celle qui avait pris naissance à la fin du XIXe siècle. « Cette menace de disparition de certains éléments de notre patrimoine national est devenue maintenant un danger d'actualité » affirmait Maurice Daumas en mars 1976, dans le premier numéro d'un bulletin de liaison intitulé *L'Archéologie industrielle en France*.

La France était en retard par rapport aux pays étrangers et notamment les pays anglo-saxons dans l'attention portée au patrimoine de l'industrie. Certes, la fin de l'empire Schneider avait donné naissance à l'écomusée du Creusot en 1974 et quelques années auparavant, les « châteaux de l'industrie » - les grandes filatures du Nord - avaient exercé une réelle fascination sur certains milieux de l'architecture. Pour autant, on n'observait pas encore un mouvement d'intérêt général en faveur du patrimoine de l'industrie.

On doit à Maurice Daumas d'avoir importé en France le concept d'archéologie industrielle. Professeur d'histoire des techniques au Conservatoire national des arts et métiers (Centre de documentation et d'histoire des techniques, fondé en 1960), M. Daumas entretenait des relations suivies avec des Anglais, et notamment les pionniers de l'archéologie industrielle outre Manche et il participa à la seconde conférence internationale sur ce sujet, à Bochum, en Allemagne, en 1975.

La naissance du CILAC en 1978 (il n'aura de personnalité juridique qu'un an plus tard, en mai 1979) procédait, de la part de ses fondateurs, d'une volonté de placer la problématique du patrimoine industriel à l'entrecroisement de divers acteurs : la recherche universitaire (le Centre de recherche historique de l'École des hautes études en sciences sociales et le Centre de documentation et d'histoire des techniques du CNAM), la nouvelle muséologie (l'écomusée du Creusot) et le milieu de l'entreprise (l'Institut de l'entreprise, organe de réflexion théorique du CNPF, ancêtre du MEDEF). Des personnalités comme Louis Bergeron, directeur d'études à l'EHESS, ou Yves Malécot, ancien président de la Caisse nationale des monuments historiques, mais surtout auteur d'un rapport commandé par le premier ministre sur les Centres de culture scientifique, technique et industrielle, assuraient une cohésion à ce « comité » naissant. Comité, en effet, qui se donnait pour tâche d'informer et de relier entre eux non seulement tous ceux qui s'intéressaient au patrimoine de l'industrie dans notre pays mais également ceux qui avaient vocation à devenir des partenaires d'une prise en compte de ce nouveau champ patrimonial.

Ainsi, dès sa fondation, le CILAC s'est distingué fondamentalement des associations patrimoniales classiques qui existaient alors (patrimoniales : il serait plus juste d'écrire associations de Monuments historiques, pour reprendre l'expression courante de l'époque). Il s'agissait moins de défendre un secteur bien identifié que de susciter l'intérêt, d'inventorier les sites, de mener des études et de proposer

rationnellement des lieux à conserver. Tout était à imaginer et à inventer : les objets constitutifs du patrimoine de l'industrie, les méthodes d'analyse et d'étude, les arguments déterminants pour que soit reconnu comme patrimoine tel lieu ou tel site. La tâche était immense, mais M. Daumas l'avait entamée dès 1972, en lançant avec le concours de correspondants locaux ou régionaux une grande enquête sur les sites anciens. Celle-ci débouchera sur la publication – un peu tardive – de son ouvrage pionnier « *L'Archéologie industrielle en France* » (Robert-Laffont, 1980). Ce souci de la recherche qui fut à la base de la fondation du CILAC, s'est confirmé pour celui-ci par le lancement d'une étude sur le moteur hydraulique sous la direction de Louis Bergeron, « Les moteurs hydrauliques et leurs applications industrielles en France, XVIIIe-XXe siècles », financé par la MIDIST – Mission interministérielle pour le développement de l'information scientifique et technique. Parallèlement, le CILAC devait convaincre que l'industrie possédait un patrimoine et que celui-ci méritait une attention particulière des pouvoirs publics. Il lui fallait changer la mentalité dominante à l'époque qui ne considérait bien souvent le patrimoine que sous l'angle de l'esthétique. Ce fut une affaire de longue durée... Cette nécessité conduisit le CILAC à prendre en charge l'organisation en France la IV<sup>e</sup> conférence internationale sur le patrimoine industriel, qui se tint à Lyon et Grenoble en octobre 1981. Le retentissement fut considérable.

La création en 1983 d'une « cellule du patrimoine industriel » au sein de la Direction du patrimoine du ministère de la Culture allait prendre le relais des activités de recherche du CILAC. Cette cellule dont les membres étaient auparavant dans la mouvance de l'association, eut pour mission à l'origine de définir les bases méthodologiques d'un repérage systématique du patrimoine de l'industrie dans notre pays. Celui-ci commença sur le terrain à partir de 1986, département par département, et se poursuit encore actuellement.

Les activités du CILAC se sont alors orientées vers la réflexion autour du patrimoine industriel, notamment par l'organisation de colloques scientifiques nationaux, annuels durant les premières années. Alès, Lille, La Baule, Toulouse, La Courneuve, etc. sont autant de lieux où se tinrent ces colloques qui avaient un double objectif : sensibiliser localement au patrimoine de l'industrie (les élus, les industriels et la population) et soulever des problématiques et des thématiques nouvelles. Le CILAC a été, de ce point de vue, un puissant levier de réflexion et de prise de conscience.

La seconde activité fut la publication d'une revue imprimée, issue du petit bulletin interne créé en 1976 par Maurice Daumas, « *L'Archéologie industrielle en France* ». Revue qui présentait un double contenu : des études souvent monographiques sur tel ou tel site et des informations multiples sur l'actualité du patrimoine de l'industrie dans notre pays mais aussi à l'étranger. La revue publiait aussi les actes des colloques organisés par le CILAC.

Enfin, durant toutes ces années – il s'agit là de la face la moins connue de l'association – le CILAC est intervenu à de très nombreuses reprises auprès des autorités compétentes et des pouvoirs publics pour alerter sur tel ou tel site en déshérence ou menacé de démolition, comme il continue à le faire aujourd'hui.

## Le CILAC aujourd'hui

Le « comité » qui ne réunissait à l'origine qu'un nombre restreint de personnes, rassemble aujourd'hui plus de 400 adhérents. Précocement, le CILAC a agrégé autour de lui les « forces vives et actives » du patrimoine industriel. Notamment le milieu associatif qui s'est développé à partir des années 1980. C'était l'époque où se constituaient localement des associations qui se donnaient pour objet de défendre ou promouvoir un site industriel fermé ou sur le point de l'être. Beaucoup d'entre elles avaient pour caractéristique commune d'avoir été fondées et d'être animées par des professeurs de collèges ou de lycées, conscients de l'intérêt du patrimoine industriel, parfois même en cours de thèse d'histoire. Nous n'évoquerons pour mémoire que l'association de Cholet qui aboutit à la création d'un musée du textile dans une ancienne usine de blanchiment sauvée par le militantisme et qui publia longtemps une revue locale au contenu d'excellent niveau, ou celle proche de Rouen qui permit le sauvetage de la Corderie Vallois, aujourd'hui musée départemental. Ce mouvement associatif a dynamisé le CILAC par son approche locale et concrète des problématiques, en même temps que celui-ci bénéficiait en retour de contacts multiples et des réflexions globales qui en découlaient. Comité d'information et de liaison : oui, assurément !

450 adhérents aujourd'hui, cela peut sembler dérisoire au regard de certaines grandes associations patrimoniales qui affichent parfois 20 000 adhérents... Pourtant, ce n'est pas négligeable pour un champ patrimonial qui demeure encore bien souvent mal compris. Qui sont-ils ? Des chercheurs, universitaires ou dépendant d'autres organismes, des professeurs de l'enseignement secondaire, des architectes, des conservateurs de musées, des chefs d'entreprises, mais aussi un grand nombre de personnes s'intéressant à titre individuel au patrimoine industriel, auxquels il faut joindre des personnes morales, des associations locales, régionales ou sectorielles. La variété sociologique des adhérents, leur distribution géographique dans la quasi-totalité des départements y compris en outre mer et leur militantisme local font du CILAC l'association française représentative du patrimoine industriel. A ce titre, elle est depuis sa fondation l'association représentant notre pays au sein de l'organisme international, le TICCIH – The International Committee for the Conservation of Industrial Heritage.



## La revue « *l'Archéologie industrielle en France* »

Fondée sous la forme d'un petit bulletin de liaison interne par M. Daumas en 1976, elle a pris la forme d'une revue imprimée en 1984, et s'est définitivement imposée en 1995 en adoptant une périodicité semestrielle. Aujourd'hui, elle est considérée comme étant la revue francophone de référence pour le patrimoine industriel. De belle facture, en quadrichromie depuis quelques années - une grande place étant faite à l'image de qualité -, au format 21 x 29,7, elle paraît en juin et en décembre avec une pagination variant de 80 à 126 pages. En juin 2007 est sorti le cinquantième numéro de *l'AIF*, qui porte à plus de 5 000 le nombre de pages publiées depuis 1976, rédigées par plus de 300 auteurs. Elle bénéficie depuis 1998 du soutien de la Direction du patrimoine et de l'architecture du ministère de la Culture.

L'objet de cette revue est de susciter l'intérêt pour le patrimoine industriel, en publiant notamment des travaux de recherche sur des sites ou des secteurs. L'étude, toujours, doit précéder la protection et plus tard la valorisation. *L'AIF* se veut revue scientifique et accueille donc des articles rédigés par des chercheurs mais aussi par des personnes qui, à titre personnel et non nécessairement professionnel, se sont intéressées à tel ou tel sujet. Un comité de lecture se prononce sur la publication des articles reçus.

La revue ne se contente pas d'attendre la réception d'articles. Elle en suscite aussi, notamment en publiant des dossiers thématiques. Ainsi, en 2002, un dossier important a-t-il été consacré aux réhabilitations industrielles en cours par la ville de Nantes, rassemblant plusieurs auteurs autour des problématiques historiques, architecturales et de valorisation mais aussi des entretiens du président de l'agglomération urbaine et de l'architecte délégué : « *Nantes est-elle un modèle ?* ». La revue veut provoquer la réflexion et conserver un esprit critique.

Un autre dossier publié dans le numéro de juin 2004 a trait à l'industrie de la soie en France : « *Que reste-t-il du patrimoine de la soie ?* ». Outre des études autour des derniers tisseurs et de leur patrimoine, ce dossier fait un tour quasi complet des musées consacrés à la soie. En décembre 2005, un nouveau dossier a été consacré à l'industrie papetière, sujet peu traité, emmenant le lecteur d'un site industriel de très grande dimension en activité, aux nombreux moulins à papiers ouverts à la visite, sans omettre un détour par la Suisse à propos d'une machine en continue récemment sauvegardée et valorisée par une association.

Problématique fondamentale de ces années : la reconversion architecturale. Quel sens conserve un site industriel quand il a été reconverti à un nouvel usage. C'est le thème du dossier que *l'AIF* a publié dans son numéro de décembre 2006.

En juin 2008, paraîtra un dossier sur le patrimoine de l'électricité, autour de la problématique « *Que peut-on conserver de la production de l'électricité ?* ». La perspective sera résolument internationale.

Que *l'AIF* publie un dossier thématique ou que ses numéros soient « varia », la ligne éditoriale vise à ouvrir de nouvelles voies d'approche, poser des problèmes, susciter la réflexion. Les auteurs sont, pour la plupart, les meilleurs spécialistes de la question.

A côté de ces dossiers ou articles « lourds », la revue se structure en diverses rubriques récurrentes. Ainsi une large place est-elle faite aux musées industriels et à la valorisation, notamment muséographique qui constitue un aboutissement logique auquel nous prêtons une attention soutenue mais aussi critique.

Les nouvelles du patrimoine, des événements qui se passent en France et à l'étranger font également l'objet de multiples chroniques et comptes rendus, « par monts et par vaux ». *L'AIF* est le canal d'expression d'une association dont l'une des missions est d'informer et de relier. C'est aussi ce qui justifie l'importante rubrique consacrée aux ouvrages récemment publiés dans notre champ patrimonial, sous forme de compte rendus critiques ou de brèves d'annonce.

Enfin, le CILAC est une association militante et comme telle, sa revue est aussi une revue d'humeurs, bonnes ou mauvaises... qui s'expriment dans ses éditoriaux ou par des articles sans concession, rédigés en toute indépendance.

## Colloques nationaux

Le rythme des colloques nationaux n'est plus annuel comme il l'avait été dans les années 1980. En revanche, ceux-ci demeurent centrés autour de thèmes novateurs destinés à défricher des territoires peu pris en compte. Ainsi *Le patrimoine technique de l'industrie* (Mulhouse 1992) ou *Le patrimoine industriel, pour quoi faire ?* (Trégastel 1994) auquel on peut associer *Rendre intelligible le patrimoine de l'industrie* (Caen 2000) : ces deux colloques avaient pour ambition de soulever la question des usages et de la valorisation. En 2008, c'est le rapport patrimoine industriel / paysages qui sera le thème du XV<sup>e</sup> colloque organisé par le CILAC en collaboration avec le Centre historique minier de Lewarde.

## Stages de formation au patrimoine industriel

La valorisation patrimoniale des sites industriels est aujourd'hui l'une des questions essentielles avec celle de la reconversion à de nouveaux usages. Les colloques de Caen en 2000 et du Creusot en 2004 ont montré qu'il existait une demande de formation au patrimoine industriel émanant des agents territoriaux, des attachés de conservation, des animateurs du patrimoine qui, pour la plupart, n'ont pas bénéficié d'un enseignement spécifique au cours de leur formation initiale. Or ce sont eux qui, localement, sont en charge de la valorisation et qui sont amenés à en parler devant des publics ou des élus.

C'est pourquoi le CILAC a décidé en 2006 de se lancer dans l'organisation de stages de formation permanente. Le premier - encore expérimental - s'est déroulé à Saint-

Etienne en mai 2007, en collaboration avec le service de formation permanente de l'université Jean-Monnet, permettant ainsi aux stagiaires une validation de leurs acquis. Le stage de 3 jours, alternant interventions en salle et visites sur le terrain, a accueilli 35 agents territoriaux, des élus et divers professionnels, souvent venus d'autres régions. Le CILAC rassemble et dispose en effet de la capacité à mobiliser les meilleurs compétences françaises pour parler du patrimoine de l'industrie, tant sur le plan de l'histoire que sur celui de la valorisation.

L'expérience tentée en 2007 sera reconduite en 2008 avec un nouveau partenaire, dans une autre région.

## Enquête sur le destin patrimonial des sites industriels protégés

Repérer, étudier et protéger juridiquement des sites d'industries ont constitué l'activité prioritaire des années 1980/2000. Mais sait-on combien de sites industriels ont finalement bénéficié d'une inscription ou d'un classement au titre de la loi de 1913 ? Que représentent-ils dans le paysage français, géographiquement, historiquement et sectoriellement ? Personne ne peut apporter aujourd'hui une réponse précise à ces questions, pas même le ministère de la Culture qui fait état d'une liste de 850 sites manifestement trop large, réunissant sous l'appellation de patrimoine industriel des sites qui relèvent parfois d'autres champs.

Le CILAC s'est donc lancé dans cette étude en 2006, sous la direction d'un de ses membres maître de conférences et en collaboration avec l'université de Rennes 2. Dans un premier temps, il s'agit de dresser une liste «raisonnable» selon divers critères et d'analyser ce qui avait conduit ces sites à bénéficier d'une protection juridique. Dans un second temps, il sera étudié ce que sont devenus ces sites : sont-ils ouverts au public, ont-ils été aménagés ou laissés à l'abandon. L'établissement de ce corpus devrait permettre de mesurer ce qu'a été la politique de protection du ministère de la Culture en faveur du patrimoine industriel depuis 25 ans.

Pour la réalisation de la seconde phase de cette étude, le CILAC bénéficie de la présence d'adhérents dans la quasi-totalité des départements. Ainsi renoue-t-il avec les enquêtes lancées avant et après sa fondation, tout en affirmant sa vocation à faire circuler et diffuser l'information. Cette enquête en cours donnera lieu à une série d'articles à paraître dans *l'Archéologie industrielle en France* et alimentera à terme les bases de données de son site Internet.

## Comité d'information et de liaison, encore et toujours

Le CILAC rénove actuellement son site Internet pour y mettre en ligne diverses bases de données. Au-delà d'informations factuelles et conjoncturelles, on y trouve une très large bibliographie sur le patrimoine de l'industrie, les tables complètes de *l'Archéologie industrielle en France*, etc. En 2008, seront mis en ligne les numéros 1 à 25 de

*l'AIF* (années 1976 à 1994) ainsi que les numéros épuisés de la nouvelle série. A terme seront également disponibles les fiches de l'enquête en cours sur les sites protégés.

Le CILAC publie enfin une newsletter électronique gratuite, *Infocilac*, à périodicité variable, selon l'actualité. Son rôle est uniquement de diffuser des informations brutes à caractère factuel, en temps réel : expositions, colloques, sortie d'ouvrages, événements particuliers. Elle ne porte aucune analyse sur les annonces diffusées et de ce fait elle n'engage pas la position ou la réflexion du CILAC. (Inscription gratuite sur le site [www.cilac.com](http://www.cilac.com))

## Conclusion

Encore trop méconnu du grand public ou des collectivités territoriales malgré ses 25 ans, le CILAC a joué un rôle essentiel dans l'émergence du patrimoine industriel en France. Ses fondateurs étaient convaincus que les traces matérielles de l'industrie méritaient autant d'attention que celles des autres activités ou organisations sociales de notre civilisation contemporaine. Chez ses fondateurs et leurs proches, la conscience du devoir de transmission aux générations futures allait de pair avec la conviction qu'on ne pouvait pas aborder ce nouveau champ patrimonial sans mobiliser la connaissance et mettre en œuvre des méthodes d'approches spécifiques. L'archéologie industrielle devait précéder puis accompagner toute action de protection ou de valorisation.

Ces gènes qui ont donné naissance au CILAC ont guidé toutes les initiatives entreprises depuis sa fondation et restent le guide des actions en cours.

La vocation nationale du CILAC à rassembler toutes les forces vives engagées dans le mouvement en faveur du patrimoine de l'industrie, professionnels, acteurs divers et personnes intéressées à titre individuel, le conduit aujourd'hui à un nouveau défi conjoncturel.

Si son influence reste vive dans les sphères des pouvoirs publics au niveau de l'Etat, à l'heure de la décentralisation et de la montée en puissance des régions, il lui faut désormais se rapprocher de ces dernières. La dévolution en cours aux régions de plusieurs prérogatives du ministère de la Culture, notamment celles de la sous direction de l'Inventaire, nous invite à prendre langue avec celles-ci pour être mieux connus et reconnus. Ce rapprochement est d'autant plus nécessaire que ce sont les régions et les collectivités territoriales qui sont en charge de la valorisation du patrimoine : dans ce cadre, la valorisation du patrimoine industriel est un enjeu capital pour les prochaines années. Valorisation, restitution à tous les publics, aujourd'hui et demain : il s'agit là de l'aboutissement logique des études, de l'inventaire et de la conservation. Sinon, quel aurait été l'intérêt de s'être mobilisé durant trente années ?

# TICCIH,

## conserver les témoignages de l'industrialisation, au plan international.

*L'expression anglaise 'fighting above your weight' soit se battre au-dessus de son poids, est reprise du monde de la boxe. Elle se réfère à quelqu'un qui en fait plus qu'il ne doit, compte tenu de sa force physique. Cette phrase a été utilisée dans le passé pour caractériser TICCIH, l'organisation au plus haut niveau qui représente l'archéologie industrielle, défend et encourage la conservation du patrimoine industriel, les vestiges physiques de la production industrielle et de la société qui l'a généré. Comment et à quel point, c'est le sujet de cet article.*

Les objectifs affichés de TICCIH sont l'étude, la protection, la conservation et la mise en valeur des vestiges de l'industrialisation. Répartis dans le monde entier, les spécialistes du patrimoine industriel, archéologues, historiens, conservateurs, font un travail remarquable et sont aidés dans leur tâche par le développement récent des communications par informatique et par internet. Le nombre des colloques et des rencontres organisées ou encouragées par TICCIH s'est accru de façon remarquable ces cinq dernières années. En 2002, il y eut une seule rencontre, celle de la section textile de TICCIH à Lodz, en Pologne. Cette année, en 2007, des rassemblements patronnés par TICCIH ont eu lieu en Argentine, Roumanie, Allemagne, Portugal, Pays de Galles; deux rencontres ont eu lieu en France, une troisième entre la France et la Suisse, trois au Mexique... La plupart de ces rencontres, organisées localement, ont un caractère régional ou thématique, mais l'appui de TICCIH leur donne une dimension internationale. La recherche bénéficie largement de ces rencontres: le nombre des communications présentées et la publication de ces manifestations montrent que TICCIH continue à être le moteur le plus important pour

la recherche et les échanges au niveau international dans le domaine du patrimoine industriel.

Intervenir directement pour la protection des sites est plus difficile d'autant plus en l'absence d'un secrétariat permanent qui pourrait mettre en route la logistique nécessaire. On compte deux ou trois appels pour ce type d'intervention chaque année, auxquels le Président répond par lettre, directement, aux autorités concernées, afin de prévenir la destruction d'un site en danger. TICCIH joue un rôle dans le système éducatif, aussi, mais là aussi, l'évaluation est difficile. Pourtant, le nombre élevé des membres de TICCIH qui appartiennent à une structure universitaire suggère que l'impact, pour être indirect n'en est pas moins utile en particulier dans les enseignements de troisième cycle.<sup>1</sup> Cela pourrait constituer un sujet très riche pour une rencontre thématique<sup>2</sup>, et la Charte de Nijni Taguil<sup>3</sup>, qui est notre texte de référence est utilisée de plus en plus dans les formations.

Les champs d'intervention de TICCIH sont par conséquent tout à fait clairs, même si le débat persiste sur cette activité que nous appelons archéologie industrielle<sup>4</sup>. Pour l'interpréter

<sup>1</sup> Voir Palmer, M and Neaverson, P, 'Industrial archaeology and industrial heritage in tertiary education', TICCIH Bulletin N°23, 2002; et Polino M-N et Hachey-Leroy, F, 'Why and for whom do we teach industrial heritage?' TICCIH Bulletin N° 37, 2007.

<sup>2</sup> Effectivement, une section thématique « Didactique du patrimoine industriel » est en cours de constitution (Note de la traductrice)

<sup>3</sup> Consultable sur internet à l'adresse de la page de TICCIH : [www.mnactec.com/ticcih](http://www.mnactec.com/ticcih)

<sup>4</sup> Nous ne développons pas ici ce point qui a été longuement commenté par nous dans le premier dossier et dans ce dossier, par le président de TICCIH lui-même.

tation des sites, nous avons l'appui de ICOM et des associations des musées industriels ; pour la conservation, nous avons évidemment des liens étroits avec ICOMOS, comme nous allons le voir plus loin.

La première initiative pour rassembler les divers membres de la naissante communauté des archéologues de l'industrie en vue de la fondation d'une organisation permanente fut prise par le directeur du musée de plein air d'Ironbridge, Neil Cossons, en organisant la conférence internationale de 1973. Les travaux de cette rencontre<sup>5</sup> sont une riche source de réflexion pour qui s'intéresse au développement de la discipline. A cette date, le terme « monument » n'avait pas encore été remplacé par celui, plus général et plus large de « patrimoine ». Il est clair que dès cette époque un noyau de personnes motivées, était suffisamment engagé sur le plan professionnel dans l'archéologie industrielle et la protection des monuments, pour justifier la création d'une association permanente. La question fut posée lors de la seconde rencontre internationale à Bochum, en 1975, sur les lieux du célèbre musée de la mine. Cependant, la naissance de TICCIH se place officiellement au moment de la troisième rencontre, celle de Stockholm, en 1978, organisée par la professeure d'histoire des techniques de l'Institut Royale de Technologie, Marie Nisser. Elle fut élue présidente, après Neil Cossons. Les statuts furent rédigés et signés : TICCIH était né<sup>6</sup>.

Le troisième président de TICCIH fut également un universitaire, le professeur Louis Bergeron, qui enseignait à l'Ecole des Hautes Etudes à Paris. Il fut également président, pendant une dizaine d'années de l'Ecomusée du Creusot-Montceau les Mines. Grâce à ses nombreux contacts avec le monde de la culture, Louis Bergeron a pu obtenir la reconnaissance de l'association internationale et a signé une convention avec ICOMOS, lors du congrès de Londres, en 2000. ICOMOS est l'association internationale de référence pour le patrimoine et les sites<sup>7</sup> ; elle prépare les dossiers d'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. En devenant le consultant pour ICOMOS en matière de patrimoine industriel, TICCIH se voyait confirmé en tant qu'association de référence sur la question.

A partir de 1997, Eusebi Casanelles devient président exécutif aux côtés de Louis Bergeron, avant de devenir président à part entière, trois ans plus tard. Eusebi Casa-

nelles était en train de développer un réseau de musées très différent de Ironbridge comme du Creusot. Grâce à la base logistique que constitue son musée, il a pu donner de nouveaux moyens à l'association internationale, en particulier en installant un secrétariat permanent qui soit en contact avec les adhérents, publie un bulletin de liaison et s'occupe pour la première fois d'une page web.

Casanelles a orienté la stratégie de TICCIH sur trois axes. Il a créé des sections thématiques qui ont pour mission de faciliter les contacts entre les spécialistes internationaux sans attendre les congrès tous les trois ans et lister le patrimoine industriel au niveau mondial. Le deuxième axe a consisté à étendre le rôle de TICCIH hors d'Europe et de l'Amérique du Nord, en donnant une attention toute spéciale à l'Amérique latine. Et enfin le troisième axe est de multiplier les occasions de rencontres et d'échanges entre les membres en ouvrant davantage les adhésions aux personnes individuelles et non seulement morales. Sur ce dernier point, la diffusion du bulletin, à la suite de ce que Barrie Trinder avait fait, a été un élément-clé. Au musée de Terrassa, on a disposé d'un graphiste qui a donné à cette publication une allure plus attractive. Le bulletin paraît régulièrement depuis 1998. Au départ, il s'agissait de fournir une tribune aux membres de l'association; mais très vite, le bulletin s'est tourné vers ce qui, dans les domaines des méthodologies et des techniques avait donné les meilleurs résultats dans un pays donné et pouvait s'appliquer partout. De son côté, le professeur Louis Bergeron a créé une revue sous l'égide de TICCIH, *Patrimoine d'Industrie / Industrial Patrimony*. Publié deux fois l'an, c'est actuellement la seule revue internationale de patrimoine industriel<sup>8</sup>.

Un nouveau logo a été mis au point au même moment; il a contribué à une meilleure reconnaissance. Le site web a été lancé en 1999. Il entend donner des renseignements sur l'organisation elle-même, apporter des informations sur la situation du patrimoine industriel dans chaque pays, fournir des liens indispensables pour cette connaissance du patrimoine industriel, collecter les textes-clés et les documents les plus importants que les adhérents lui confient. Quelques articles particulièrement intéressants du bulletin sont également en ligne.

La structure de la page web reflète en partie l'organisation hiérarchique de TICCIH. Actuellement, l'association se construit autour des représentants nationaux, élus en

<sup>5</sup> Le Centre de Documentation du Museu de la Ciència i de la Tècnica de Catalunya possède tous les rapports et publications émis lors des conférences internationales de TICCIH.

<sup>6</sup> Les statuts de TICCIH sont accessibles sur la page web, [www.mnactec.com/ticcih](http://www.mnactec.com/ticcih).

<sup>7</sup> Voir la page web d' ICOMOS: [www.icomos.org](http://www.icomos.org).

<sup>8</sup> Elle est présentée sur la page web de TICCIH

principe par leurs associations nationales ou quand celles-ci n'existent pas, comme en Allemagne ou au Mexique, par le comité TICCIH local. Ce sont les représentants nationaux qui élisent les membres du bureau. Le bureau à son tour élit le président, le secrétaire et le trésorier à chaque assemblée générale, tous les trois ans. Seize personnes composent le bureau, élu au dernier congrès, en 2006 à Terni, Italie. Outre le président, Eusebi Casanelles, le secrétaire est Stuart B. Smith qui a longtemps travaillé à Ironbridge. La trésorière est Olga Deliglianni, représentante de la Grèce et architecte. Les autres membres sont : Gyorgyi Nemeth ; professeure à l'Université de Miskolc et de Budapest, José Manuel Lopez Cordeiro, professeur à l'Université de Braga (Portugal) Michael Mende, professeur à l'Université de Freiberg (Allemagne) Patrick Martin, sans doute l'un des rares professeurs de patrimoine industriel à plein temps au monde, représentant l'association nord-américaine de patrimoine industriel, la puissante SIA<sup>9</sup> ; Miles Oglethorpe dirige le service de la conservation du patrimoine écossais. Maria Teresa Maiullari-Pontois, impliquée dans la revue *Patrimoines de l'industrie*; Belem Oviedo, directrice des archives et musées de Pachuca del Monte (Mexique) et l'architecte roumaine Ioana-Irina Iamandescu. En outre, on été élus à Terni : Dag Avango, suédois, impliqué dans le projet polaire; Jaime Migone, architecte et professeur chilien; Helmut Albrecht, chargé d'organiser le prochain congrès international de 2009, à Freiberg, près de la frontière allemande avec la Slovaquie ; David Worth, représentant de l'Afrique du Sud.

Deux membres supplémentaires ont été co-optés par le bureau, à Terni : Luigi Fontana, professeur à Padoue, grand *artifex* de l'impressionnant congrès de Terni; Gracia Dorel-Ferré, chargée de cours à Paris 1, qui a organisé deux rencontres thématiques en 2007, la première rencontre sur le patrimoine de l'agroalimentaire à Reims et la troisième rencontre textile à Mouzon-Sedan.

Nous sommes maintenant près de 300 membres individuels, presque tous impliqués dans l'enseignement et la recherche en patrimoine industriel, répartis sur une quarantaine de pays, surtout l'Europe occidentale et centrale, l'Amérique du Nord, l'Amérique latine. Il y a des membres de TICCIH au Japon, surtout parmi les universitaires ; par contre nos membres sont très dispersés en Asie, et nous n'avons aucun représentant dans les pays arabes et l'Afrique en dehors de l'Afrique du Sud.

Une vingtaine d'associations nationales de patrimoine industriel sont aussi membres de TICCIH, et à travers elles nous sommes en contact avec 5000 personnes réparties

par le monde, membres du CILAC (France), la SIA (Etats-Unis), TICCIH España ou encore l'AIPAI (Italie) etc.

Dans les années 80 et 90, les adhérents se retrouvaient lors du congrès international et ensuite se perdaient de vue jusqu'au congrès suivant. Les sections thématiques ont été un moyen de garder un contact plus effectif entre deux congrès. La première section textile et la première section concernant le patrimoine minier se sont tenues en 2001 à Terrassa (Barcelone). Les suivantes se sont tenues, pour le textile, à nouveau à Barcelone puis à Sedan-Mouzon et pour la mine, en Allemagne et en Slovaquie. La section agroalimentaire qui s'est tenue en mai 2007 à Reims a été un grand succès et plus de cent personnes ont participé à la première rencontre thématique sur l'hydraulique à Lisbonne, en mars 2007. En juin de cette même année, une section thématique sur l'hydroélectricité a été créée à Divonne (Suisse) sous la houlette de Denis Varaschin. Depuis 1998, date de la première rencontre de Cuba, les rencontres en Amérique latine ont été suivies et efficaces. En septembre 1997 s'est tenu le V colloque de patrimoine latino-américain, à Buenos Aires. On y a constaté l'émergence du Brésil, qui commence à prendre son patrimoine industriel à bras le corps. En Europe, la Roumanie propose des rencontres régionales, qu'il serait intéressant de multiplier ailleurs.

Après le congrès du deuxième millénaire de Londres, Eusebi Casanelles a mis en route une démarche de rédaction d'une charte qui établirait les principes de base pour la reconnaissance et la conservation du patrimoine industriel. Cela fait partie d'un courant, qui est aussi l'expression d'une nécessité, qui entend définir les concepts clés qui sous-tendent les différents types de cultures, dans des textes théoriques, qui vont des jardins jusqu'au patrimoine immatériel. Trois ans plus tard, la charte de TICCIH était validée au cours du XIII congrès qui s'est tenu en Russie. Elle porte le nom de Charte de Nijni Taguil, car elle a été signée dans ce site majeur de l'industrie lourde ouralienne<sup>10</sup>. Trois années plus tard, en 2006, ICOMOS consacrait la journée mondiale des monuments et sites au patrimoine de la production, et depuis, il travaille régulièrement avec TICCIH pour établir des critères de conservation de sites basés sur les principes de la charte, critères qui doivent être approuvés lors de la prochaine assemblée générale d'ICOMOS en 2008.

La reconnaissance par ICOMOS, un bulletin régulier, un programme intense de rencontres et de conférences ainsi que le sponsoring du Musée des Sciences et des Techniques de Catalogne ont été les ingrédients qui ont contri-

<sup>9</sup> Voir l'impressionnante et riche page web de la SIA: [www.sia-web.org](http://www.sia-web.org)

<sup>10</sup> Elle peut être téléchargée sur le site de TICCIH, où elle est présentée en plusieurs langues (anglais, français, hongrois, espagnol, portugais, grec)



bué à la consolidation de TICCIH, durant cette dernière décennie, dans le firmament des organisations internationales pour la protection du patrimoine. Un dernier pas vient d'être franchi: DOCOMOMO, l'association internationale pour la conservation de l'architecture du XX siècle basée à Paris, s'intéresse au patrimoine industriel contemporain et intervient pour sa défense. L'enjeu est de taille : l'absence de ce patrimoine sur l'actuelle liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, l'absence de sites répertoriés dans les grands pays industriels du XX siècle comme les Etats-Unis ou la Russie, la totale ignorance dans laquelle nous nous trouvons, même dans le cas de l'organisation internationale du World Monument Watch, en disent assez sur l'urgence d'une prise de conscience et d'une prise de position.

Participer à des débats conceptuels sur le patrimoine et sur l'archéologie industriels, ou au moins communiquer les arguments qui pourraient être débattus dans différents pays, voilà un dernier, mais pressant, combat à mener. En 1997, à l'occasion du congrès d'Athènes-Thessalonique, le regretté Michael Stratton déplorait que TICCIH n'encourage pas davantage ce type de discussions autour des concepts et des méthodes. Selon lui, les sessions de la conférence étaient envahies par des communications purement factuelles<sup>11</sup>. Malgré les principes contenus dans la charte de TICCIH cela reste encore vrai. Résoudre cette question est l'un des défis que devra relever TICCIH dans les années qui viennent.

---

<sup>11</sup> Voir l'article de Michael Stratton, dans le bulletin n°3 du mois d'octobre 1997.

# Sur la toile - IV

---



*Vitrail de Gruber représentant la construction métallique*  
© Gracia Dorel-Ferré



*Métier à filer self-acting Brooks & Doxey Manchester, 1897,  
dans la filature Ebel à Wasselonne.  
© Pierre Fluck*

# Sur la toile<sup>1</sup>

---

## International

---

<http://www.international.icomos.org>

Sur ce site du Conseil international des monuments et des sites, on trouve toute l'actualité du patrimoine dans le monde. L'ICOMOS se consacre à la conservation et à la protection des monuments, des ensembles et des sites du patrimoine culturel. C'est la seule organisation internationale non gouvernementale de ce type qui se consacre à promouvoir la théorie, la méthodologie et la technologie appliquées à la conservation, la protection et la mise en valeur des monuments et des sites.

<http://whc.unesco.org/fr/list>

Sur le site de l'UNESCO, il est possible de consulter la liste des sites inscrits au patrimoine mondial ainsi qu'une liste indicative des biens que chaque Etat a l'intention de proposer pour inscription au cours des années à venir. Chaque site fait l'objet d'une notice descriptive.

<http://www.mnactec.com/ticcih/>

Sur le site de l'organisation internationale pour l'archéologie et le patrimoine industriel, en cliquant sur links, on obtient une série de liens concernant les principales associations de patrimoine industriel du monde entier.

<http://www.iarecordings.org/>

En cliquant sur links, on obtient une liste impressionnante de sites du monde entier sur le patrimoine industriel en général, sur des musées de l'industrie, des sites industriels, sur l'industrie du fer, les moulins, les mines et autres

[http://www.spoornet.org/sites\\_online.php](http://www.spoornet.org/sites_online.php)

Une liste impressionnante de moulins dans le monde entier avec pour chacun un lien vers une fiche descriptive

<http://www.etn-net.org/>

Cette association a pour objet de relier entre elles les villes et les régions du textile. Sa page web est une mine d'informations, disponibles en anglais et en français.

[http://www.international.icomos.org/centre\\_documentation/bib/](http://www.international.icomos.org/centre_documentation/bib/)

Cette page donne accès à une documentation récente, téléchargeable en PDF. En particulier : la liste des sites du patrimoine mondial en matière de patrimoine industriel, description et bibliographie (2007) ; une bibliographie mondiale thématique en matière de patrimoine industriel (2006).

## En Amérique latine

---

<http://www.agenciaperu.com/cultural/portada/industrial/cuba.htm>

La page fournit une série de titres concernant le patrimoine industriel d'Amérique latine

## En Europe

---

<http://en.erih.net/>

ERIH (European Route of Industrial Heritage) est l'itinéraire européen de l'héritage industriel : un réseau des sites de patrimoine industriel les plus importants de Grande Bretagne, Belgique, Pays Bas, Allemagne et Luxembourg

---

<sup>1</sup> Il ne peut être question d'être exhaustif, nous nous bornons à donner quelques piste. D'autre part, nous avons privilégié les pages accessibles en français ou dans les langues européennes les plus usuelles c'est pourquoi certains pays manquent à l'appel, comme la Russie, par exemple. Cependant, leur patrimoine est cité dans les adresses plus « généralistes » que nous fournissons.

En cliquant sur la rubrique **Anchor Point** : une liste des sites majeurs dans ces pays. En cliquant sur chaque site, on trouve la description de l'espace industriel, son historique et une galerie de photos

En cliquant sur la rubrique **Regional Routes**: dans chaque pays des itinéraires régionaux qui lient des paysages et des emplacements marqués par l'activité industrielle

En cliquant sur la rubrique **European Theme Routes** : des itinéraires à thème sur différents pays : l'eau, la mine, le fer, le textile etc. . . .

<http://www.mining-europe.de/>

De belles photos d'exploitation minière en Allemagne et en Angleterre.

[http://www.culture-routes.lu/php/fo\\_index.php?view=full&dest=bd\\_pa\\_det&id=00000060&lng=fr](http://www.culture-routes.lu/php/fo_index.php?view=full&dest=bd_pa_det&id=00000060&lng=fr)  
[http://www.culture-routes.lu/php/fo\\_index.php?lng=fr&dest=bd\\_ar\\_det&id=00000090](http://www.culture-routes.lu/php/fo_index.php?lng=fr&dest=bd_ar_det&id=00000090)

L'association des itinéraires culturels européens présente des routes du patrimoine industriel avec des liens et des articles de fond.

## Par pays, dans le monde

### Allemagne

<http://www.iba.nrw.de/infos/veroeffentl.htm#links>

Le programme Emscher Park qui avait permis la réhabilitation et la mise en valeur systématique de la région moyenne de la Rhur s'est terminé en 1999. En cliquant sur cette page qui rassemble tous les liens avec tous les sites réaménagés, entre Dortmund et Dusseldorf, on a une information exceptionnellement riche sur cette action emblématique et modèle.

<http://www.iba-see.de/en/erleben.html>

Un nouveau programme de réhabilitation, aussi ambitieux que celui de l'Emscher Park concerne la vaste région minière située aux confins de la Saxe, du Brandebourg et de la Pologne. Il doit se terminer vers 2010 et concerne 25 sites. La page peut être consultée en anglais.

<http://www.voelklinger-huette.org/fr/bienvenue/>

C'est le site du *Patrimoine culturel Mondial Völklinger Hütte* autour du complexe sidérurgique de Völklingen, dans la Sarre : une usine sidérurgique intégrée construite et équipée aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles qui a fermé ses portes récemment et qui est restée intacte. Classée patrimoine culturel mondial, la salle des soufflantes accueille aujourd'hui de nombreux visiteurs. Le site offre une promenade virtuelle dans l'usine, retrace son histoire, présente une histoire du fer et les différentes manifestations organisées dans l'usine .

<http://www.industriedenkmal.de/html/huttenwerke.html>

Un site dont le thème est la photographie industrielle et de culture industrielle de l'industrie minière d'Europe occidentale. De splendides vues d'intérieurs et d'extérieurs d'usines désaffectées ou en activité.

<http://www.deutsche-uhrenstrasse.de/wirueberunsfr.htm>

« La route horlogère » en forêt noire (site en français) retrace l'histoire de l'horloge.

<http://www.dieglasstrasse.de/intro.php>

La route du verre en Allemagne (Bayern), un site riche avec de nombreux liens vers des musées.

<http://www.wollroute.net/>

La route de la laine - accessible en français-

<http://www.porzellanstrasse.de/>

« La route de la porcelaine » -Bayern-

<http://www.technikmuseen.de/>

Sur ce site, présentation de musées techniques brandebourgeois : chemin de fer, aviation, moulin, acier, gants, céramique, papier, textile, verre, briques. . .

<http://www.baronbaron.com/allemanne/ferropolis.html> et

Présentation en noir et blanc et en français des cinq gigantesques excavatrices qui ont été réinstallées, sur des plateformes, comme des pièces de musée à Ferropolis (la cité du fer) entre Berlin et Dessau.

Le site internet officiel de Ferropolis <http://www.ferropolis.de> est en allemand,

<http://www.industriemuseen-emr.de/fr/museen/museen.html>

Une carte donne accès à différents musées industriels du Rhin. -accessible en français-

[http://www.zollverein.de/index.php?f\\_categoryId=3](http://www.zollverein.de/index.php?f_categoryId=3)

Site du complexe industriel de Zollverein (extraction de charbon), dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, inscrit au patrimoine mondial de l'humanité.

### Belgique

<http://www.lafonderie.be/index2.html>

C'est le site du Centre d'histoire économique et sociale de la région bruxelloise créé à l'initiative de l'association La Fonderie et installé dans la Halle des Tourneurs, atelier de l'ancienne « Compagnie des Bronzes de Bruxelles ». Sur le site, on découvre le musée qui abrite des expositions temporaires, les publications *Les Cahiers de La Fonderie* et la vingtaine de parcours urbains et portuaires proposés aux visiteurs



<http://www.canalducentre.be/Education/Chc/Fr/som-maire.html>

Un site bien documenté avec des dossiers très pédagogiques sur le canal historique du Centre et ses ascenseurs à bateaux, l'ascenseur funiculaire de Strépy-Thieu et le pont-canal du Sart à Houdeng-Goegnies

<http://www.ecomusee-regional-du-centre.be/accueil.php>

Un historique très complet du site minier Bois-du-Luc classé patrimoine exceptionnel de Wallonie et présentation du parcours-spectacle «Entre homme et machine» qui montre les divers aspects d'un charbonnage : la vie de tous les jours, le social, les techniques.

<http://www.grand-hornu.be/>

L'histoire de cette ancienne exploitation minière devenue un modèle de complexe industriel et urbanistique est retracée à travers de beaux documents. Le Grand-Hornu près de Mons a été construit dans le goût néo-classique entre 1810 et 1830 par Henri De Gorge, capitaine d'industrie français : Il comprend le complexe industriel minier, la cité ouvrière composée de quelques 450 maisons et la résidence des administrateurs.

<http://www.leboisducaziazier.be/>

Au sud de Charleroi, le Bois du Caziazier est un ancien charbonnage dont l'architecture est assez remarquable : trois ensembles parallèles de bâtiments couronnés par deux châssis à molettes. Un plan interactif et une visite virtuelle du Musée de l'Industrie permettent de comprendre le fonctionnement d'un charbonnage.

<http://membres.lycos.fr/museeducuir/>

Sur ce site du musée du cuir de Péruwelz, petite cité de la vallée de la Verne, où le travail du cuir s'est diversifié à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, de nombreuses informations sur la peau, le tannage, la fabrication des chaussures.

<http://www.aqualaine.be/>

Le site du Centre Touristique de la Laine et de la mode, à travers sept parcours, explique l'histoire de Verviers, histoire qui « s'est tissée sur deux fils conducteurs : le fil de la laine et le fil de l'eau ». Les différentes machines pour traiter la laine dont le léviathan, la mule-jenny et les différents aménagements sur l'eau, cruciale pour la laine, sont mis en valeur. Des dossiers pédagogiques sont téléchargeables.

<http://www.mmil.be/fr/index.htm>

Deux circuits possibles pour une visite virtuelle de la maison de la métallurgie et de l'industrie de Liège : le premier circuit est consacré à la fabrication du fer en Wallonie .Le deuxième présente les révolutions et mutations successives qui ont facilité leur travail de production: les moulins à eau, les machines à vapeur, les moteurs à explosion et

enfin la dynamo. Les deux circuits sont ponctués de vidéos très pédagogiques.

<http://www.blegnymine.be>

La page concerne un remarquable site minier en Belgique. La page des liens permet d'accéder à un grand nombre de musées de mine en Europe.

## **Bolivie**

<http://www.tv5.org/TV5Site/dotclear/index.php/Bolivie-ville-de-potosi>

Un reportage sur les mines de Potosi réalisé par TV5 pour l'émission « Les cousins migrants »

## **Canada**

<http://www.aqi.qc.ca/index.html>

L'Association québécoise pour le patrimoine industriel est une association à but non lucratif dont le rôle est de promouvoir l'étude, la connaissance, la conservation et la mise en valeur du patrimoine industriel au Québec.

[http://www.pc.gc.ca/lhn-nhs/qc/saintmaurice/index\\_f.asp](http://www.pc.gc.ca/lhn-nhs/qc/saintmaurice/index_f.asp)

Site web des Forges de Saint Maurice, l'un des complexes industriels les plus anciens d'Amérique du Nord

[http://www.pc.gc.ca/lhn-nhs/qc/canallachine/index\\_f.asp](http://www.pc.gc.ca/lhn-nhs/qc/canallachine/index_f.asp)

Le Canal Lachine a joué un rôle fondamental dans le développement de Montréal. Il est aussi un des exemples les plus réussis de réhabilitations du patrimoine industriel.

## **Chili**

<http://www.tv5.org/TV5Site/dotclear/index.php/Chili-usines-de-salpetre-de-humberstone-et-de-santa-laura>

Un reportage sur les usines de salpêtre de Humberstone et Santa Laura réalisé par TV5 pour l'émission « Les cousins migrants »

<http://www.tv5.org/TV5Site/dotclear/index.php/Chili-quartier-historique-de-la-ville-portuaire-de-valparaiso>

Un reportage sur les ascenseurs de Valparaiso réalisé par TV5 pour l'émission « Les cousins migrants »

<http://www.monumentos.cl/galerias/humberstone/>

Une belle galerie de photos sur Humberstone, l'usine de salpêtre désaffectée inscrite au patrimoine mondial

<http://www.plataformaarquitectura.cl/2006/09/25/frigorifico-de-bories-monumento-nacional-en-la-patagonia-chilena/>

Documentation sur un site particulièrement spectaculaire : les frigorifiques de la fin du XIX siècle ont été aménagés récemment en musée.

<http://www.sewell.cl/index1.php>

Page de la plus grande mine de cuivre du monde (en galeri-

## Danemark

<http://www.arbejdemuseet.dk/>

Site du remarquable Musée du Travail à Copenhague. Il porte essentiellement sur le XX siècle, avec une forte dimension sociale et anthropologique.

## Espagne

<http://www.bustiello.com>

Il s'agit du village ouvrier modèle construit dans les Asturies par le marquis de Comillas pour les mineurs les plus méritants. Le site, très complet, donne une histoire du village et de son fondateur ; à partir du plan, les principaux édifices sont localisés. En espagnol et en asturien.

<http://www.mumi.es/scripts/informacion.asp>

Le MUMI est le musée de la mine d'El Entrego, aux Asturies. Cette page très conviviale donne à travers les collections du musée une information approfondie sur le travail de la mine dans les Asturies depuis le XIX siècle. Le musée comprend une partie d'exposition et un parcours dans une mine reconstituée.

<http://www.museominero.net/Principal.htm>

Cette page est celle du musée associatif de Gallarta, la ville natale de Dolores Ibarruri, la Pasionaria, non loin de Bilbao et se présente comme le musée de la mine du Pays Basque. Très agréable et complet dans son fonctionnement, il est en plusieurs langues dont l'espagnol et l'anglais.

<http://www.mnactec.cat/>

La page web du Musée des Sciences et des Techniques de Catalogne est accessible en plusieurs langues dont le français. Elle permet l'accès aux musées de site qui font partie du « système » du musée et aux programmes pédagogiques qui sont une spécificité de ce musée.

(voir l'entretien du directeur Eusebi Casanelles dans la première partie du dossier)

<http://www.elmasino.com/cazarabet/alarifes/>

Pour les hispanisants, il s'agit d'une revue électronique de patrimoine industriel d'une qualité exceptionnelle. Toute l'information concernant la péninsule ibérique et au-delà y est passée au peigne fin.

<http://www.parquemineroeriotinto.com/>

En langue espagnole seulement, la page expose de façon très complète le patrimoine visitable d'une des plus anciennes mines d'Europe, situés près de Huelva.

<http://www.dealmaden.com/>

Bien que le site n'ait pas reçu un aménagement sophistiqué, la page très bien faite fournit l'essentiel des données sur le site d'Almadén (Ciudad Real) et son exploitation depuis l'Antiquité.

## Etats-Unis

[http://www.athm.org/home\\_framemiddle1.htm](http://www.athm.org/home_framemiddle1.htm)

Le site du musée du textile de Lowell, Massachusetts (American textile history museum). (en anglais)

<http://www.ss.mtu.edu/IA/sia.html>

De nombreuses photographies de sites industriels sélectionnés par la Society for Industrial Archeology, association qui s'intéresse à la préservation, l'interprétation des sites industriels et à la documentation s'y rapportant. La SIA est la plus importante association de patrimoine industriel du monde et sa newsletter, en ligne, est une mine d'informations.

<http://www.mininghistoryassociation.org/links.htm>

Des liens vers des sites liés aux mines

## Finlande

<http://w3.verla.fi/vrl/internet/vrlweb.nsf/sivut/startdefault-2?OpenDocument&cid=Content32981-2-3>

Il s'agit du site de Verla, un village industriel du papier, installé en pleine forêt, dans un lieu idyllique. La page web est disponible en anglais, et fort documentée. Verla est un des six lieux de Finlande inscrits au patrimoine mondial.

<http://www.tampere.fi/english/tourism/sights/industrial-heritage/index.html>

Sur la ville de Tampere, berceau de l'industrialisation de la Finlande

## Lettonie

<http://www.i-mantojums.lv/eng/frames/fonds.htm>

Présentation générale, en anglais, du patrimoine industriel en Lettonie

## Italie

<http://www.comune.caserta.it/belvedere/ing/index.html#>

Sur ce site, on découvre en anglais ou en italien, en images et en textes l'ensemble monumental du Belvédère de San Leucio. Ferdinand IV, roi de Naples a transformé un relais de chasse appelé le Belvédère près du château royal de Caserta en manufacture de soie et il a commencé à bâtir une ville circulaire, qui devait s'étendre au pied de la manufacture. C'est un cas célèbre d'utopie pratiquée, d'initiative royale. Contemporain de New Lanark, en Ecosse.

<http://www.villaggiocrespi.it/FRA.htm>

Présentation et historique en français du village industriel de Crespi d'Adda inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce village a été construit par la famille Crespi, industriels du coton, à côté de leur au bord de la rivière Adda. C'est une véritable cité pour les travailleurs

de l'usine et leu famille où chacun disposait d'une maison avec potager et de tous les services nécessaires.

<http://www.venice2.it/gregorj/index0.htm>

Découverte en français de l'histoire, des installations industrielles, des produits de la Briqueterie Guerra-Gregorj dans la province de Trévis

[http://www.acciaiterni.it/index\\_1.asp?pgGr=storia\\_video&mnBl=Chi\\_siamo/](http://www.acciaiterni.it/index_1.asp?pgGr=storia_video&mnBl=Chi_siamo/)

Sur la page web des aciers de Terni, le chapitre *chi siamo* rappelle l'histoire du lieu avec une documentation d'un intérêt exceptionnel. Deux vidéos datées des années 50 et des années 60 montrent des images de la construction des poutrelles d'acier et du fonctionnement de l'usine, ainsi que la destruction des locaux anciens.

## **Irlande**

<http://www.heritagecouncil.ie/publications/portlaw/development.html>

site de l'ancienne industrie cotonnière auquel Denis McKee fait référence dans son article.

<http://www.sionmills.org/Portals/0/images/m-1.jpg>

Village ouvrier d'une exceptionnelle qualité. Voir l'article de Denis McKee.

## **Luxembourg**

<http://www.ont.lu/cult-fr-20-233.html>

Site d'initiation générale sur la culture technique et industrielle du Luxembourg, avec la liste commentée des musées de l'industrie, des musées des transports et du commerce (dont un sur les rotondes de chemins de fer) et des musées d'arts et métiers recouvrant l'hydraulique, la papeterie, l'agroalimentaire, etc.

<http://www.fond-de-gras.lu/>

Découverte en textes et en photos du parc industriel de Fond de Gras dans la « vallée de la Chiers » : le train minier, le village ouvrier, la galerie minière, la centrale électrique...

<http://www.seo.lu/vianden/vianden0.htm>

La plus importante centrale de transfert d'énergie du nord de l'Europe présente une page claire et documentée qui concerne Vianden même et l'aménagement de la Moselle.

## **Norvège**

<http://www.stavanger.museum.no/default.aspx?ChannelID=1029>

Site du musée norvégien de la conserve, situé à Stavanger. On découvre le processus de fabrication des conserves de sardines

<http://www.norvege.no/culture/architecture/renovation-desbatimentsindustriels.htm>

Synthèse sur les réutilisations récentes du patrimoine industriel norvégien, comme par exemple des silos spectaculaires reconvertis en cité universitaire...

## **Pays Bas**

<http://www.heinekenexperience.com/>

Présentation de la visite de la brasserie Heineken

<http://www.twentsewelle.nl/>

Présentation du musée des textiles et de la vie sociale de Jannink à Enschede qui raconte la longue tradition de tissage dans la région.

<http://www.museumdecruquiuis.nl/fr/index.html>

Un bref historique en français et de belles photos du musée installée dans l'ancienne station de pompage de De Cruquiuis destinée le lac Haarlemmermeer et qui témoigne de la lutte des Hollandais contre la menace que représentait l'eau.

<http://www.technikmuseumheim.nl/>

Découverte du musée industriel éducatif de Hengelo à l'ouest des Pays Bas qui présentent des moteurs, plusieurs générations de des radars, des machines pour le textile.

<http://www.panoven.com/>

Découverte en photos de la briqueterie d'Aberson : machines, hangars, le four, des puits d'argile

<http://www.textielmuseum.nl/>

Le musée du textile de Tilburg et sa page web presque exclusivement en hollandais

## **Pologne**

[http://www.cyf-kr.edu.pl/krakow\\_i\\_okolice/?a=wieliczka](http://www.cyf-kr.edu.pl/krakow_i_okolice/?a=wieliczka)  
Site présentant la mine de sel de Wieliczka

[http://www.tourisme.pologne.net/online\\_fr/ville/lodz/download.htm](http://www.tourisme.pologne.net/online_fr/ville/lodz/download.htm)

Une brochure téléchargeable donne des informations sur la ville de Lodz, qui fut une très grande ville textile, à la frontière des trois empires centraux : allemand, autrichien et russe.

## **Royaume Uni et Irlande**

<http://www.amlwch.net/heritage/porth-amlwch.asp>

très belles photos du port d'Amlwch qui s'est développé grâce à la production de cuivre et au commerce des levures pour la bière

[http://www.derwentvalleymills.org/04\\_his/his\\_000.htm](http://www.derwentvalleymills.org/04_his/his_000.htm)  
Dans cette vallée, la puissance de l'eau a été adaptée à une série de processus mécaniques pour la production textile. Patrimoine mondial de l'UNESCO

<http://www.saltairevillage.info/>  
Site officiel de la cité ouvrière modèle fondée par Salt et inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO

<http://www.newlanark.org/>  
Des images interactives à 360° donnent une vue du site à partir du centre du village et montrent la salle de classe historique. Une courte présentation de l'histoire du site peut être téléchargée. Patrimoine mondial de l'UNESCO

<http://www.penmorfa.com/>  
Ce site présente quelques aspects du patrimoine industriel du Pays de Galles l'ardoise, les transports (en Anglais)

<http://www.heritagerrailways.com/>  
C'est un site regroupant tout ce qui concerne le patrimoine du chemin de fer en Grande Bretagne et en Irlande

<http://www.nmes.org/>  
The Northern Mill Engine Society - site de l'association et du musée situé dans l'ancienne usine Atlas de Bolton, au nord de Manchester pour préserver les machines liées à l'industrie textile du Lancashire et du Yorkshire. On y trouve beaucoup de photos des machines exposées dans le musée. (en Anglais)

<http://www.churchillforge.org.uk/>  
Historique du moulin à eau faisant fonctionner la forge de Churchill qui produisait des outils en métal et présentation du musée qui y est installé

<http://www.simt.co.uk/>  
Site du musée de l'île de Kelham qui regroupe des objets, des documents iconographiques, des archives présentant l'histoire industrielle de Sheffield.

<http://www.royalgunpowdermills.com/>  
Les moulins royaux de poudre dans l'Essex

<http://www.iarecordings.org/>  
Des enregistrements en vidéo sur l'industrie présente et passée

<http://www.penninewaterways.co.uk/index.htm>  
Ce site est consacré aux canaux des Pennines du sud du Royaume Uni avec des croisières virtuelles photographiques le long de ces canaux. Sur le site aussi des photos sur les travaux terminés de restauration sur les canaux de Huddersfield et de Rochdale.

<http://www.cumbria-industries.org.uk/>  
Un guide de l'industrie en Cumbria des siècles passés à nos jours

<http://www.spinningtheweb.org.uk/>  
Ce site rassemble une collection d'environ 20.000 articles des bibliothèques, des musées et des archives de l'Angleterre du nord-ouest sur l'histoire de l'industrie de coton de Lancashire.

<http://www.knittingtogether.org.uk/>  
Superbe site sur l'histoire de la maille dans les Midlands : musée virtuel, objets exposés interactifs, sites à visiter et tout une gamme d'autres informations. En anglais uniquement

<http://www.enginemuseum.org/index.html>  
Anson Engine Museum - site du musée situé au sud de Manchester concernant les machines. Voir en particulier la page « Engine Company History » qui retrace l'histoire de quelques entreprises spécialisées dans la production de machines. (en anglais)

<http://www.ironbridge.org.uk/>  
Site présentant le premier pont en fer (il enjambe la vallée de Severn à Telford) mais aussi les collections de dix musées sur des sites d'anciennes entreprises industrielles tout au long de la vallée de la Severn.

<http://www.leadminingmuseum.co.uk/>  
Il s'agit du site d'une mine de plomb exploité par les quakers anglais dès le XVII<sup>e</sup> siècle, Wanlock lead mine. Leur première initiative avait été d'installer une bibliothèque. La mise en valeur muséographique du site en fait une référence pédagogique.

<http://www.chdt.org.uk/>  
Les anciens chantiers navals de Chatham ont été aménagés en musée de plein air, d'une façon remarquable.

<http://www.world-heritage-blaenavon.org.uk/>  
La page concerne les mines fer et de charbon des Galles du Sud, dont le rôle a été déterminant pendant l'industrialisation du XIX<sup>e</sup> siècle. Inscrit au patrimoine mondial

<http://www.cornish-mining.org.uk/>  
La page concerne les mines des Cornouailles où étaient exploités depuis la plus haute antiquité l'étain mais aussi le cuivre et l'arsenic. Inscrit au patrimoine mondial.

<http://www.liverpoolworldheritage.com/>  
Premier port pour la traite des noirs au XVIII<sup>e</sup> siècle, Liverpool est devenu au XIX<sup>e</sup> siècle le port de Manchester, la fabrique du monde, et de ses environs. La page web

décrit la ville et fournit de nombreux liens utiles. Inscrit au patrimoine mondial.

## Slovaquie

<http://www.cestaunesco.sk/?theme=bs&lang=fr&page=5>  
dans cette page, voir en particulier ce qui a trait à Banská Štavnica, l'ancienne Chemnitz, dans une région minière où l'extraction de l'or et de l'argent se fait à l'aide d'un système technique hydraulique ingénieux.

## Suède

<http://www.raa.se/cms/extern/varveng/engelse.asp>  
Site des forges d'Engelsberg : fonderies suédoises dont la production de fer de haute qualité assura à la Suède la première place dans ce secteur aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

<http://www.artech.se/~krijoh/musraile.html>  
C'est une compilation de liens vers des musées du rail

<http://www.ekomuseum.se/english/index.html>  
Il s'agit du site de l'écomusée de Bergslagen, réparti sur une cinquantaine de sites dans une région qui s'était illustré dans la métallurgie du fer, dès les temps les plus anciens. Le site, accessible en anglais, est très complet. Sa page de liens est également précieuse, avec toute une liste de sites suédois et norvégiens, sur ce thème et sur d'autres.

<http://www.falun.se/>  
Falun fut pendant les XVII et XVIII siècle la plus grande mine de cuivre du monde.

## Suisse

<http://www.sgti.ch/Portrait.7.0.html>  
Site de l'association d'histoire de la technique et du patrimoine industriel. En cliquant sur IN-KU bulletin, on peut télécharger en PDF tous les bulletins édités à ce jour et qui présente des sites, des musées. Certains sont en français : Moutier, capitale du tour automatique à poupée mobile ; le Rhône genevois et ses sites industriels ; les centrales hydro-électriques sur le Rhône genevois ; des moulins à la centrale électrique de Locle ; Antoine Borel à Bergier

<http://www.papermuseum.ch/>  
De belles photos et un historique du moulin à papier de Bâle, musée suisse du papier, de l'écriture et de l'impression

<http://www.mines.ch/>  
La page web concerne les salines de Bex, qui sont toujours en exploitation. Cependant, toute une partie est ouverte à la visite.

## Tchéquie

<http://www.hucot.com/bata-zlin/zlin-bata-english-site.htm>  
L'entreprise de chaussures BATA avait construit un véritable empire à partir de Zlin, qui reste toujours un modèle de ville ouvrière de la première moitié du XX siècle. Page très complète réalisée à partir d'une exposition, fournit un vaste ensemble documentaire sur la firme et a ville.

<http://www.tugendhat-villa.cz/html.en/>  
La villa de l'industriel du textile de Brno, Tugendhat, construite par Mies van der Rohe, est inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO